



# 100 ans d'histoire 100 Years of History

Recherche et rédaction de l'historique  
Research and text by  
Denis Gravel

Collaboration à la rédaction  
Text collaborator  
Hélène Lafortune



© Lucie Parent

Pages de garde : Les citoyens de Howick lors de l'enregistrement de l'émission *la Soirée canadienne*, en janvier 1981.

Archiv-Histo décline toute responsabilité pour toute mauvaise interprétation, erreur ou omission dans l'élaboration et la présentation de cet ouvrage. Elle remercie André Dionne, Denis Gravel, Hélène Lafortune, Mireille Lebeau, Bernard Quesnel et Normand Robert, ainsi que le Comité des fêtes et les bénévoles qui ont fait l'adaptation de l'historique en version anglaise.

**Société de recherche historique  
Archiv-Histo Inc.**

 535, rue Viger Est  
Montréal (Québec) H2L 2P3  
Case postale 45501, succursale Sault-au-Récollet  
Montréal (Québec) H2B 3C9  
Téléphone : (514) 525-5791  
Courriel : [archiv.histo@gmail.com](mailto:archiv.histo@gmail.com)  
Site Internet : [Archiv-Histo.com](http://Archiv-Histo.com)

© Tous droits réservés

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec - 2015  
Bibliothèque et Archives Canada - 2015

ISBN : 978-2-923598-26-0

**SITE INTERNET : [ARCHIV-HISTO.COM](http://ARCHIV-HISTO.COM)**



## ASSEMBLÉE NATIONALE

### Message du député de Huntingdon

Je suis heureux de souligner cette année le 100<sup>e</sup> anniversaire de la municipalité de Howick, le *village qui m'a vu grandir* et qui fait partie intégrante du patrimoine et de la vitalité de notre belle région. Avec les années, *notre village* s'est grandement développé tout en conservant précieusement les vestiges de son passé seigneurial et en faisant revivre de génération en génération l'histoire de ses bâtisseurs. Cet anniversaire est l'occasion pour *nous tous*, de se donner rendez-vous afin de se remémorer une panoplie de souvenirs.

Joyeuses célébrations du 100<sup>e</sup> anniversaire à toute la population !

Stéphane Billette

Député de Huntingdon

Whip en chef du gouvernement

Québec 

### Message from M.N.A. for Huntingdon

I am happy to honour the 100<sup>th</sup> year anniversary of the municipality of Howick. The place where I grew up and cherish all my childhood memories. Howick is an integral part of the heritage and the vitality of our beautiful region. Over the years, our village developed through leaps and bounds, all the while carefully preserving the vestiges of a most noble past and continuously reviving to present and future generations, the history of the pioneers and the builders of years gone by. This special anniversary is an opportunity for everyone to recall a host of wonderful memories of our ancestors, the builders who built Howick as it is today.

Happy 100<sup>th</sup> anniversary celebrations to the entire population !

Stéphane Billette

M.N.A. for Huntingdon

Chief Government Whip



Message de la députée de  
Beauharnois-Salaberry  
à la Chambre des Communes

Chères Howickoises,  
chers Howickois,

Je suis honorée de pouvoir célébrer les 100 ans de la municipalité de Howick avec vous ! En tant que députée fédérale, j'ai eu le bonheur de découvrir le village et ses habitants à de nombreuses reprises, que ce soit à vélo sur la route du Circuit du Paysan, dans un des tracteurs agricoles lors des défilés de Noël, ou encore pour aller encourager les musiciens, les pompiers volontaires ou à la bibliothèque avec les citoyens engagés venus me rencontrer pour discuter des enjeux fédéraux.

Les gens de Howick ont de quoi être fiers ! Un siècle de dynamisme dans un village peuplé de citoyens tissés serrés, où le français et l'anglais se marient dans toutes les conversations et où les terres agricoles et les monuments ancestraux nous offrent des paysages à couper le souffle.

Bonnes festivités à tous !

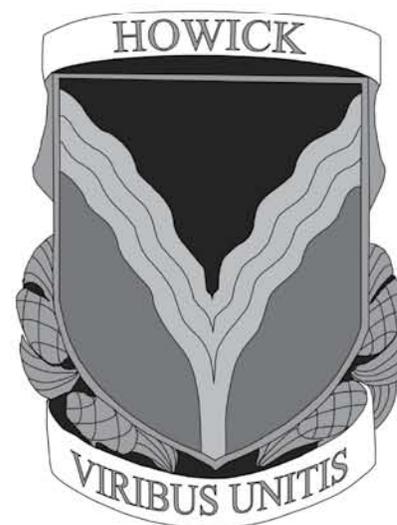
Anne Minh Thu Quach

Députée de Beauharnois-Salaberry



## Message du maire

## Message from mayor



C'est avec joie, fierté et un honneur de faire partie du merveilleux groupe de citoyens qui organise le 100<sup>e</sup> anniversaire de Howick.

Notre comité de bénévoles a travaillé très fort pour assurer le succès de notre 100<sup>e</sup> anniversaire. Ce sont des moments comme ça qui me font réaliser que je suis très choyé de faire partie d'une si belle communauté... Mon chez-nous.

Depuis le début de son histoire, notre municipalité peut attribuer son succès aux personnes vivant dans et autour de ce merveilleux village. Dans les moments difficiles, notre petite communauté n'hésite pas à aider ses prochains. En 1998, lors de la tempête de verglas qui fut suivie de l'inondation, on a vu comment celle-ci peut se réunir pour faire face à n'importe quelle situation.

Notre village prend de l'expansion grâce au nouveau développement qui est presque terminé. Nous sommes fiers d'accueillir à bras ouvert les nouveaux résidents qui se joignent à notre communauté.

Encore une fois, je tiens à remercier tous les participants, commanditaires et bénévoles et à souligner l'appui de nos citoyens et citoyennes qui ont fait de cette fête un succès.

Richard Raithby

It's with happiness and pride that I am a part of the wonderful group of people that are organizing the celebration of Howick's 100<sup>th</sup> anniversary.

The volunteers have been working hard to make the celebration a success. It's times like this that make me realize how fortunate I am to be a part of a close community like Howick... to call my home.

From the beginning of the town's history its success can be attributed to the people living in and around this wonderful town. This community sticks together helping each other in hard times as well as good. Volunteering to make Howick and the community a better place to live. Ice storm and flood of '98...I've seen first hand how this community can come together.

Our town is slowly growing with a new development almost completed and new residents moving in to join our community, we welcome them with open arms.

Again I would like to thank all the participants, sponsors, volunteers and support from our citizens that made this celebration a success.

Richard Raithby



## Le comité organisateur

Nous sommes tous natifs de Howick et parce que nous avons notre village à cœur, nous avons tenu à former un comité et à nous impliquer dans l'organisation de diverses activités pour souligner le 100<sup>e</sup> anniversaire de la municipalité de Howick.

Nous voulons remercier les familles qui ont collaboré à la publication de cet album souvenir à l'occasion de notre centenaire. Elles ont généreusement partagé leurs histoires qui raviveront certainement de beaux souvenirs à plusieurs d'entre vous. Pour d'autres, ils apprendront à connaître les origines de notre village, les fondateurs, les familles qui y ont vécu et qui y vivent encore. Pour les générations à venir, il sera un bel outil de référence. Prenez plaisir à le parcourir du début à la fin.

Nous désirons également remercier sincèrement tous ceux et celles qui nous ont apporté leur aide lors des activités qui ont eu lieu tout au long de cette année de centenaire.

## The organizing committee

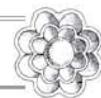
We are all natives from Howick and because we are dedicated to our village we wanted to form a committee and get involved in organizing various activities to celebrate the 100<sup>th</sup> anniversary of the Municipality of Howick.

We would like to thank the families which collaborated in the publication of this album to commemorate our centenary. They generously shared their stories with us which will certainly revive good memories to many of you. For others they will learn to know about the origins of our village, the founders, families who have lived and still live here. For generations to come, it will be a valuable reference. Take pleasure in reading it from the beginning to the end.

We also like to take this opportunity to thank all those who assisted us during activities that took place throughout this centennial year.



Première rangée : Annie Parent, Karine Lazure et Amanda Raithby;  
deuxième rangée : Guy Faubert, Claudette Provost, Linda Deschamps et Jean-Denis Billette.



## Chapitre I

# Aux fondements du village de Howick : les origines françaises et anglaises

**L**es racines de Howick ne se perdent pas dans la nuit des temps. Elles plongent dans l'histoire de la Nouvelle-France au moment où la seigneurie de Villechauve est concédée à Charles et Claude de Beauharnois en 1729. Par la suite, l'établissement de colons américains, puis écossais et irlandais sur son territoire, fait en sorte que Howick oscille entre ses racines françaises et anglaises. D'où le double héritage linguistique qui caractérise ses citoyens depuis des décennies. Bien que majoritairement protestants, les colons anglais vont contribuer à la création d'une paroisse catholique afin de jeter les bases d'une organisation municipale. À compter de 1845, le législateur retient le principe des assises du territoire religieux catholique pour établir des municipalités à des fins civiles. Contrairement à d'autres régions du Bas-Canada, aucune municipalité de canton ne verra le jour sur le territoire de Howick, dont l'évolution s'inscrit dans les limites de la seigneurie connue sous le nom de Beauharnois.



© Roma Myre

Vue à vol d'oiseau de la municipalité de Howick.

## Howick, un nom d'origine anglaise



© Archiv-Histo

James Bruce Elgin,  
20 juillet 1811 – 20 novembre 1863.

Tel que le suggère la Commission de toponymie du Québec, l'origine du nom de Howick serait en lien avec un personnage historique, Henry George Grey, 3<sup>e</sup> comte de Grey et vicomte d'Howick. Entré au Parlement britannique en 1826<sup>1</sup>, il est secrétaire d'État à la Guerre et aux Colonies de 1846 à 1852. À ce titre, il fait nommer Lord Elgin au poste de gouverneur général du Canada-Uni.

Or, une certaine historiographie locale est plutôt d'avis que c'est pour honorer la mémoire de son beau-frère, Charles Grey, qu'Edward Ellice, propriétaire de la seigneurie de Beauharnois à compter de 1795, aurait choisi le toponyme de Howick<sup>2</sup>. Le seigneur Ellice avait épousé en premières noces, Lady Hannah Althea, la jeune sœur de Charles, 2<sup>e</sup> comte de Grey, premier ministre de 1830 à 1834 et réformateur des institutions parlementaires du Royaume-Uni<sup>3</sup>. Né le 13 mars 1764 à Follodon, Charles de Grey est le fils du général Sir Charles Grey (1729-1807), premier comte de Grey. En 1786, il entre à la Chambre des Communes du Royaume-Uni comme représentant du comté de Northumberland en Angleterre. En 1801, il est nommé baron de Grey de Howick, puis en 1806, deuxième comte de Grey et vicomte de Howick. C'est à son fils Henry George, troisième comte de Grey, auquel la Commission de toponymie attribue l'origine du nom de Howick. Indépendamment du fait que ce soit à la mémoire du fils ou du père, Howick honore une grande famille de dirigeants politiques du Royaume-Uni. Howick est également le nom d'un village du comté de Northumberland qui fait face à la mer du Nord, non loin de l'Écosse, et d'un canton dans le comté de Huron en Ontario.



© Archiv-Histo

Charles Grey,  
13 mars 1764 – 17 juillet 1845.

Petite municipalité rattachée à la MRC du Haut Saint-Laurent, Howick est établie sur la rive ouest de la rivière des Anglais, un affluent de la Châteauguay, en Montérégie. Elle se trouve un peu à l'écart de la route 138 qui relie Montréal à Huntingdon en passant par Khanawake, Châteauguay, Mercier, Sainte-Martine et Ormstown. Son territoire se trouve enclavé dans la municipalité de Très-Saint-Sacrement, créée en 1885.

Le petit hameau de Howick relève au départ de la seigneurie de Villechauve, communément appelée Beauharnois, dans le secteur de South Georgetown, au centre même du territoire. Il est connu d'abord sous le nom de George's Mill, qui y fit construire un moulin, en 1803-1804. Vers 1833, les anglophones le désignent sous l'appellation de Howick Village, alors que les francophones préfèrent celle de village de la Fourche<sup>4</sup>, rappelant la proximité de la jonction entre les rivières Châteauguay et des Anglais<sup>5</sup>. Le vocable Howick servira enfin à identifier un bureau de poste ouvert en 1851, avant de désigner la Municipalité de village créée en 1915. En 2010, la Municipalité du village de Howick laisse tomber son appellation de village pour adopter le vocable de Municipalité de Howick<sup>6</sup>.



## L'évolution de la seigneurie de Beauharnois

Au cœur de l'histoire de Howick s'inscrit celle de la seigneurie de Beauharnois. Le 12 avril 1729, le roi Louis XV concède la seigneurie de Villechauve à Charles, chevalier, marquis de Beauharnois, et à son frère, Claude de Beauharnois de Beaumont, capitaine de vaisseau. Né le 22 septembre 1674 à Saint-Laurent, près d'Orléans, Claude de Beauharnois commande des vaisseaux qui transportent des troupes et des munitions vers le Canada, sans jamais toutefois y résider. Son frère Charles, né le 12 octobre 1671, sera désigné par le roi pour occuper la fonction de gouverneur de la Nouvelle-France. Au décès de Claude de Beauharnois en 1738, la seigneurie revient à son frère Charles. Or, ce dernier décède en 1749, veuf et sans héritier direct. Selon la Coutume de Paris, François de Beauharnois, son neveu et fils de feu Claude, hérite de la seigneurie. Cependant, la négligence des seigneurs à procéder au peuplement force les autorités coloniales à récupérer le territoire, lequel est rattaché au domaine du Roi.

François de Beauharnois réagit promptement. Il dépose une requête au ministre de la Marine afin de récupérer le bien familial et obtient gain de cause le 14 juin 1750. Certains événements viendront cependant brouiller les plans des descendants Beauharnois. Le traité de Paris en 1763 confirme la cession du Canada à l'Angleterre. Attendu son attachement à la Couronne de France, François de Beauharnois n'a d'autres choix que de se départir de sa seigneurie. Ne pouvant pas poursuivre sa carrière au Canada, il vend donc son domaine à Michel Chartier, chevalier seigneur de Lotbinière, pour la somme de 24 000 livres au cours de France, soit 8 000 \$.

Michel Chartier de Lotbinière, est le fils d'Eustache Chartier de Lotbinière et de Marie-Françoise Renaud d'Avène de Desmeloizes. Né à Québec le 23 avril 1723, il épouse Louise-Madeleine, fille de Gaspard-Joseph Chaussegros de Léry, le 20 novembre 1747. Aux prises avec des dettes, Michel Chartier vend en 1795 sa seigneurie à un marchand d'Écosse, Alexander Ellice, pour la somme de 9 000 livres au cours d'Halifax, soit 36 000 \$. Or, Chartier de Lotbinière n'avait pas pris soin de demander à son épouse l'autorisation de vendre ladite seigneurie. Le nouvel acquéreur se voit dans l'obligation d'acquitter un droit



Michel Chartier de Lotbinière,  
23 avril 1723 – 14 octobre 1798.



La seigneurie de Beauharnois, en 1838.

de mutation non payé en 1763 à Louise-Madeleine Chaussegros, séparée de son époux, mais mariée en communauté de biens avec ce dernier. Ellice est donc contraint de lui verser 16 608,78 \$.

Le nouveau propriétaire de la seigneurie, Alexander Ellice, est le fils d'un riche meunier, William Ellice de Knockleith et de Mary Simpson de Gartly. Il épouse Anne Russell vers 1780, avant de faire fortune dans la traite des fourrures et grâce à l'acquisition de propriétés foncières tant au Canada qu'aux États-Unis. À sa mort en 1805, il laisse 450 000 livres sterling en valeur nette, soit 1 800 000 \$. Dès lors, la seigneurie revient à son fils George, qui ne peut en profiter longtemps puisqu'il meurt en 1810. Les six frères de George, tous résidents de l'Angleterre, se retrouvent alors propriétaires. Parmi eux, Edward rachète seul les parts de chacun dans la seigneurie. Le règlement de la succession d'Alexander Ellice se poursuit longtemps après la mort du premier héritier. Cette suite d'événements ralentit sensiblement le développement seigneurial. John Richardson devient le fondé de pouvoir pour agir durant cette période de règlement de succession. En 1830, Edward Ellice prête foi et hommage, comme le veulent la coutume et le régime seigneurial toujours en vigueur dans la colonie malgré la Conquête britannique.



© Archiv-Histo – Sir Charles William Ross (1794-1860)

Edward Ellice,  
27 septembre 1783 – 17 septembre 1863.

Né à Londres en 1783, Edward Ellice fréquente le Marishal College à Aberdeen où il obtient une maîtrise ès arts avant de travailler dans l'entreprise familiale. Il devient le principal acteur lors de la fusion des compagnies du Nord-Ouest et de la Baie d'Hudson, laquelle met fin à la concurrence dans le secteur du commerce de la fourrure. Il contracte une alliance avantageuse en 1809 en épousant Lady Hannah Althea, fille du premier comte Grey et veuve du capitaine Bettsworth, de la Royal Navy. Suite au décès de son épouse survenu en 1832, Edward Ellice se remarie en 1843 à Lady Amelia, fille du 4<sup>e</sup> vicomte d'Albemarle et veuve du premier comte de Leicester. Ellice siège au Parlement de Westminster en tant que député de Coventry de 1818 à 1863, sauf pendant une courte période de trois ans. Il devient ensuite ministre au secrétariat du Trésor de 1830 à 1832 et ministre de la Guerre de 1833 à 1834. À sa mort en 1863, il laisse plus de 100 000 livres en valeurs mobilières, soit 400 000 \$.

Après trois ans de négociations, la seigneurie de Beauharnois passe en 1842 entre les mains de la North American Colonial Association of Ireland (NACAI). Neuf ans plus tard, la compagnie n'a pas encore acquitté le solde du capital de la vente qui atteint 78 000 livres sterling, soit 312 000 \$. Ellice accepte d'accorder un délai de dix ans à la compagnie afin qu'elle puisse s'acquitter de sa dette. Or, l'entreprise ne parvient toujours pas à rembourser totalement sa créance; un quart de l'hypothèque est toujours en souffrance en 1863. À la suite d'une poursuite déposée par le fils d'Ellice, la compagnie est contrainte à en venir à un arrangement; les rentes de la seigneurie sont ainsi cédées

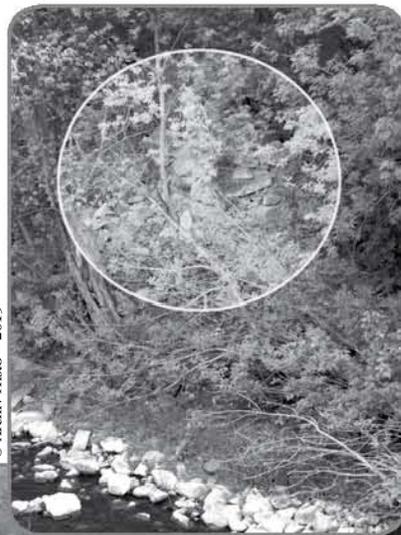


à la firme Montreal Investment Trust. En 1941, au moment du rachat de la rente seigneuriale par le gouvernement du Québec, Montreal Investment Trust touche plus de 200 000 \$ pour le capital et les intérêts accumulés sur la dette.

## Quand le moulin bat trop vite...

Tout seigneur dans le Bas-Canada doit allouer une terre au colon qui en fait la demande. Il est tenu également de bâtir un moulin pour ses censitaires. Somme toute, il détient le monopole de la ressource hydraulique, de la construction et de l'exploitation des moulins. Voulant assurer la bonne marche de son domaine, le seigneur Ellice entreprend donc de faire reconstruire les moulins de Beauharnois et de Howick. À sa demande, en 1803, l'entrepreneur John Simpson érige un moulin sur la rivière des Anglais et creuse un canal pour fournir l'eau avec l'aide d'une digue<sup>7</sup>. Ellice fait aussi aménager un chemin entre le moulin et la rivière Châteauguay qui prend le nom de Mill Road. Le meunier Robert Somerville prélève un septième de

Probablement les ruines de l'ancienne digue du moulin Gebbie.



© Archiv-Histo – 2015



© Archiv-Histo – 2015

La rivière des Anglais à la hauteur de l'ancien moulin Gebbie.



minot de blé pour son labeur lorsque le censitaire vient lui porter le fruit de sa récolte. Au déclenchement de la guerre de 1812, le départ de résidents américains du secteur incite toutefois l'agent seigneurial James Milne à fermer le moulin.

Prenons soin ici d'examiner le site occupé par le moulin. De toute évidence, il comporte maints avantages, dont celui d'être situé à proximité de la rivière des Anglais. On retrouve la trace de ce moulin sur un plan de la seigneurie de Beauharnois dès janvier 1804. Ce plan fut envoyé par le régisseur Francis Winter à Alexander Ellice, à Bath, en Angleterre<sup>8</sup>. Il démontre clairement que le côté sud de la rivière Châteauguay est habité de manière continue jusqu'à Brysonville, puis de façon clairsemée en amont jusqu'à la fourche de la rivière aux Outardes. Du côté nord, les terres colonisées se rendent jusqu'aux limites d'Annstown et de North Georgetown (côte Saint-Laurent). Dans la direction est, en aval de George's Mill, les lots de la rivière des Fèves sont concédés et, enfin au sud, en haut de la rivière des Anglais et sur la rivière Noire, quelques habitants sont dispersés sur le territoire. Tout considéré, le moulin connu sous le nom de George's Mill s'avère fort bien situé et en mesure de desservir tous les colons, dont ceux de la partie arrière de la seigneurie.

Vers 1826, l'entrepreneur Henry Wright construit un autre moulin qui est actionné par une grande roue et un barrage. Quatre ans plus tard, le meunier David Wilson ne peut empêcher un incendie de le faire disparaître<sup>9</sup>. L'entreprise Raymond & Lyman est engagée alors pour ériger un moulin à farine et à scie<sup>10</sup>. Sous la gouverne du meunier Robert King, elle produit même du gruau. Le feu vient encore une fois

Le moulin Gebbie reconstruit en pierre, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle.



© United Church



faire des ravages. Le moulin est reconstruit en pierre en 1850, avant d'être vendu au marchand Thomas Gebbie, quatorze ans plus tard. Ce dernier opère la meunerie avec ses deux fils, Thomas et William. Abandonné en 1920, il est acheté en 1927 par l'Église unie du Canada qui en récupère les pierres anciennes pour bâtir le nouveau temple érigé sur les fondations de ce vieux moulin<sup>11</sup>.

## **Howick, un village en attente d'une reconnaissance officielle**

On serait justifié de croire que le hameau de Howick prit réellement forme dans le premier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle. Dans les états financiers détaillés de la seigneurie de Beauharnois, l'appellation de Howick Village apparaît en 1833<sup>12</sup>. À la même époque, Arthur Ritchie fait construire une taverne à l'entrée du village, tandis que John Wilson y ouvre un magasin et une taverne. Pour mieux servir ses censitaires, le seigneur Ellice cède aux instituteurs John Stewart, David Wilson et Charles Stewart un terrain pour la construction d'une école<sup>13</sup>. Le développement d'une infrastructure villageoise incite peu à peu des colons à s'établir dans le secteur. Un dépliant de la North American Colonial Association of Ireland, l'entreprise qui amorce l'acquisition en 1839 des propriétés d'Edward Ellice dans le Bas-Canada, ne donne que très peu de précisions sur le développement du petit village que s'apprête à devenir Howick. La publicité qu'elle y alloue est plutôt restreinte. Au moment où le commerçant Thomas Gebbie s'y établit, Howick ne compte en fait que trois maisons. En 1858, comparativement aux villages de Beauharnois, Sainte-Martine, Saint-Jean-Chrysostome, Saint-Timothée, Durham (Ormstown), Saint-Louis-de-Gonzague, Valleyfield et Saint-Urbain-Premier, Howick arrive en avant-dernière place d'importance en ce qui a trait aux lots concédés<sup>14</sup>, soit à peine 37. À la même période, Beauharnois compte 144 emplacements concédés et Sainte-Martine, près d'une centaine. Pas étonnant alors que le village de Howick n'ait pas d'existence légale reconnue par le gouvernement du Canada-Uni. Il n'en sera pas moins affecté par le nouveau système municipal qui prend forme à compter de 1839.

## **Prélude à l'incorporation municipale**

Envoyé au Canada pour enquêter sur les circonstances ayant engendré les insurrections de 1837-1838, John George Lambton, comte de Durham, va proposer une série de recommandations, dont plusieurs ont trait aux administrations locales<sup>15</sup>. Certes, il existe bien une forme de gouvernement central où la population peut élire des députés, mais à ce niveau, l'omnipotence du gouverneur et de son exécutif paralyse les institutions politiques. Aussi, le rapport Durham encourage fortement l'implantation de gouvernements régionaux pour gérer les affaires locales, en l'occurrence la création de municipalités dans le Haut comme dans le Bas-Canada.



John George Lambton, 1<sup>er</sup> Earl of Durham,  
12 avril 1792 – 28 juillet 1840.

Suite aux recommandations de Lord Durham, l'Acte d'Union adopté par Londres en 1840 réunit le Haut et le Bas-Canada sous le nom de province du Canada. Les deux colonies se retrouvent au sein d'une seule Chambre d'assemblée appelée à rendre désormais des décisions communes. Avant la mise en place du gouvernement de l'Union, le Conseil spécial, qui dirige la colonie depuis 1838, adopte deux ordonnances pour pourvoir à l'élection et à la nomination de certains officiers dans les différentes paroisses et divers cantons de la province.

Dans un premier temps, une ordonnance érige en corporation municipale toute paroisse ou tout canton d'au moins 300 habitants. Réunis en assemblée, les habitants peuvent prendre des décisions qui concernent la communauté, mais il n'existe pas encore de conseil élu, c'est-à-dire une corporation municipale reconnue comme une personne morale pouvant prélever des taxes et faire des règlements pour régir le territoire. Ces municipalités sont dirigées par des citoyens qui se réunissent en assemblée générale annuelle pour adopter les mesures appropriées comme les règlements, le taux de la taxe foncière, la nomination des inspecteurs des chemins et des gardiens d'enclos. Enfin, le droit de vote est dévolu à tout homme de 21 ans et plus qui détient ou loue des terres ou bienfonds d'une valeur d'au moins 40 chelins. À cette instance, on élit un ou deux conseillers appelés à siéger lors des séances de la municipalité de district, comme celle de Beauharnois, la première municipalité de la rivière de Châteauguay<sup>16</sup> avec Robert Brodie comme représentant. Howick ne figure pas encore dans les plans gouvernementaux.

En 1841, une autre ordonnance crée 22 districts municipaux, notamment celui de Beauharnois. Chacun de ces districts élit un ou deux conseillers par paroisse ou canton pour un mandat de trois ans. En vertu des clauses de cette ordonnance, les conseils régionaux sont dans l'obligation de tenir quatre séances régulières par année, tandis qu'un conseil local n'est tenu d'en tenir qu'une seule. Le contrôle du gouverneur sur cette instance limite la portée des décisions prises au cours des réunions. Bien que le district soit gouverné par des délégués élus par les paroisses locales, un préfet nommé par le gouverneur doit endosser les décisions prises localement. Plusieurs autres pouvoirs sont entre les mains du gouverneur, par exemple le changement des limites du district, la fixation des chefs-lieux et la nomination des officiers, ce qui n'est pas sans embarrasser plus d'un élu local. Le district municipal possède également le droit de prélever des taxes pour administrer la police, l'entretien des chemins ou encore les édifices publics et les prisons. Or, la population boycotte cette loi en refusant de prendre part aux élections ou de payer les taxes. Ayant fraîchement en mémoire les événements de 1837-1838 et l'imposition de l'union du Haut et du Bas-Canada, elle se méfie de la mise en place d'administrations perçues comme de nouvelles machines à taxer.



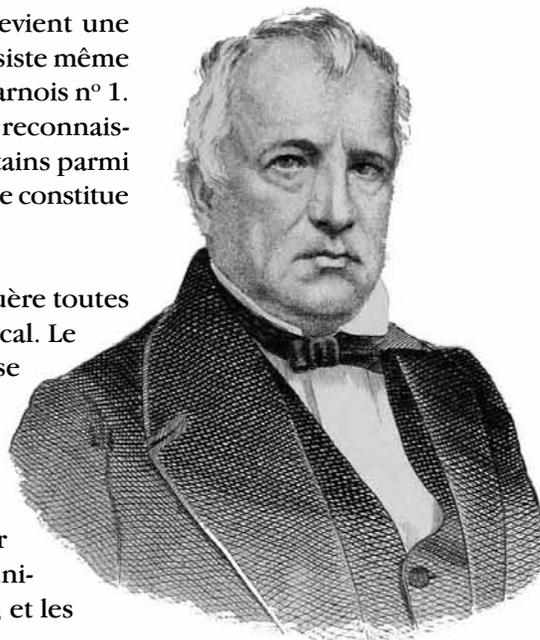
Les deux ordonnances de 1840 et 1841 restent donc inopérantes. Le gouvernement du Canada-Uni revient toutefois à la charge en adoptant la loi municipale de 1845 qui révoque les ordonnances précédentes et abolit les districts municipaux afin de mettre en place 319 municipalités de paroisse, de canton et de village<sup>17</sup>, notamment la Municipalité de la paroisse de Sainte-Martine et les municipalités de Russeltown et d'Ormstown, qui se partagent à cette époque le territoire de Très-Saint-Sacrement dans lequel se trouve le village de Howick<sup>18</sup>. La nouvelle loi prévoit aussi l'élection d'un conseil municipal avec plus de pouvoirs et une plus grande autonomie pour les municipalités locales. Le gouverneur n'a plus les pouvoirs qui lui permettaient antérieurement de nommer les officiers municipaux ou même dissoudre le conseil municipal. Chaque administration locale a à sa tête un conseil composé de sept représentants élus pour un mandat de trois ans. Entre eux, ils choisissent le maire.

Tous ces efforts pour jeter les bases d'une organisation municipale restent vains, car en 1847, le Parlement, sous Lord Elgin, abroge la loi votée deux ans plus tôt. Les municipalités de paroisse et de canton disparaissent pour être regroupées dans les 46 municipalités de comté<sup>19</sup>. Les municipalités de Sainte-Martine, Russeltown et Ormstown font dorénavant partie de la Municipalité de comté de Beauharnois n° 1.

Dans le Bas-Canada, quelques municipalités de village naissent entre 1845 et 1855. Ainsi en 1846, le village de Beauharnois devient une municipalité distincte de la municipalité de paroisse<sup>20</sup>. Il résiste même à un rattachement avec la Municipalité de comté de Beauharnois n° 1. Quant au village de Howick, il ne possède encore aucune reconnaissance civile auprès des autorités gouvernementales. Si certains parmi ses citoyens ont fait certaines tentatives en ce sens, Howick ne constitue alors qu'une petite localité de quelques bâtiments.

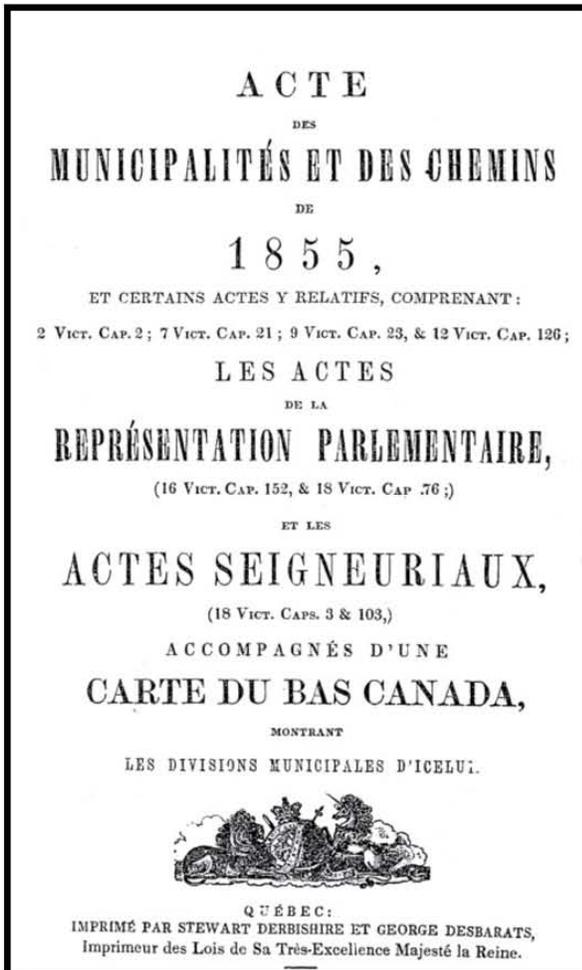
À l'époque, les Canadiens français en général ne prisent guère toutes ces tentatives d'implanter un système de gouvernement local. Le Parti réformiste de Louis-Hippolyte La Fontaine s'oppose particulièrement à la loi de 1847 qui crée les municipalités de comté et suggère la mise en place d'une double organisation, les municipalités locales et celles de comté. Ce n'est toutefois qu'en 1855 que sera institué l'Acte des municipalités et des chemins du Bas-Canada, mis en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet. Il abolit la loi de 1847 pour reconstituer les municipalités de paroisse et de canton sans abroger les villages, et les villes de Montréal, Québec et Saint-Hyacinthe.

La loi de 1855 met en place le régime municipal sur la base des limites territoriales des paroisses religieuses, des cantons et des comtés électoraux. Cette loi accorde des pouvoirs aux conseils municipaux qui représentent



© Archiv-Histo

Louis-Hippolyte La Fontaine,  
4 octobre 1807 – 26 février 1864,  
Premier ministre de la province du Canada-Uni,  
1842-1843 et 1848-1851.



© Archiv-Histo - facsimilé

393 nouvelles municipalités<sup>21</sup>. Des conseils municipaux relèvent donc la voirie, l'approvisionnement en eau, la protection des citoyens, etc. Pour sa part, le Conseil de comté se préoccupe des questions plus régionales telles les prisons, la construction du palais de justice, l'implantation d'un bureau d'enregistrement et l'ouverture de chemins de colonisation. À la suite de l'entrée en vigueur de la loi de 1855, le Bas-Canada compte 411 municipalités anciennes et nouvelles<sup>22</sup>. Ni Howick ni Très-Saint-Sacrement ne constituent encore une entité municipale. Pendant près de 30 ans, Très-Saint-Sacrement relève des municipalités de paroisse de Sainte-Martine, Saint-Malachie d'Ormstown et Saint-Jean-Chrysostome. Or, ces dernières dépendent toutes de la municipalité de comté de Châteauguay<sup>23</sup>.

En dépit du fait qu'il ne dispose pas d'une reconnaissance officielle, Howick n'en continue pas moins de se développer et de déployer des efforts pour se doter d'une structure socioéconomique adéquate. L'érection d'un moulin sur la rivière des Anglais et l'ouverture du bureau de poste en 1851 témoignent de sa vitalité. En 1845, 239 anglophones de North et South Georgetown et de Williamstown adressent une pétition au gouvernement du Canada-Uni afin d'obtenir la formation d'une municipalité pour Howick, à l'instar de Saint-Louis-de-Gonzague, Saint-Étienne-de-Beauharnois, Saint-Jean-Chrysostome et Sainte-Martine. Or, le gouverneur général rejette leur demande suite aux recommandations d'un comité d'études chargé d'en évaluer le bien-fondé.

À défaut de pouvoir compter sur des assises municipales, la communauté de Howick obtient une administration locale dans le champ de compétence de l'éducation. Le 24 juin 1865, la Municipalité scolaire de Howick devient réalité. Sous la direction de John Wilson, qui a initié la demande auprès du gouvernement du Canada-Uni, la juridiction des écoles s'étend sur les onze dernières terres de Sainte-Martine au nord de la rivière de Châteauguay, le village de Howick, les lots proches du village sur les trois premiers rangs de South Georgetown, la totalité de 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> rangs de South Georgetown, et sur les terres de la rivière des Anglais jusqu'au sud du village et la Première côte double de Williamstown. Les écoles ne relèvent plus comme par le passé de trois municipalités scolaires, mais sont regroupées au sein d'une seule entité. Quant à la délimitation municipale, elle est précédée à Howick, comme ailleurs dans le Bas-Canada, par la création d'une paroisse catholique, pierre d'assise de la création éventuelle d'une municipalité à des fins civiles, en l'occurrence celle de Très-Saint-Sacrement.



## Création d'une paroisse catholique

Un petit contingent de propriétaires de confession catholique provenant des paroisses de Sainte-Martine, Saint-Malachie-d'Ormstown et Saint-Jean-Chrysostome ambitionne en 1881 de jeter les bases d'une nouvelle paroisse. À cette époque, le curé d'Ormstown, l'abbé Médéric-Ulric Thibodeau, vient régulièrement célébrer la messe à la mission de Très-Saint-Sacrement. Quant aux familles qui composent la mission de Howick, elles souhaitent pour leur part la construction d'une chapelle et l'établissement d'un cimetière à proximité. Elles n'aiment guère que l'enterrement des leurs ait lieu à Ormstown, surtout au printemps et à l'automne alors que le transport des dépouilles leur occasionne des coûts onéreux. Les citoyens ne disposant ni de cheval ni de voiture, la présence d'un cimetière dans leur village faciliterait l'accomplissement de leurs devoirs religieux.

Le 21 avril 1882, un terrain devant servir à jeter les bases de l'infrastructure religieuse est acquis de William MacKay, pour la somme de 300 \$. Les autorités ecclésiastiques envisageraient aussi la construction d'une nouvelle chapelle devant mesurer 47 pieds par 27. Autant de développement incite les 63 francs tenanciers à réclamer l'érection canonique d'une nouvelle paroisse catholique auprès de Mgr Édouard-Charles Fabre, évêque de Montréal, sous la forme d'une requête en date du 13 novembre 1882. L'abbé Zotique Racicot est alors désigné par les autorités ecclésiastiques pour en examiner le bien-fondé. En 1883, les opposants au projet font part de leurs récriminations par l'entremise du Dr Philémon Laberge, shérif. Selon ce dernier, la plupart de ces francs tenanciers n'ont pas vraiment les moyens financiers de constituer une paroisse et d'entretenir un curé. Ne s'agit-il pas en fait que de quelques familles, celles des villages de Howick et du Rang du Quatre de South Georgetown, de même que celles issues d'un groupe de journaliers établis dans les concessions de Carcasse et de la Deuxième côte double ? Concrètement, ils totalisent ensemble une valeur foncière de 28 284 \$, tandis que les opposants à l'érection paroissiale, les habitants de la rivière Châteauguay et de la rivière des Anglais, possèdent des biens fonciers estimés à 42 470 \$. De l'avis de ces derniers, les signataires de la pétition en faveur d'une nouvelle paroisse seraient pour la plupart insolubles en plus d'être motivés par la spéculation foncière qui prévaut dans le secteur du village de Howick. L'installation d'une église dans le village hausserait la valeur de leurs maisons<sup>24</sup>. Aux dires du shérif Laberge, les protestants, majoritaires dans le secteur, contrôlent le village sur le plan économique et n'ambitionnent l'érection d'une paroisse que pour voir naître par la suite une municipalité. Enfin, le nombre restreint de catholiques de même que leur pauvreté ne justifient pas, à ses yeux, tant d'aspirations de leur part. Or, les trois quarts de la population devant former la nouvelle paroisse se sont exprimés en faveur de l'érection



© Archiv-Histo

Étienne Blyth  
1<sup>er</sup> mars 1810 – 3 avril 1894,  
curé de Sainte-Martine  
1833-1836 et 1841-1889.

canonique. Toutefois, la réticence du curé de Sainte-Martine, Étienne Blyth, qui affirme qu'il préférerait la mort plutôt que de voir sa paroisse être démembrée, provoque une réaction instantanée chez les paroissiens. Ces derniers consentent à abandonner leur projet pour ne pas déplaire à leur pasteur. Ainsi donc, la dette de la paroisse de Sainte-Martine ne s'en retrouverait pas gonflée suite à la perte d'un certain nombre de contribuables. Aucune nouvelle église ne sera non plus construite, la chapelle déjà en place devant suffire aux besoins somme toute modestes de la petite communauté de catholiques.

Pourtant, aux dires des partisans de ce projet, l'érection de cette nouvelle paroisse réunirait des terres de grande valeur, fort belles et assurément riches<sup>25</sup>. La dîme recueillie pourrait donc faire vivre convenablement un curé. De surcroît, l'entourage immédiat des familles catholiques est en grande partie protestant. Éloignées de leur église, il est fort plausible que ces familles empruntent un autre chemin spirituel. Les défections qui commencent à poindre à Howick pourraient ainsi s'accroître s'il n'y a pas création d'une nouvelle paroisse catholique et la présence d'un prêtre au sein de la communauté. Faut-il craindre aussi que la présence dans le secteur d'une communauté d'origine suisse et de tradition calviniste incite certains catholiques à adhérer à cette confession religieuse ?

Dans le même ordre d'idée, l'abbé Étienne Demers, curé de Saint-Malachie d'Ormstown, est d'avis que l'évêque ne peut refuser une telle demande à la population de Howick dont les mœurs risquent d'être affectées, faute de la présence d'un prêtre. Les enfants grandissent, surenchère-t-il, dans l'ignorance religieuse et dans le vice. De plus, les instituteurs de la localité sont de confession protestante. En 1882, le délégué des autorités ecclésiastiques, l'abbé Zotique Racicot, conclut toutefois qu'il est prématuré de fonder une nouvelle paroisse. Il recommande donc à l'évêque de Montréal de nommer un prêtre résident de Sainte-Martine ou d'Ormstown pour se rendre régulièrement à la chapelle de Howick. Mgr Fabre accepte le rapport de son délégué.



© Archiv-Histo

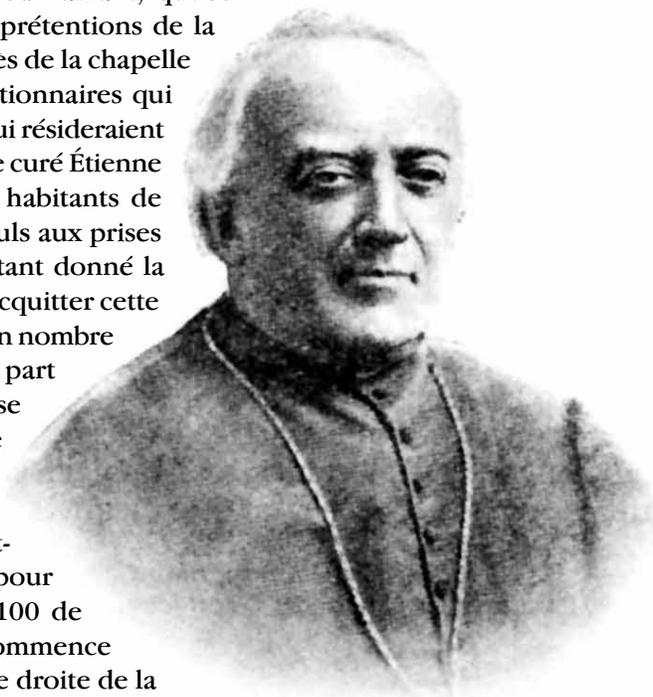
L'abbé Zotique Racicot,  
3 octobre 1845 – 14 septembre 1915.

Le 1<sup>er</sup> octobre 1884, les protestants relancent l'idée de former une nouvelle paroisse et souscrivent une somme de 800 \$ en faveur de leurs concitoyens catholiques afin de contribuer à la construction d'un presbytère. Fort de cet appui, les propriétaires catholiques adressent une nouvelle requête à l'évêque de Montréal afin d'obtenir l'érection canonique de leur paroisse. L'abbé Émile Pepin, desservant à la mission de Howick, ne tarit pas d'éloges envers ses ouailles. Entre 200 à 300 fidèles assistent aux offices religieux, 403 reçoivent la communion à la Pâque pendant que leurs enfants fréquentent, de façon assidue, les leçons de catéchisme. Même les plus récalcitrants à la création d'une nouvelle paroisse ont fait leurs Pâques à Howick. Aussi, les pétitionnaires sont bien déterminés à prouver leur capacité à payer tous les frais inhérents à la présence d'un curé. Le territoire de la nouvelle



paroisse proviendrait d'un démembrement d'une partie des paroisses de Saint-Jean-Chrysostome, Saint-Malachie-d'Ormstown et Sainte-Martine, lequel regroupe 650 communiantes et environ 72 familles d'agriculteurs.

Cette fois, Mgr Fabre délègue l'abbé Joseph-Alfred Vaillant, qui se présente le 30 octobre 1884 pour vérifier si les prétentions de la population sont justifiées. L'assemblée se tient près de la chapelle de Très-Saint-Sacrement, en présence de 80 pétitionnaires qui forment la majorité des propriétaires catholiques qui résideraient dans la paroisse en voie d'être créée. De son côté, le curé Étienne Blyth présente une autre requête, celle de 107 habitants de Sainte-Martine, qui craignent d'être désormais seuls aux prises avec la dette de la fabrique assez considérable étant donné la construction assez récente de l'église. Comment acquitter cette dette si la paroisse de Sainte-Martine perd un certain nombre de ses contribuables et, par le fait même, une part de ses revenus ? Le curé de Saint-Martine propose alors un compromis visant à réduire le nombre de propriétaires catholiques qui changeraient éventuellement de paroisse. Or, le 10 novembre 1884, Mgr Fabre érige la paroisse de Très-Saint-Sacrement qui s'étend du pont d'Allan's Corner pour descendre la rivière Châteauguay jusqu'au lot 100 de Sainte-Martine. De l'autre côté de la rivière, elle commence au lot 342 de Sainte-Martine pour remonter la rive droite de la rivière des Anglais jusqu'au lot 244 de Saint-Jean-Chrysostome. À ces terres s'ajoutent la Deuxième côte double jusqu'aux lots 410 et 443 de Sainte-Martine et la Première Côte double jusqu'aux lots 455 et 469 de la nouvelle paroisse. Il faut enfin ajouter les terres de Saint-Malachie-d'Ormstown dans les 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> rangs de South Georgetown et tous les lots de Saint-Jean-Chrysostome des 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> rangs de South Georgetown, sans oublier la rive gauche de la rivière des Anglais entre les lots 271 et 297 de Saint-Jean-Chrysostome.



© Archiv-Histo

Mgr Édouard-Charles Fabre,  
28 février 1827 – 30 décembre 1896,  
évêque de Gratianopolis, et coadjuteur de Montréal,  
1873-1876  
et évêque de Montréal,  
1876-1896.

Au sein des trois paroisses démembrées, des protestations fusent et viennent rapidement aux oreilles de Mgr Fabre. Deux pétitions en provenance de Sainte-Martine tentent de faire changer d'idée l'évêque de Montréal. Le 11 décembre 1884, 18 résidents de Sainte-Martine qui souhaitent assurer une meilleure gestion de leurs écoles et l'entretien des chemins demandent le changement des limites de Sainte-Martine, en incluant le lot 104 à North Georgetown et le lot 352 sur la rivière des Anglais. Il s'agit en fait de la configuration et des limites suggérées initialement par le curé Blyth. Le 12 décembre, neuf résidents des deux côtes doubles prétendent avoir été trompés lorsqu'ils ont apposé leur signature sur la requête d'érection canonique et souhaitent être rattachés de nouveau à la paroisse de Sainte-Martine. Des protestations



à propos de la création de celle-ci proviennent aussi du conseil municipal de Saint-Jean-Chrysostome, qui estime trop grande la perte de son territoire en terres riches et fertiles. Rappelons ici que tout changement territorial sur le plan religieux entraîne un sur le plan civil. Le système municipal québécois reprend en pratique les limites des paroisses catholiques pour fixer les compétences d'un conseil de village, de paroisse ou de canton. Or, la création de la nouvelle paroisse fait en sorte que la Municipalité de Saint-Jean-Chrysostome voit son champ d'intervention passablement réduit en ce qui a trait à bon nombre de ponts publics du secteur pour lesquels elle avait auparavant compétence.

Par contre, le conseil municipal de Saint-Malachie-d'Ormstown, sous le mandat du maire William Greig, tente le 1<sup>er</sup> décembre 1884 de modifier les limites territoriales pour inclure les lots 33 à 38 dans celles de Très-Saint-Sacrement et d'éviter ainsi que le pont d'Allan's Corner ne passe sous l'égide du Conseil de comté de Châteauguay. Devant toutes ces doléances, Mgr Fabre prend la décision de révoquer le décret canonique du 10 novembre. Peu de temps s'écoule avant qu'une nouvelle requête soit soumise pour redonner vie à cette paroisse. Le nouveau décret comprend tout le territoire déjà prévu, mais y sont ajoutés les lots de North Georgetown abandonnés par la Municipalité de Saint-Malachie-d'Ormstown.

Enfin, le 22 janvier 1885, une assemblée a lieu à proximité de la chapelle. Cette fois, aucune opposition ne se fait entendre. L'abbé Joseph-Alfred Vaillant prend acte des 62 signatures provenant de la majorité de propriétaires afin de jeter les bases de la nouvelle paroisse. Le 23 janvier 1885, Mgr Fabre signe le nouveau décret d'érection canonique de la paroisse de Très-Saint-Sacrement, lequel ne tient pas compte des modifications territoriales suggérées par les municipalités de Sainte-Martine et Saint-Jean-Chrysostome.



## Chapitre II

# Établissement du système municipal et création civique du village de Howick

La naissance de la Municipalité de la paroisse de Très-Saint-Sacrement annonce une ère nouvelle. Catholiques et protestants s'unissent au sein d'une même organisation pour légiférer sur toutes les affaires locales, tels l'entretien des chemins, la délivrance de permis de vente d'alcool et la mise sur pied d'un bureau d'hygiène. Plusieurs requêtes et pétitions vont joncher au fil des décennies la table du conseil municipal relativement à ces sujets qui touchent l'ensemble de la communauté. Malgré les intérêts parfois contradictoires et les divergences d'opinions dans la manière de diriger la scène municipale, il reste que les maires et conseillers qui vont se succéder s'acharnent par leurs efforts concertés à contribuer à l'essor et au développement de la municipalité. Enfin, la création de la Municipalité de village en 1915 traduit bien le sentiment d'appartenance qui caractérise encore aujourd'hui Howick, capable de voir seule à sa protection et de répondre à une gamme de besoins de plus en plus variés et qui ne cessent de s'élargir au fil des ans.



La rue Principale et le magasin L. J. Gebbie à Howick.



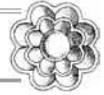
## Une municipalité est née

Le grand moment arrive, celui tant attendu par de nombreux citoyens, celui de la première élection. L'appui des protestants à la création de la paroisse catholique prend ici tout son sens, attendu qu'elle est généralement le prélude à la naissance d'une municipalité, à la mise en place d'une administration à des fins civiles. Dès janvier 1885, les commissaires entendent la proposition du maire William Greig de Saint-Malachie-d'Ormstown en faveur de la reconnaissance civile des paroisses de Très-Saint-Sacrement et de Sainte-Clotilde-de-Châteauguay et celle en sa défaveur représentée par les citoyens Bruce et Santoire de Saint-Jean-Chrysostome. Ils proposent alors à Mgr Fabre de retrancher le 7<sup>e</sup> rang de South Georgetown de la nouvelle paroisse afin de favoriser une conciliation entre les parties et mettre fin à l'opposition venant de la part de quelques résidents de Saint-Jean-Chrysostome. Malgré l'accord de l'évêque de Montréal, le décret d'érection municipal ne retient pas la modification souhaitée le 2 avril 1885<sup>26</sup>. Les limites de la Municipalité de paroisse de Très-Saint-Sacrement correspondent finalement à celles du territoire de la paroisse à des fins civiles.

## Les débuts de la Municipalité de paroisse de Très-Saint-Sacrement

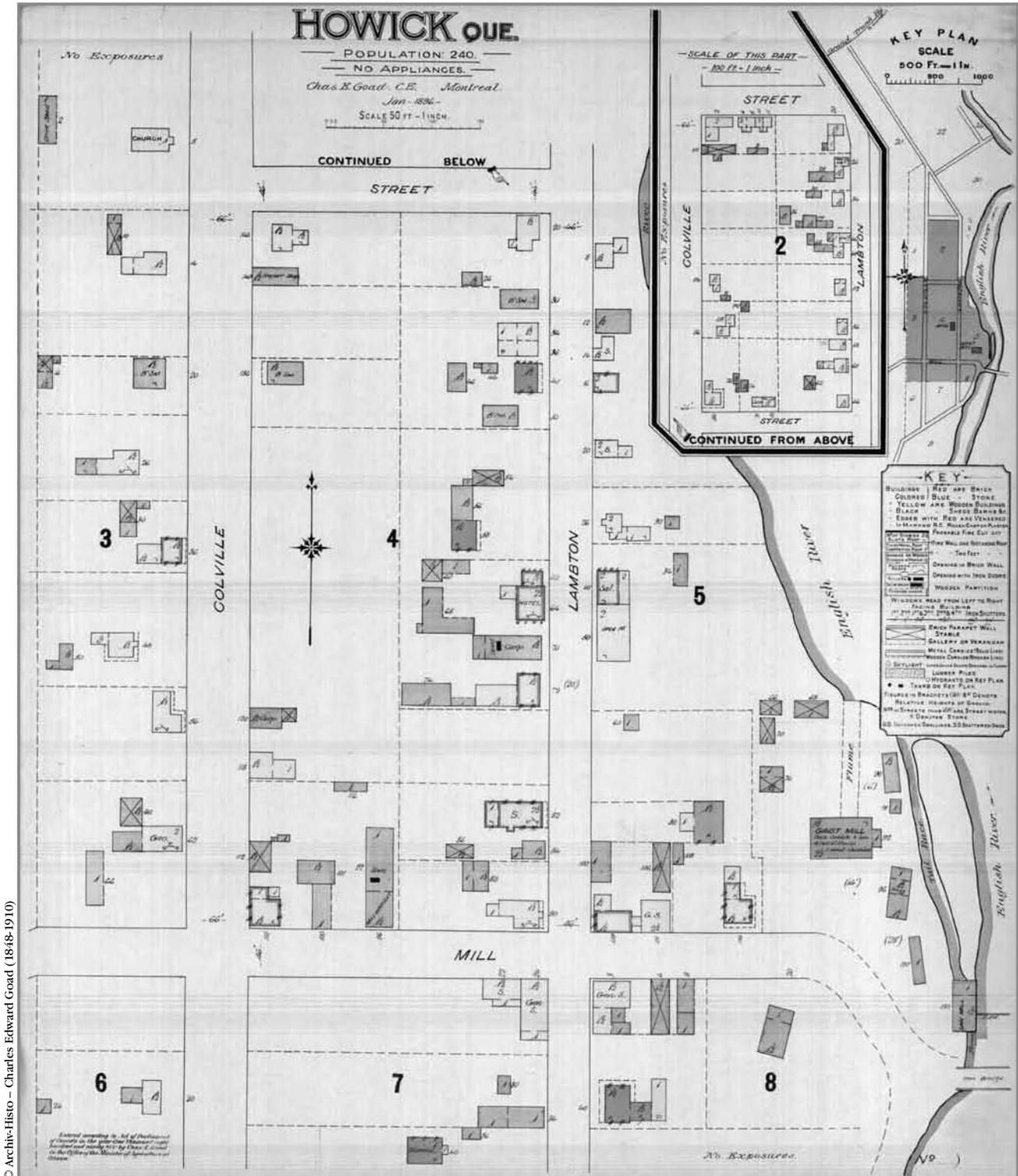
Le 20 avril 1885, le secrétaire-trésorier de la Municipalité de Saint-Malachie-d'Ormstown, le colonel Archibald McEachern, préside l'assemblée de l'élection du premier conseil municipal de Très-Saint-Sacrement devant 200 personnes présentes pour l'occasion. L'assemblée élit les premiers officiers au service de la municipalité : John B. Stewart, James Robertson, Thomas Reid, Étienne Lussier, Narcisse Brault, James M. Stewart et Archibald Cameron. Certains parmi eux sont déjà familiers avec les tâches qui les attendent. John B. Stewart avait occupé un poste de conseiller municipal à Saint-Malachie-d'Ormstown de 1878 à 1885 et Archibald Cameron avait rempli la fonction de maire de 1865 à 1866, et de conseiller municipal de 1879 à 1885. Parmi les membres de ce premier conseil municipal, on retrouve également John B. Stewart, un charpentier du village de Howick.

La première assemblée du conseil municipal se tient à la salle John Cunningham, le 27 avril 1885, à 10 h du matin<sup>27</sup>. Comme le veut le Code municipal en vigueur au Québec, les élus choisissent parmi eux le premier maire de la municipalité : John B. Stewart. Un secrétaire-trésorier est également engagé à cette occasion : David R. Hay, pour lequel sont prévus des honoraires de 75 \$ par année. Le conseil municipal profite de cette première séance pour fixer le tarif de la licence permettant la vente au détail de l'alcool à 15 \$. Des licences sont allouées à trois aubergistes : Gilbert Brault, Moïse Robidoux et Israël Brault. Par contre, Joseph Lefebvre se voit refuser sa licence suite



au résultat d'un vote à égalité des conseillers, tranché par le maire Stewart. Les motifs de cette décision ne nous sont pas parvenus jusqu'à nos jours. Au mois de mai, le conseil municipal accorde une nouvelle licence d'alcool, cette fois à Jacob Marchand pour son hôtel au village.

Plan des rues de Howick, en 1896.



© Archiv-Histo - Charles Edward Goad (1848-1910)

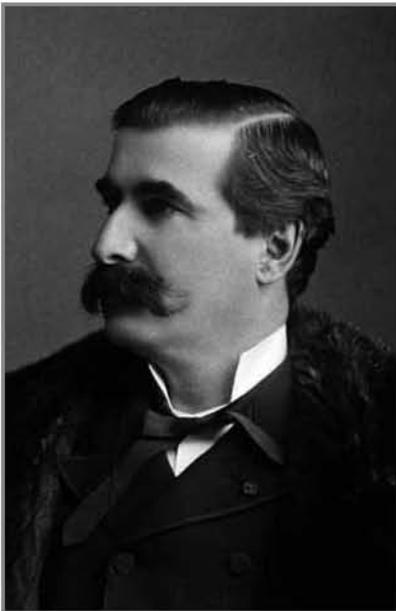
## L'amélioration des voies de communication

L'essentiel des préoccupations du conseil municipal de Très-Saint-Sacrement demeure très longtemps rattaché à l'entretien des chemins, des fossés et des ponts. D'une séance à l'autre, il s'emploie à répondre aux besoins les plus pressants de la population en matière de voies de communication. Longtemps, la plainte d'un citoyen mécontent de l'état d'un chemin ou d'un pont représente la principale cause d'intervention municipale.

Dans leurs premiers efforts pour servir ses concitoyens, la Municipalité de Très-Saint-Sacrement entreprend de faire construire des ponts métalliques pour lesquels elle réclame le soutien financier du gouvernement du Québec. Au printemps 1887, des inondations perturbent les citoyens du village de Howick. Les étables de Gebbie & Sons flottent près de trois pieds au-dessus de leur fondation. Plusieurs ponts sont aussi sérieusement affectés. Le pont Aubrey, par exemple, est complètement détruit. Le pont flottant situé à McLeod subit le même sort, bien qu'il ait été construit plus en hauteur pour éviter des inondations comme celles survenues dans le passé.

Le conseil municipal entrevoit aussi le remplacement des assises de la superstructure du pont Turcot. Il signe donc une entente avec la compagnie Dominion Bridge pour édifier une structure en fer et prévoit en acquitter les frais, au moyen d'un péage. Pour la réalisation de ce projet, une demande de subvention est adressée au gouvernement du Québec d'Honoré Mercier<sup>28</sup>. La Municipalité estime à 15 000 \$ les coûts que représentent l'entretien et la construction des quatre ponts relevant de sa juridiction, notamment des deux structures enjambant la rivière Châteauguay. Devant être entièrement reconstruit, le pont Turcot représente à lui seul un investissement de 9 000 \$. Servant aussi bien les résidents de la municipalité de Très-Saint-Sacrement que ceux des municipalités environnantes, il répond aux besoins tant locaux que régionaux.

Le gouvernement provincial mandate donc Gérard Macquet, directeur de la construction des ponts métalliques, pour s'enquérir du bien-fondé de la demande des contribuables de Très-Saint-Sacrement. Le gouvernement Mercier propose alors à la Municipalité de Très-Saint-Sacrement de payer la différence des coûts entre une structure en métal plutôt qu'en bois. Selon l'évaluation de l'ingénieur Louis-A. Lavallée, la contribution municipale s'élèverait à 6 061 \$. En 1887, un nouveau pont est érigé sur l'ancien site exploité par Louis Turcot. Le règlement municipal prévoit désormais un péage sur les ponts Turcot et Allan's Corners de l'ordre de 10 cents pour le passage d'un véhicule à deux chevaux, 5 cents pour un véhicule à un cheval ou même pour un seul cheval, 4 cents par tête de bétail, 3 cents pour un porc ou un mouton et de 2 cents pour une personne. Par contre, le passage pour les résidents de Très-Saint-Sacrement sera exempt de frais. Au



Honoré Mercier,  
15 octobre 1840 – 30 octobre 1894,  
Premier ministre du Québec,  
1887-1891.

© Archiv-Histo



mois d'octobre 1887, le conseil municipal adresse ses remerciements à Louis Turcot pour avoir permis l'érection d'un pont municipal sur sa propriété en lui remettant la somme de 150 \$, plus une exemption de payer les frais récurrents de péage.

En 1888, le conseil municipal accepte la plus basse soumission, celle de William H. Doran, un entrepreneur de Salaberry-de-Valleyfield, pour effectuer les ouvrages de maçonnerie au pont Turcot. Or, cette entreprise peu dynamique doit être rappelée à l'ordre à quelques reprises. Force est de constater que les travaux progressent fort lentement à la fin de l'été 1889. Il faut dire que les maçons éprouvent d'énormes difficultés suite aux pluies abondantes qui fragilisent les fondations. À deux reprises, les berges s'effondrent. De sorte que la hausse des coûts de la main-d'œuvre s'avère inévitable à cause des travaux qui s'éternisent. Les contribuables reçoivent de nouveaux avis d'imposition des autorités municipales aux prises avec l'augmentation de frais non prévue initialement.

Le projet du nouveau pont Turcot nécessite l'expropriation du chemin qui traverse le cimetière. Or, une mésentente survenue entre les administrateurs de la Georgetown Presbyterian Congregation ne permet plus d'utiliser le chemin prévu. De plus, il est convenu que le nouveau pont serait placé plus perpendiculairement à la rivière de façon à ce que l'on puisse en réduire la longueur. Ainsi donc, il ne débouchera pas du côté est de l'église, mais plutôt près du cimetière. En septembre 1889, l'ensemble de la structure parvient à destination sur 14 wagons pour être assemblée par l'entrepreneur Alphonse Charlebois. Ce dernier en avait fait l'acquisition auprès de la Société Anonyme Internationale de Construction et d'Entreprises de travaux publics à son usine de Braine-le-Comte, en Belgique. L'expédition du matériel via l'Europe s'est effectuée par navire, et au Canada par train, avant d'être assemblé et de donner naissance à une nouvelle structure.

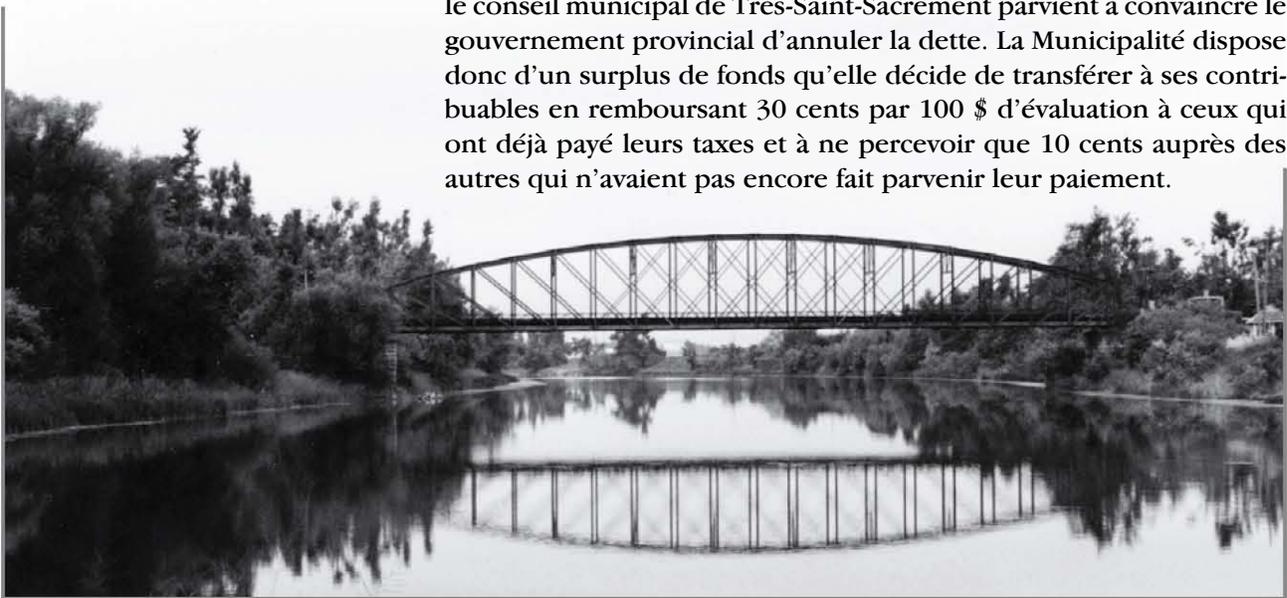
De conception européenne, ce type de structure se révèle unique en Amérique du Nord. Elle possède des composantes placées à l'aide de rivets qui procurent une solidité et une durabilité supérieures aux autres ponts simplement boulonnés en fer. De près de 259 pieds de long, le nouveau pont pèse 160 tonnes. Or, malgré sa construction irréprochable, le pont demeure inaccessible. Les rampes d'accès n'étant pas prêtes, il faut attendre au 17 mai 1890 avant de pouvoir en tester sa solidité hors de tout doute. Le concepteur de l'ouvrage, l'ingénieur Macquet, place sur son tablier 40 équipages de chevaux et le plus grand nombre de personnes possible. Pas de catastrophe à l'horizon, le pont réussit cet exercice avec succès. Les dernières corvées entreprises en juin 1890 achèvent de compléter les approches du pont afin qu'il soit enfin accessible à la circulation.



Le pont Turcot.



Le pont Turcot à structure parabolique érigé par l'ingénieur belge Gérard Macquet, en 1889.



© Linda Deschamps

Fruit de la politique provinciale de construction des ponts métalliques, le nouveau pont est inauguré le 16 octobre 1890 par le premier ministre du Québec, Honoré Mercier. Lors de son discours, il réaffirme son intention de poursuivre son soutien à la population rurale, notamment de développer une infrastructure routière essentielle au développement économique. Quant au député de Châteauguay, le ministre Joseph-Émery Robidoux, il évoque dans son discours les sacrifices de la municipalité pour entre autres la réalisation des butées du pont, dont le coût final de 7 000 \$ dépasse largement les prévisions de départ qui étaient de 3 000 \$. Cet écart pourrait être effacé grâce à une demande financière de la municipalité adressée au gouvernement. Après avoir prélevé une taxe de 40 cents du 100 \$ d'évaluation, le conseil municipal de Très-Saint-Sacrement parvient à convaincre le gouvernement provincial d'annuler la dette. La Municipalité dispose donc d'un surplus de fonds qu'elle décide de transférer à ses contribuables en remboursant 30 cents par 100 \$ d'évaluation à ceux qui ont déjà payé leurs taxes et à ne percevoir que 10 cents auprès des autres qui n'avaient pas encore fait parvenir leur paiement.

## L'électrification des rues du village

Le début du XX<sup>e</sup> siècle est marqué par la mise au point de la technique hydro-électrique et l'apparition de plusieurs entreprises d'électricité qui tenteront de créer des monopoles et de s'implanter dans les différentes régions du Québec.

En novembre 1908, une nouvelle opportunité se présente, James Gordon Dunn offre aux résidents du village de Howick la possibilité de bénéficier de l'éclairage pour leurs maisons ou tout autre immeuble. Les habitants de Howick s'empressent alors de commander 250 lampes. Dès février 1909, l'installation des poteaux et des fils nécessaires à l'éclairage est amorcée. Plus tard, en 1910, plusieurs lumières électriques sont installées dans les rues du village, notamment entre les ponts Howick et Turcot. La puissance de la centrale de James Gordon Dunn établie à Saint-Étienne-de-Beauharnois permet l'éclairage de la rue Mill avec l'ajout de 18 lampes électriques à compter du 6 avril 1911.



## Des gosiers s'assèchent...

Pendant plusieurs décennies, la consommation de l'alcool demeure un sujet de préoccupation pour les élus municipaux. La question de la prohibition revient ainsi inlassablement à la table du conseil municipal et donne lieu à bien des divergences d'opinions entre catholiques et protestants.

À compter de 1894, deux hôtels servent de l'alcool dans les limites de la municipalité, l'un situé près de la gare et l'autre au cœur du village. En 1903, une pétition pour établir un régime de tempérance n'est pas prise en considération par le conseil parce que ses signataires ne sont pas des électeurs de la municipalité. L'année suivante, les partisans du régime sec présentent une nouvelle pétition signée cette fois par une trentaine d'individus résidents. Une nouvelle consultation auprès des électeurs est prévue pour le 15 février. Les révérends G. Huxtable, J. M. Kellock d'English River et George Whillans de Georgetown en profitent pour sermonner leurs fidèles en espérant qu'ils voteront en faveur de la proposition. La consultation rejoint 293 électeurs dont 172 votent pour le régime sec alors que 121 se prononcent défavorablement à la prohibition. Cette majorité de 51 voix est principalement le fait du vote des anglophones, les francophones étant très majoritairement contre le régime sec. Bien que houspillé par les prohibitionnistes, le propriétaire de l'hôtel d'Howick-Station, Trefflé Hébert, conteste devant la Cour les résultats du vote.



© Archiv-Histo

Bouteilles de vin de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

Or, une décision rendue en janvier 1905 par le juge Henri-Césaire Saint-Pierre vient casser le règlement de la prohibition en vigueur dans les limites de la municipalité. Ses arguments sont fort nombreux. Il appert que l'avis annonçant le scrutin aurait dû être publié dans les deux langues, française et anglaise, pendant au moins quatre semaines et être affiché sur quatre sites différents. Pour être en règle, l'avis aurait dû aussi contenir la copie de la pétition, celle du règlement de même que les noms des requérants, sans oublier le lieu et l'heure du vote. De plus, il s'avère que 45 des électeurs étaient inhabiles à se prononcer sur le scrutin n'étant pas des propriétaires de la municipalité. Certains parmi les électeurs ont été aussi refusés par les autorités en place pour le simple motif qu'ils n'avaient pas encore payé leurs taxes, ce qui ne constitue pas un motif suffisant aux yeux du juge Saint-Pierre. Porté en appel, le jugement Saint-Pierre est confirmé au cours de l'été 1905 de sorte que le règlement sur la prohibition n'est plus en vigueur dans la municipalité.

Le 1<sup>er</sup> août 1905, le prohibitionniste James McKell revient à la charge et dépose une pétition contre l'octroi des licences pour servir de l'alcool

dans la juridiction couverte par la municipalité. Or, les hôteliers, Treflé Hébert et Salomon Hébert, tentent au même moment de renouveler leur licence, mais le conseil municipal décide de ne pas acquiescer à leur demande. Sous un vote partagé entre francophones et anglophones, le maire James Bryson tranche contre la demande. Par contre, en décembre 1905, le conseil municipal autorise l'exploitation d'hôtels de tempérance, notamment à l'aubergiste Jean-Baptiste Houle. Les prohibitionnistes reviennent à la charge, dès l'année suivante, pour interdire toute vente de liqueurs enivrantes. Dans le cadre d'une consultation populaire, 139 électeurs approuvent la proposition contre 101. Encore une fois, les anglophones se rangent derrière l'interdiction de vendre de l'alcool alors que les francophones en grande majorité s'y opposent. Les seules licences octroyées en mai 1906 concernent un hôtel de tempérance. Deux ans plus tard, un nouveau vote au sein du conseil municipal confirme le maintien du régime sec. Par contre, à Ormstown, le consommateur peut boire ou se procurer de l'alcool au village Saint-Pierre. En 1909, la création de la compagnie The Standard Hotel, qui a acquis l'hôtel de Lefebvre et Mahon situé à Howick-Station, démontre bien que la rentabilisation d'un hôtel de tempérance peut s'avérer possible.

## Le Howick Temperance Hall

Érigée en 1889 par le Howick Council of Royal Templars, la maison dite Howick Temperance Hall prône l'abstinence en matière de consommation d'alcool. Connue sous le nom de Royal Templars Hall, elle établit au départ ses quartiers au 9, rue Colville<sup>29</sup>, jouxtant l'église presbytérienne Knox. Il s'agit, somme toute, d'un lieu récréatif qui n'admet pas l'alcool au cours de ses réunions ou festivités. Ce local sert aussi de salle de classe à l'occasion, notamment en janvier 1946, quand le feu détruit une partie de l'école protestante. Il héberge également les cliniques pour les nourrissons et les cliniques pour la collecte du sang lors de la Deuxième Guerre mondiale. Au moment de la création de la congrégation locale de l'Église unie du Canada de 1925 à 1928, le local n'accueille plus que des fidèles.

## La création de la Municipalité du village de Howick

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, un sentiment d'appartenance à Howick se développe au cœur de ses résidents. L'idée de devenir autonome sur le plan municipal fait son chemin notamment depuis l'adoption du règlement maintenant la prohibition en 1908, lequel a divisé la population. Les villageois sont de plus en plus d'avis qu'ils seraient mieux servis par leur propre administration. De fait, les résidents des campagnes et des villages sont loin d'avoir des intérêts similaires. Alors que les premiers s'intéressent à l'entretien des chemins et des fossés, les seconds souhaitent la réfection des trottoirs, l'éclairage des rues, etc. Par ailleurs, les résidents des terres ne demandent pas mieux que de se soustraire



© Archiv-Histo — fac-similé



aux coûts des travaux publics ou autres innovations dont les villageois sont les premiers bénéficiaires. Tout considéré, Howick n'est pas un cas à part, la création d'une municipalité de village à l'intérieur d'une même communauté paroissiale correspond à ce qui se passe à l'époque dans bien d'autres municipalités rurales du Québec.

Lors de la réunion du Conseil de comté de Châteauguay, le 9 décembre 1914, une pétition déposée par John Watson, Thomas Gebbie, Thomas T. Gebbie et plusieurs autres contribuables réclame la création d'une nouvelle municipalité détachée de Très-Saint-Sacrement qui porterait le nom de village de Howick. Les maires du comté en réunion à Sainte-Martine choisissent Thomas T. Gebbie, l'un des signataires de la requête, pour rédiger un rapport à titre de surintendant spécial. Nous pouvons en deviner la conclusion. Lors de l'assemblée de la création du village le 19 janvier 1915 à la salle Hay, Thomas T. Gebbie prend en considération les opinions de tous par rapport au projet de fondation de la nouvelle municipalité. Il donne finalement raison aux pétitionnaires, notamment aux citoyens Joseph Desgroseilliers, Joseph-H. Lefebvre, James A. Logan et Egbert G. Mahon. On compte, par ailleurs, au village de Howick 104 maisons habitées et 117 lots bâtis. Or, les exigences du Code municipal pour créer une municipalité ne s'élèvent qu'à 48 maisons habitées. Le village de Howick en comptant près du double dans un secteur de 60 arpents entre les rues Baker et Mill, ses habitants sont en droit d'obtenir gain de cause.

Le Conseil de comté accueille favorablement le rapport du surintendant Gebbie, le 10 mars 1915. Le maire de Très-Saint-Sacrement, Mathias Parent, ne soulève aucun problème quant à la création de la nouvelle municipalité, d'autant plus que l'entretien du pont de Howick devient la responsabilité du village. La Municipalité de Très-Saint-Sacrement conserve toutefois sa compétence en ce qui a trait aux deux ponts qui enjambent la rivière Châteauguay. Tant à Très-Saint-Sacrement qu'à Howick, une très forte majorité approuve la fondation de la Municipalité du village de Howick, le 29 octobre 1915. Dans leur esprit, les intérêts de la population agricole s'avèrent différents de ceux de la population du village, lesquels seraient mieux protégés en étant sous le contrôle de deux municipalités distinctes.

Aux élections, Thomas T. Gebbie devient le nouveau maire de la municipalité de Howick, entouré des conseillers James Logan, Egbert G. Mahon, Fortunat Marcil, Napoléon Parent, James C. Shanks et John Watson<sup>30</sup>. Puis, David R. Hay est engagé à titre de secrétaire-trésorier. L'existence de deux municipalités distinctes nécessite aussi le partage de l'actif et du passif. Au mois d'octobre 1916, Très-Saint-Sacrement paie à Howick la somme de 228 \$ correspondant à sa part des taxes municipales. Malgré leur séparation, les deux municipalités n'en continuent pas moins de charger le même taux de cotisation à leurs contribuables, soit 55 cents sur 100 \$ d'évaluation.



## Les premières décisions

Au fil des ans, les décisions au village se prennent selon les aléas du quotidien. Une des premières démarches de la municipalité fraîchement créée est d'assurer, le 2 avril 1917, sécurité et quiétude à ses concitoyens, en interdisant l'usage de feux d'artifice et des armes à feu dans les limites de sa juridiction.

Puis la question toujours préoccupante des chemins, dont l'état du macadam, vient rapidement à l'ordre du jour étant donné que les propriétaires souhaitent des rues constituées en bitume dans les meilleurs délais. L'administration municipale s'adresse donc au gouvernement provincial pour obtenir de l'aide pour le pavage des rues et la confection des trottoirs en béton.

Soucieuse de protéger son environnement, Howick ne tolère plus, à compter du 2 juillet 1918, l'odeur nauséabonde qui se dégage des abattoirs locaux. Les propriétaires reçoivent un avis indiquant qu'ils ne pourront plus désormais conserver de carcasses d'animaux dans les limites du village, une politique devant être appliquée à compter du 1<sup>er</sup> août suivant. Ils devront déménager leurs abattoirs sans autre forme de procès. Les propriétaires expriment leur mécontentement et demandent le report de la date fatidique au 1<sup>er</sup> avril 1919.

Le transport scolaire de l'époque vu de l'école anglaise.

Au départ, le pouvoir municipal à Howick est incarné par la même élite de conseillers qu'à Très-Saint-Sacrement. Le 4 décembre 1922,



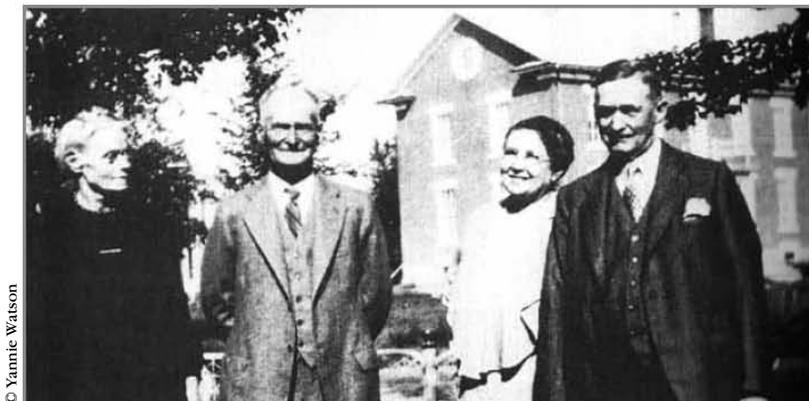
© Linda Rose



David R. Hay annonce sa démission comme secrétaire-trésorier de la Municipalité de Très-Saint-Sacrement après 37 ans de service. Il poursuit son travail jusqu'au 15 février 1923, au moment où Thomas T. Gebbie le remplace dans la même fonction. Ce dernier est alors maire de la Municipalité de Howick. Il avait été auparavant maire de Très-Saint-Sacrement. En juin 1923, le maire du village, Thomas Gebbie, démissionne à son tour pour remplacer David R. Hay en tant que secrétaire-trésorier à Howick.

### Un mot sur John Watson...

Né en 1861 sur la Première concession à Georgetown Nord, John Watson est issu de parents originaires d'Écosse. En 1891, il obtient son diplôme de vétérinaire de l'Université McGill. Après sa graduation, il pratique sa profession à Howick. Puis, il choisit pour épouse, Mary Iles, en 1894. Sa maison et son bureau sont situés alors au 57, rue Colville. Il est très réputé pour soigner les animaux, notamment les vaches Ayrshire de R. R. Ness. John Watson meurt en novembre 1940, après avoir brillamment servi sa clientèle tant de Howick que de toute la région de Châteauguay<sup>31</sup>.



Mary et John Watson, en compagnie d'Ellen et de Charles Potter, devant le 57, rue Colville, en 1928.

### Le Club Ayrshire Howick-Huntingdon

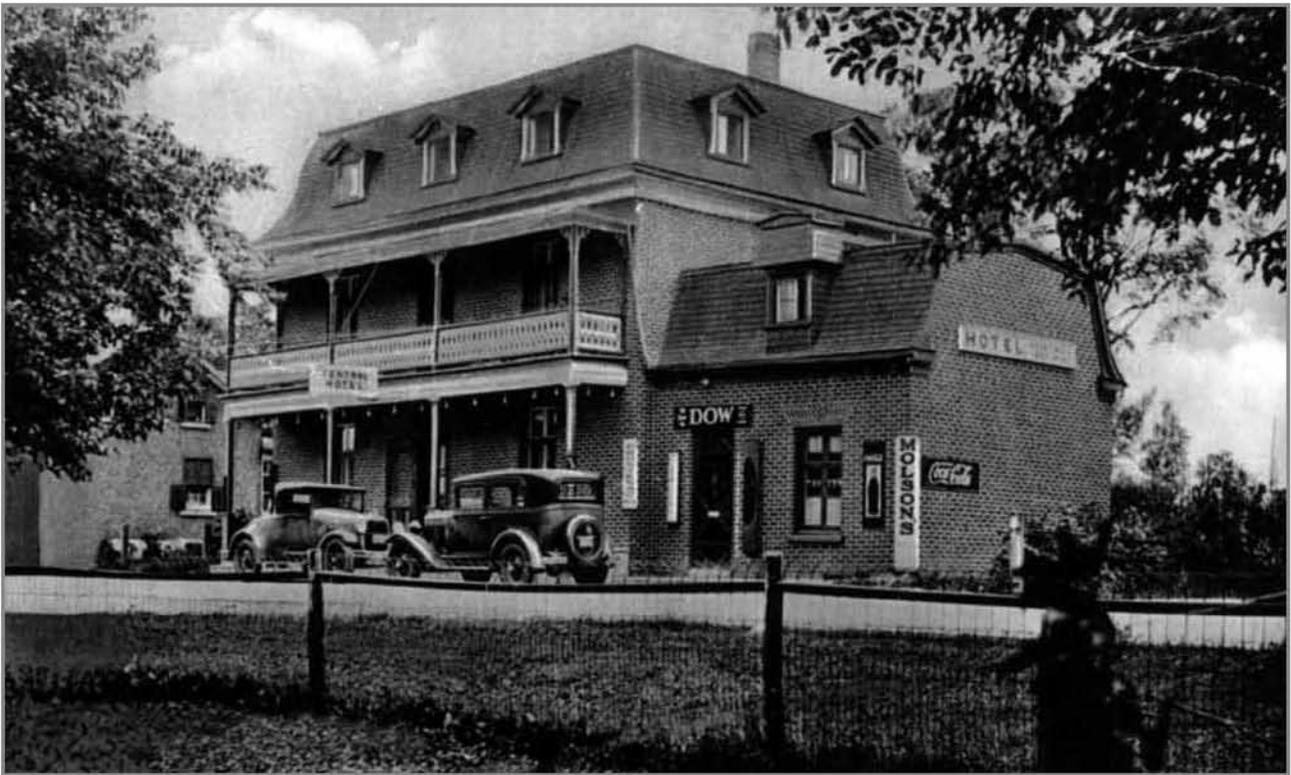
À peine quelques années après sa fondation en 1915, sous la présidence de James Bryson, le Club Ayrshire Howick-Huntingdon remporte en 1922 la palme de la vache Grande Championne et celle de la Championne Junior. Ces vaches importées d'Écosse permettent à des résidents de Howick de se livrer à un élevage de qualité et d'exporter les animaux vers plusieurs pays. La ferme Cherry Bank remporte les plus hautes classifications en Amérique du Nord, pour l'excellence de son troupeau de 28 vaches. On attribue au club local de Howick-Huntingdon le titre de l'Écosse de l'Amérique. Le club poursuit toujours ses activités après 100 ans d'existence.



© Archiv-Histo

## Ah la prohibition quand tu nous tiens !

Au printemps 1922, le conseil municipal de Howick adopte une politique de prohibition sur la vente des liqueurs alcooliques au village. Il prend vite conscience que Très-Saint-Sacrement avait adopté un règlement en ce sens, en principe toujours en vigueur. Sa validité est toutefois contestée, puisqu'il n'aurait pas été adopté selon les règles de l'art. La tenue d'un scrutin secret serait à l'origine de l'imbroglio. De plus, le secrétaire-trésorier Hay n'aurait pas avisé le gouvernement provincial de l'adoption d'un tel règlement. Le conseil municipal se doit donc de consulter à nouveau les électeurs sur la question de la prohibition. Sans avoir d'autres précisions sur la tenue ou non de ce scrutin, nous savons que le 6 avril 1925, le conseil municipal ne s'oppose pas à la demande de Victor Rolland à l'effet de pouvoir disposer d'une licence pour la vente de bière dans le village. Fait paradoxal, le même jour, le conseil municipal accueille la pétition du Dr James C. Shanks et de neuf signataires provenant de la Howick Council Royal Templars of Temperance, un groupe prônant l'abstinence en matière d'alcool. Le 6 décembre 1926, le Dr Shanks revient à la charge en demandant une consultation populaire sur la vente d'alcool dans les limites de la municipalité. Malgré l'opposition des partisans de la prohibition, Arthur Cardinal obtient le 5 mai 1930 une licence pour la vente de bière et de vin, à l'instar de J.-E. Legault le 7 juillet de la même année.



© Jean-Claude Hervieux

L'hôtel Central, situé au 27, rue Lambton.



## La protection de la santé publique

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, le gouvernement du Québec incite les municipalités à prendre des mesures pour assurer de bonnes conditions de santé dans les limites de leur juridiction. En tant qu'officier de la santé de la municipalité, le Dr James C. Shanks, en fonction depuis le 5 mai 1924, se préoccupe de la réglementation municipale en ce qui a trait à la prévention des maladies. En recrudescence au début des années 1920, la tuberculose constitue alors un fléau de plus en plus dévastateur. Le 8 septembre 1924, l'officier de santé intervient auprès des producteurs laitiers, notamment ceux qui fournissent du lait au village, pour qu'ils soumettent leurs vaches à des tests de tuberculose. Le lait infecté par une vache atteinte de tuberculose pourrait propager cette maladie bien au-delà de la municipalité. Il est clair que les instances municipales ne prennent pas à la légère les conséquences que peut engendrer cette épidémie. Ne risque-t-elle pas, par ailleurs, de se propager à Montréal par exemple et de mettre en danger une grande partie de sa population si ses propres inspecteurs n'ont pas su intercepter à temps le lait contaminé ? Par contre, la loi ne rend obligatoire la pasteurisation du lait qu'en 1926, malgré le fait que le procédé soit connu depuis le début du siècle<sup>32</sup>.

## La mise en place d'un service d'incendie

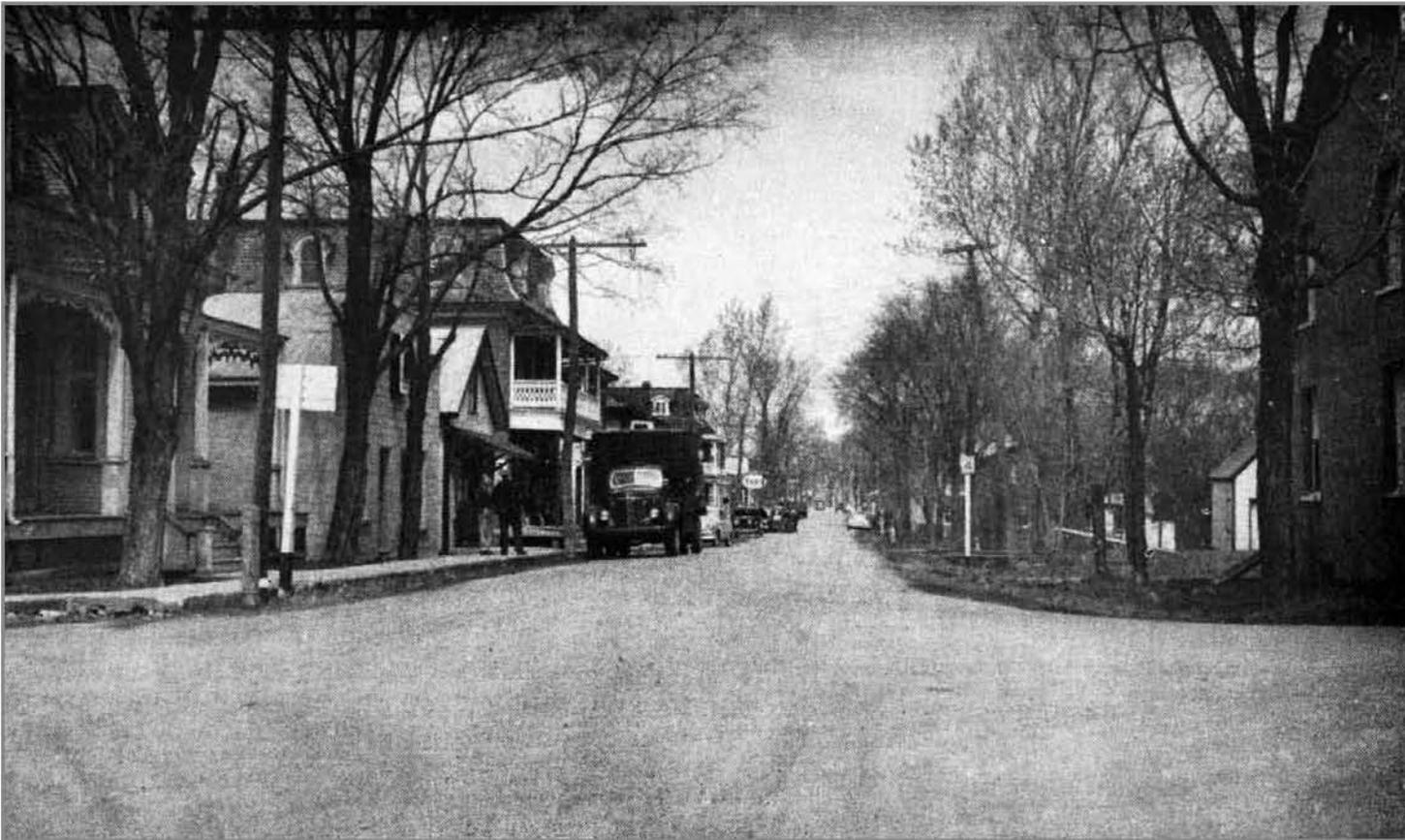
Afin de pouvoir intervenir plus efficacement dans le cas d'un sinistre, la Municipalité de Howick, durant le mandat du maire Charles Jodoin, acquiert le 8 septembre 1924, de la firme Tremblay Fire Engine Co, un camion de pompiers pour la somme de 6 232,50 \$ ! Il est prévu que ce camion soit équipé de roues pour l'été et de skis pour l'hiver. Or, Howick ne défrayera pas seule la facture. Une subvention de 5 250 \$ lui est octroyée par le gouvernement provincial pour en faire l'acquisition. Encore faut-il remiser le nouveau camion dans un garage adéquat. Il est donc prévu qu'un terrain appartenant à Alexandre Desgroseilliers servira à la construction de la caserne de pompiers. Le 12 janvier 1925, le conseil municipal nomme J. S. Rorison pour s'occuper de la caserne de pompiers et des équipements. Or, dès le 2 février 1925, il est remplacé par Roy Carson appelé à assumer les mêmes responsabilités. Au milieu des années 1920, un véritable service d'incendie est sur le point de s'implanter dans la municipalité.

Pour assurer la protection contre les incendies, la Municipalité de Howick dispose d'une pompe à incendie de 400 gallons à la minute, près de 1 000 pieds de boyaux de 2 pouces et demi de large, d'une remorque pour transporter 600 pieds d'un autre type de boyaux et enfin de bottes et manteaux en caoutchouc en nombre suffisant pour habiller 12 hommes. En septembre 1925, la Municipalité de Très-Saint-Sacrement accepte de compenser l'utilisation de la pompe dans la

paroisse en offrant à la Municipalité du village un montant forfaitaire de 25 \$ par incendie. Or, dès janvier suivant, le feu nécessite l'intervention des pompiers à Très-Saint-Sacrement<sup>33</sup> justifiant le bien-fondé de cette entente intermunicipale.

### **La construction du pont Honoré-Mercier**

En 1928, le gouvernement du Québec de Louis-Alexandre Taschereau annonce la construction d'un pont reliant l'île de Montréal à la Rive-Sud. À cet effet, le gouvernement crée la Corporation du pont du Lac Saint-Louis qui obtient le mandat de superviser la construction, l'administration et l'entretien dudit pont à la hauteur de Kahnawake et de LaSalle. Le 10 avril 1928, le conseil municipal de Howick, sous la direction du maire Oscar Houle, est sollicité pour faire partie d'un comité en vue de participer à une réunion portant sur la construction du pont de *Caughnawaga*. La réunion aura lieu à Sainte-Martine. De 1932 à 1934, les travaux pour construire le pont se déroulent avec succès. Il honore la mémoire d'Honoré Mercier, premier ministre du Québec de 1887 à 1891, et celle de son fils du même nom, député de Châteauguay<sup>34</sup>.



© Roma Myre

La rue Lambton à une autre époque.



## Sous l'influence de la crise économique de 1929

À la fin des années 1920, les habitants de Howick ne se doutent guère de l'imminence de la crise économique mondiale. La vie quotidienne se déroule dans la tranquillité pour cette communauté rurale qui vaque à ses occupations routinières. Toutefois, le conseil municipal craint que certains contribuables en viennent à retarder le paiement des taxes ou se trouvent dans l'impossibilité de les acquitter, faute de ressources financières suffisantes. En apparence, ce problème semble toucher peu de contribuables et de propriétaires de la municipalité.

Avec l'avènement de la crise, le problème de l'indigence menace cependant un plus grand nombre de personnes, de sorte qu'en janvier 1933, le conseil municipal restreint la possibilité de faire la quête auprès de la population locale. Par voie de réglementation, il exige que tout mendiant qui souhaite demander la charité dans les limites de la municipalité obtienne au préalable un permis signé par le maire. Advenant le non-respect de cette exigence, tout individu s'adonnant à la quête sera passible d'emprisonnement.

## L'avènement de la Deuxième Guerre mondiale

Tout en continuant de vaquer aux tâches que commande la scène locale, la Municipalité de Howick est appelée à se prononcer sur des questions politiques d'ordre national, voire international. Pour être encore une société largement rurale à la fin des années 1930, Howick n'en a pas moins quelques fenêtres sur le monde. La Deuxième Guerre mondiale ébranle la planète entière. Au mois de janvier 1942, le gouvernement de Mackenzie King annonce la tenue d'un plébiscite afin que tous les Canadiens relèvent le gouvernement fédéral de sa promesse de ne pas établir la conscription pour le service outre-mer. Or, l'opposition contre l'imposition de forcer les hommes à faire leur service militaire s'organise au pays. La population d'Howick est sollicitée le 2 mars 1942 pour accorder son soutien à l'effort militaire. Dirigé par le maire Wilfred Watson, le conseil municipal investit 500 \$ dans l'achat de bons de la Victoire servant à financer la participation du Canada à la guerre qui sévit en Europe. En comparaison, la Municipalité de Très-Saint-Sacrement accepte d'acquérir 1 500 \$ en obligations de la Victoire.

Après la guerre, d'autres préoccupations plus locales attendent le conseil municipal du village de Howick, dont le projet de construire un hôtel de ville et un local pour la caserne des pompiers.



© Marie-Andrée Slevan

Cérémonie de l'armistice au cénotaphe du village de Howick, près du pont de la rivière des Anglais. Debout à droite, M. Stonehouse, en novembre 1962.



## L'achat de l'école Modèle

Le 17 mars 1958, une opportunité suscite l'intérêt des membres du conseil du village de Howick, notamment celle du maire William Brown. La Commission scolaire de Très-Saint-Sacrement demande au conseil municipal de lui faire une offre pour l'achat de l'école Modèle. Après quelques discussions entre les membres du conseil, et une inspection de l'immeuble effectuée le 15 mars, tous s'entendent pour en recommander l'achat pourvu que le prix demeure raisonnable et que les coûts de rénovation ne soient pas trop onéreux. Le conseil municipal décide de faire une offre de 12 000 \$ pour le terrain et l'immeuble. Or, pendant la réunion du conseil municipal tenue le 20 mars 1958, le maire Brown rend publique une nouvelle concernant le site occupé par l'école selon laquelle son utilisation revient à la Fabrique de Howick aussitôt que l'emplacement en question ne servira plus à des fins scolaires<sup>35</sup>. Fait assez singulier, les commissaires de la Commission scolaire de Très-Saint-Sacrement ignoraient que ce site était la propriété de la Fabrique. Malgré les négociations entamées à ce sujet entre les commissaires, le curé Crête et les marguilliers de la Fabrique, aucune entente ne sera conclue de sorte que l'offre de 12 000 \$ de la Municipalité de Howick sera finalement considérée comme insuffisante aux yeux des commissaires. Le projet d'acquisition de l'école est donc relégué aux oubliettes.

L'école Modèle, aujourd'hui la petite bibliothèque et le centre communautaire, ancienne propriété de la commission scolaire catholique.





## Sur les traces de Wilfred Watson...

Né en 1900 au 57, rue Colville, Wilfred Watson devient un officier dans la section vétérinaire de l'Armée britannique durant la Première Guerre mondiale. Il reçoit sa formation à l'Université de Toronto en tant que vétérinaire. En 1932, il épouse Jean Whillans, fille du Dr George Whillans pasteur et de Jeannie McKenzie. Wilfred Watson pratique sa profession dans la vallée de la Châteauguay et à l'occasion dans l'État de New York. Parmi ses clients, on compte les trappistes du monastère d'Oka. Durant sa vie, il se consacre également à la mairie de Howick au cours des années 1940<sup>36</sup>. Il meurt en 1994, sans avoir cessé de soigner et de s'intéresser aux animaux.



© Yannick Watson

Wilfred Watson.

## La construction d'un hôtel de ville et d'un bureau de poste

La nécessité de construire un hôtel de ville s'impose à la fin des années 1950. Dans l'esprit du conseil, le nouveau bâtiment doit aussi accueillir le bureau de poste de façon à ce que les contribuables de la municipalité puissent bénéficier de ces deux services publics. Pour permettre sa réalisation, un comité est mandaté pour étudier la question sous tous les angles. Le 2 décembre 1957, les résultats de cette étude sont dévoilés par le maire William Brown, qui présente également le plan du bâtiment. La principale recommandation du Comité est de fixer à 2,75 \$ par pied carré le montant réclamé aux autorités fédérales pour le local du bureau de poste dont l'installation est prévue dans le nouvel immeuble. Cette offre est toutefois rejetée le 3 mars 1958, malgré les négociations engagées entre la municipalité et le maître de poste, William Hamilton. La direction de la Poste canadienne n'alloue aux municipalités en moyenne qu'entre 1,90 \$ et 2,25 \$ le pied carré pour ce type de bâtiment.

Le 10 mars 1958, dans le cadre d'une rencontre extraordinaire présidée par le maire William Brown, les membres du conseil municipal examinent deux plans proposés par l'architecte Camille Lusignan. Le premier favorise une double entrée pour le camion de



© Archiv-Histo - 2015

L'hôtel de ville de Howick, construit en 1958.



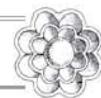
pompiers tant à l'arrière qu'à l'avant de l'immeuble, le second situe le garage à l'avant du bâtiment. Selon l'architecte, les coûts atteindraient alors 5,50 \$ à 8 \$ le pied carré pour un espace total de 2 121 pieds carrés. Les discussions au sein du conseil municipal ne tarissent pas à ce sujet. L'un des élus, le conseiller Reddick, fait remarquer que le projet de construction serait plus viable s'il incluait un sous-sol au bâtiment. Le conseil municipal demande alors à l'architecte de réévaluer le projet en intégrant la recommandation de ce conseiller. Lors d'une rencontre spéciale tenue le 17 mars 1958, l'architecte Lusignan présente le nouveau plan de l'immeuble, dont le sous-sol prévoit un espace pour le camion de pompiers et une rampe d'accès. Le conseil municipal affiche sa pleine et entière satisfaction en regard du projet. Selon Camille Lusignan, il en coûtera 20 000 \$ pour la construction de l'immeuble. Avant d'en faire élaborer les plans définitifs, le maire Brown effectue les démarches nécessaires pour obtenir l'acquiescement du Département des travaux publics de Montréal. Le conseil municipal vote l'émission d'obligations de l'ordre de 25 000 \$. Le référendum tenu sur cette question le 13 mai 1958 accorde un mandat non équivoque à la Municipalité; 71 citoyens votent pour le projet qui ne rencontre qu'un seul opposant.

La firme Beauvais et Lusignan se voit confier la réalisation du projet. Puis, le 8 juillet 1958, le contrat de construction accordé à Gaétan Sauvé s'élève à 24 687,92 \$. Non seulement Howick disposera d'un nouvel hôtel de ville, mais la Municipalité de Très-Saint-Sacrement aménage dans les mêmes locaux.

Le bureau de poste se trouvant dans le même bâtiment que l'hôtel de ville.



© Archiv-Histo - 2015



## Chapitre III

# La Municipalité du village de Howick, à l'ère de la modernisation

À compter de 1960, Howick entre dans une ère de modernisation. Avec l'avènement de la Révolution tranquille, des transformations majeures s'annoncent au Québec qui se répercuteront sur la scène municipale. En dépit de toutes les discussions qui se trament sur la scène politique, Howick revêt tous les traits d'un petit village plutôt calme de la Montérégie où l'appartenance au Canada demeure très présente au cœur de nombreux concitoyens. Davantage préoccupée par la réalité locale, la Municipalité profite de l'autonomie politique et administrative dont elle dispose pour assurer à sa communauté sécurité et qualité de vie. Il convient donc ici de suivre cette évolution, notamment en ce qui a trait au service d'incendie, à la protection de son territoire agricole et aux politiques familiales et administratives.



Le restaurant Bluebird, en 1958.



## Le Service d'incendie en constante évolution

Au début des années 1960, le problème de l'extinction des incendies préoccupe, de manière plus récurrente, la Municipalité du village de Howick. Entretien des liens étroits avec la Municipalité de Très-Saint-Sacrement, elle met son Service d'incendie à sa disposition en cas d'urgence. Toutefois, le conseil municipal de Très-Saint-Sacrement est saisi d'une requête de la Municipalité de Howick à l'effet de contribuer au service, au lieu de le faire à la pièce et au gré des interventions de la brigade à incendie. Le coût du service s'élève à 1 049 \$ en 1959. L'année suivante, les prévisions budgétaires atteignent 2 548 \$, notamment à cause de l'engagement du chef de pompiers à temps plein. Les frais réclamés à la Municipalité de Très-Saint-Sacrement dans le cadre du nouveau budget atteignent 2 \$ par jour. Or, le conseil municipal de Très-Saint-Sacrement veut maintenir la contribution à 75 \$ par intervention, plus un dollar par heure pour le salaire des pompiers. Il se déclare prêt à accepter la proposition du versement de 2 \$ pourvu que la Municipalité de Howick accepte de mettre en place un réservoir d'eau sur la remorque à boyaux. Cette dernière rejette le statu quo attendu que le tarif de 75 \$, qui date de 1930, ne correspond plus à la réalité actuelle. À titre comparatif, les municipalités d'Ormstown et de Sainte-Martine paient un tarif de base de 150 \$, plus 150 \$ l'heure pour chaque heure additionnelle. En date du 1<sup>er</sup> août 1961, la Municipalité de Howick envisage donc de prendre une mesure draconienne, laquelle se résume à ne plus répondre aux appels provenant de Très-Saint-Sacrement, si cette dernière persiste dans sa volonté de ne pas contribuer à l'augmentation des coûts de la brigade d'intervention. À la mi-août, Très-Saint-Sacrement propose le tarif de 1,50 \$ par jour ce que Howick accepte moyennant un effet rétroactif en date du 1<sup>er</sup> janvier.

Fort de cette entente, les deux municipalités mettent en place un comité mixte qui veille à la réorganisation du Service d'incendie. Par ailleurs, un incendie survenu au Howick High School confirme la nécessité de se procurer un camion à incendie dans les meilleurs délais. En mai 1962, Howick acquiert de l'entreprise Lafrance Fire Engine un camion-pompe Chevrolet qui sera livré en avril 1963. Au mois de juillet suivant, treize hommes participent aux exercices pour se familiariser avec le fonctionnement du camion afin de combattre efficacement tout incendie. Selon plusieurs citoyens, les instances municipales du village seraient justifiées de se départir de la vieille pompe à incendie pour s'en procurer une portative. Or, le prix exigé de la vente s'élevant à 1500 \$, le Service d'incendie n'arrive pas à trouver preneur.

L'histoire du Service d'incendie de Howick continue longtemps de s'imbriquer dans celle de Très-Saint-Sacrement. Au mois de mars 1966,



le conseiller municipal de Très-Saint-Sacrement, Donald Templeton, souhaite que la paroisse se dote d'un camion-réservoir pour combattre un incendie là où l'eau n'est pas accessible. Au mois de mai, durant le mandat du maire Lucien Billette, l'achat du camion-citerne GMC 1963 se concrétise à Berthierville. Howick remet alors la pompe portative, six longueurs de boyaux et un extincteur pour leur installation sur le camion-citerne acquis par Très-Saint-Sacrement. Mais le Service d'incendie assumé par Howick pose problème. Devant les coûts trop onéreux, les deux municipalités élaborent conjointement une nouvelle entente. Après quelques discussions, l'entente de principe est enfin conclue en juillet 1967. Très-Saint-Sacrement demeure propriétaire de la citerne, mais s'engage à assurer une part du salaire du chef de pompiers en remettant 1 000 \$ à Howick. Tandis que le réseau d'approvisionnement en eau demeure la responsabilité du village, les deux municipalités se partagent également les coûts d'entretien, de réparation et d'acquisition du matériel et des autres dépenses.



© Roma Myre

Les membres du conseil municipal de Howick, en 1965-1967.

William Brown (1), secrétaire-trésorier, William Baillie (2), Jean-Philippe Brault (5), conseillers, Clarence Kerr (4), maire, Antoine Meunier (7), Hermas Demers (6) et K. Glover (3), conseillers.



Une tragédie allait cependant changer le cours de l'histoire du Service d'incendie. Au cours d'une nuit d'hiver en 1968, un tragique incendie a complètement détruit une résidence familiale près du village de Howick. En dépit des tentatives héroïques de la part des pompiers, seulement trois membres de la famille ont survécu à cet incendie dévastateur.

Le chef, Hermas Patenaude, dirige aussitôt la brigade de 21 hommes sur le site de l'incendie malgré des vents violents et une température sous zéro. Le camion-citerne est utilisé à sa pleine capacité. Des pompiers volontaires de Sainte-Martine ainsi qu'un camion-citerne se joints à l'équipe de Howick. Malgré tous les efforts, la maison est totalement réduite en cendres.

Le drame fait prendre conscience des moyens modestes, voire insuffisants, dont disposent les municipalités de la région pour faire face à un incendie de cette ampleur. La tragédie incite les autorités municipales à déployer des efforts considérables pour améliorer le Service d'incendie qui souffre d'un manque flagrant de personnel et d'équipements. Pour plus d'efficacité, on favorise la création de la Southwestern Québec Mutual Aid Fire Association. L'organisme propose une entente mutuelle d'intervention afin de combattre les incendies. Le 25 juillet 1968, une réunion tenue à Howick jette les bases de cette entente qui sera approuvée par le Commissaire aux incendies et signée par huit municipalités : Franklin, Hinchinbrooke, Howick, Huntingdon, Ormstown, Saint-Anicet, Saint-Chrysostome et Saint-Louis-de-Gonzague. La mise en commun des services assurera à l'avenir une force d'intervention inégalée et en mesure de faire face à des situations de cette ampleur.

Le 20 mai 1969, les municipalités de Howick et de Très-Saint-Sacrement prennent la décision de fusionner leurs services d'incendie. Le règlement n° 73-2 confirme cette entente en date du 10 septembre 1973. Le 8 avril 1974, deux propositions sont étudiées concernant le poste des pompiers. À cette séance du conseil municipal présidée par le maire Antoine Meunier, l'achat du garage de M. Allister Rorison est rejeté au profit de la construction d'un nouveau poste de pompiers. Depuis juin 1969, Howick louait le garage du conseiller Rorison pour y loger les équipements de son Service d'incendie. Dans l'optique des membres du conseil municipal, il suffit de bâtir une caserne selon les normes de la Direction générale de la prévention des incendies pour bénéficier d'une subvention du gouvernement québécois. Aussi, Howick envisage-t-elle la construction d'une caserne avec salle de pompiers au coût de 93 100 \$ alors que Très-Saint-Sacrement privilégie plutôt une caserne incluant la salle de pompiers et des bureaux administratifs pour des coûts estimés à 120 000 \$. Advenant que cette dernière option soit retenue, Très-Saint-Sacrement s'engage à défrayer la différence des coûts. L'étude préliminaire est confiée à la



firme d'ingénieur Lalonde-Girouard-Letendre et associés. Puis, le 6 mai 1974, les plans sont soumis au ministère des Affaires municipales par l'architecte A. Beaudoin. Le 8 juillet 1974, le ministre québécois, Victor Goldbloom, accepte de verser une subvention de 75 % sur les coûts de l'immeuble. Le gouvernement fédéral assumera 100 % des coûts de la main-d'œuvre si les travaux sont effectués en décembre. Le 3 mars 1975, le projet du nouveau poste de pompiers est abandonné en raison des frais jugés prohibitifs pour la communauté, car la seule soumission déposée devant le conseil atteint 230 000 \$. Les deux municipalités n'ont d'autre alternative que de revenir à leur point de départ et s'entendent pour faire l'acquisition du garage d'Allister Rorison. Il est prévu que ce garage sera transformé en caserne de pompiers dans le cadre d'un projet préparé par l'entrepreneur Maurice Primeau. L'inauguration de la nouvelle caserne a lieu le 20 novembre 1975.

Cette année-là, un système de télécommunications entre les huit services d'incendie est mis sur pied grâce à l'initiative de la Southwestern Quebec Mutual Aid Fire Association. À Howick, chaque véhicule est muni dorénavant d'une radio, dont la station répétitrice installée sur la Covey Hill permet une meilleure communication.

En 1985, la maire Roma Myre est d'avis qu'il faut revoir la répartition des frais d'utilisation des services de l'entente initiale entre les deux municipalités. Le partage passerait de 50-50 à deux tiers et un tiers, respectivement pour Très-Saint-Sacrement et pour Howick et correspondrait davantage à l'utilisation des services par chaque municipalité. La nouvelle entente entre en vigueur dès octobre 1985. Pour mieux approvisionner les camions-citernes au cours d'un incendie, Très-Saint-Sacrement fait creuser un puits artésien à la caserne en décembre 1988, avant de faire installer un réservoir de 25 000 gallons au printemps 1989. L'ensemble des travaux est entièrement déboursé par Très-Saint-Sacrement.

Pour mieux servir encore leurs concitoyens en matière d'incendie, Howick et Très-Saint-Sacrement entretiennent des liens serrés avec les municipalités en périphérie. De sorte que le 3 octobre 1994, elles signent une entente pour un plan



Les membres du conseil municipal de Howick, en 1984-1986.  
Merrill Morrison, Réjean Soucisse, Robert Tennant, conseillers, Gérard Primeau, secrétaire-trésorier, Roma Myre, maire, Denis Barbeau, Sharon Fletcher et Arthur Tellier.



d'aide mutuelle auquel se joignent Saint-Paul de Châteauguay et Sainte-Martine. Le 10 janvier 2000, une nouvelle entente est conclue entre Howick et Très-Saint-Sacrement pour une durée de quatre ans. Celle-ci est renouvelable automatiquement chaque année à moins que l'une des deux municipalités ne s'y oppose.



© Jean-Denis Bilette

L'équipe actuelle d'intervention de la protection contre les incendies.

### **Sinistre important à Brysonville**

Le Service d'incendie de Howick est dépêché sur les lieux d'un feu fort impressionnant le 4 novembre 1989. En effet, un camion-citerne roulant vers Huntingdon sur la route 138 et transportant environ 9 000 gallons de mazout entre en collision avec un train du Canadien National à Brysonville. Le camion prend feu à un point tel qu'une fumée noire s'en échappe alertant la population des alentours. Une dizaine de résidences doivent être évacuées. Le malheur tient aussi au fait que 15 des 70 wagons du convoi qui ont déraillé contenaient des produits toxiques ou inflammables comme du gaz propane, du chlore et de l'alcool commercial. Fort heureusement, aucun des wagons n'a été percé. Pour éviter le pire, les nombreux pompiers appelés sur les lieux arrosent les wagons afin de les refroidir. L'équipe en place dispose de huit camions-pompes et de quatorze camions-citernes, en plus de bénéficier de la présence de sept unités de secours qui proviennent de l'État de New York. Le chauffeur du camion, Richard Dépatie, de Saint-Basile-le-Grand, décède des suites de l'accident.



## Le député libéral Ian Watson

Né le 10 avril 1934 à Howick, Ian est le fils de Wilfred Watson et de Jean Whillans. Formé en droit aux universités de Bishop et de McGill, il pratique sa profession d'avocat de 1959 à 1963. Il est ensuite élu dans Châteauguay-Huntingdon-Laprairie en 1963, circonscription qu'il conserve jusqu'en 1968. Puis, il devient député de Laprairie de 1968 à 1979 et de Châteauguay de 1979 à 1984. Il subit la défaite aux mains du progressiste-conservateur Ricardo Lopez en 1984. Au cours de sa carrière, le député libéral Watson œuvre au sein des gouvernements de Lester-B. Pearson et de Pierre Elliott Trudeau. Il est nommé secrétaire parlementaire du ministre du Revenu national en 1972 et du ministre d'État chargé des Affaires urbaines de 1972 à 1973 puis du ministre d'État chargé des Affaires urbaines en 1974<sup>37</sup>.



© Yannick Watson

Ian Watson.

## La fermeture de la station du Canadien National

Par son territoire, Howick se trouve dans le tracé de la ligne ferroviaire du CN. Le 7 septembre 1965, le conseil municipal local apprend que la station de Howick sera bientôt fermée par le CN sans autres précisions sur la date butoir. La compagnie évoque que l'achalandage a diminué de près de 30 % depuis les dernières années. Ne voulant pas être privé de ce service, le conseil municipal prie le député fédéral, Ian Watson, d'intervenir en faveur de Howick auprès de la compagnie. Le 3 octobre 1966, les événements se précisent. Documents à l'appui, le CN



© Serge Fournier

Le chef de gare, Henri Fournier, avec son épouse.



© Serge Fournier

La gare ferroviaire du Canadien national à Howick.



© Jean-Claude Desgroschilliers

Le chef de gare, Henri Fournier.



© Archiv-Histo – 2015

Ancien site de la gare du Canadien National à Howick, actuellement un bâtiment de la voirie municipale.

démontre que la fermeture de la station de Howick est inévitable. Le 5 décembre suivant, Howick tente d'autres représentations auprès de la compagnie, mais la visite du commissionnaire des chemins de fer et des représentants du CN confirme le piètre état dans lequel se trouve la station de Howick. Le 4 juillet 1968, le conseil municipal semble se résigner à accepter la démolition de la gare. Existe-t-il un mince espoir qu'elle soit un jour rénovée ? C'est ce que prétend le CN en promettant que la gare devrait être remplacée ou du moins réparée dans un avenir rapproché.

## L'agrandissement du bureau de poste

À l'hiver 1968, Postes Canada proposent à la Municipalité de Howick, dirigée par le maire Antoine Meunier, l'agrandissement du bureau de poste. Le 5 mai 1969, les plans de transformation du bâtiment sont approuvés. Un bail de dix ans renouvelable pour cinq ans est proposé par le conseil municipal et entériné par le Département des Travaux publics du Canada. Le 1<sup>er</sup> décembre 1969, Postes Canada confirment l'agrandissement de l'immeuble devant accueillir le bureau de poste dont la réalisation des travaux est confiée à Arthur Tellier pour une somme de 7 230 \$.

## La Loi sur la protection du territoire agricole

L'élection du Parti québécois, le 15 novembre 1976, transforme la scène politique provinciale. Les interventions du gouvernement québécois, qui vont s'avérer déterminantes pour l'évolution du Québec, entraînent aussi des retombées sur la scène municipale. Les municipalités rurales apprennent ainsi qu'une nouvelle loi protégera à l'avenir les terres agricoles du Québec. La loi 90 sur la protection des terres agricoles, sanctionnée le 22 décembre 1978 par l'Assemblée nationale du Québec, crée la Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ) sous la juridiction du ministre de l'Agriculture. Cette loi vise principalement à contrer l'utilisation des terres agricoles pour le développement domiciliaire. À cette fin, la préparation de plans provisoires permettra de désigner les zones agricoles sur l'ensemble du territoire québécois. Une fois ces plans mis en place, seules quelques parcelles du territoire pourront être dézonées.

Le 5 février 1979, les mesures prévues par la loi 90 sur la protection du territoire agricole touchent les limites de Howick. Des citoyens soumettent leurs demandes pour obtenir des exemptions de la CPTAQ. Une portion du territoire de la Municipalité de la paroisse de Très-Saint-Sacrement, qui correspond au lot 490 en vertu du cadastre de



la paroisse de Saint-Malachie, est ainsi détachée pour être annexée au village de Howick. Cette zone sera réservée à la construction domiciliaire en vertu d'une entente signée le 4 mars 1980.

Selon les termes de l'entente, la zone prévue sera exclue de la zone verte. Or, le 2 juin 1980, après quelques vérifications, il appert que le lot 490 fait partie de la zone verte de la municipalité de Très-Saint-Sacrement en dépit de l'entente intervenue entre Howick et la CPTAQ. Howick demande donc à Très-Saint-Sacrement de clarifier la situation et de faire des représentations pour apporter les corrections qui s'imposent de façon à faire reconnaître sa zone résidentielle.

## Un HLM au village

En 1978, la Fabrique de la paroisse catholique de Howick et la Commission scolaire des Moissons s'affrontent à propos de la propriété de l'ancienne école Modèle, laquelle sera finalement acquise par le groupe EM de Howick qui l'utilise à des fins communautaires. Or, au cours de la même période, la Société d'habitation du Québec fait l'acquisition de la cour d'école dans l'intention d'y faire construire une habitation à loyer modique. Il revient à l'Office municipal d'habitation de Howick créé en 1978 de gérer ce type de logements sociaux. Le 7 mai 1979, la Société d'habitation du Québec retient la demande de la municipalité à l'effet de construire neuf unités d'habitations sur un terrain situé rue Colville dans le village de Howick et appartenant aux syndics de la municipalité scolaire catholique de Très-Saint-Sacrement. Le conseil municipal approuve d'emblée ce programme de construction de même que le choix du terrain. L'inauguration des neuf logements destinés aux personnes âgées a lieu en 1981.

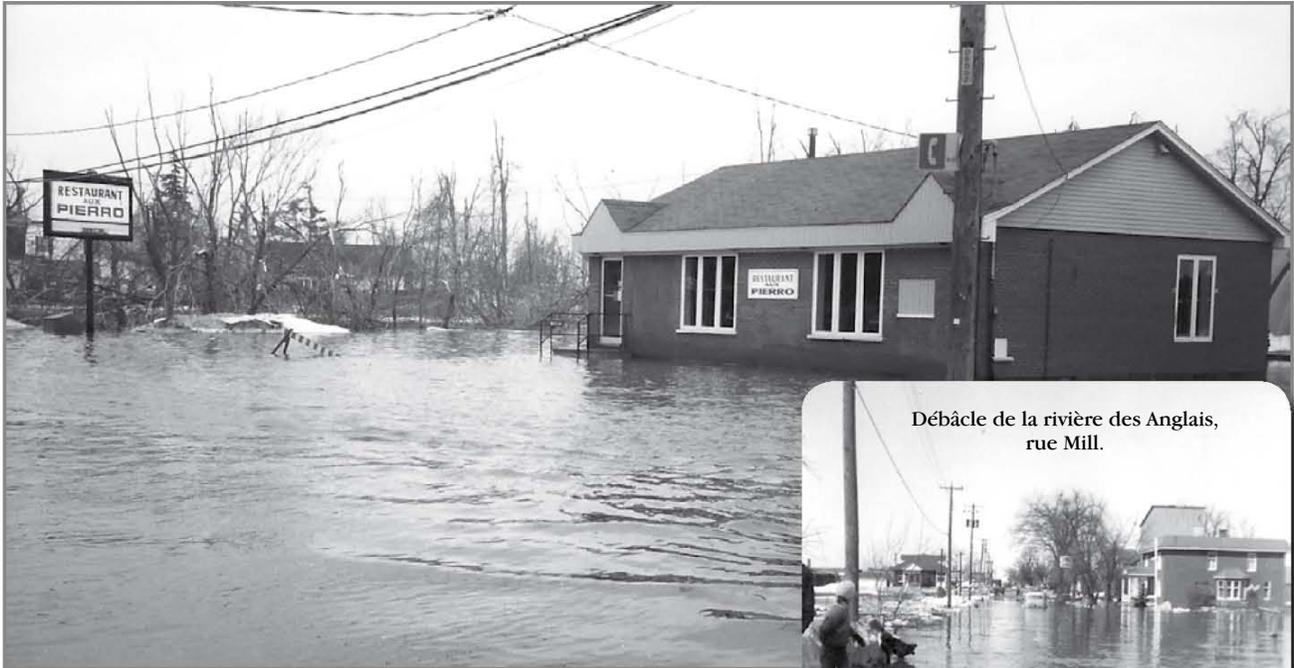
La Résidence Howick pour personnes âgées.



© Archiv-Histo – 2015



# L'inondation du 29 mars 1998



© Guy Faubert

Le restaurant Aux Pierro.



Débâcle de la rivière des Anglais,  
rue Mill.

© Marie-André Slevan



© Guy Faubert

Les rues Mill, Lambton et Colville.



© Jean-Claude Hervieux



Le bar La Lanterne de l'hôtel Central.

© Guy Faubert



Ancienne maison (meunerie) lors de l'inondation du printemps 1998.



## Des questions politiques encore sur la sellette

### - Le débat linguistique

Le 5 mars 1979, au cours du mandat du maire Norman Fletcher, le conseil municipal de Howick prend connaissance des différents éléments du programme de francisation du gouvernement québécois concernant l'administration locale. Il n'en partage pas les analyses ni les éléments du programme. Selon les membres du conseil municipal, l'existence des deux langues officielles au Canada et l'appartenance de la province de Québec à ce pays ne se prêtent pas à l'adoption de la politique linguistique sur le français, comme le propose le gouvernement provincial. Le sentiment d'appartenance au Canada se heurte ici au sentiment d'appartenance au Québec.

À l'automne 1982, l'Office de la langue française presse les autorités municipales de Howick d'accélérer la francisation particulièrement en ce qui a trait à l'affichage. Il recommande de corriger, entre autres, la dénomination sur l'affiche d'accueil à l'entrée du village, l'inscription sur le camion d'incendie, l'affichage extérieur de l'hôtel de ville et celui de la caserne des pompiers. L'Office rappelle enfin que les échéances ont déjà été largement dépassées. Le conseil municipal rétorque que le village de Howick est composé à 50 % de francophones

Le magasin général Beaudin, bien avant l'affichage français obligatoire.



© Linda Rose



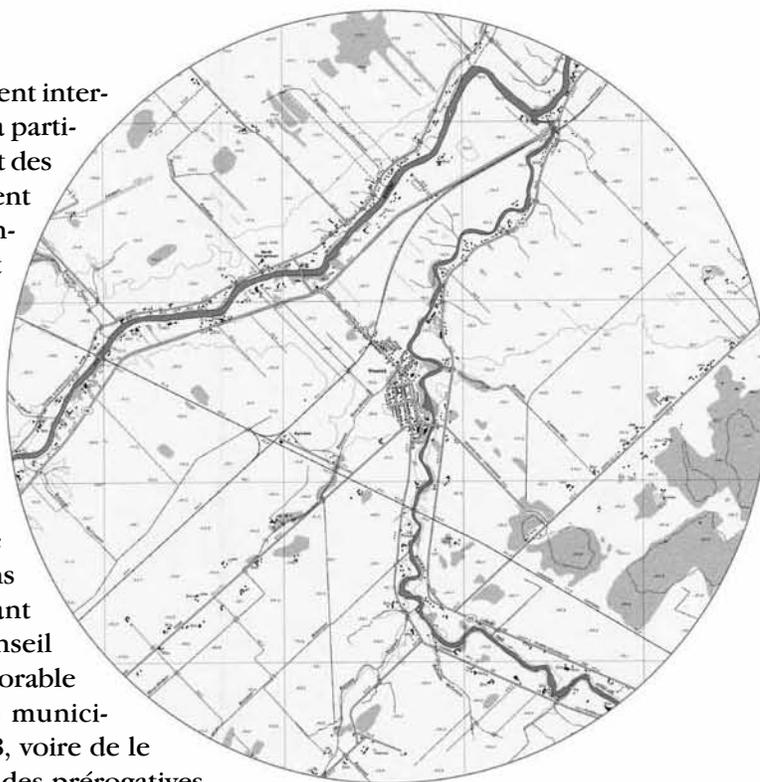
et de 50 % d'anglophones et que l'affichage dans les deux langues ne cause aucun préjudice à quiconque. Il demande donc à l'Office de surseoir aux recommandations pour « maintenir l'harmonie qui existe entre les deux groupes ethniques de cette communauté »<sup>38</sup>. De plus, l'affichage d'accueil du village appartient au Club 4-H, un organisme indépendant et privé.

Le 6 février 1984, la Municipalité se conforme finalement aux avis de l'Office de la langue française en ce qui concerne le camion d'incendie et la caserne de pompiers, pour lesquels sera retenue la dénomination Howick avec les symboles appropriés. Quant aux panneaux signalant les noms de rues, ils seront modifiés pour répondre aux exigences de la loi.

Carte topographique de Howick et sa région.

### – Le projet de loi 38

Le 1<sup>er</sup> août 1983, le conseil municipal se sent interpellé par le projet de loi 38 ayant trait à la participation gouvernementale au financement des municipalités. Sur cette question hautement politique, les préfets reconnaissent le principe du projet de loi à savoir le respect par tous les gouvernements tant fédéral, provincial que municipal, du partage des pouvoirs, tels que reconnus par la loi constitutionnelle de 1982. Ils sont toutefois d'avis que le ministre des Affaires municipales s'arrogé par ladite loi des pouvoirs purement discrétionnaires, arbitraires et discriminatoires. De sorte que les municipalités sont prises en otage dans le contentieux fédéral-provincial. Durant le mandat du maire Roma Myre, le conseil municipal de Howick demande à l'honorable Jacques Léonard, ministre des Affaires municipales, de reconsidérer le projet de loi 38, voire de le retirer, considérant qu'il va à l'encontre des prérogatives qui devraient être réservées au pouvoir municipal.



Ministère de l'Énergie et des Ressources – Service de la cartographie 1983.

### – L'Agence spatiale canadienne

Subissant les effets tantôt directs tantôt indirects de la politique provinciale ou fédérale, la Municipalité de Howick est régulièrement invitée à se prononcer sur des sujets d'actualité. Le 3 avril 1989, le gouvernement du Canada annonce l'implantation prochaine de l'Agence spatiale canadienne dans la région de Montréal. Dans ce dossier politique, la Municipalité de Howick appuie la démarche entreprise par la Société

montréalaise de développement pour l'établissement de cette agence dans la région ou, plus précisément, à l'intérieur de la zone aéroportuaire de Saint-Hubert. Installée dans la région à compter de décembre 1990, elle jouit d'un statut équivalant à celui d'un ministère du gouvernement fédéral, mais relève du ministère de l'Industrie. Le président de l'Agence, qui possède un statut correspondant à celui de sous-ministre, assume différentes responsabilités : les programmes spatiaux, la technologie spatiale, les sciences spatiales, etc. Toute la Montérégie, dont la Municipalité de Howick, peut donc s'enorgueillir de la présence de cet organisme fédéral dans la région.

### - Pour un meilleur partage fiscal



© Le Devoir

Claude Ryan,  
26 janvier 1925 – 9 février 2004,  
ministre de l'Éducation et ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, 1985-1990;  
ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française,  
1989-1994;  
ministre de la Sécurité publique, et ministre des Affaires municipales,  
1990-1994.

À la fin de l'année 1990, le ministre des Affaires municipales, Claude Ryan, veut redéfinir le partage entre le gouvernement du Québec et les municipalités. Les problèmes budgétaires de la Province incitent le gouvernement à demander aux municipalités de contribuer davantage au financement de la Sûreté du Québec (SQ), selon un taux de dix cents pour chaque cent dollars d'évaluation. Aussi, en avril 1993, le gouvernement québécois veut remettre aux municipalités le fardeau de l'entretien du réseau routier. Or, les municipalités de Très-Saint-Sacrement et de Howick, plutôt en défaveur de cette politique, font parvenir aux contribuables locaux leur nouvel avis d'imposition avec la mention : « taxe imputable à la réforme Ryan, soit dix cents pour chaque 100 \$ d'évaluation ».

En mai 1991, le gouvernement du Québec entreprend d'imposer aux municipalités, sous le couvert de transfert de responsabilités, le rôle de percepteur d'impôt provincial. La réaction ne se fait pas attendre, le monde municipal s'oppose en bloc à cette mesure. L'Union des municipalités rurales de comté et des municipalités locales du Québec (UMRCQ) se joint à d'autres municipalités afin de faire déclarer institutionnelles les dispositions législatives voulant les obliger à contribuer financièrement aux services de la SQ. Le 6 juillet 1992, le conseil dirigé par Arthur Tellier, précise au ministre Claude Ryan que le paiement par la municipalité de la contribution exigée pour les services de la SQ ne signifie pas une acceptation du transfert de facture décrété unilatéralement par le gouvernement du Québec. Sans tarder, Howick appuie l'action déjà engagée par l'UMRCQ et de plusieurs autres municipalités en Cour supérieure pour faire déclarer inconstitutionnelles les dispositions de la loi 145 concernant la sécurité publique. Or, aucun des appelants n'aura gain de cause face au gouvernement du Québec.

Les relations entre Québec et les municipalités entament une autre étape en 1994, avec le changement de gouvernement. Le 2 juillet 1996, le ministre Robert Perreault annonce une augmentation des coûts de 30 millions \$ par année pour les municipalités utilisant les services de



la SQ. Dans le contexte où le gouvernement oblige les municipalités de moins de 5 000 habitants à être desservies par la SQ, ces dernières sont privées du libre choix de choisir leur propre corps de police. Selon les membres du conseil municipal, les coûts de 200 millions \$ prévus par le gouvernement provincial s'avèrent par ailleurs illusoire, voire exagérés. Ils s'opposent donc au transfert des coûts et se prononcent contre cette organisation policière, tout en réclamant une plus grande autonomie pour le palier municipal en cette matière.

## **La municipalité, soucieuse de l'environnement**

En 1979, la Municipalité de Howick doit composer avec une situation épineuse suite à la mise en demeure qui lui est adressée par les Services de protection de l'environnement du Québec (SPE). Le conseil municipal doit procéder immédiatement à la fermeture et à la désaffectation du dépotoir sis sur les lots 430p à 440p du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostome. Dans cette optique, les SPE entreprennent des démarches pour finaliser le choix d'un site devant servir de dépotoir, puis organiser l'enfouissement sanitaire des déchets solides avec les municipalités environnantes. L'objectif est de trouver un lieu qui n'occasionnerait pas trop de frais pour les contribuables.

Le 7 mai 1979, le conseil municipal de Howick est contraint de demander un délai au SPE pour résoudre le problème de désaffectation du dépotoir. Prenant en compte la nouvelle réglementation concernant la fermeture des dépotoirs, il entame des démarches auprès des municipalités avoisinantes de Très-Saint-Sacrement, du village d'Ormstown et de la paroisse de Saint-Malachie-d'Ormstown pour trouver un site approprié et organiser en commun l'enfouissement sanitaire des déchets solides à des coûts raisonnables.

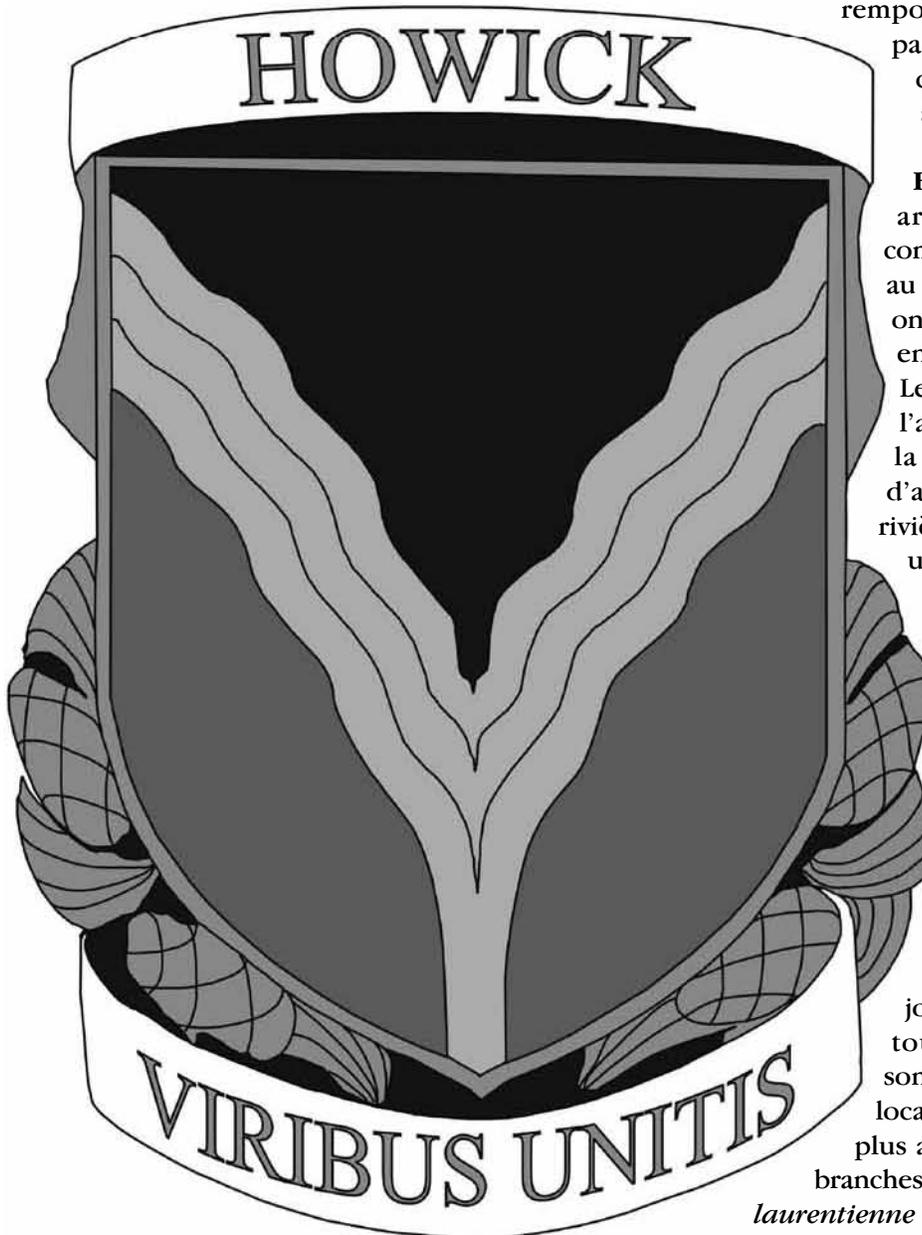
Le 6 août 1979, le conseiller Yvan Lazure devient le représentant de la Municipalité de Howick pour siéger au sein du Comité intermunicipal mandaté pour choisir le site d'enfouissement sanitaire des déchets solides de la région. Le projet mis de l'avant devra être conforme aux exigences des Services de protection de l'environnement. Howick contribue aux frais encourus par l'engagement de la firme d'ingénieurs-conseils Laplante-Beauchamp-Reynolds de Valleyfield approchée pour se pencher sur ce problème.

Or, en avril 1981, les SPE constatent que non seulement le dépotoir local est toujours en fonction, mais que des déchets baignent dans l'eau alors que d'autres y sont carrément brûlés. Il va sans dire que toutes ces activités s'avèrent non conformes à la Loi sur la qualité de l'environnement. Le ministère exige donc la fermeture du dépotoir local et sa désaffectation définitive à compter du 1<sup>er</sup> juin 1981. Howick n'a d'autre alternative que d'utiliser le dépotoir de la Municipalité de Sainte-Clotilde-de-Châteauguay.

## Le blason de Howick

Le 1<sup>er</sup> décembre 1986, le blason adopté par les membres du conseil du village de Howick, au cours du mandat du maire Roma Myre, rappelle sa topographie. L'espace rejoint la terre fertile sillonnée par deux cours d'eau, la Châteauguay et la rivière des Anglais. Le confluent de ces rivières nommé *La Fourche*<sup>39</sup>, rappelle le plus ancien nom de Howick.

Charles-Michel de Salaberry, héros de l'illustre victoire remportée sur la Châteauguay, n'a pas autrement nommé ce lieu dit, car il situa son plan de bataille à *La Fourche*.



**Héraldique** : la description armoriale du blason se veut comme suit : d'azur et de sinople au chevron d'argent renversé et ondé. En haut, le nom de Howick, en bas sa devise : *Viribus Unitis*. Le bleu azur rappelle l'espace, l'air; le vert (sinople) symbolise la fertilité du sol; le chevron d'argent ondé illustre l'eau des rivières dont le confluent forme une fourche, d'où le toponyme de *La Fourche*.

**La devise** : deux rubans circonscrivent le blason, l'un porte le nom de Howick et l'autre la devise *Viribus Unitis* À forces unies. Celle-ci rappelle qu'en plus des groupes majoritaires d'origine française et écossaise, d'autres de descendance irlandaise et anglaise se sont joints aux premiers, sans oublier toutes les autres familles qui sont venues grossir la population locale. C'est donc une devise des plus appropriées pour Howick. Les branches et cônes de pin : selon *La Flore laurentienne* du frère Marie-Victorin, le pin

rigide se trouve dans notre localité et représente la seule réserve écologique au Québec. En conclusion, le blason de Howick décrit la pérennité de son territoire et sa devise se veut dynamique et unifiante.



## Le verglas

Du 6 au 9 janvier 1998, le Québec subit la pire tempête de verglas de son histoire. Près de 50 mm tombent sur l'île de Montréal et au moins 78 mm sur la Montérégie, occasionnant des pannes majeures, des fermetures de routes, etc. Cette situation désastreuse crée des frais supplémentaires aux municipalités qui forcent le gouvernement du Québec à passer un décret pour l'adoption d'un programme d'assistance financière relatif à la tempête de verglas. Le 2 février 1998, Howick apprend qu'elle se trouve sur la liste des municipalités dont l'électricité ne peut être rétablie avant sept jours. Comme bien d'autres municipalités, Howick se voit

contrainte d'engager des dépenses supplémentaires. La Caisse populaire de Howick lui alloue un prêt temporaire de 100 000 \$ pour assumer les dépenses dues au verglas. Il est prévu que le prêt en question soit remboursé dès que la Sécurité civile fera parvenir les fonds prévus à la municipalité.

© Suzanne Côté



© Linda Deschamps

La rue Mill en direction de Howick et une maison de la rue Colville, lors du verglas de 1998.



## **Le protocole de Kyoto**

Au début des années 2000, le gouvernement du Québec s'engage à respecter le protocole de Kyoto et à réduire l'émission des gaz à effet de serre. Or, ceux émis par la centrale thermique du Suroît équivaleraient à l'ajout de 600 000 nouvelles voitures sur nos routes. Les écologistes soulignent que la filière éolienne s'avérerait un meilleur choix. Pourquoi ne pas privilégier les énergies alternatives ? Le 3 mai 2004, le conseil municipal de Howick demande au gouvernement du Québec d'abandonner le projet de la centrale thermique du Suroît et de se tourner vers les alternatives reconnues pour mieux répondre aux besoins des Québécois, comme la mise en place d'un programme national d'efficacité énergétique et le développement d'une véritable filière éolienne.

## **Des nouvelles structures de voirie au village**

Le 1<sup>er</sup> novembre 2010, le gouvernement du Québec confirme une aide financière de 1 313 790 \$ qui comporte un engagement de chaque palier de gouvernement, fédéral et provincial, pour le renouvellement des conduites d'eau et d'égout sur la rue Colville. Des conditions contraignantes embêtent cependant les membres du conseil municipal, comme les délais des travaux qui doivent être exécutés au plus tard le 31 décembre 2010. Si le coût total excède la subvention, il reviendra à la municipalité de payer le surplus. Or, la seule soumission présentée est celle de Kingston Byers qui s'élève à 2 408 638 \$. Le conseil municipal, dirigé par le maire Denis Loiselle, réclame au gouvernement du Québec un délai pour le début des travaux au printemps 2011, plutôt qu'à l'automne 2010. En hiver, les travaux s'avèrent forcément plus coûteux, d'autant plus que certains ne peuvent s'effectuer qu'au printemps, tels les trottoirs, l'asphaltage et la pose du gazon. C'est sans compter le délai de 90 jours occasionné par l'attente du certificat de conformité du ministère de l'Environnement pour entreprendre lesdits travaux.

## **À l'ère des projets éoliens**

Le 7 mars 2011, Hydro-Québec lance un appel de services dans le cadre de projets éoliens des municipalités de Saint-Valentin/Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix et de Saint-Cyprien-de-Napierville. Constatons l'ampleur de l'ensemble des projets. À Saint-Valentin, par exemple, il est prévu que 21 éoliennes industrielles de 139 mètres soient installées à quelque 750 mètres des habitations occupées par 472 habitants; puis, à Saint-Cyprien de Napierville, 9 méga éoliennes de 146,5 mètres seraient érigées dans le cadre d'un projet octroyé à la Kanawake Sustainable Energies (KSE), et ce, malgré le refus des élus municipaux et le projet d'installation d'une ligne électrique de 120kv de 25 pylônes



qui va à l'encontre de la volonté de 70 agriculteurs. De surcroît, ces trois projets devraient se dérouler dans des zones habitées ou sur des terres agricoles de grande valeur. Les élus municipaux de Saint-Cyprien-de-Napierville se prononcent donc contre les projets de méga éoliennes de KSE. Les municipalités de Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix, La-colle, Saint-Blaise-sur-Richelieu, Saint-Cyprien-de-Napierville et Saint-Jacques-le-Mineur font appel à la solidarité municipale québécoise. « Nous respectons la position officielle à l'égard du développement de la filière éolienne prise dans chaque municipalité et région, tout en requérant l'appui des Municipalités québécoises pour le respect de nos terres agricoles »<sup>40</sup>. Bien que la municipalité de Howick s'est déjà affichée en faveur de la filière éolienne, elle appuie la position des municipalités de la Montérégie qui s'insurgent contre leur développement dans des zones réservées jusqu'à ce jour à la zone habitée.

## La politique de la famille et des aînés

Dans les années 2000, sous la direction du maire Richard Raithby, la Municipalité du village de Howick élabore, de concert avec la Municipalité de Très-Saint-Sacrement, une politique familiale, fruit du travail de concertation. En septembre 2010, une consultation publique permet de recueillir les commentaires de tous les citoyens et de cibler les attentes réelles des familles. Puis, en avril 2011, la Municipalité obtient une subvention du ministère de la Famille et des Aînés du Québec pour élaborer ladite politique familiale, notamment pour offrir un milieu de vie qui répond davantage aux besoins tant des jeunes familles que des aînés.

En novembre 2012, un comité famille constitué de trois citoyens bénévoles et d'un élu de la Municipalité est chargé de réaliser un nouveau sondage auprès des citoyens de Howick pour identifier clairement les caractéristiques des familles et des aînés. Une rencontre organisée avec les associations et les groupes locaux en avril 2013 ainsi qu'une consultation publique en juin 2013 apportent un nouvel éclairage sur l'orientation de la politique familiale pour assurer une meilleure qualité de vie à tous les citoyens<sup>41</sup>.



Laure-Anna Desgroseilliers,  
24 novembre 1905 – 5 mai 2010.



La maison de Laure-Anna Desgroseilliers, située au 4, rue Logan.

## Portrait démographique de Howick

Au fil des décennies, le visage démographique de Howick va se métamorphoser. En 2011, la municipalité compte une population de 630 habitants composée de 345 hommes et de 285 femmes<sup>42</sup>. On y trouve près de 81 % de personnes âgées de 15 ans et plus et ayant un âge médian de 39,1 ans. Quant au revenu personnel moyen, il est établi en 2005 à 29 043 \$ comparativement à 25 981 \$ pour le territoire desservi par le CSSS du Haut-Saint-Laurent. Le taux d'emploi en 2005

s'élève à 61,8 % comparativement à 53,9 %. Sur le plan de la scolarité en 2006, 28,6 % de la population ne possède aucun certificat, diplôme ou autre attestation d'études. Les statistiques démontrent également que 20,5 % des élèves n'obtiennent pas de diplôme d'études secondaires entre 2005 et 2007<sup>43</sup>.

En 2011, Howick recense enfin 170 familles dont 70 ont au moins un enfant et 20 sont monoparentales. En examinant de plus près ces 90 familles avec des enfants, on constate que 50 d'entre elles comptent au moins deux enfants et plus.

En ce qui concerne les logements en 2011, Howick dispose au total de 275 logements en incluant un HLM de neuf logements réservés aux personnes âgées. De ces logements, 190 correspondent à des maisons individuelles<sup>44</sup>. Plutôt modeste en termes de population et d'habitations, Howick se présente comme un village empreint de calme et de sérénité.

Dans l'esprit de mieux servir sa population, la Municipalité de Howick favorise la création de comités de consultation, notamment du Comité famille qui se réunit trois fois par année pour faire le point sur l'état des actions mises en place par la municipalité et ses partenaires. L'engagement d'une coordonnatrice au développement communautaire et aux communications assure la pérennité de la politique familiale. Plusieurs activités reliées à la santé ou la sécurité sont ainsi organisées à l'intention des familles, telles que le Défi santé, la Semaine québécoise pour un avenir sans tabac, la Semaine de la prévention du suicide et la Semaine de prévention des incendies. Dans les secteurs de l'éducation, de la culture ou encore des loisirs, la Municipalité de Howick favorise le partenariat avec les organismes locaux qui sont fort nombreux sur son territoire et qui remontent, dans certains cas, bien avant sa création civique.

### Maisons typiques de Howick



50, rue Mill.



52, rue Mill.



58, rue Mill.



## Chapitre IV

# Mise en place de l'encadrement de la communauté

**L**e sentiment d'appartenance à Howick dépasse largement le cadre municipal. De fait, il ne peut réellement se comprendre sans considérer l'action communautaire qui a largement influencé son développement. C'est pourquoi cet historique accorde une grande importance à un ensemble d'organismes qui ont tissé des liens entre les membres de cette localité. Au fil des ans, le bénévolat y accomplit aussi de petits miracles. Si certains organismes perdurent depuis des décennies, d'autres disparaissent, mais n'en n'ont pas moins laissé un héritage tangible. C'est en sondant leur apport et leur contribution au développement de Howick qu'il devient possible de dévoiler les mille et un visages de ce village. Découvrons-les à travers les institutions religieuses, scolaires et récréatives qui ont vu le jour depuis sa fondation.



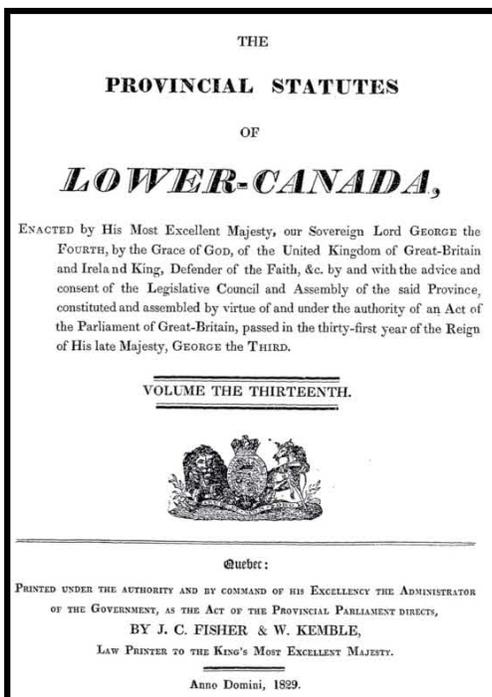
© Archiv-Histo - 2015

Le parc de Salaberry, en 2015.



## L'évolution des écoles au sein de la municipalité scolaire de Howick

L'éducation à Howick a une longue histoire. Jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, les écoles et les commissions scolaires sont rares et insuffisantes à plusieurs égards. En 1801, le gouvernement du Bas-Canada tente de prendre le contrôle de l'éducation dans la province en adoptant la Loi de l'Institution Royale, mais peu de résultats sont visibles, notamment dans la région de Châteauguay<sup>45</sup>. Le peu de succès des écoles royales favorise l'adoption en 1829, par la Chambre d'assemblée, de la Loi des écoles de syndics qui permet d'offrir l'éducation à un plus grand nombre.



© Archiv-Histo — fac-similé

Acte pour encourager l'éducation élémentaire.  
*Les statuts provinciaux du Bas-Canada, 9 Georges IV, CHAP. XLVI.* Québec: W. Vondenvelden, 1829, p. 329-337.

La Loi des écoles de syndics<sup>46</sup> accorde aux propriétaires fonciers le privilège de choisir cinq mandataires ou syndics désignés pour administrer les écoles, comme celle de la rivière de Châteauguay. L'acquisition d'une nouvelle école rejoint les principes de la nouvelle loi scolaire par laquelle le gouvernement du Bas-Canada alloue une subvention de 50 % pour les coûts de construction<sup>47</sup>. L'école n° 3 de la rivière Châteauguay ouvre donc ses portes en 1831 sur un terrain offert par Jean Blanchette et Paul Parent, cultivateurs de North Georgetown, lequel s'étend sur un demi-arpent de front et sur sept perches et demie de profondeur<sup>48</sup>. Cette propriété est cédée aux syndics responsables, le curé Étienne Chartier de la paroisse de Sainte-Martine, Charles Archambault de Châteauguay, James Perrigo, Jean-Baptiste Ledoux et Charles Legaud, tous résidents de la paroisse de Saint-Martine<sup>49</sup>. En 1834, lors de l'assemblée des propriétaires fonciers de l'arrondissement n° 3 de la paroisse de Sainte-Martine, les membres présents élisent les nouveaux syndics : Charles Laberge, Louis Leclair et Louis Vallée<sup>50</sup>.

Quelques décennies plus tard, fruit de la persévérance de John Wilson, la municipalité scolaire de Howick (School Municipality of Howick) est créée le 7 juin 1865 par le gouvernement du Canada-Uni. Le territoire qui relève de sa juridiction provient des commissions scolaires de Sainte-Martine, Saint-Jean-Chrysostome et Saint-Malachie d'Ormstown<sup>51</sup>, sans être totalement comparable à celui de la Municipalité de paroisse de Très-Saint-Sacrement sur le plan civil. Le 10 juillet suivant, John Wilson a l'insigne honneur de présider l'assemblée de l'élection des commissaires. Par acclamation, cinq commissaires reçoivent l'appui de leurs concitoyens. Il s'agit de John Anderson, Joseph McClenaghan, Joseph Newlands, Thomas Reid et James Templeton. L'une des premières décisions du conseil des commissaires d'école est de choisir le président de la municipalité scolaire, en la personne de Joseph Newlands. Puis, John Wilson est rapidement engagé pour occuper la fonction de secrétaire-trésorier.



La municipalité scolaire, fraîchement créée, gère à la fois les écoles catholiques et protestantes, une situation qui ne devait pas perdurer plus de sept ans. Vers 1871, du côté des catholiques, la municipalité scolaire des dissidents de Howick voit le jour. Peu de renseignements quant aux origines de cette municipalité nous sont parvenus jusqu'à aujourd'hui<sup>52</sup>. Semble-t-il, le conseil scolaire aurait imposé un montant aux parents des élèves afin d'assurer des revenus suffisants pour gérer les écoles. De plus, les enseignants perçoivent 25 cents de chacun des élèves du district 1 à l'école de Howick (47 élèves); 20 cents pour les districts 2 (école English River, 50 élèves) et 3 (école de Fertile Creek, 31 élèves); et 18 cents pour le district 4 (école Châteauguay River, 20 élèves). Un montant de 37 1/2 cents est enfin exigé aux élèves qui proviennent de l'extérieur de la municipalité. Quant aux frais de chauffage et d'entretien des écoles ou ceux occasionnés par la construction ou l'agrandissement de bâtiments, ils sont défrayés au moyen de la taxe scolaire payée par les propriétaires fonciers. En 1886, la municipalité scolaire des dissidents de Howick annexe une partie du territoire de la municipalité scolaire de Sainte-Martine.

L'idée de construire une nouvelle école fait peu à peu son chemin chez les protestants. En 1911, une assemblée se prononce favorablement à l'idée. Le remplacement de l'école du district 1 vise à offrir à la fois les cycles du primaire et une partie du secondaire. Au mois d'août de la même année, le surintendant de l'Instruction publique approuve les plans pour construire une école au coût de 5 210 \$. Au mois de novembre suivant, Andrew T. Hunter obtient le contrat de construction pour sa réalisation. Puis, au printemps 1912, Grace MacDonald devient la première enseignante de l'école Modèle. Quant à l'ancienne école, elle est vendue à Joseph Lefebvre qui la démolit pour en récupérer les briques. Le 2 septembre 1912, le révérend George Whillans vient bénir la Howick Model School lors d'une cérémonie confirmant son ouverture à la clientèle scolaire.

Plus de deux décennies plus tard, la municipalité scolaire de Howick déclare son intention de regrouper ses élèves sous un même toit. La décision est entérinée par une consultation des propriétaires fonciers le 15 février 1931, puis par le surintendant de l'Instruction publique. La requête en annexion permet d'ajouter une partie du territoire de la municipalité scolaire de Saint-Malachie, soit la rive nord de la rivière Châteauguay et une partie des trois premiers rangs de South George-



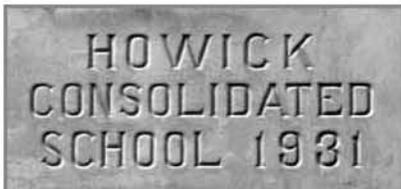
L'école Modèle, rue Lambton.



© Linda Rose

Howick Consolidated School située au 5, rue Lambton.

town. La municipalité scolaire des dissidents de Saint-Jean-Chrysostome n° 1 devient partie intégrante de celle de Howick. Il s'agit en fait des écoles primaires Grant, d'Allan's Corners, de Tullochgorum et d'Aubrey. Au printemps 1931, devant l'augmentation de la population scolaire en partie due à cette annexion, le surintendant n'a d'autres choix que d'approuver les plans de l'agrandissement de l'école Modèle de Howick. Le gouvernement du Québec confirme sa participation financière de 50 % des coûts de construction du bâtiment. La tâche est confiée cette fois à des entrepreneurs de l'Ontario,



© Archiv-Histo - 2015

Linteau de pierre indiquant le nom et l'année de la construction de l'école.

George Simpson et David Barrington. Quatre nouvelles classes et un auditorium sont désormais mis à la disposition des élèves. Malgré la crise économique qui sévit, quatre circuits de transport scolaire conduisent les élèves à l'école. Les commissaires accordent les contrats de transport à E. G. Carson, A. Carruthers et C. Kerr<sup>53</sup>. L'inauguration de la Howick Consolidated School a lieu le 16 octobre 1931, soulignée par un banquet auquel sont conviés plusieurs invités.



© Roma Myre

Une autre vue de l'école anglaise de Howick.

Or, un malheur s'abat sur la communauté locale lorsqu'un incendie fait rage à la Howick High School le 18 janvier 1946. Il faut l'intervention des pompiers de Howick, Ormstown et Sainte-Martine pendant toute la nuit jusqu'au matin pour venir à bout des flammes. Bien que la partie de l'ancienne école Modèle soit totalement détruite, les élèves de la 8<sup>e</sup> à la 11<sup>e</sup> année peuvent malgré tout retourner en classe dans la nouvelle partie qui n'a pas vraiment été touchée par cet incendie<sup>54</sup>. Les élèves des autres niveaux sont déménagés temporairement au local du Club de curling et au Temperance Hall.

Il faudra attendre deux ans avant que l'agrandissement de l'école soit parachevé en vertu des plans dressés par l'architecte E. Leslie Perry. Au mois de septembre 1948, les élèves peuvent enfin être accueillis dans les classes normales pour parfaire leur apprentissage. En 1961, cinq autres classes sont ajoutées, expression de l'évolution démographique qui n'est pas étrangère au phénomène des baby-boomers et à l'augmentation marquée des naissances. La même année, la municipalité scolaire de Howick agrandit aussi son territoire en annexant la municipalité scolaire des dissidents de Saint-Urbain-Premier et celle de Saint-Jean-Chrysostome n° 2. Avec le départ de ses élèves du secondaire pour la Châteauguay Valley Regional High School en 1967, la Howick High School devient la Howick Elementary School<sup>55</sup>.

Rappelons ici qu'à compter de 1960, le Québec vit sa Révolution tranquille. Sur le plan de l'éducation, le gouvernement libéral de



Jean Lesage met sur pied la Commission royale d'enquête sur l'enseignement, présidée par Mgr Alphonse-Marie Parent. Cette dernière propose au gouvernement une série de recommandations, dont le regroupement des commissions scolaires, la création des polyvalentes et la création de commissions scolaires régionales. La fusion des commissions scolaires régionales répond donc aux soucis d'une plus saine administration du réseau scolaire. Le 1<sup>er</sup> juillet 1970, dans la vague des fusions des commissions scolaires, le gouvernement du Québec crée la municipalité scolaire de Howick-Ormstown résultant de la fusion des municipalités scolaires de Howick et d'Ormstown.



© Archiv-Histo – 2015

L'école primaire anglophone Consolidated School, en 2015.

En 2015, l'école primaire de Howick fait partie de la Commission scolaire New Frontiers créée en 1998, suite à l'abolition des commissions scolaires confessionnelles et à la création des commissions scolaires linguistiques anglaise et française. La clientèle scolaire de la Commission scolaire New Frontiers s'élève à 5 000 jeunes et adultes de la région du sud-ouest du Québec. Son territoire est délimité par le fleuve Saint-Laurent au nord, l'autoroute 15 à l'est, la frontière américaine au sud et la frontière ontarienne à l'ouest<sup>56</sup>.

## Les écoles catholiques dissidentes

Adoptée en 1845-1846, la grande charte scolaire du Canada-Uni voulait instaurer un système d'éducation à l'échelle du pays. Elle conçoit deux systèmes parallèles, l'un protestant et l'autre catholique, division qui va subsister jusqu'en 1998. Au point de départ, la municipalité scolaire de Howick regroupe les élèves des deux confessions religieuses. Vers 1872, les catholiques forment la municipalité scolaire des dissidents de Howick et se retirent définitivement de la School Municipality of Howick<sup>57</sup>.

En décembre 1886, le territoire de la nouvelle commission scolaire compte quatre écoles, celle de la Deuxième-Côte-Double (arrondissement n° 1), celle de la rivière des Anglais (arrondissement n° 2), celle de la rivière Châteauguay (arrondissement n° 3) et celle de Fertile Creek (arrondissement n° 4). Les commissaires se révèlent fort vigilants puisqu'ils avisent les enseignants que, pour chaque jour d'absence à l'école, un dollar sera retenu sur leur salaire. Ils fixent également le salaire de ces derniers à 108 \$ pour les écoles n° 1 et 2, à 128 \$ pour l'école n° 3 et, enfin à 100 \$ pour l'école n° 4. Fait singulier, les parents ont également leur mot à dire en ce qui a trait au réengagement ou non des enseignants en poste.



En 1887, la municipalité scolaire dissidente de Howick engage David R. Hay, à titre de secrétaire-trésorier, en échange d'une rémunération de 35 \$. La même année, on décide de construire une cinquième école dans le village de Howick créant ainsi l'arrondissement n° 5. Pour réaliser ce projet, la Fabrique de la paroisse de Très-Saint-Sacrement met à la disposition de la municipalité scolaire un terrain à proximité du cimetière où pourra être construite la nouvelle école. Les entrepreneurs Henry Bourgerie et Pierre-Eusèbe Bachant en réalisent la construction. Les dimensions en sont plutôt modestes soit 24 pieds par 20, tout comme les coûts qui ne sont que de 300 \$.

L'existence de la nouvelle école sera toutefois de courte durée. Les commissaires jugent que les arrondissements n°s 2 et 5 regroupent un nombre insuffisant d'élèves pour maintenir deux écoles distinctes, à peine 35 chacune. Ils réunissent donc les deux écoles au sein du village.

L'école de la rivière des Anglais ferme ainsi ses portes à la fin de l'année scolaire 1895-1896. Au contraire, l'école du village dite Modèle est aux prises avec un problème de surpopulation, si bien qu'en 1911 les commissaires acquièrent de la Fabrique un terrain faisant face à l'église catholique pour en permettre l'agrandissement. Il faudra attendre cependant quelques années avant d'assister à la concrétisation du projet de l'école Modèle selon les plans de William Robertson. La bénédiction de l'école Très-Saint-Sacrement par Mgr Joseph-Médard Émard, évêque de Valleyfield, a lieu le 16 septembre 1915.

Dès 1925, un vent de changement souffle sur la paroisse de Très-Saint-Sacrement et le village de Howick. Adélarde Lemieux, président de la municipalité scolaire dissidente de Howick, souhaite que les propriétaires catholiques des rangs de Tullochgorum et North Georgetown adhèrent à ladite municipalité. Pour les fins religieuses et municipales, ces deux secteurs font déjà partie de Howick. De plus, les contribuables catholiques souhaitent que les territoires de Très-Saint-Sacrement et de Howick deviennent une municipalité scolaire distincte de celle des protestants. Le gouvernement du Québec décrète donc l'érection de la municipalité scolaire de Très-Saint-Sacrement le 4 mars 1926 sous la présidence d'Arthur Cardinal. En 1928, deux religieuses de la congrégation des Sœurs-des-Saints-Noms-de-Jésus-et-de-Marie viennent enseigner à l'école Modèle.

La municipalité scolaire de Très-Saint-Sacrement s'apprête à vivre un tournant de son histoire en 1953, au moment où le Département de l'Instruction publique permet l'érection d'une école de quatre classes avec une salle de récréation au cœur même de Howick. Grâce à un budget de 61 000 \$, la construction de l'école s'avère réalisable, notamment en confiant les travaux à l'entrepreneur Samuel Stewart. Des honoraires de



© Marie-Andrée Stévan

Couvent des religieuses de la communauté des Sœurs des Saints-Noms-de-Jésus-et-de-Marie (couvent maintenant démoli, rue Colville au coin de la rue Pine, Howick).



© Linda Rose

Le couvent de la rue Colville, l'hiver avant sa démolition.



46 000 \$ sont prévus à son intention. L'ouverture de cette nouvelle école nommée Saint-Jean est destinée principalement à recevoir les élèves des écoles de rang<sup>58</sup>. Ces dernières disparaîtront progressivement du paysage jusqu'en 1959, alors que tous les élèves sont désormais regroupés au village de Howick. Le 1<sup>er</sup> juillet 1969, la municipalité scolaire de Très-Saint-Sacrement disparaît à son tour pour être intégrée à celle de Sainte-Martine. Au cours de cette période, de nombreuses commissions scolaires fusionnent entre elles pour diminuer les coûts administratifs, idée redevable aux réformes issues de la Révolution tranquille et du rapport Parent.

Suite à la politique du gouvernement du Québec en 1998 qui crée les commissions scolaires linguistiques anglaises et françaises, la Commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands naît le 1<sup>er</sup> juillet. Elle regroupe les commissions scolaires de Huntindgon, des Moissons et de Valleyfield confirmant ainsi l'abolition des commissions scolaires confessionnelles. En 2015, l'école Saint-Jean de Howick relève de la Commission scolaire de la Vallée-des-Tisserands, laquelle embauche 1700 employés et regroupe 37 établissements. Cette dernière occupe le territoire de deux municipalités régionales de comté, celles de Beauharnois-Salaberry et du Haut-Saint-Laurent, desservant au total une population de 85 000 personnes<sup>59</sup>.

## Entre catholicisme et protestantisme : l'identité howickoise

### – L'église catholique de Très-Saint-Sacrement

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, les paroissiens de Très-Saint-Sacrement songent à construire une nouvelle église. Le 16 octobre 1902, le curé Herménégilde-Ulric Tremblay acquiert les lots 530 et 413-32 de la paroisse Saint-Malachie-d'Ormstown provenant de la succession Desautels; l'un situé face à l'église et l'autre longeant le chemin qui mène à la gare. Le curé Tremblay veut éviter qu'un certain Watson, importateur de chevaux européens, se livre à ce commerce, juste en face de l'église. Mis au courant de la situation, le diocèse de Valleyfield est saisi des intentions du curé Tremblay par la voie de son évêque, Mgr Joseph-Médard Émard. Le curé Tremblay fait donc l'acquisition du terrain et le vend



L'église de Très-Saint-Sacrement de Howick et son presbytère.



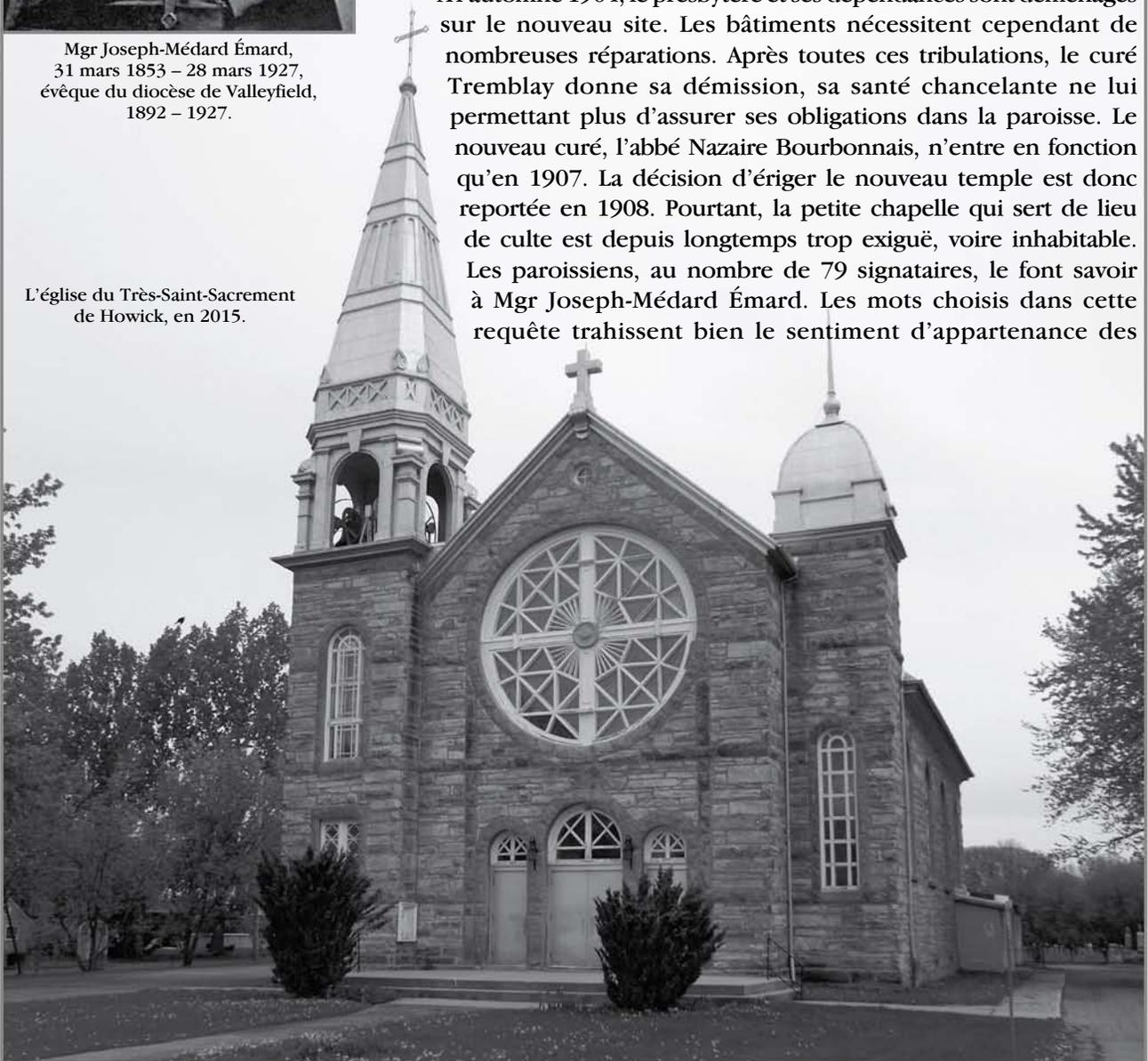
Mgr Joseph-Médard Énard,  
31 mars 1853 – 28 mars 1927,  
évêque du diocèse de Valleyfield,  
1892 – 1927.

L'église du Très-Saint-Sacrement  
de Howick, en 2015.

au même prix à la Fabrique de la paroisse de Très-Saint-Sacrement dont les mandataires sont les marguilliers Louis Cuillierier et Pierre Côté.

Toutefois, les terrains en question ne constituent pas l'emplacement idéal pour la future église. L'emplacement de M. Ogilvie, adjacent à l'église et borné aux deux tiers par la rivière et qui sert de pâturage aux animaux, reste dans la mire de la Fabrique. Le curé Tremblay délègue donc Étienne Lussier et J.-H. Lefebvre pour négocier l'achat. Les discussions s'éternisent cependant entre la Fabrique, le curé Tremblay et le Diocèse, attendu que le présumé vendeur exige 1 000 \$ pour la vente dudit emplacement. Bien qu'un peu prohibitif, la Fabrique en fait l'acquisition le 17 mars 1904<sup>60</sup>.

À l'automne 1904, le presbytère et ses dépendances sont déménagés sur le nouveau site. Les bâtiments nécessitent cependant de nombreuses réparations. Après toutes ces tribulations, le curé Tremblay donne sa démission, sa santé chancelante ne lui permettant plus d'assurer ses obligations dans la paroisse. Le nouveau curé, l'abbé Nazaire Bourbonnais, n'entre en fonction qu'en 1907. La décision d'ériger le nouveau temple est donc reportée en 1908. Pourtant, la petite chapelle qui sert de lieu de culte est depuis longtemps trop exigüe, voire inhabitable. Les paroissiens, au nombre de 79 signataires, le font savoir à Mgr Joseph-Médard Énard. Les mots choisis dans cette requête trahissent bien le sentiment d'appartenance des





© Roma Myre

L'intérieur de l'église de Très-Saint-Sacrement de Howick.

soumissionnaires à leur village : « L'humble requête de la majorité des francs tenanciers de la paroisse de Howick, comté de Châteauguay, district de Beauharnois »<sup>61</sup>. Curieux tout de même que l'on ne donne pas le nom véritable de la paroisse qui est Très-Saint-Sacrement ! À la fin de l'été 1908, Mgr Joseph-Médard Émard émet un décret qui autorise la construction de la nouvelle église dont les dimensions prévues sont de 90 pieds par 47 par 23 de hauteur. Quant à la sacristie, elle devrait mesurer 25 pieds par 25 et les coûts de construction ne devront pas dépasser 15 000 \$. Enfin, les travaux sont conduits sous la responsabilité des syndics Pierre Demers, Gilbert Hébert, Egbert G. Mahon, Mathias Parent et Trefflé Rose. Chaque contribuable de la paroisse devra payer 60 cents par cent dollars d'évaluation sur une base annuelle pendant une période de douze ans. Après moult discussions à propos de la soumission, le contrat de construction est accordé à Boileau et frères de L'Île-Bizard pour des coûts fixés à 12 670 \$, selon les plans réalisés par l'architecte Joseph-Arthur Godin. Quelques paroissiens contribuent à l'édification de l'église en fournissant de la pierre et du sable pour les fondations à un prix plus que raisonnable. En 1909, la bénédiction de la première pierre de l'église a lieu en présence de Mgr Joseph-Charles Allard, vicaire général du diocèse de Valleyfield, et de plusieurs curés ou vicaires des paroisses environnantes. Pour mieux parer l'église, du mobilier religieux est acquis par la Fabrique, dont trois statues dédiées à Notre-Dame-de-Pitié, saint Joseph et saint Patrice. Finalement, le 15 juin 1910 a lieu la bénédiction solennelle de l'église en présence de dignitaires religieux, notamment de l'évêque de Valleyfield. La vieille chapelle est vendue cette année-là à Maurice Hébert de Sainte-Martine, à raison de 97 \$ et la vieille sacristie à 66 \$. Le presbytère est rénové en 1914, en particulier le deuxième étage moyennant des coûts de 2 500 \$<sup>62</sup>.

Sous l'impulsion de Mgr Luc Cyr, évêque de Valleyfield, le diocèse est redéfini et certaines paroisses sont appelées à disparaître. La paroisse de Très-Saint-Sacrement est dissoute le 1<sup>er</sup> novembre 2007 pour être rattachée à celle de Sainte-Martine.



© Archiv-Histo

Joseph-Charles Allard,  
27 avril 1867 – 16 septembre 1935,  
vicaire général du diocèse de Valleyfield,  
1902-1911,  
curé de la cathédrale,  
1906-1911  
curé de Sainte-Martine,  
1911-1930.



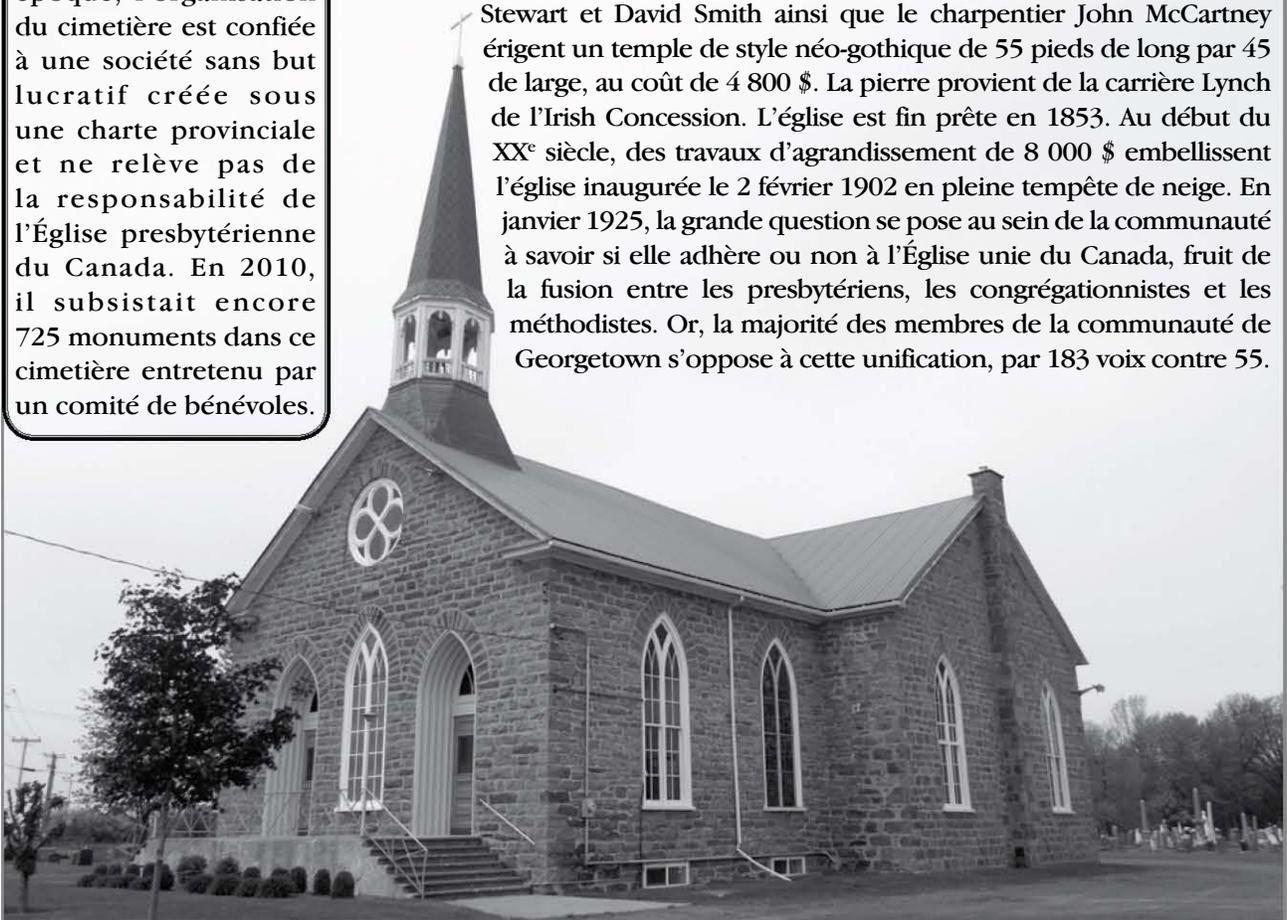
### - L'église presbytérienne Georgetown

#### Le cimetière de l'église presbytérienne de Georgetown

Situé sur le bord de la rivière Châteauguay, près de l'église presbytérienne de Georgetown et du vieux pont Turcot, ce cimetière est utilisé dès 1806. Il s'avère toutefois difficile de connaître les noms des personnes qui y sont enterrées avant 1915. Les prêtres presbytériens n'ont pas coutume de recenser les sépultures. À cette époque, l'organisation du cimetière est confiée à une société sans but lucratif créée sous une charte provinciale et ne relève pas de la responsabilité de l'Église presbytérienne du Canada. En 2010, il subsistait encore 725 monuments dans ce cimetière entretenu par un comité de bénévoles.

Le révérend Alexander McWattie célèbre un premier service religieux, au début de l'année 1823, dans l'école Brodie à North Georgetown. C'est le point de départ de la congrégation presbytérienne dans la région. De son côté, Henry Wright construit une église en bois de 40 pieds par 60<sup>63</sup>. Une partie du bâtiment sert de logis pour le révérend et son épouse. Ce dernier ouvre officiellement la congrégation de Georgetown le 14 décembre 1823. Des mariages y sont célébrés, bien que le révérend McWattie ne détienne aucune accréditation juridique pour tenir un registre d'état civil et religieux. De fait, il avait été suspendu comme pasteur de l'Original Session Church en Écosse en 1820. Les couples unis sous ses bons offices doivent faire bénir à nouveau leur union. En 1832, le révérend Archibald Colquhoun vient prêter main-forte à la communauté, faute de prêtre. Comme il assume une charge similaire à Ormstown, le révérend Colquhoun souhaite l'établissement d'une nouvelle église sur le lot 25, correspondant à la terre de M. Brodie à North Georgetown<sup>64</sup>. Le nouveau temple, construit par nul autre que Henry Wright, mesure 42 pieds par 38. Parachevé en 1837, il accueille un nouveau pasteur en la personne du révérend James Crichton Muir. Or, les besoins de la communauté presbytérienne évoluent avec le temps. La congrégation décide de retourner à l'emplacement initial pour construire la troisième église. Les maçons William

Stewart et David Smith ainsi que le charpentier John McCartney érigent un temple de style néo-gothique de 55 pieds de long par 45 de large, au coût de 4 800 \$. La pierre provient de la carrière Lynch de l'Irish Concession. L'église est fin prête en 1853. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, des travaux d'agrandissement de 8 000 \$ embellissent l'église inaugurée le 2 février 1902 en pleine tempête de neige. En janvier 1925, la grande question se pose au sein de la communauté à savoir si elle adhère ou non à l'Église unie du Canada, fruit de la fusion entre les presbytériens, les congrégationnistes et les méthodistes. Or, la majorité des membres de la communauté de Georgetown s'oppose à cette unification, par 183 voix contre 55.





### – L'église presbytérienne Riverfield

En 1845, l'église Houston est construite sur le lot 94, emplacement offert par James Houston, donnant sur la rivière des Anglais. Elle est issue d'une scission au sein de l'Église d'Écosse et des efforts déployés par le révérend James Law, missionnaire américain, qui prépare la communauté à la fondation d'une nouvelle congrégation<sup>65</sup>. Quelques années plus tard, un cimetière est aménagé de même qu'une maison pour le pasteur entre Howick et Riverfield. Dans la concession de la rivière des Anglais, un premier service religieux est célébré dans la maison de John Lang. Il faut attendre la construction de l'école d'English River avant que tous les services spirituels y soient offerts sur une base régulière.

Au printemps 1868, la communauté tient une assemblée générale sous la présidence du révérend Charles M. MacKeracher pour construire une église en pierre dont les dimensions prévues sont de 60 pieds par 40. Elle sera bâtie sur un terrain appartenant à Thomas Carson qui recevra 100 \$ en guise de paiement. Les syndics choisis pour l'érection de l'église sont William Carmichael, James Davies, Joseph McClenaghan, John McFarlane et John Roy. La bénédiction de la pierre angulaire a lieu le 24 juin 1869 lors d'une importante cérémonie et en présence de plusieurs pasteurs. Le 5 novembre 1871, l'église de style néo-gothique est livrée par l'entrepreneur W. Kirkland. Vingt ans plus tard, elle sera rénovée par la direction de l'English River and Howick Congregation. Puis, en 1922, une autre salle s'ajoute à l'arrière de l'église. La même congrégation s'était donné un autre lieu de culte, rue Colville à Howick en 1870. Rénovée en 1910, l'église Knox devient indépendante en 1915. Selon la politique de l'Église presbytérienne, les trois églises, Georgetown, Riverfield et Knox, s'unissent pour former une seule entité pastorale en 1954. L'église Knox sera vendue cinq ans plus tard.



© Roma Myre

### Le cimetière de Riverfield

Au croisement de la route 203 et du rang des Écossais, le cimetière presbytérien de Riverfield date de 1830 environ. Aussi connu sous le nom de cimetière de la rivière des Anglais, il avait été établi sur les terres acquises par les agriculteurs de ce secteur deux ans auparavant. La construction d'une école dans le même secteur donne une allure assez singulière au lieu pendant de nombreuses années. L'école est toutefois déménagée en 1919 à l'extérieur du cimetière dans un lot situé à proximité.

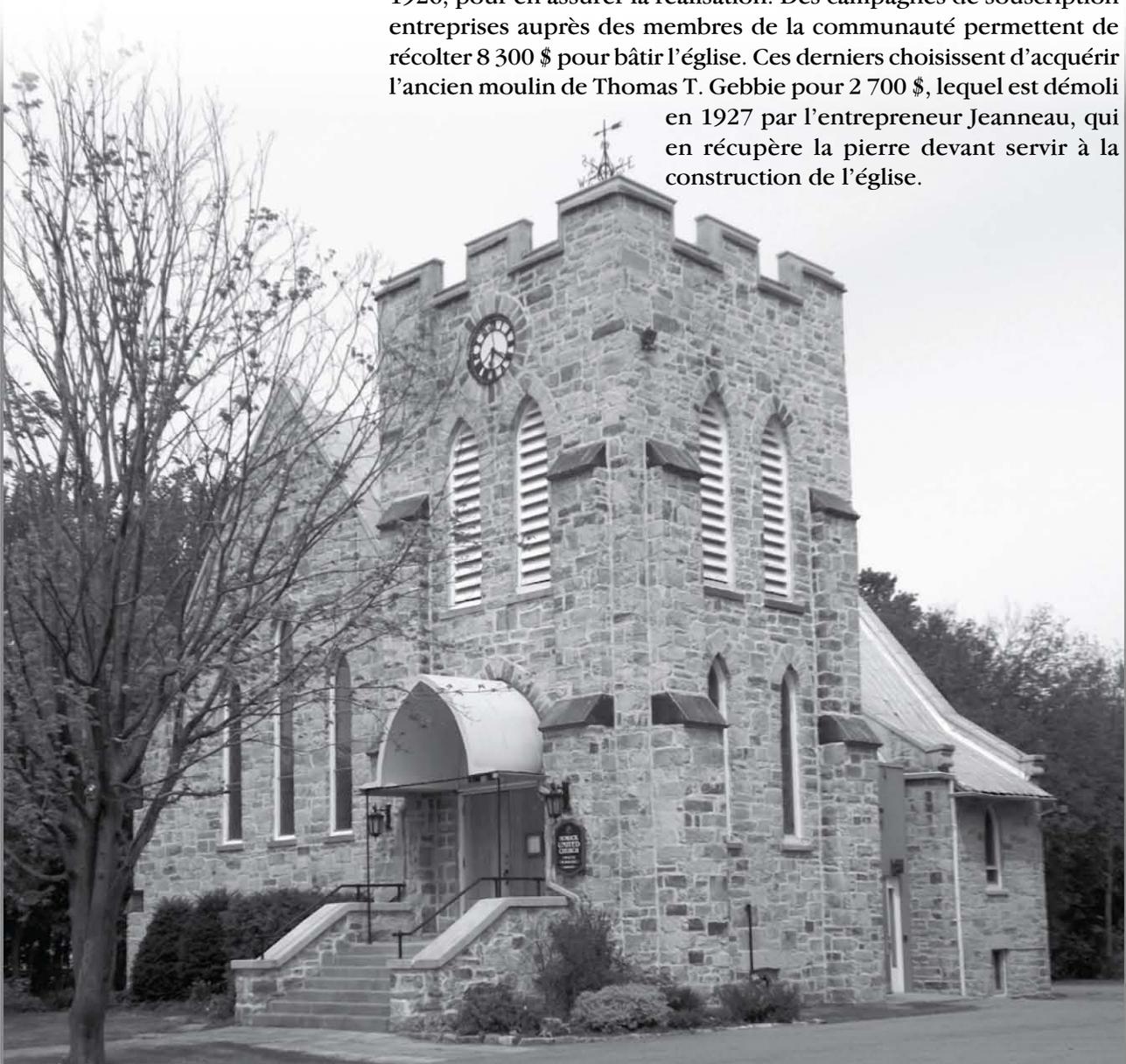
Le Comité du cimetière de Riverfield adopte une charte provinciale en 1913 pour devenir une société sans but lucratif en vertu de laquelle les propriétaires de lots conservent des droits relatifs à la compagnie. Parmi les bienfaiteurs de cette église, mentionnons James McKell qui fait le don des terrains adjacents au cimetière pour en permettre l'agrandissement. Le 26 novembre 1920 marque un moment important dans l'histoire du cimetière de Riverfield. Un cénotaphe est dévoilé à la mémoire des soldats décédés lors de la Première Guerre mondiale. Par la suite, il commémore le décès des soldats ayant participé à la Deuxième Guerre mondiale.

Depuis la création de cette société sans but lucratif, un registre recense les noms des propriétaires des lots et des personnes décédées. En 2010, on compte 350 monuments et l'enregistrement de plus de 1 000 enterrements. Aujourd'hui, le cimetière est entretenu par de bienveillants bénévoles.

### - L'église unie de Howick

En 1925 s'organise le fameux référendum sur l'unification des églises presbytériennes, congrégationalistes et méthodistes dans l'ensemble du Canada<sup>66</sup>. Les trois églises de Howick, Georgetown, Knox et Riverfield, décident majoritairement de ne pas adhérer à l'Église unie du Canada. Par contre, quelque 80 fidèles de ces trois congrégations ambitionnent de fonder une nouvelle paroisse reflétant leur adhésion à l'Église unie du Canada. Le révérend Donald McLeod participe à l'éclosion locale de cette congrégation à l'Église unie du Canada. Les nouveaux paroissiens veulent disposer de leur propre temple et mettent sur pied un comité de construction, à la fin de l'année 1926, pour en assurer la réalisation. Des campagnes de souscription entreprises auprès des membres de la communauté permettent de récolter 8 300 \$ pour bâtir l'église. Ces derniers choisissent d'acquérir l'ancien moulin de Thomas T. Gebbie pour 2 700 \$, lequel est démoli en 1927 par l'entrepreneur Jeanneau, qui en récupère la pierre devant servir à la construction de l'église.

L'église unie construite sur le site du vieux moulin Gebbie.





Aux fins d'érection du bâtiment, la firme Faulkner & Carruthers dépose une soumission de l'ordre de 30 000 \$, laquelle dépasse de 20 % les prévisions budgétaires, mais qui sera finalement acceptée. En présence du médecin du bureau d'hygiène de la municipalité de Howick, James C. Shanks, la population assiste à la pose de la pierre angulaire le 8 octobre 1927<sup>67</sup>. Le premier service religieux de l'église unie de Howick, célébré 10 juin 1928, attire de nombreux fidèles et autres curieux. Le bâtiment est l'œuvre de l'architecte Frank Peden. Comme bien d'autres temples religieux de la région, il est de style néo-gothique. Plus de 200 personnes peuvent y être accueillies, notamment à l'occasion des baptêmes de plusieurs enfants par le révérend Donald R. Morrison.

## Prendre le temps de se divertir et de se regrouper

Le sentiment d'appartenance à une communauté relève de plusieurs considérations. À Howick, des liens solides et nombreux unissent tant les habitants de la paroisse que du village. Ils ne sont pas sans rapport avec les nombreux groupes ou associations qui voient le jour depuis plus de 100 ans. Dans ce maillage social et culturel, les communautés de Très-Saint-Sacrement et de Howick partagent plusieurs activités récréatives. Les associations sportives en sont un exemple patent.

### Les associations sportives

L'intérêt des Howickois pour le sport et les activités de groupe est presque aussi vieux que leur municipalité. Même à l'époque où la municipalité n'avait pas encore pris en charge l'organisation des loisirs, plusieurs sports sont déjà populaires.

Dès 1825, des parties de curling ont lieu sur la rivière des Anglais et parfois aussi ailleurs sur des étangs ou autres sites glacés. Les amateurs de ce sport se débrouillent avec les moyens du bord, les pierres étant souvent fabriquées avec les arbres abandonnés dans les environs. Il n'est pas rare qu'on improvise un terrain de jeux en débarrassant la neige d'un emplacement en vue de s'adonner au curling, ce qui constitue en soi un exercice commandant un effort considérable. Dans le secteur de la vallée de la Châteauguay, l'existence du Club de Fertile Creek mérite d'être soulignée. La première partie jouée date du 1<sup>er</sup> janvier 1856. Puis, sous la présidence du Dr W. McLaren d'Ormstown, l'Association de curling du district (District Curling Association) créée en 1879 organise régulièrement des parties. Son tournoi annuel en 1880 attire les clubs des municipalités

### Le Club 4-H

L'une des plus importantes associations du milieu howickois, le Club 4-H de Howick, voit le jour le 25 avril 1933 lors d'une assemblée de 16 garçons qui élit Archie Roy à la présidence et Brodie MacFarlane au secrétariat. Au cours des premières années, la journée annuelle d'accomplissement se tient en même temps que la foire scolaire à la ferme de Chester Orr à Riverfield. Bien qu'au début le club soit composé uniquement de garçons, les filles se joignent au groupe au cours des années 1940. Une compétition fort prisée pour la jeunesse date de cette époque, la coupe Burnside, initiative de R. R. Ness and Sons. Le premier récipiendaire est Donald McKell en 1942, personnalité de marque au sein de la communauté<sup>68</sup>. Au fil des ans, les activités se diversifient et touchent plusieurs champs d'activités : l'artisanat, la danse (clubs de quadrille) et le jardinage, lesquels occupent des membres âgés de 6 à 25 ans, et ce, encore aujourd'hui.



environnantes, notamment ceux des secteurs d'Ormstown, Fertile Creek, Maple Leaf de Georgetown, Lorne de Allan's Corner, Stoney Creek d'Ormstown et d'Allan's Corners de même que le Thistle Club du secteur de Saint-Étienne et de Saint-Louis. Le vainqueur de ce tournoi sera le Thistle Club. Plusieurs compétitions s'organiseront par la suite entre ces différents clubs<sup>69</sup>. La popularité de ce sport ne se dément pas dans le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle. Encore au XX<sup>e</sup> siècle, le Club de curling Aubrey connaît une grande popularité; il remporte à quelques reprises des tournois, tels que le Quebec Challenge Cup au milieu des années 1930. Puis, il remporte la coupe du Gouverneur général en 1952-1953. Les journaux d'Ottawa s'étonnent de la forte compétition issue d'un club d'un village ne comptant que 14 membres !<sup>70</sup>

En 2014, une particularité qui ne se voit pas fréquemment au Québec, deux clubs de curling sont en activité dans la même municipalité : le Club de curling Riverfield et le Club de curling de Howick. Avant 1961, le Club de curling Riverfield était connu sous le nom de Rivière des Anglais Curling Club. À la suite d'un incendie survenu au Club de curling de Aubrey, une fusion s'organise entre ces deux associations.

Fondé en 1907 et réservé exclusivement aux hommes, le Club de curling de Howick est sous la présidence du Dr James C. Shanks, de la vice-présidence du Dr M. A. Cooper et du secrétaire-trésorier Thomas T. Gebbie. Pour atteindre son objectif de pratiquer le curling, le club acquiert un terrain de 175 pieds par 50 près de la rivière appartenant à l'évêque Stewart. Sur ledit terrain, un bâtiment de 168 pieds par

Le Club de curling de Howick.





36 pieds est érigé. Des poteaux de cèdre servent de fondation au lieu de la maçonnerie. À l'automne 1907, les murs et la patinoire sont complétés. Le coût de la patinoire s'élève à 1300 \$. De 1907 à 1924, la patinoire et les salles adjacentes sont éclairées au gaz; les lampes à l'huile sont ensuite remplacées par l'électricité en 1909. Les dames peuvent enfin adhérer au Club à compter de 1913. Par la suite, vers 1918, les joueurs de la paroisse s'opposent à ceux du village. Aux perdants reviennent de payer les frais du repas clôturant la partie.

À compter du 25 janvier 1962, les aînés de Howick sont invités à participer à des rencontres sportives de curling sous l'impulsion de mesdames Florence Crawford et de Louise Kerr. Hommes et femmes âgés de 70 ans et plus s'y présentent pour se faire compétition. Il n'est pas rare non plus de voir se former des équipes âgées de 80 ans et plus. Un fait éclatant, le trophée d'argent est attribué en 1966 à Arthur Kerr, âgé de 90 ans, à la tête d'un *skip*. Bien que le curling connaisse moins de popularité avec les années, les membres de Howick Seniors adoptent la rencontre amicale et sociale du mercredi après-midi dans les locaux du Club de curling de Howick jusqu'en 2004.

D'autres associations sportives évoluent parallèlement à Howick. L'Association de soccer naît à l'été de 1996 sous la présidence d'Alain Hontoy. Des équipes intercités marquent le début du club de soccer sur le plan local. Le nombre de joueurs varie d'une année à l'autre entre 130 et 180 joueurs requérant la présence d'une vingtaine d'entraîneurs. Dans le cadre des jeux régionaux de soccer, Howick en est l'hôte de 2005 à 2007. Puis, en 2008, le Club de soccer de Howick accueille les joueurs de Sainte-Martine, devenant le Club de soccer de Howick-Sainte-Martine.

Enfin, d'autres regroupements d'activités sportives et de plein air verront le jour à Howick, tels que l'Association chasse, pêche et plein air Les Balbuzards au mois d'août 1992. Le dynamisme de dix personnes permet la promotion d'activités liées à la chasse et la pêche avec son apport environnemental. Les bénévoles mettent de l'avant des projets aussi variés que la plantation d'arbres sur les berges des rivières Châteauguay, des Anglais et de l'Esturgeon que l'aménagement d'une partie de la berge de la rivière Châteauguay. Des études sont même effectuées dans le secteur, notamment sur les dindons sauvages, en vue d'en organiser la chasse au printemps de manière réglementaire. D'autres initiatives sont mises sur pied, comme la création de sites d'observation près des rivières. Les efforts du groupe Chasse et pêche de Howick portent ses fruits, puisqu'une somme de près de 800 000 \$ lui est attribuée pour atteindre ses objectifs.

### Le Club de l'Âge d'Or

La salle communautaire de l'école Modèle ouvre ses portes aux groupes communautaires de Howick, dont profite le Club de l'Âge d'Or qui s'y installe en 1972. Deux ans plus tard, sous les conseils du curé Frédéric Amyot, les membres du club font une demande d'aide à Nouveaux Horizons pour mieux rejoindre les personnes âgées, surtout celles qui sont seules afin qu'elles puissent tenir des rencontres. Par la suite, l'école Modèle est abandonnée par la Commission scolaire qui s'en départit pour un dollar au profit d'un groupe de citoyens connu sous le nom de EM. Le Club de l'Âge d'Or y occupe toujours aujourd'hui une salle pour ses activités.



## Les regroupements sociaux de femmes

Fondée le 1er octobre 1937, le Cercle des fermières, sans doute la plus importante des associations féminines, réunit au départ 17 femmes de Howick et 19 de Saint-Étienne. Ce groupe de femmes partage des objectifs communs de faire du tissage, d'embellir les maisons, de faire la plantation des arbustes d'ornementation ou de fleurs. Ses activités sont restreintes à l'art culinaire, la couture, le tricot, les soins à domicile, et valorisent le rôle de mère en tant qu'éducatrice au moyen de conférences. Vers les années 2000, le Cercle des fermières disparaît, ne correspondant plus à la réalité des femmes d'aujourd'hui présentes sur le marché du travail.

Quelques années auparavant, en 1923, un premier regroupement de Aubrey-Riverfield Woman's Institute (WI) est formé avec 21 membres dès sa première année d'existence. Si les valeurs familiales et d'entraide forment la base de cette association, l'éducation et le soutien aux écoles locales constituent l'épine dorsale de ce regroupement. À ce titre, Aubrey-Riverfield Woman's travaille activement au projet d'une école de rang. En janvier 1950, l'établissement de la cafétéria dans l'école secondaire de Howick est le fruit de ses efforts. À l'instar du Cercle des fermières, les femmes réunies au sein du Aubrey-Riverfield Woman's Institute (WI), s'intéressent aussi au jardinage, la cuisine, la couture, etc. L'apport de cette association à la communauté revêt parfois un caractère social. Par exemple, en 1924, elle exerce des pressions auprès du boulanger pour qu'il distribue son pain sur le territoire de la municipalité en respectant de meilleures conditions sanitaires. Lors de la livraison de maison en maison, le boulanger est invité à porter des vêtements propres et des gants et à utiliser un panier pour transporter le pain.

Au cours des années 1950, le WI s'oppose au déchargement des ordures dans le ruisseau Norton, ce qui incite le conseil municipal à en interdire le déversement. Par la suite, il prône le recyclage du verre tout en supportant cette initiative pendant quelques années. En 1989, il tient la première collecte de papier, puis ajoute celles du plastique, du métal et du verre pendant deux années. À la suite de ces courageuses initiatives, la Municipalité prendra la relève pour assurer un environnement de meilleure qualité. Durant toute cette période, l'Association fabrique des couvre-pieds, des tricots et jouets dans le but de les distribuer à des organismes de charité. Une autre organisation du même genre naissait le 13 mars 1911, le Howick Women's Institute (HWI) sous la présidence de Mme Alex Younie, née Nellie Rutherford. Elle prône une meilleure qualité de vie pour les femmes en milieu rural en matière d'éducation, d'environnement et de santé partout au Canada. Sa devise étant *Pour la maison et le pays*. Cette association fait partie de la Federated Women's Institutes of Canada



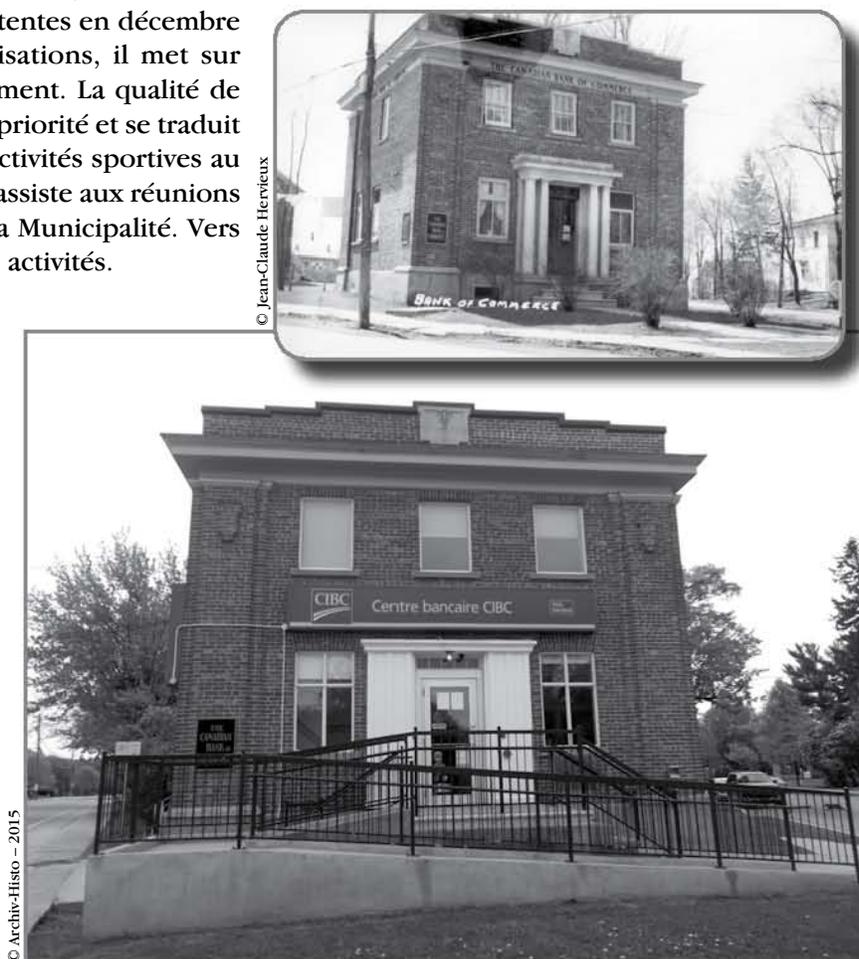
(FWIC) et de l’Associated Country Woman of the World (ACWW). HWI effectue donc un travail qui reçoit un écho dans le monde entier, mais plus particulièrement au Canada et au Québec.

## Les clubs reliés aux affaires

Le Club Lions de Howick naît le 13 mars 1982 grâce à l’initiative d’un groupe d’hommes d’affaires, notamment de Normand Feeney, Gaétan Robidoux et Robert Doré. D’emblée, ce club social aspire à rendre service à la communauté locale. Il organise diverses activités comme les fêtes de la Saint-Jean-Baptiste, de Noël et autres soupers annuels, mais faute de bénévoles, ses activités cessent en 1998.

D’autres associations d’affaires réussissent à maintenir leurs activités au sein de la communauté howickoise. C’est le cas de la Jeune Chambre de Howick, qui tient sa rencontre de fondation le 24 janvier 1968 et à laquelle assistent huit personnes. Jean-Guy Lemieux devient le président fondateur et Roma Myre et Réjeanne Soucisse les vice-présidents. Les membres appliquent la devise *Des Jeunes, bâtisseurs d’avenir*. L’organisme obtient ses lettres patentes en décembre 1968. Parmi ses principales réalisations, il met sur pied la Commission d’embellissement. La qualité de vie constitue à ses yeux une autre priorité et se traduit par l’organisation de loisirs et d’activités sportives au profit de tous. La Jeune Chambre assiste aux réunions de la Commission scolaire et de la Municipalité. Vers 1978, elle met cependant fin à ses activités.

Fondé en mars 1991 sous la présidence de Linda Primeau-Billette, le Club optimiste compte au départ 34 membres. Par ses activités, il a pour but de stimuler les jeunes dans certaines disciplines afin de leur faire acquérir une plus grande confiance envers eux-mêmes. Certaines d’entre elles visent la reconnaissance des efforts fournis à l’école, dans les sports ou tout simplement dans des activités de divertissement. Citons à titre de valeur exemplaire, le concours amateur Gala Opti-Star ou les journées sur la sécurité à bicyclette. Le Club optimiste de Howick est toutefois dissous en 1998. Un nouveau Club optimiste, cette fois



L’édifice de la banque CIBC.

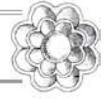


bilingue, reprend le collier le 25 août 2005. Le 27 novembre suivant, il célèbre sa renaissance à l'hôtel de ville de la Municipalité de Très-Saint-Sacrement avec le soutien des clubs optimistes voisins. Visant expressément l'aide à la jeunesse, il tient des activités comme des collectes de fonds ou des concours d'art pour les jeunes des écoles primaires de Howick et de Saint-Jean. Comme ultime objet, il ambitionne de réunir parents et enfants pour mieux tisser des liens entre les familles de la municipalité.

Somme toute, les associations sociales, sportives et religieuses n'ont jamais manqué à Howick. À son crédit, la Municipalité a mis sur pied de nombreuses organisations ou comités, tels que le Comité des citoyens, le Comité du patrimoine, le Comité de toponymie et le Comité d'installations de la rivière des Anglais (CIRA). Formé par Robert Doré, Normand Bourcier, Bill Casement et Suzanne Côté, CIRA offre depuis 1970 des activités à la jeune génération de la communauté, telles que des carnivals d'hiver et autres festivals durant l'été. De concert avec l'Association sportive de la municipalité, CIRA construit une patinoire au parc municipal et une glissade hivernale sur la rivière des Anglais. D'autres organisations ont vu également le jour pour la sauvegarde de l'environnement, telles que le Comité pour la réhabilitation de la rivière Châteauguay (CRRC) et la Société de conservation et d'aménagement du bassin versant de la Châteauguay (SCABRIC).

Découvrir la localité de Howick, c'est prendre le temps de vivre à la howickoise ! Les signes distinctifs qui la caractérisent sont nombreux et reposent sur des valeurs d'entraide et de convivialité. Pas étonnant alors que sa communauté ait su donner naissance, dès les premières heures de son histoire, à des organismes variés et en mesure de répondre à ses besoins bien spécifiques. La Municipalité de Howick se distingue donc par son dynamisme dans le domaine des services offerts à la population. Les initiatives locales y ont toujours été nombreuses et audacieuses.

Tous ces organismes à but non lucratif qui ont marqué son évolution avaient un objectif commun : favoriser un milieu de partage. C'est en considérant leur apport à la communauté que l'on comprend mieux comment Howick réussit encore aujourd'hui à offrir à ses résidents une qualité de vie à nulle autre pareille.



---

## Notes

---

- 1 Commission de toponymie, *Noms et lieux du Québec, dictionnaire illustré*, Québec, Les Publications du Québec, 2006, p. 280.
- 2 Selon Denyse Touchette. Voir <http://www.villagehowick.com/municipalite/?id=1#head> (recherche du 13 janvier 2015). D'autres hypothèses ont été formulées. Voir entre autres Robert Sellar qui est d'avis que Thomas Gebbie, écossais d'origine et grand propriétaire foncier de Williamstown en 1833, serait à l'origine du nom de Howick. Voir *The History of the County of Huntingdon and of the Seignories of Chateauguay & Beauharnois*, Huntingdon, The Canadian Gleaner, 1888; réimprimée par The Huntingdon Gleaner, 1975.
- 3 Marc Lefebvre, « Quel est votre gentilé ? » dans *Journal, Revue annuelle de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol. 18, 1985, p. 15 et 16.
- 4 Voir Denyse Touchette, « La Fourche », dans le *Journal annuel de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol. 15, 1982, p. 36 à 38.
- 5 Commission de toponymie, *Noms et lieux du Québec, dictionnaire illustré*, Québec, Les Publications du Québec, 2006, p. 280. Voir aussi, Denyse B. Touchette, « Howick et sa toponymie ellicéenne », dans *Journal, revue annuelle de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol. 30, 1997, p. 58 et 59.
- 6 Archives de la municipalité de Howick, procès-verbal de la réunion du conseil municipal, 7 juin 2010.
- 7 Marc Lefebvre et Plume Lacisseraye, *Très-Saint-Sacrement, si ma campagne m'était contée*, Sherbrooke, Les Éditions Louis Bilodeau, 2010, p. 17. Les auteurs ne citent pas leurs sources d'informations bien que nous n'ayons aucun doute sur la riche documentation qu'ils ont dû consulter.
- 8 André LaRose, « Le village de Howick à la fin du régime seigneurial » dans *Journal annuel de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, « Très-St-Sacrement Howick 1885-1985 », vol. 18, 1985, p. 46.
- 9 Wayne McKell, « Business Address-Howick » dans le *Journal annuel de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol. 18, 1985, p. 58.
- 10 André LaRose, *op. cit.*, p. 46.
- 11 Denyse Touchette, « Les moulins de Howick », dans le *Journal annuel de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol. 18, 1985, p. 44.
- 12 André LaRose, *op. cit.*, p. 47. L'auteur a fouillé les collections de Bibliothèque et Archives Canada, en particulier le fonds Ellice vol. 46, p. 15412 et autres documents, voir note de bas de page n° 13. Il est aussi l'auteur de *La seigneurie de Beauharnois, 1729-1867: les seigneurs, l'espace et l'argent*, Université d'Ottawa, thèse de doctorat : histoire, 1987.
- 13 André LaRose, *op. cit.*, cit. Robert Sellar, *The History of the County of Huntingdon and of the Seignories of Chateauguay & Beauharnois*, Huntingdon, The Canadian Gleaner, 1888; réimprimée par The Huntingdon Gleaner, 1975, p. 305. L'auteur Sellar est souvent cité par les spécialistes pour ses nombreuses précisions sur l'histoire régionale de Beauharnois ou de Châteauguay. Voir aussi G. A. Rogers, « The Origins of Howick », dans le *Journal annuel de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol. 18, 1985, p. 1 à 4.
- 14 André LaRose, *op. cit.* p. 49.
- 15 Robert-J. Gravel, *Les institutions administratives locales et régionales au Québec. Structures et fonctions*. Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1999, p. 3.
- 16 C'est ce qu'affirment Marc Lefebvre et Plume Lacisseraye, dans *Très-Saint-Sacrement, si ma campagne m'était contée*, Sherbrooke, Les Éditions Louis Bilodeau, 2010, p. 26.
- 17 Diane Saint-Pierre, *L'évolution municipale du Québec des régions. Un bilan historique*, Sainte-Foy, UMRCQ, 1994, p. 47 et 48.
- 18 Le mot village doit être compris dans un sens large, il n'existe pas encore de reconnaissance municipale. À cette époque, le village de Howick ne peut donc élire de conseil municipal.
- 19 Alain Baccigalupo, *Les administrations municipales québécoises des origines à nos jours, anthologie administrative, tome I : les municipalités*, Montréal, Agence d'Arc, 1984, p. 66.
- 20 Serge Courville (sous la direction de), *Paroisses et municipalités de la région de Montréal au XIXe siècle (1825-1861)*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1988, p. 163. Pour plus de détails, voir Marc Lefebvre, « Le deuxième régime municipal du Bas-Canada 1845-1847. Morcellement et institutions locales du Sud-Ouest », dans le *Revue annuelle de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol. 22, 1989, p. 39.
- 21 Diane Saint-Pierre, *op. cit.*, p. 51.
- 22 Alain Baccigalupo, *op. cit.*, p. 71.
- 23 Marc Lefebvre et Plume Lacisseraye, *Très-Saint-Sacrement, si ma campagne m'était contée*, Sherbrooke, Les Éditions Louis Bilodeau, 2010, p. 26 et 27.
- 24 Adrienne Parent, *Très-Saint-Sacrement Howick 1884-1984*, Montréal, Éditions Bergeron, 1984. Le livre nous inspire une large partie de l'histoire de la paroisse catholique de Très-Saint-Sacrement. Beaucoup d'informations se trouvent également dans Marc Lefebvre et Plume Lacisseraye, *Très-Saint-Sacrement, si ma campagne m'était contée*, Sherbrooke, Les Éditions Louis Bilodeau, 2010, p. 38 à 46.
- 25 Le démembrement de la paroisse de Sainte-Martine la prive de contribuables aisés, ce qui engendre des répercussions inévitables sur les revenus de la dîme.
- 26 Marc Lefebvre et Plume Lacisseraye, *Très-Saint-Sacrement, si ma campagne m'était contée*, Sherbrooke, Les Éditions Louis Bilodeau, 2010, p. 47. Les auteurs ne donnent pas plus de précisions sur les motifs de ce changement.



- 27 Voir un article de Sharon Fletcher, « Howick Parish of Brawn and Brain Très St Sacrement Council, 1885-1915, dans le *Journal annuel de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol. 18, 1985, p. 22 à 24.
- 28 Une grande partie des informations sur le pont Turcot provient de Robert W. Passfield, «The Turcot Bridge and The Politics of Bridge Building», dans *Journal revue annuelle de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol. 31, 1998, p. 1 à 11. D'autres informations ont été tirées de Marc Lefebvre et Plume Lacisseraye, *Très-Saint-Sacrement, si ma campagne m'était contée*, Sherbrooke, Les Éditions Louis Bilodeau, 2010, p. 54 et suivantes.
- 29 Evelyn Kerr, « The Hall », dans le *Journal, revue annuelle de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol. 22, 1989, p. 19.
- 30 Nous avons consulté les procès-verbaux des réunions du conseil municipal du village de Howick dans les archives de la municipalité de Howick. L'évolution de la municipalité du village de Howick provient en grande partie de cette source d'information. Nous n'indiquerons pas chaque fois la provenance des informations. Le récit de la création même de la municipalité du village de Howick est inspiré de Marc Lefebvre et Plume Lacisseraye, *Très-Saint-Sacrement, si ma campagne m'était contée*, Sherbrooke, Les Éditions Louis Bilodeau, 2010, p. 73 et 74.
- 31 Ian Watson, « John Watson », dans *Journal de la Société de la Vallée de la Châteauguay*, vol. 42, 2009, p. 46 à 48.
- 32 Terry Copp, *Classe ouvrière et pauvreté. Les conditions de vie des travailleurs montréalais 1897-1929*, Montréal, Boréal Express, 1978, p. 108.
- 33 Ces précisions proviennent de Marc Lefebvre et Plume Lacisseraye, *Très-Saint-Sacrement, si ma campagne m'était contée*, Sherbrooke, Les Éditions Louis Bilodeau, 2010, p. 76 et 77.
- 34 Denis Gravel, « Deux ponts à ne pas confondre: Honoré-Mercier et Saint-Laurent », dans *Histoire Québec*, vol. 16, no 2, 2010, p. 22-23. Il existe deux versions accolées au nom du pont Honoré-Mercier, la Commission de toponymie l'accorde au premier ministre du Québec et une autre à son fils le député de Châteauguay qui aurait fait des pieds et des mains pour favoriser la construction du pont. Pour les agriculteurs et autres entreprises de la Rive-Sud, rejoindre l'île de Montréal est une nécessité économique. Les résidents de Howick ne sont pas insensibles à cette question.
- 35 Au cours de cette séance, le maire fait la lecture d'un extrait d'un acte notarié provenant du bureau de la publicité des droits de Sainte-Martine.
- 36 Ian Watson, « Wilfred Watson », dans *Journal de la Société de la Vallée de la Châteauguay*, vol. 42, 2009, p. 103 à 108.
- 37 « The Watson Family » dans *Très-Saint-Sacrement 1885-2010. Si ma campagne m'était contée/The Story of our Roots*. Sherbrooke, Les Éditions Louis Bilodeau, 2010, p. 404 à 408.
- 38 Archives de la municipalité de Howick, procès-verbal de la réunion du conseil municipal, 15 novembre 1982.
- 39 En plus de la consultation des procès-verbaux des réunions du conseil municipal de Howick, le lecteur pourra s'informer au sujet de *La Fourche* dans Denyse Touchette, « La Fourche », *Journal annuel de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol 15, 1982, p. 36 à 38.
- 40 Archives de la municipalité de Howick, procès-verbal de la réunion du conseil municipal, 7 mars 2011.
- 41 <http://www.mrchsl.com/sites/mrchsl.com/files/PFM%20FR%20Howick%20Internet%20Final.pdf> (recherche du 14 janvier 2015).
- 42 <http://www12.statcan.gc.ca/nhs-enm/2011/dp-pd/prof/details/page.cfm?Lang=F&Geo1=CSD&Code1=2469025&Data=Count&SearchText=Howick&SearchType=Begins&SearchPR=01&A1=All&B1=All&GeoLevel=PR&GeoCode=2469025&TABID=1> (recherche du 15 janvier 2015).
- 43 Voir <http://www.mrchsl.com/sites/mrchsl.com/files/PFM%20FR%20Howick%20Internet%20Final.pdf> (recherche du 14 janvier 2015).
- 44 Voir <http://www.mrchsl.com/sites/mrchsl.com/files/PFM%20FR%20Howick%20Internet%20Final.pdf> (recherche du 14 janvier 2015), p. 21 à 23.
- 45 Denyse Touchette, « Il a eu un demi-siècle », dans le *Journal annuel de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol. 36, 1979, p. 11.
- 46 Louis-Philippe Audet, *Histoire de l'enseignement au Québec, tome 1*, Montréal/Toronto, HRW, 1971, p. 361.
- 47 Louis-Philippe Audet, *Le système scolaire de la province de Québec, tome V, Les écoles élémentaires dans le Bas-Canada 1800-1836*, Québec, Les Éditions de l'Érable, 1950, p. 106.
- 48 Pour en connaître davantage sur l'aspect architecturale des écoles de rang au cours du XIXe siècle, voir « Anatomy of a country school house, 1857 », dans le *Journal de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol 40, 2007, p. 34 et 35. C'est le cas d'une école érigée sur le lot n° 10 du 4<sup>e</sup> rang à South Georgetown, l'école de Fertile Creek.
- 49 Adrienne Parent, « Une école à Howick en 1831 », dans le *Journal annuel de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol. 18, 1985, p. 21.
- 50 Adrienne Parent, *Très-Saint-Sacrement Howick 1884-1984*, Montréal, Éditions Bergeron, 1984, p. 82. L'auteure mentionne qu'elle ne possède que peu d'informations sur les autres écoles à la même époque. Les sources manquent à l'appel, notamment les procès-verbaux de la municipalité scolaire de Howick dissidente.
- 51 Evelyn Lamb, « Howick Protestant Schools », dans le *Journal annuel de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol 18, 1985, p. 39.
- 52 Il subsiste des témoignages de résidents, notamment celui de Mrs James McKell, « Memoirs », dans le *Journal annuel de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol 9, 1976, p. 33-34. On y retrouve quelques bribes d'informations sur les écoles de Howick et sur une enseignante du nom de Margaret Campbell vers 1872. Aussi, sur les écoles voir Adrienne Parent, *Très-Saint-Sacrement Howick 1884-1984*, Montréal, Éditions Bergeron, 1984, p. 81 à 104. Faute d'espace, nous ne pouvons donner tous les détails précisés par l'auteure.



- 53 Evelyn Lamb, « Howick Protestant Schools », dans le *Journal annuel de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol 18, 1985, p. 40.
- 54 Evelyn Lamb, « Howick Protestant Schools », dans le *Journal annuel de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol 18, 1985, p. 42.
- 55 Evelyn Lamb, « Howick Protestant Schools », dans le *Journal annuel de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol 18, 1985, p. 43.
- 56 <http://nfsb.qc.ca/fr/notre-territoire/> (recherche du 15 janvier 2015).
- 57 L'information provient en partie du livre de Marc Lefebvre et Plume Lacisseraye, *Très-Saint-Sacrement, si ma campagne m'était contée*, Sherbrooke, Les Éditions Louis Bilodeau, 2010, p. 128 et les suivantes. Les auteurs indiquent que les procès-verbaux étant manquants, nous ne pouvons avoir accès à de plus amples informations à propos de la naissance même de cette municipalité scolaire.
- 58 Adrienne Parent, *Très-Saint-Sacrement Howick 1884-1984*, Montréal, Éditions Bergeron, 1984, p. 93.
- 59 <http://www.csvt.qc.ca/vallee-des-tisserands> (recherche du 15 janvier 2015).
- 60 Adrienne Parent, *Très-Saint-Sacrement Howick 1884-1984*, Montréal, Éditions Bergeron, 1984, p. 44.
- 61 Adrienne Parent, *Très-Saint-Sacrement Howick 1884-1984*, Montréal, Éditions Bergeron, 1984, p. 45.
- 62 Adrienne Parent, *Très-Saint-Sacrement Howick 1884-1984*, Montréal, Éditions Bergeron, 1984, p. 50.
- 63 Claudia Hanna, « Pioneer Protestant Churches », dans le *Journal annuel de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol 18, 1985, p. 73.
- 64 Claudia Hanna, « Pioneer Protestant Churches », dans le *Journal annuel de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol 18, 1985, p. 73.
- 65 Claudia Hanna, « Pioneer Protestant Churches », dans le *Journal annuel de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol 18, 1985, p. 73.
- 66 <http://www.united-church.ca/fr/history/overview/brief> (recherche du 9 janvier 2015). En 2015, l'Église Unie du Canada s'avère la plus grande église protestante au Canada. Elle compte plus de 3 millions de personnes réparties dans 3820 paroisses disséminées sur le territoire canadien. L'Église Unie a été inaugurée le 10 juin 1925 à Toronto, réunissant l'Église méthodiste du Canada, l'Union congrégationaliste du Canada et 70 pour cent de l'Église presbytérienne du Canada. S'ajoute également le Conseil général des églises de l'union de l'ouest du Canada.
- 67 Claudia Hanna, « Pioneer Protestant Churches », dans le *Journal annuel de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol 18, 1985, p. 75.
- 68 Angela Neal, « The Burnside Cup », dans le *Journal, revue annuelle de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol 46, 2013, p. 61.
- 69 Wayne McKell, « Curling and The Valley », dans le *Journal annuel de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol. 7, 1974, p. 29.
- 70 Wayne McKell, « Curling and The Valley », dans le *Journal annuel de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol. 7, 1974, p. 34. L'auteur donne plus de précisions sur l'histoire du curling dans le secteur de Howick et des environs.



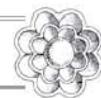
© Roma Myre

Le presbytère de l'église du Très-Sacrement de Howick.  
Howick's Catholic presbytery located behind the Très-Saint-Sacrement Church.



© Archiv-Histo - 2015

Le cimetière de l'église du Très-Saint-Sacrement de Howick.  
The Catholic cemetery located behind the Très-Saint-Sacrement Church.



## Chapter I

# At the foundations of the village of Howick : the French and English origins

The roots of Howick have not been lost in the mists of time. They are embedded within the history of New France from the time the seigneurie of Villechauve was granted to Charles and Claude de Beauharnois in 1729. Afterwards, the settlement by American colonists, then Scottish and Irish within the territory ensured that Howick shared both French and English roots. That was the source of the dual linguistic heritage that for decades characterized its citizens. Although the English colonists were predominantly Protestants, they contributed to the creation of a Catholic parish in order to lay the groundwork for municipal organization. As of 1845, the legislator held that the principle foundation of a Catholic religious territory be used to establish a municipality for civil purposes. Contrary to other regions of Lower Canada, no municipality of a township would be established on the territory of Howick, which evolved within the boundaries of the seigneurie, otherwise known as Beauharnois.



© Roma Myre

The Municipality of Howick from a bird's eye view.

## Howick, a name of English origin



© Archiv-Histo

James Bruce Elgin,  
July 20<sup>th</sup> 1811 – November 20<sup>th</sup> 1863.

As suggested by the “ Commission de toponymie du Québec “, the origin of the name Howick was related to a historical figure, Henry George Grey, 3<sup>rd</sup> Earl of Grey and Viscount of Howick. He entered British Parliament in 1826<sup>1</sup>. He served as Secretary of State of War and the Colonies from 1846 to 1852. In this capacity, he appointed Lord Elgin to the position of Governor-General of United Canada.

However, in the opinion of certain local historians, it was more to honor the memory of his brother-in-law, Charles Grey, that Edward Ellice, owner of the seigneurie of Beauharnois as of 1795, that the geographical name of Howick<sup>2</sup> had been chosen. Lord Ellice’s first wife was Lady Hannah Althea, the young sister of Charles, 2<sup>nd</sup> Earl of Grey, and Prime Minister from 1830 to 1834 and Parliamentary reformer of the United Kingdom<sup>3</sup>. Born on March 13<sup>th</sup> 1764 in Follodan, Charles of Grey was the son of General Sir Charles Grey (1729-1807), first Lord of Grey. In 1786, he entered the House of Commons of the United Kingdom as representative of Northumberland County in England. In 1801, he was appointed Baron of Grey of Howick, then in 1806, second Earl of Grey and Viscount of Howick. It was to his son Henry George, third Earl of Grey, that the “Commission de toponymie du Québec” attributed the origin of the name Howick. Regardless of whether it was in memory of the son or the father, Howick honoured a great family of political leaders of the United Kingdom. Howick was also the name of a town in Northumberland County, which faces the North Sea, not far from Scotland, and of a township of Huron County in Ontario.



© Archiv-Histo

Charles Grey,  
March 13<sup>th</sup> 1764 – July 17<sup>th</sup> 1845.

A small municipality within the Haut-Saint-Laurent RCM, Howick is located on the western side of the English River, a tributary of the Chateaugay River, in the Monteregie. It is situated just off Route 138 that connects Montreal to Huntingdon passing through Khanawake, Chateaugay, Mercier, Sainte-Martine and Ormstown. Its territory is located within the municipality of Très-Saint-Sacrement, created in 1885.

The small hamlet of Howick can trace its beginnings from the seigneurie of Villechauve, commonly called Beauharnois, within the sector of Georgetown, in the very heart of the territory. It was first known as George’s Mill, in 1803-1804. Around the year 1833, the Anglophones referred to it as Howick Village, while the Francophones preferred the name La Fourche<sup>4</sup>, related to the proximity of the junction of the Chateaugay and English rivers<sup>5</sup>. The name Howick served to identify the post office opened in 1851, before designating the Municipality of the village created in 1915. In 2010, the Municipality of the village of Howick dropped “village” and adopted the name Municipality of Howick<sup>6</sup>.



## The evolution of the seigneurie of Beauharnois

The heart of Howick history is found in the seigneurie of Beauharnois. On April 12<sup>th</sup> 1729, King Louis XV conceded the seigneurie of Villechauve to Charles, knight, Marquis de Beauharnois, and to his brother, Navy Captain Claude de Beauharnois de Beaumont. Born on September 22<sup>nd</sup> 1674 in Saint-Laurent, near Orleans, Claude de Beauharnois ordered vessels transporting troops and ammunitions for Canada, without having lived there. His brother Charles, born on October 12<sup>th</sup> 1671, would be appointed by the King to perform the duties of Governor of New France. Upon the death of Claude de Beauharnois in 1738, the seigneurie returned to his brother Charles. However, the latter died in 1749, a widower without a direct heir. According to the Custom of Paris, François de Beauharnois, his nephew and son of the late Claude, inherited the seigneurie. Nevertheless, the negligence of the seigneur to encourage settlement, forced the colonial authorities to repossess the territory, which was connected to the King's domain.

François de Beauharnois reacted promptly. He submitted a request to the Minister of the Navy in order to retrieve the family property and received a judgment in his favor on June 14<sup>th</sup> 1750. Certain events would transpire to disrupt the plans of the Beauharnois descendants. The Treaty of Paris in 1763 confirmed the transfer of Canada to England. Having anticipated his devotion to the Crown of France, François de Beauharnois had no other choice than to dispose of his seigneurie. In not being able to pursue his career in Canada, he thus sold the seigneurie to Michel Chartier, chevalier seigneur of Lotbinière, for the sum of £24 000 in France, (\$8,000).

Michel Chartier de Lotbinière, was the son of Eustache Chartier de Lotbinière and of Marie-Françoise Renaud d'Avène de Desmeloizes. Born in Quebec on April 23<sup>rd</sup> 1723, he wed Louise-Madeleine, daughter of Gaspard-Joseph Chaussegros de Léry, November 20<sup>th</sup> 1747. Saddled with debts, Michel Chartier sold the seigneurie in 1795 to a Scottish merchant, Alexander Ellice, for the sum of £9000 in Halifax (\$36,000). However, Chartier de Lotbinière had not taken the precaution of asking his wife for her authorization to sell the said seigneurie. The new owner found himself obliged to acquit an unpaid transfer fee to Louise-Madeleine Chaussegros in 1763, separated from her husband,



Michel Chartier de Lotbinière,  
April 23<sup>rd</sup> 1723 – October 14<sup>th</sup> 1798.



The seigneurie of Beauharnois, in 1838.



but married under community of property. Therefore, Ellice was forced to pay her \$16,608.78.

The new owner of the seignury, Alexander Ellice, was the son of a wealthy miller, William Ellice of Knockleith and of Mary Simpson of Gartly. He wed Anne Russell around the year 1780, prior to making a fortune in the fur trade and real estate acquired both in Canada and the United States. When he died in 1805, he left £450,000 in net value (\$1,800,000). Therefore, the seignury went to his son George, who did not benefit for long because he died in 1810. George's six brothers, all residents of England, then found themselves the owners. Amongst them, Edward bought back the shares of each one in the seignury. The settling of Alexander Ellice's estate went on for a long time after the death of the primary heir. This chain of events interfered significantly with the seigniorial development. John Richardson became the proxy to take action during this period of settling the estate. In 1830, Edward Ellice was available "foi et hommage", according to the custom and the seigniorial regime that was in place within the colony despite the British Conquest.

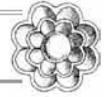
Born in London in 1783, Edward Ellice went to Marishal College in Aberdeen where he obtained a Masters Degree in the Arts before going to work in the family business. He became the main player during the fusion of the companies of North-West and Hudson's Bay, putting an end to the competition in the fur trade business. He contracted an advantageous alliance in 1809 by marrying Lady Hannah Althea, daughter of the first Earl Grey and widow of Captain Bettsworth of the Royal Navy. Following the death of his wife in 1832, Edward Ellice remarried in 1843 with Lady Amelia, daughter of the 4th Viscount of Albemarle and widow of the first Earl of Leicester. Ellice had a seat in the Parliament of Westminster as Deputy of Coventry from 1818-1863, except for a short period of three years. During the three-year period he became Minister to the Secretary of the Treasury from 1830 -1832, and Minister of the War from 1833 -1834. At his death in 1863, he left more than £100,000 in securities (\$400,000).



© Archiv-Histo - Painting by Sir Charles William Ross (1794-1860)

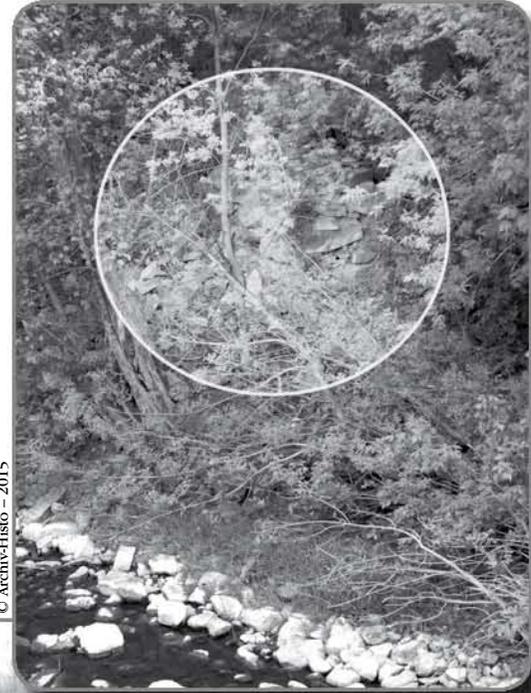
Edward Ellice,  
September 27<sup>th</sup> 1783 – September 17<sup>th</sup> 1863.

After three years of negotiations, the seignury of Beauharnois passed through the hands of the North American Colonial Association of Ireland (NACAI) in 1842. Nine years later, the company had not yet paid off the balance of the capital of the sale, which totaled £78,000 (\$312,000). Ellice agreed to grant a ten-year extension to the company to pay the debt. However, the company still did not manage to reimburse its debt in full; one quarter of the mortgage remained in sufferance in 1863. Following a lawsuit filed by Ellice's son, the company was forced to an agreement; the incomes of the seignury were thus transferred to the firm Montreal Investment Trust. In 1941, at the time of the buyback of the seigniorial income by the government of Quebec, Montreal Investment Trust held more than \$200 000 in capital and accumulated interest on the debt.

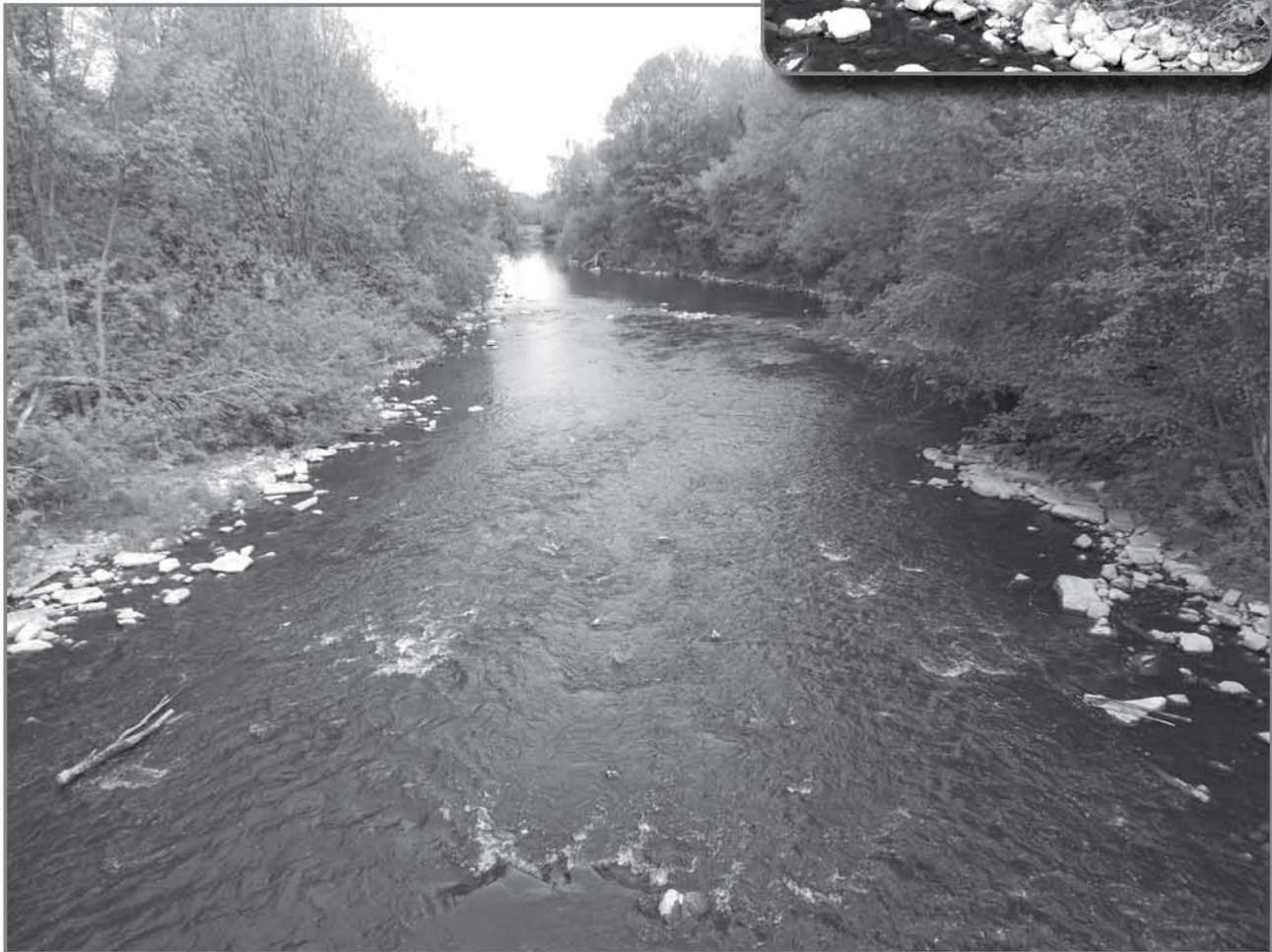


## When the mill turns too quickly

Any seigneur in Lower Canada was obliged to allocate a lot of land to any colonist who made the request. He was equally obliged to build a mill for his tenants. After all, he held the monopoly on water resources, the construction and the exploitation of mills. In wanting to assure that his domain was functioning properly, Lord Ellice thus undertook rebuilding the mills of Beauharnois and Howick. In 1803, at his request John Simpson, the contractor, erected a mill on the English River and dug a canal to supply water with the help of a dam<sup>7</sup>. Ellice also had a road built between the mill and the Chateauguay River, named Mill Road. When tenants brought their grain, miller Robert Somerville withheld a seventh minot of wheat for his labor. However at the outbreak of war in 1812, the departure of the Americans living in the area prompted the agent James Milne to close the mill.



© Archiv-Histo – 2015



© Archiv-Histo – 2015

The English River, at the height of the old Gebbie's mill. Above probably the ruins of the old dike of Gebbie's mill.



Let's take a moment here to consider and examine the mill site. All evidence indicated that it offered many benefits, among which was its proximity to the English River. Traces of this mill were found on a plan of the seigneurie of Beauharnois since January 1804. This plan was sent to Alexander Ellice at Bath in England by Francis Winter, the bailiff<sup>8</sup>. It clearly showed the south side of the Chateauguay River as inhabited, in a continuous manner, until Brysonville, then in a sparse manner going upstream as far as the fork of the Outardes River. On the north side, the settled territories reached up to the border of Annstown and North Georgetown (côte Saint-Laurent). In the eastern direction, downstream of George's Mill, the lots of the Rivière des Fèves were conceded and, at last to the south, along the English River and on the Rivière Noire, a few inhabitants were dispersed on the territory. With all consideration, the mill known as George's Mill was remarkably well situated and was clearly able to serve all the colonists, including those beyond the seigneurie.

Around the year of 1826, Henry Wright built another mill that was put in motion by a large wheel and a dam. Four years later, David Wilson the miller lost the mill to fire<sup>9</sup>. The Raymond and Lyman Company was then hired to erect a flourmill and a sawmill<sup>10</sup>. Under the governance of the miller Robert King, it also produced oatmeal. Once again fire wreaked havoc. The mill was reconstructed of stone in 1850; it was sold to Thomas Gebbie, a merchant, fourteen years later. The latter operated the mill with his two sons Thomas and William. Closed in

The Gebbie's Mill, site of the United Church.



© United Church



1920, it was purchased in 1927 by the United Church of Canada who recycled the old stones to build a new church near the foundations of this old mill<sup>11</sup>.

## **Howick, a village in waiting of official recognition**

We would be justified in thinking that the hamlet of Howick was established in the first third of the 19<sup>th</sup> century. In the detailed financial statements of the seigneurie of Beauharnois, the naming of Howick Village appeared in 1833<sup>12</sup>. At the same time that Arthur Ritchie built a tavern at the entrance to the village, also John Wilson opened a store and a tavern there. To better serve his tenants, Lord Ellice transferred a piece of land to John Stewart, David Wilson and Charles Stewart, to build a school<sup>13</sup>.

The development of the village's infrastructure inspired colonists to gradually establish themselves in the area. A leaflet of the North American Colonial Association of Ireland, the company that initiated the acquisition of Edward Ellice's properties in Lower Canada in 1839, gave few details on the development of the little village, which would become Howick. The publicity was restrained. At the time when storekeeper Thomas Gebbie established himself, Howick had only three houses. In 1858, compared to the villages of Beauharnois, Sainte-Martine, Saint-Jean-Chrysostome, Saint-Timothée, Durham (Ormstown), Saint-Louis-de-Gonzague, Valleyfield and Saint-Urbain-Premier, Howick showed as second to last place of importance as to lots conceded<sup>14</sup>, only 37. At the same period of time, Beauharnois counted 144 transferred locations and Sainte-Martine, close to one hundred. It was not surprising then that the government of United Canada did not legally recognize the village of Howick. It would still however be affected by the new municipal system which took form as of 1839.

## **Prelude to a municipal incorporation**

Sent to Canada to investigate the circumstances that caused the insurrections of 1837-1838, John George Lambton, Earl of Durham, proposed a series of recommendations, several affected local administrations<sup>15</sup>.

To be sure, there was a form of central government where the population could elect deputies, but at this level, the importance of the governor and his executive paralyzed the political institutions. Also, the Durham report strongly encouraged regional governments to manage local affairs, in this case the creation of municipalities in Upper Canada, as in Lower Canada.



© Wikimedia Commons — Painting by Thomas Phillips (1770-1845)

John George Lambton, 1<sup>st</sup> Earl of Durham,  
April 12<sup>th</sup> 1792 – July 28<sup>th</sup> 1840.

Following Lord Durham's recommendation, the Act of Union was adopted by London in 1840 reuniting Upper and Lower Canada under the name of the province of Canada. The two colonies then found themselves in one House of Assembly called upon to render common decisions from that moment onwards. Prior to the establishment of the government of the Union, the special Council, which directed the colony since 1838, adopted two orders for the election process and the nomination of certain officers in the different parishes and various townships of the province.

At first, one order put in motion a municipal corporation for all parishes and townships having at least 300 residents. The inhabitants could make decisions regarding the community in a general assembly, but there was no elected council yet. That was to say, no recognized corporate body able to collect taxes and introduce regulations to govern the territory. These municipalities were led by citizens who met at an annual general assembly to adopt appropriate measures such as regulations, the rate of property tax, the nomination of road inspectors and keepers of enclosures. The right to vote was granted to all men 21 years old or more, owning or renting land or having belongings valued at least 40 shillings. At this time they elected one or two counselors who were called upon to sit during sessions of the district municipality, such as that of Beauharnois, the first municipality of the Chateauguay River<sup>16</sup> with Robert Brodie as representative. Howick was not included within the governmental plans.

In 1841, another order created 22 municipal districts, notably that of Beauharnois. Each of these districts elected one or two counselors per parish or township for a three 3-year mandate. In virtue of the clauses of this order, the regional councils were obliged to hold four regular sessions per year, whereas a local council held only one session. The control of the Governor over this body limited the outcome of decisions taken during the meetings. Although delegates elected by local parishes governed the district, a prefect appointed by the governor had to endorse decisions made locally. Several other powers were in the hands of the governor, for example the changing of district boundaries, setting capitals and the appointment of officers, which embarrassed more than one local politician. The Municipal District also had the right to levy taxes, to administer the police, road maintenance also public buildings and prisons. But the population boycotted this law by refusing to take part in elections or paying taxes. Still fresh in its memory were the events of 1837-1838 and the imposition of the union of Upper and Lower Canada; the population was wary of setting up administrations perceived as new taxation machines.



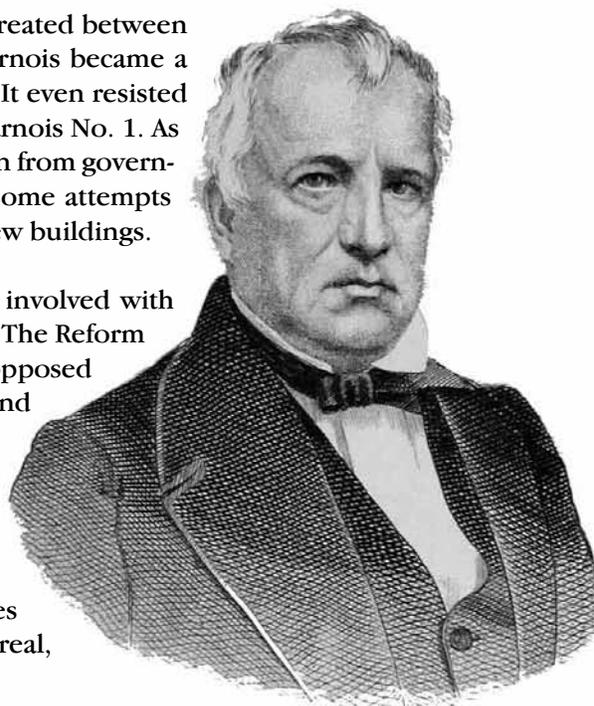
Both the orders of 1840 and 1841 were therefore inoperative. The government of United Canada, began afresh by adopting the 1845 municipal law that revoked the previous orders and abolished municipal districts to implement 319 parish, township and village municipalities<sup>17</sup>, including the Municipality of the Parish of Sainte-Martine and municipalities Russeltown and Ormstown, that shared the territory of the future Très-Saint-Sacrement in which lay the village of Howick<sup>18</sup>. The new law also provided for the election of a municipal council with greater powers and more autonomy for local municipalities. The Governor no longer had the powers previously allowed him to appoint municipal officers or even dissolve the council. Each local government was headed by a board consisting of seven representatives elected for a term of three years. Amongst them, they would choose the mayor.

All these efforts to affirm the foundations of a municipal organization were in vain, because in 1847, the Parliament, under Lord Elgin, repealed the law passed two years earlier. The parish and township municipalities disappeared to be regrouped into 46 county municipalities<sup>19</sup>. The municipalities of Sainte-Martine, Russeltown and Ormstown were from then on part of the County Municipality of Beauharnois No. 1.

In Lower Canada, some village municipalities were created between 1845 and 1855. Thus in 1846, the village of Beauharnois became a separate municipality from the parish municipality<sup>20</sup>. It even resisted a connection with the County Municipality of Beauharnois No. 1. As for the village of Howick, it still had no civil recognition from government authorities. Even if a few of its citizens made some attempts in this direction, Howick was still a small town of a few buildings.

At the time, French Canadians generally did not get involved with attempts to implement a system of local government. The Reform Party of Louis-Hippolyte La Fontaine was particularly opposed to the 1847 law that created the county municipalities and suggested the establishment of a dual organization, local municipalities and those of the counties. But it was not until 1855 that the Act of the municipalities and roads in Lower Canada was established, and entered into force on July 1<sup>st</sup>. It abolished the 1847 law to restore the parish and township municipalities without repealing the villages and the cities of Montreal, Quebec and Saint-Hyacinthe.

The law of 1855 set up the municipal system based on the territorial limits of religious parishes, townships and electoral counties. This law granted powers to local councils representing 393 new municipalities<sup>21</sup>.



© Archiv-Histo

Louis-Hippolyte La Fontaine,  
October 4<sup>th</sup> 1807 – February 26<sup>th</sup> 1864,  
Prime Minister of the United Province of Canada,  
1842-1843 and 1848-1851.



ACTE  
DES  
MUNICIPALITÉS ET DES CHEMINS  
DE  
1855,

ET CERTAINS ACTES Y RELATIFS, COMPRENANT :

2 VICT. CAP. 2; 7 VICT. CAP. 21; 9 VICT. CAP. 23, & 12 VICT. CAP. 126;

LES ACTES

DE LA

REPRÉSENTATION PARLEMENTAIRE,

(16 VICT. CAP. 152, & 18 VICT. CAP. 76 ;)

ET LES

ACTES SEIGNEURIAUX,

(18 VICT. CAPS. 3 & 103,)

ACCOMPAGNÉS D'UNE

CARTE DU BAS CANADA,

MONTRANT

LES DIVISIONS MUNICIPALES D'ICELUI.



QUÉBEC :

IMPRIMÉ PAR STEWART DERBISHIRE ET GEORGE DESBARATS,  
Imprimeur des Lois de Sa Très-Excellence Majesté la Reine.

1855.

© Archiv-Histo - facsimile

So the municipal councils managed roads, water supply, protection of citizens, etc. For its part, the County Council was more concerned with regional issues such as prisons, the construction of a courthouse, the implementation of a registrar and the opening of roads. After the Act of 1855 came into force, Lower Canada totaled 411 old and new municipalities<sup>22</sup>. Howick was still not a municipal entity, nor was Très-Saint-Sacrement. For nearly 30 years, the future Très-Saint-Sacrement remained the responsibility of the parish municipalities of Sainte-Martine, Saint-Malachie-d'Ormstown and Saint-Jean-Chrysostome. Yet, all depended on the Châteauguay County Municipality<sup>23</sup>.

Despite the fact that it had no official recognition, Howick continued to develop and encouraged efforts to acquire an adequate socio-economical structure. The erection of a mill on the English River and the opening of the post office in 1851 witnessed its vitality. In 1845, 239 Anglophones from North and South Georgetown and Williamstown addressed a petition to the government of United Canada in order to obtain the formation of a municipality for Howick, as had been done for Saint-Louis-de-Gonzague, Saint-Étienne-de-Beauharnois, Saint-Jean-Chrysostome and Sainte-Martine. However, the Governor General rejected their request based on the recommendations of a study committee charged with evaluating the merits of the request.

In failing to have municipal foundations, the community of Howick secured a school municipality. On June 24<sup>th</sup> 1865, the School Municipality of Howick became a reality. Under the direction of John Wilson, who initiated the request to the government of United Canada, the jurisdiction of the schools spanned the last eleven lots of Sainte-Martine north of the Châteauguay River, the village of Howick, the lots near the village on the first three ranges of South Georgetown, the entire 4<sup>th</sup>, 5<sup>th</sup>, 6<sup>th</sup> and 7<sup>th</sup> ranges of South Georgetown, and on the lots of the English River to the south of the village and the first double concession of Williamstown. Now, schools did not fall, as in the past, within three school municipalities, but were grouped together in a single entity. As for the municipal boundary, it is preceded in Howick, as elsewhere in Lower Canada through the creation of a Catholic parish, a cornerstone of the possible establishment of a municipality for civil purposes, namely that of Très-Saint-Sacrement.



## Creation of a Catholic parish

A small contingent of Catholic landowners from parishes in Sainte-Martine, Saint-Malachie-d'Ormstown and Saint-Jean-Chrysostome planned to create the foundations of a new parish in 1881. At that time, the parish priest of Ormstown, Father Médéric-Ulric Thibodeau, came regularly to celebrate mass in the mission of Très Saint-Sacrement. As for the families that made up the mission of Howick, they wished to have a chapel built for them and to establish a cemetery nearby. They did not like their funerals taking place in Ormstown, especially in spring and fall when the transportation of the remains caused them expensive costs. The citizens had neither horse nor car; the presence of a cemetery within their village would facilitate the performance of their religious duties.

On April 21<sup>st</sup> 1882, William MacKay acquired a lot of land intended for the creation of a religious infrastructure, for the sum of \$300. The ecclesiastical authorities also considered the construction of a new chapel to measure 47 by 27 feet. Such great development encouraged 63 freeholders to claim the canonical erection of a new Catholic parish from Édouard-Charles Fabre, Bishop of Montreal in the form of a motion dated November 13<sup>th</sup> 1882. Father Zotique Racicot was then designated by the ecclesiastical authorities to examine the merits of the claim. In 1883, those opposed to the project shared their grievances through Dr Philémon Laberge, the sheriff. According to him, most of the freeholders did not really have the financial means to constitute a parish and maintain a priest. Was it not in fact just a few families, those from the village of Howick and Range 4 of South Georgetown, as well as those from a group of laborers living in the concessions of the Carcasse and the second double concession? More important, their total property value was \$28,284, while opponents to the parish construction, residents of Châteauguay River and English River, owned land valued at \$42,470. In their opinion, the petition signatories in favor of a new parish would be insolvent and motivated by land speculation, which prevailed in the Howick village area. The installation of a church in the village would increase the value of their homes<sup>24</sup>. According to sheriff Laberge, the protestant majority controlled the town economically and did not intend the erection of a parish as anything other than to create a municipality thereafter. Finally, the small number of Catholics as well as their poverty did not justify, in his eyes, such ambition. However, three quarters of the population who would form the new parish spoke in favor of the canonical erection. Yet, the reluctance of the priest of Sainte-Martine, Étienne Blyth, who said that he preferred death rather than to see his parish be dismembered, caused an instant reaction among the parishioners. They were willing to abandon their project to avoid displeasing their pastor. Thus, the debt of the parish of Sainte-Martine did not increase as a result of the loss of an important number of taxpayers. No new church would be



© Archiv-Histo

Étienne Blyth  
March 1<sup>st</sup>, 1810 – April 3<sup>rd</sup> 1894,  
Priest of Sainte-Martine  
1833-1836 and 1841-1889.



built; the chapel already in place would have to suffice for the altogether modest needs of the small Catholic community.

Yet, according to supporters of this project, the building of the new parish would bring together lands of great value, which are very beautiful and certainly rich<sup>25</sup>. The tithe collected could thus properly support a priest. More so, Protestants largely surrounded the closely connected catholic families. Faraway from their church, it was highly feasible that these families might turn towards another spiritual path. The defections were beginning in Howick and could worsen if there was no creation of a new Catholic parish and the presence of a priest within the community. Should they have feared that the presence of a Swiss-origin community or Calvinist tradition would encourage some Catholics to join these religions?

In the same vein, Father Étienne Demers, pastor of Saint-Malachie-d'Ormstown, believed that the bishop could not refuse such a request to the people of Howick whose morals might be affected, by absence of a priest. Children would grow up, he maintained, in religious ignorance and flawed. In addition, teachers of the locality were Protestant. In 1882, the delegate of the ecclesiastical authorities, Father Zotique Racicot, nevertheless, concluded that it was premature to establish a new parish. He therefore recommended to the bishop of Montreal to appoint the resident priest of Sainte-Martine or Ormstown to report regularly to the Chapel of Howick. Bishop Fabre accepted the report of his delegate.



© Archiv-Histo

Priest Zotique Racicot,  
October 3<sup>rd</sup> 1845 – September 14<sup>th</sup> 1915.

On October 1<sup>st</sup> 1884, the Protestants revived the idea of forming a new parish and collected \$800 for their fellow Catholics to use in the construction of a rectory. Based on this support, Catholics owners addressed a new request to the bishop of Montreal to obtain the canonical erection of their parish. Father Emile Pepin, serving the mission of Howick, was full of praise for his flock. Between 200 and 300 faithful followers attended religious services, 403 received communion at Easter while their children attended, assiduously, catechism lessons. Even the greatest of naysayers to the creation of a new parish came to Howick for Easter. Also, the petitioners were determined to prove their ability to pay all costs associated with the presence of a priest. The territory of the new parish would come from sections taken from the parishes of Saint-Jean-Chrysostome, Saint-Malachie-d'Ormstown and Sainte-Martine, which included 650 people who took communion and about 72 farm families.

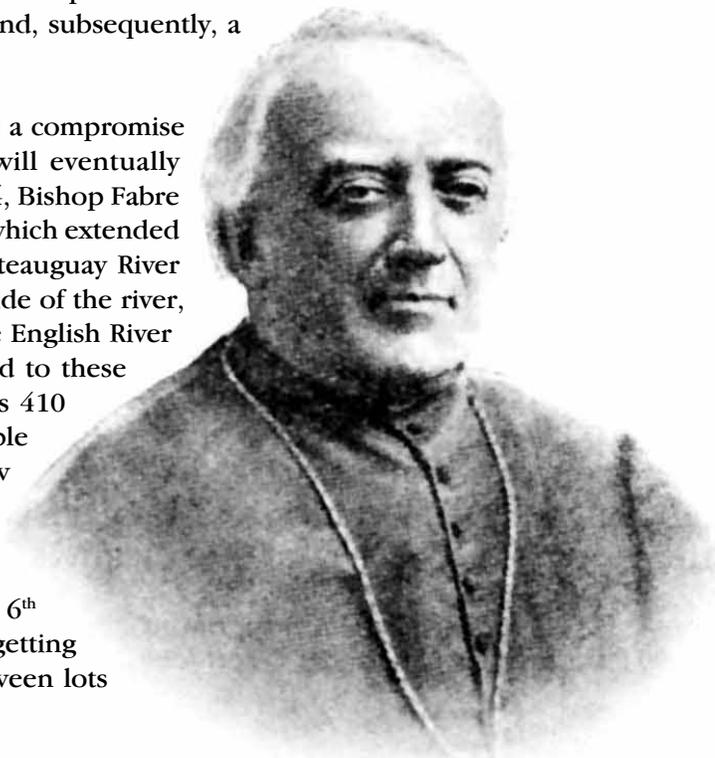
This time, Bishop Fabre delegated Father Joseph-Alfred Vaillant, who presented himself on October 30<sup>th</sup> 1884 to verify whether the claims of the population were warranted. The meeting was held at the chapel of Très-Saint-Sacrement in the presence of 80 petitioners, the majority of Catholic landowners residing in the parish in the process of being



created. On his part, Father Étienne Blyth presented another request, that of the 107 inhabitants of Sainte-Martine, who feared being left saddled with a huge debt from the Fabrique given the relatively recent construction of the church. How will the debt be paid if the Sainte-Martine parish loses some of its taxpayers and, subsequently, a part of its income?

The pastor of Sainte-Martine then proposed a compromise to reduce the number of Catholics who will eventually change parishes. But, on November 10, 1884, Bishop Fabre erected the parish at Très-Saint-Sacrement, which extended from Allan's Corners Bridge down the Châteauguay River to lot 100 in Sainte-Martine. On the other side of the river, it started at lot 342 in Sainte-Martine up the English River to lot 244 in Saint-Jean-Chrysostome. Added to these lands was the Double concession up to lots 410 and 443 in Sainte-Martine and the First double concession up to lots 455 and 469 of the new parish. Finally, was added the land of Saint-Malachie-d'Ormstown in the 1<sup>st</sup>, 2<sup>nd</sup> and 3<sup>rd</sup> ranges of South Georgetown and all the lots from Saint-Jean-Chrysostome from the 4<sup>th</sup>, 5<sup>th</sup>, 6<sup>th</sup> and 7<sup>th</sup> ranges of South Georgetown, not forgetting the opposite bank of the English River between lots 271 and 297 of Saint-Jean-Chrysostome.

Within the three affected parishes, protests quickly got to the ears of Bishop Fabre. Two petitions from Sainte-Martine tried to change the Montreal Bishop's mind. On December 11<sup>th</sup> 1884, 18 residents from Sainte-Martine who wanted better management of their schools and road maintenance requested a change in the boundaries of Sainte-Martine, including lots 104 and 352 in North Georgetown on English River. These are in fact the configuration and boundaries initially suggested by Father Blyth. On December 12<sup>th</sup>, nine residents from both double concessions claimed to have been misled when they placed their signatures on the request for the canonical establishment and wanted to return to the parish of Sainte-Martine. Protests about the changes also came from the municipal council of Saint-Jean-Chrysostome, who believed that the loss of the rich and fertile land from its territory was too great. Let us not forget that any territorial change in religious boundaries lead directly to change in the civil sector. The Quebec municipal system resumed the previous practice of boundaries of Catholic parishes to secure the advantages of village, parish or township councils. Now the creation of the new parish ensured that the Municipality of Saint-Jean-Chrysostome saw its scope of responsibility somewhat reduced in regards to a good number of public bridges in the area of its previous jurisdiction.



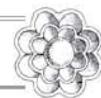
© Archiv-Histo

Édouard-Charles Fabre,  
February 28<sup>th</sup> 1827 – December 30<sup>th</sup> 1896,  
Archbishop of Montreal,  
1876-1896.



On the other hand, the Council of Saint-Malachie-d'Ormstown, during the mandate of Mayor William Greig, tried on December 1<sup>st</sup> 1884 to alter the boundaries to include lots 33 to 38 in Très-Saint-Sacrement and in this way, to avoid that the bridge at Allan's Corners being under the auspices of the Châteauguay County Council. Faced with all these complaints, Bishop Fabre decided to revoke the canonical decree of November 10<sup>th</sup>. Only a short time passed before a new request was submitted to erect the parish. The new decree included all of the territory already described, but adding the lots in North Georgetown given up by the Municipality of Saint-Malachie-d'Ormstown.

Finally, on January 22<sup>nd</sup> 1885, a meeting took place near the chapel. This time, no objection was heard. Father Joseph-Alfred Vaillant took note of the 62 signatures from the majority of owners to affirm the foundations for the new parish. On January 23<sup>rd</sup> 1885, Bishop Fabre signed the new decree of canonical erection of the Parish of Très-Saint-Sacrement, which did not take into account the territorial changes suggested by the municipalities of Sainte-Martine and Saint-Jean-Chrysostome.



## Chapter II

# Establishment of a municipal system and the creation of the civic village of Howick

The birth of the Municipality of the Parish of Très-Saint-Sacrement announced a new era. Catholics and Protestants united in a single organization to legislate on all local affairs, such as maintenance of roads, the issuing of liquor licenses and the establishment of a board of health. The Town Council table, related to issues affecting the entire community, tabled several requests and petitions for decades. Despite the sometimes-conflicting interests and differences of opinion in how to lead at the municipal level, it remained that the mayors and councilors who would succeed were influenced by their concerted efforts to contribute to the growth and development of the municipality. Finally, the creation of the Municipality of the town in 1915 reflected the sense of belonging that still characterizes Howick today. It was able to protect and respond to a range of varied needs that continually have increased over the years.



© Linda Rose

Main Street and the L.J. Gebbie's store in Howick.



## **A municipality is born**

The big moment arrived, long awaited by many citizens, that of the first election. The support of the Protestants in the creation of the Catholic parish took on meaning, since it is usually the prelude to the birth of a municipality, the establishment of an administration for civil purposes. Since January 1885, the Commissioners heard mayor William Greig's proposal, from Saint-Malachie-d'Ormstown, in favor of the civil recognition of the parishes of Très-Saint-Sacrement and Sainte-Clotilde-de-Châteauguay; and citizens Bruce and Santoire of Saint-Jean-Chrysostome represented those against. They suggested to Bishop Fabre removing South Georgetown's 7<sup>th</sup> range from the new parish to encourage conciliation between the parties and end the opposition on the part of some residents of Saint-Jean-Chrysostome. Despite the agreement of the Bishop of Montreal, the municipal decree of erection did not retain the desired modification on April 2<sup>nd</sup> 1885<sup>26</sup>. The boundaries of the parish of Municipality of Très-Saint-Sacrement finally matched those of the territory of the parish for civil purposes.

## **The beginnings of the Municipality of the Parish of Très-Saint-Sacrement**

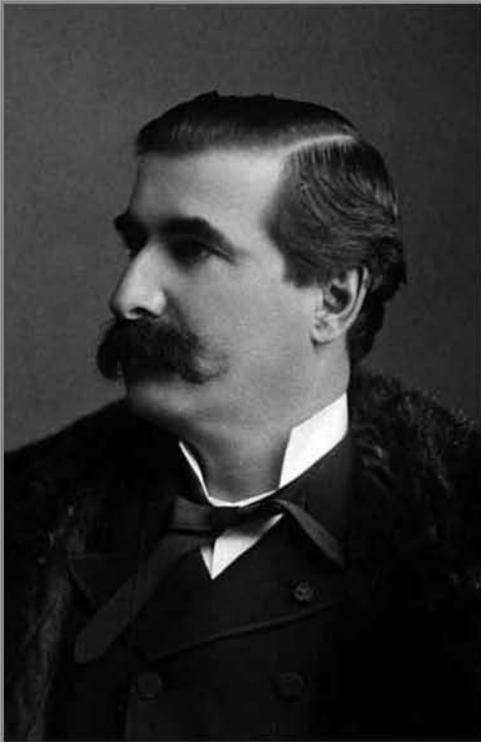
On April 20<sup>th</sup> 1885, the Secretary-Treasurer of the Municipality of Saint-Malachie, Colonel Archibald McEachern, chaired the meeting for the election of the first council of Très-Saint-Sacrement in front of 200 people who were present for the occasion. The assembly elected the first officers to serve to the municipality: John B. Stewart, James Robertson, Thomas Reid, Étienne Lussier, Narcisse Brault, James M. Stewart and Archibald Cameron. Some of them were already familiar with the tasks that lay ahead. John B. Stewart had been a municipal councilor in Saint-Malachie-d'Ormstown from 1878 to 1885; Archibald Cameron had filled the office of mayor from 1865 to 1866 and alderman from 1879 to 1885. Among the members of this first council, there was also John B. Stewart, a carpenter from the village of Howick.

The first Council meeting was held at the John Cunningham hall, April 27<sup>th</sup> 1885, at 10 a.m.<sup>27</sup>. As required by the applicable legislation of the Municipal Code in Quebec, elected officials chose from amongst themselves the first mayor of the municipality: John B. Stewart. A secretary-treasurer was also hired at the same time: David R. Hay, for whom there was an annual retainer of \$75. The council took the opportunity of this meeting to set the price for the license allowing the retail sale of alcohol at \$15. Licenses were allocated to three innkeepers: Gilbert Brault, Moses Robidoux and Israël Brault. On the other hand, Joseph Lefebvre was denied his license following the result of a tie vote. The tie was broken by the deciding vote of Mayor Stewart.



## Improvement of roads

For a long period of time, most concerns of Council of Très-Saint-Sacrement's remained related to the maintenance of roads, ditches and bridges. From one session to another, the Council worked to meet the most pressing needs of the population in terms of communication. For a long time, complaints from disgruntled citizens about the state of a road or a bridge was the main reason for municipal action.



© Archiv-Histo

Honoré Mercier,  
October 15<sup>th</sup> 1840 – October 30<sup>th</sup> 1894,  
Prime Minister of Quebec,  
1887-1891.

In their first efforts to serve its fellow citizens, the Municipality of Très-Saint-Sacrement undertook the building of steel bridges for which it claimed the financial support from the Government of Quebec. In spring 1887, floods disrupted the citizens of the village of Howick. The stables of Gebbie & Sons float almost three feet above their foundation. Several bridges were also seriously affected. For example, the Aubrey Bridge was completely destroyed. The floating bridge at McLeod (Riverfield) suffered the same fate, although it was built on higher ground to avoid floods like those that had occurred in the past.

The council also foresaw the replacement of the foundations in the superstructure of the Turcot Bridge. So it signed an agreement with the Dominion Bridge Company to build an iron structure and planned to pay the cost, using a toll. To attain a successful completion of this project, a grant application was sent to the Honoré Mercier's Government of Quebec<sup>28</sup>. The municipality estimated \$15,000 in costs representing the maintenance and construction of four bridges under its jurisdiction, including two structures spanning the Châteauguay River. Completely rebuilding, the Turcot Bridge alone represented an investment of \$9,000. Serving both residents of the Municipality of Très-Saint-Sacrement of surrounding municipalities, it met both the local and regional needs.

The provincial government mandated Gérard Macquet, director of construction of steel bridges, to inquire as to the merits of the request of taxpayers of Très-Saint-Sacrement. The Mercier government then proposed to the Très-Saint-Sacrement Municipality to pay the difference in costs between a metal structure and a wood structure. The evaluation of engineer Louis-A Lavallée showed that the municipal contribution would amount to \$6,061. In 1887, a new bridge was built on the former site operated by Louis Turcot. The municipal regulation now foresaw a toll on the Turcot and Allan's Corners Bridges at a cost of 10 cents for the passage of a vehicle with two horses, 5 cents for a vehicle with one horse or a single horse, 4 cents per head for cattle, 3 cents for a pig or a sheep and 2 cents for one person. On the other hand, the passage for residents of Très-Saint-Sacrement would be



free of charge. In October 1887, the Council thanked Louis Turcot for having allowed the erection of a municipal bridge on his property, handing him the sum of \$150 plus an exemption from paying toll fees.

In 1888, the Municipal Council accepted the lowest bid, that of William H. Doran, a contractor from Salaberry-de-Valleyfield, to carry out masonry works on the Turcot Bridge. This sluggish company had to be called back several times. At the end of the summer of 1889, it was clear that the work was progressing very slowly. It must be said that the masons experienced enormous difficulties following heavy rains that weakened the foundations. The riverbanks collapsed twice. The rising cost of labor was inevitable because the work dragged on and on. Taxpayers received new tax notices while municipal authorities were struggling with increasing costs that were unexpected.

The project of the new Turcot Bridge required the expropriation of a path going through the cemetery. However, a misunderstanding which occurred between the administrators of the Georgetown Presbyterian Congregation denied the use of the path as planned. Also, it was agreed that the new bridge would be placed more perpendicular to the river so that the length would be reduced. Thus, it would not lead to the east side of the church, but rather near the cemetery. In September 1889, the entire bridge structure reached its destination on 14 wagons to be assembled by contractor Alphonse Charlebois. The latter had made the acquisition from the Société Anonyme Internationale de Construction et d'Entreprises de Travaux Publics at its plant in Braine-le-Comte, Belgium. The shipment of the materials from Europe was done by transport ship and then by train within Canada, before being assembled to create the new structure.

A European design, this type of structure was unique in North America. Its components were assembled using rivets that provided more strength and durability than the other simply bolted iron bridges. Nearly 259 feet long, the new bridge weighed 160 tons. Yet despite its flawless construction, the bridge remained inaccessible. The access ramps were not ready; it was not until May 17<sup>th</sup> 1890 that it was possible to test the bridge's strength beyond all doubt. The designer of the project, the engineer Macquet, placed 40 horse-drawn carriages and as many people as possible on the deck. No disaster occurred. The bridge managed this exercise successfully. The last steps undertaken in June 1890 were to complete the bridge approaches so that it was finally accessible to traffic.

The Premier of Quebec, Honoré Mercier, inaugurated the result of the provincial government's policy on construction of steel bridges on October 16<sup>th</sup> 1890.

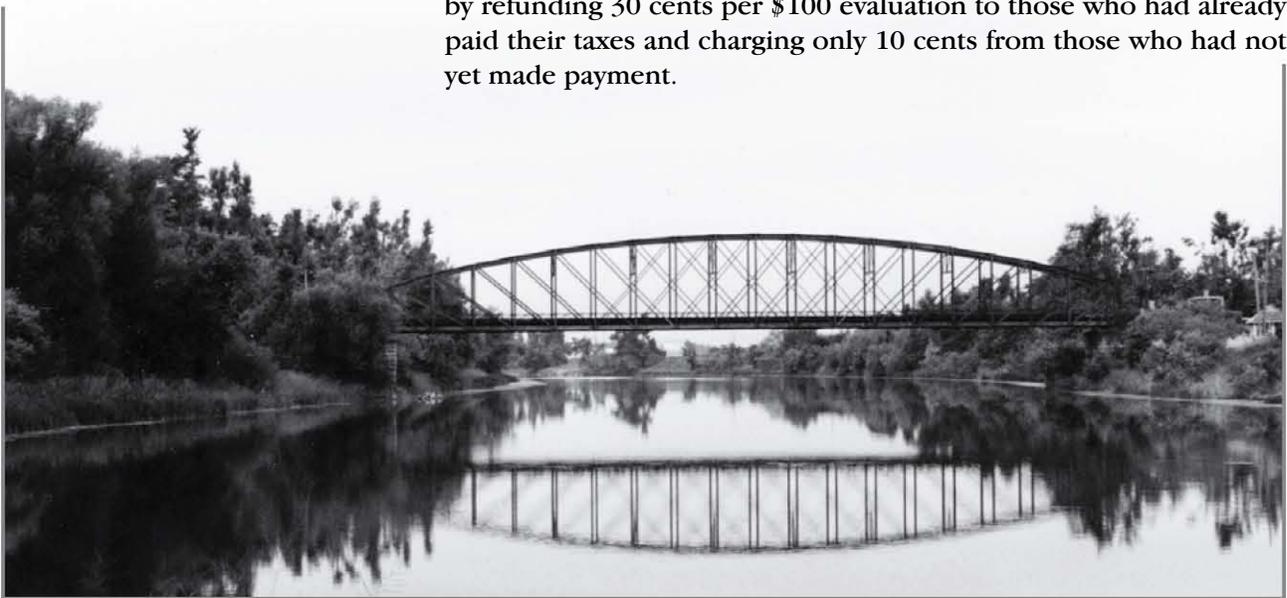


Turcot Bridge.



During his speech, he reaffirmed his intention to continue his support of the rural population, particularly the development of infrastructure for the roads essential to economic development. As for the deputy for Châteauguay, Minister Joseph-Emery Robidoux, he mentioned in his speech the sacrifices made by the municipality including the completion of the bridge mounts, with a final cost of \$7,000, which went far beyond the initial projections of \$3,000. This gap was erased thanks to requests from the municipality to the Government for financial assistance. After taking a tax of 40 cents per \$100 evaluation, the municipal council of Très-Saint-Sacrement managed to convince the provincial government to cancel the debt. The Municipality therefore had a surplus of funds which it decided to transfer to its taxpayers by refunding 30 cents per \$100 evaluation to those who had already paid their taxes and charging only 10 cents from those who had not yet made payment.

The Turcot Bridge parabolic structure erected by Belgian ingeneer Gérard Macquet in 1889.



© Linda Deschamps

## The electrification of the village streets

The early twentieth century saw the development of hydroelectric technology and the emergence of several power companies that would attempt to create monopolies and to establish themselves in the different regions of Quebec.

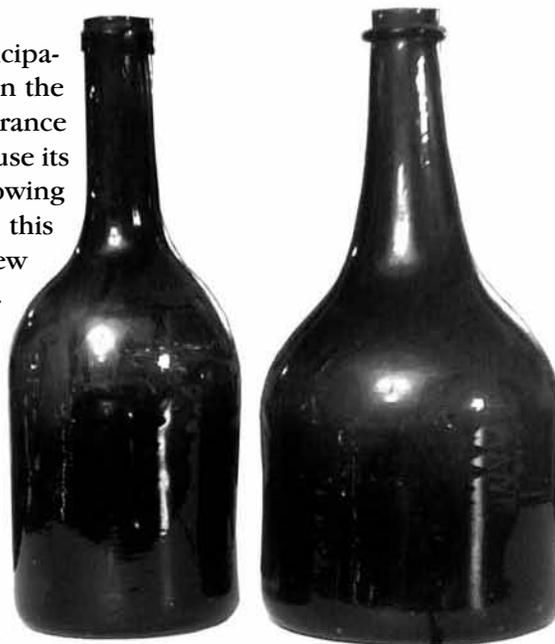
In November 1908, a new opportunity appeared; James Gordon Dunn offered residents of the village of Howick the opportunity to benefit from lighting their homes or any other property. The people of Howick rush out to order 250 lamps. As of February 1909, the installation of posts and wires needed for lighting began. Later, in 1910, several electric lights were installed on the village streets, especially between Howick and Turcot bridges. James Gordon Dunn's power station, established in Saint-Étienne-de-Beauharnois allowed for lighting on Mill Street with the addition of 18 electric lamps as of April 6<sup>th</sup> 1911.



## The throats are parched...

For decades, the consumption of alcohol remained a concern for municipal officials. The question about prohibition repeatedly returned to the council table and many differences of opinion arose between Catholics and Protestants.

Starting in 1894, two hotels served alcohol within the municipality; one was located near the train station and the other in the heart of the village. In 1903, a petition to establish a temperance plan was not taken into consideration by the Council because its signatories were not electors of the municipality. The following year, supporters of a dry plan presented a new petition, this time signed by some thirty people who were residents. A new consultation with voters was scheduled for February 15th. Reverends G. Huxtable, J. M. Kellock from English River and George Whillans from Georgetown took the opportunity to lecture their faithful followers, hoping that they would vote in favor of the proposal. The consultation reaches 293 voters including 172 voting for the dry plan while 121 were not in favor of prohibition. This majority of 51 votes were mainly due to the vote of the Anglophones; Francophones were overwhelmingly against the dry regime. Although scolded by prohibitionists, the hotel's owner at Howick-Station, Trefflé Hébert, contested the results of the vote before the Courts.



© Archiv-Histo

Wine Bottles  
end of the nineteenth century.

Be that as it may, a decision made in January 1905 by Judge Henri-Pierre Saint-Césaire broke the rules of prohibition legislation within the municipality. His arguments were numerous. It appeared that the notice announcing the vote should have been published in both languages, French and English, for at least four weeks and be displayed on four different sites. To be in order, the notice should also have contained a copy of the petition, the Regulation as well as the applicants' names, not to mention the place and time of voting. Moreover, it turned out that 45 voters were disqualified because they were not property owners in the municipality. Some of the voters were refused by the authorities present for the simple reason they had not paid their taxes, which did not constitute a sufficient reason in the eyes of Judge Saint-Pierre. On appeal, the Saint-Pierre judgment was confirmed in the summer of 1905 so that the Regulation on prohibition was no longer in force in the municipality.

On August 1<sup>st</sup> 1905, prohibitionist James McKell returned to raise the issue again and submitted a petition against the granting of licenses to serve alcohol in the jurisdiction covered by the municipality. However, hotel owners, Trefflé Hébert and Salomon Hébert, tried to renew their license at the same time, but the Council decided not to



consent to their request. Under a split vote between Francophones and Anglophones, Mayor James Bryson decided against the request. On the other hand, in December 1905, the Municipal Council authorized the operation of temperance hotels, in particular to innkeeper Jean-Baptiste Houle. The prohibitionists returned, to the forefront the following year, to prevent any sale of intoxicating liquors. Through a public consultation, voters approved the proposal 139 against 101. Once again, the Anglophones aligned themselves with the ban on selling alcohol while Francophones opposed it by a great majority.

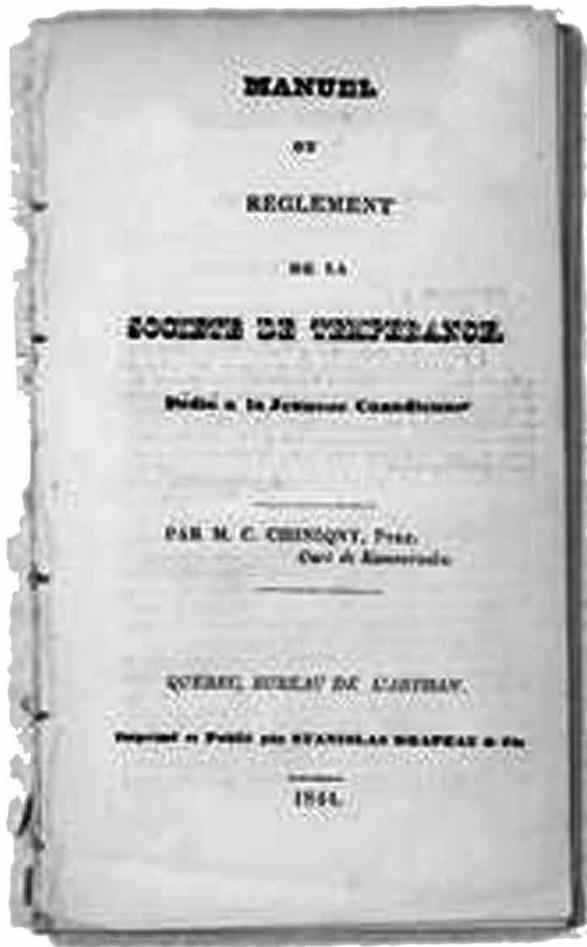
The only license granted in May 1906 was to a temperance hotel. Two years later, a new vote in the Council confirmed the continuation of the dry regime. However, in Ormstown, consumers could drink or purchase alcohol in the Saint-Pierre Village. In 1909, the establishment of The Standard Hotel Company, which acquired the hotel from Lefebvre and Mahon located in Howick-Station, demonstrated that the profitability of a temperance hotel was possible.

### The Howick Temperance Hall

Erected in 1889 by the Howick Council of Royal Templars, the building called Temperance Hall Howick supported abstinence from alcohol consumption. Known as the Royal Templars Hall, it established its location at 9, Colville Street<sup>29</sup>, adjacent to the Knox Presbyterian Church. This was, after all, a recreational place that did not allow alcohol in its meetings or celebrations. This hall has also served as a classroom on occasion, notably in January 1946, when fire destroyed part of the protestant model school. It also housed clinics for infants and clinics for blood collection during World War II. From 1925 to 1928, the Howick Congregation of the United Church of Canada was welcomed to use the hall until the new church was completed.

### The creation of the Municipality of the village of Howick

In the early twentieth century, a sense of independence has developed in the hearts of Howick residents. The idea of becoming independent at the municipal level was favored since the adoption of the regulation maintaining the prohibition in 1908, which divided the population. The villagers increasingly believed that their own government would better serve them. In fact, residents from the countryside and from the villages did not share the same interests. While one group was interested in the maintenance of roads and ditches, the latter wanted the sidewalks to be repaired, street lighting, etc. Furthermore, resi-



© Archiv-Histo — fac-simile



dents from the country wanted nothing more than to avoid the costs of public works or other innovations, which benefited the villagers. All things considered, Howick was not a rare case; the creation of a village municipality within the same parish community corresponded to what was happening in the same era within many other rural municipalities in Quebec.

At the meeting of Châteauguay County Council, on December 9<sup>th</sup> 1914, a petition by John Watson, Thomas Gebbie, Thomas T. Gebbie and several other taxpayers required the creation of a new detached municipality of Très-Saint-Sacrement, which would be named the village of Howick. The mayors of the county meeting in Sainte-Martine chose Thomas T. Gebbie, one of the signatories of the petition, to write a report as Special Superintendent. We might guess the conclusion. At the meeting of the creation of the village on January 19<sup>th</sup> 1915 at Hay's Hall, Thomas T. Gebbie took into consideration the views of everyone in relation to the founding of the new municipality. He finally agreed with the petitioners, including citizens Joseph Desgroseilliers, Joseph-H. Lefebvre, James A. Logan and Egbert G. Mahon. Furthermore, in the village of Howick there were 104 inhabited houses and 117 building lots. According to the requirements of the Municipal Code to create a municipality they had to be at least 48 inhabited houses. The village of Howick claimed nearly double counting the area of 60 acres between Baker and Mill streets, thus its residents were within their rights.

County Council decided in favour of the report of Superintendent Gebbie, on March 10<sup>th</sup> 1915. The mayor of Très-Saint-Sacrement, Mathias Parent, posed no problems regarding the creation of the new municipality, especially as maintenance the Howick Bridge became the responsibility of the village. The Municipality of Très-Saint-Sacrement, however, retained its jurisdiction in regard to the two bridges over the Châteauguay River. Both in Très-Saint-Sacrement and in Howick, a very large majority approved the founding of the Municipality of the village of Howick, on October 29<sup>th</sup> 1915. In their minds, the interests of the farming community were quite different from those of the village population, which would be better served by being under the control of two separate municipalities.

At the elections, Thomas T. Gebbie became the new mayor of the municipality of Howick, supported by council members James Logan, Egbert G. Mahon, Fortunat Marcil, Napoleon Parent, James C. Shanks and John Watson<sup>30</sup>. Then David R. Hay was hired as secretary-treasurer. The existence of two separate municipalities also required the sharing of assets and liabilities. In October 1916, Très-Saint-Sacrement paid the sum of \$228 to Howick for its share of municipal taxes. Despite their separation, both municipalities continued to charge the same assessment rates to their taxpayers, 55 cents on \$100 of assessment.



## The first decisions

Over the years, decisions were made in the village according to the ups and downs of daily life. On April 2<sup>nd</sup> 1917, one of the first steps of the newly created municipality was to ensure, security and tranquility for its citizens by prohibiting the use of fireworks and firearms within the limits of its jurisdiction.

Then the always-pressing issue of roads, including the state of the tarmac, rapidly appeared on the agenda, as the owners wished to have streets made with tar products as soon as possible. The municipal administration therefore requested assistance from the provincial government to pave the streets and make sidewalks out of concrete.

As of July 2<sup>nd</sup> 1918, concerned about protecting its environment, Howick would no longer tolerate the stench emanating from local slaughterhouses. The owners received a notice informing them that they could no longer keep carcasses of animals within the village, a policy which was to be applied the following August 1<sup>st</sup>. They were required to move their slaughterhouses without further ado. The owners expressed their dissatisfaction and demanded the postponement of the fateful date of April 1<sup>st</sup> 1919.

Initially, the municipal authority in Howick is embodied by the same elite councillors as those of Très-Saint-Sacrement. On December 4<sup>th</sup>

School transportation of the era, viewed from the English school.



© Linda Rose

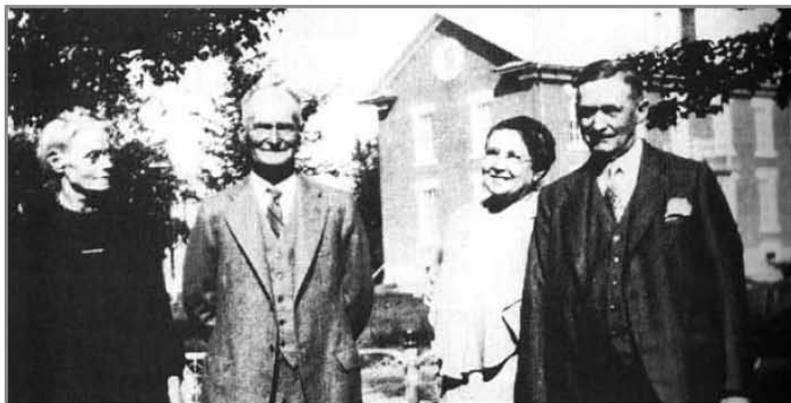


1922, David R. Hay announces his resignation as secretary-treasurer of the Municipality of Très-Saint-Sacrement, after 37 years of service. He continued his work until February 15<sup>th</sup> 1923, when Thomas T. Gebbie replaced him in the same function. The latter is then Mayor of the Municipality of Howick. He had previously been mayor of Très-Saint-Sacrement. In June 1923, the village mayor, Thomas Gebbie resigned to replace David R. Hay as secretary-treasurer in Howick.

### A word about John Watson...

Born in 1861 on the First Concession in North Georgetown, John Watson was a descendant of parents of Scottish origin. In 1891, he obtained his veterinary diploma from McGill University. After his graduation, he practiced his profession in Howick. Then he chose Mary Iles for his wife in 1894. His house and his office were situated at 57 Colville street. He was very famous for caring for animals, notably R.R. Ness' Ayrshire herd.

John Watson died in November of 1940, after having brilliantly served his clientele from Howick and the entire Châteauguay region<sup>31</sup>.



Mary and John Watson, with Ellen and Charles Potter, in front of 57 Colville Street, in 1928.

### Club Ayrshire Howick/Huntingdon

Only a few years after its founding in 1915, under the Presidency of James Bryson, the Howick/Huntingdon Ayrshire Club won the prize for Grand Champion cow and the Junior Champion in 1922. These cows imported from Scotland allow residents of Howick to raise quality livestock and to export animals to several countries. One of Howick's Ayrshire breeders, Cherry Bank Farms, won the highest classifications in North America, for the excellence of her herd of 28 cows. The Howick/Huntingdon local club is attributed the title of Scotland from America. The club still continues its activities after 100 years of existence.



© Archiv-Histo



## Ah prohibition how you hold onto us !

In the spring of 1922, the Council of Howick adopted a policy of prohibition on the sale of alcoholic liquors in the village. The council quickly realized that Très-Saint-Sacrement had adopted a law to that effect, which in principle was still in force. However, its validity was challenged since it was not adopted according to the rule book, a secret ballot being at the heart of this mess.

Furthermore, secretary-treasurer Hay had not advised the provincial government of the adoption of such a regulation. The Council had to once again consult the voters on the issue of prohibition. Without further details on the holding of the elections or not, we know that on April 6<sup>th</sup> 1925, the Council was not opposed to Victor Rolland's request to be able to obtain a license for the sale of beer in the village. Paradoxically, the same day, the Council received a petition from Dr. James C. Shanks with nine signatories from the Howick Royal Templars of Temperance Council, a group advocating alcohol abstinence. On December 6<sup>th</sup> 1926, Dr. Shanks raised the topic again by requesting a public consultation on the sale of alcohol within the municipality. Despite opposition from supporters of prohibition, Arthur Cardinal obtained on May 5<sup>th</sup> 1930 a license to sell beer and wine, also J.-E. Legault on July 7<sup>th</sup> of that same year.



© Jean-Claude Hervieux

The Hotel Central located at 27 Lambton Street.



## **The protection of public health**

At the beginning of the twentieth century, the Quebec government encouraged municipalities to take measures to ensure good health conditions within their jurisdiction. As officer of health for the municipality, Dr. James C. Shanks, in practice since May 5<sup>th</sup> 1924, was concerned with municipal regulations in regards to the prevention of disease. Escalating in the early 1920s, tuberculosis was an increasingly devastating affliction. On September 8<sup>th</sup> 1924, the health officer worked with dairy farmers, including those providing the village with milk, so they submitted their cows for tuberculosis testing. Milk infected with tuberculosis from an infected cow could spread this disease well beyond the municipality. It was clear that the municipal authorities did not take lightly the consequences that could result from this epidemic. It risked the spread of this disease to Montreal, endangering a large part of the population if its inspectors failed to intercept the contaminated milk on time. On the other hand, the law did not mandate the pasteurization of milk until 1926, despite the fact that the process was known since the beginning of the century<sup>32</sup>.

## **The establishment of a fire department**

To be able to intervene more effectively in the event of a disaster, the Municipality of Howick, during the tenure of Mayor Charles Jodoin, acquired, on September 8<sup>th</sup> 1924, from the firm Tremblay Fire Engine Co, a fire truck for \$6,232.50! This truck was to be equipped with wheels for the summer and skis for the winter. But Howick would not pay the bill alone. Howick received a grant of \$ 5,250 from the provincial government to make the acquisition. The new truck had to be stored in a proper garage. It was decided that land belonging to Alexandre Desgroseilliers be used for the construction of the fire station. On January 12<sup>th</sup> 1925, the Council appoints J. S. Rorison to look after the fire station and the equipment. From February 2<sup>nd</sup> 1925, Roy Carson, who assumed the same responsibilities, replaced him. In the mid 1920s, a real fire department was about to be established in the municipality.

To assure protection against fires, the Municipality of Howick had a fire pump of 400 gallons per minute, almost 1,000 feet of 2 ½ inch hose and a trailer to transport 600 feet of another type of hose and finally rubber boots and coats in sufficient quantities to dress 12 men. In September 1925, the Municipality of Très-Saint-Sacrement agreed to compensation for the use of the pump in the parish by providing the village municipality a flat fee of \$25 per fire. As of the following January, a fire requiring the intervention of firefighters to Très-Saint-Sacrement<sup>33</sup> justified the merits of this inter-municipal agreement.

## The construction of Honoré-Mercier Bridge

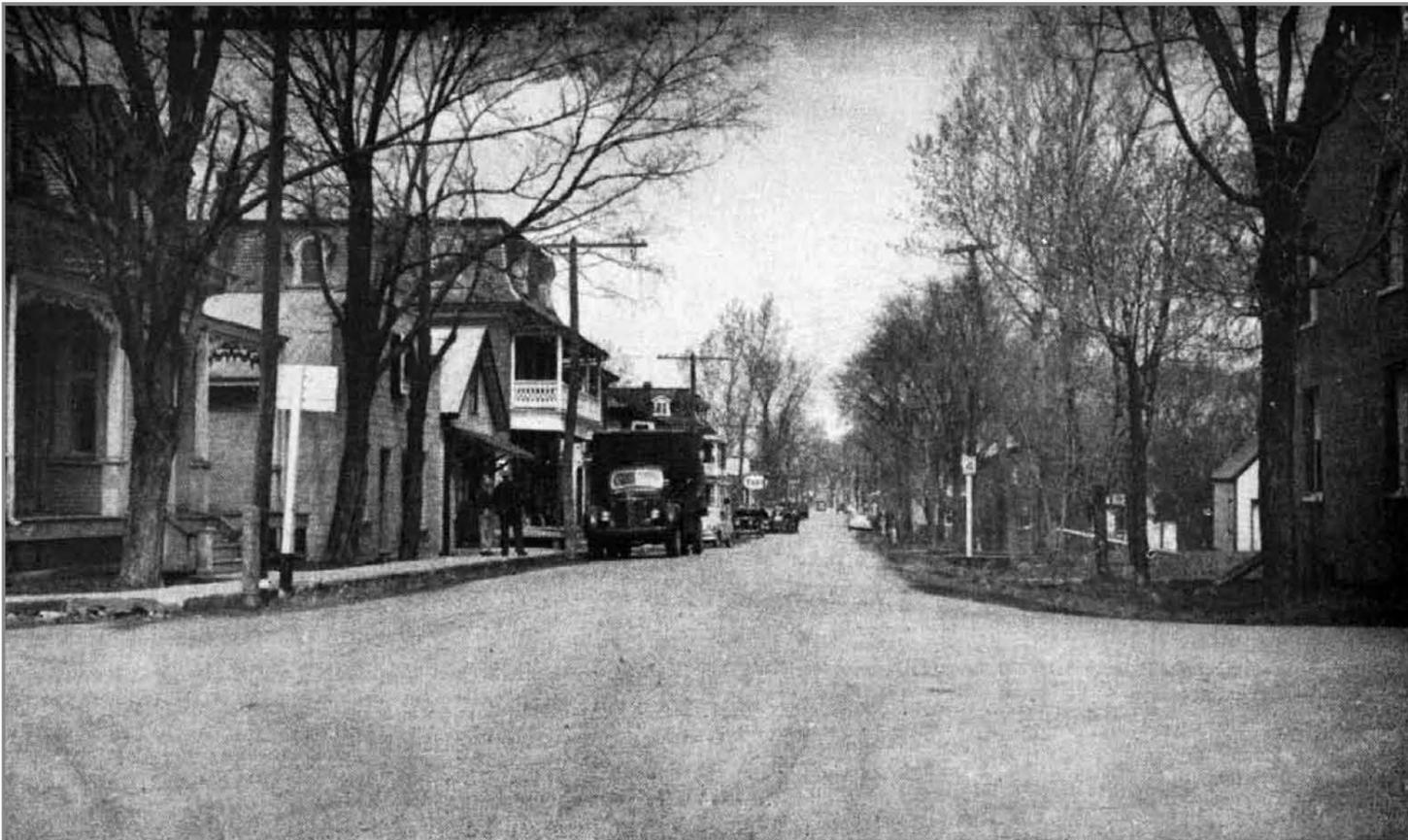
In 1928, the Quebec government of Louis-Alexandre Taschereau announced the construction of a bridge linking the island of Montreal to the South Shore. To this end, the government created the

Lake St-Louis Bridge Corporation, which obtained the mandate to oversee the construction, administration and maintenance of the bridge between Kahnawake and LaSalle. On April 10<sup>th</sup> 1928, Howick Council, under the leadership of Mayor Oscar Houle, was solicited to be part of a committee attending a meeting on the construction of the *Caughnawaga* Bridge. The meeting would take place in Sainte-Martine. From 1932 to 1934, the work of building the bridge proceeded successfully. It honored the memory of Honoré Mercier, Premier of Quebec from 1887 to 1891 and that of his son of the same name, MP for Châteauguay<sup>34</sup>.



Honoré-Mercier Bridge.

© Archiv-Histo



Lambton street of Howick.

© Roma Myre



## Under the influence of the economic crisis of 1929

In the late 1920s, the people of Howick were unaware of the impending global economic crisis. Daily life proceeded with tranquility in this rural community, which went about its routine business. However, the Council was concerned that some taxpayers would delay their tax payments or be unable to pay due to insufficient financial resources. It appeared that this problem affected few taxpayers and owners of the municipality.

With the emergence of the crisis, however, the issue of poverty threatened many people, so that in January 1933, the municipal council restricted the ability to beg from the local population. By means of regulations, it was required that any beggar who wished to ask for charity within the municipality, was first required to obtain a permit signed by the mayor. In the event of non-compliance with this requirement, any individual engaged in begging would be punished by imprisonment.

## The emergence of World War II

While continuing to attend to the tasks that control the local scene, the Municipality of Howick was asked to rule on national, as well as international, political issues. While still a largely rural society in the late 1930s, Howick had a window on the world. World War II shook the entire planet. In January 1942, the government of Mackenzie King announced the holding of a referendum so that all Canadians might vote to allow the federal government to revoke its promise not to establish conscription for overseas service. However, opposition to the imposition of men to do military service was organized in the country. The population of Howick was requested on March 2<sup>nd</sup> 1942 to provide support for the military effort. Led by Mayor W. Watson, the municipal council invested \$500 in the purchase of Victory Bonds to fund Canada's participation in the war that was raging in Europe. At the same time, the Municipality of Très-Saint-Sacrement agreed to acquire \$1,500 in Victory Bonds.

After the war, other more local concerns awaited the municipal council of the village of Howick, such as the project to build a town hall with space for the fire station.



© Marie-Andrée Sévan

Ceremony of the armistice at the cenotaph of the Village of Howick, near the bridge at the English River. Standing to the right is Mr. Stonehouse in November 1962.

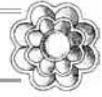


## The purchase of the École Modèle

On March 17<sup>th</sup> 1958, an opportunity aroused the interest of the members of the village council of Howick, particularly that of Mayor William Brown. The Catholic School Board of Très-Saint-Sacrement asked the Council to make an offer for the purchase of the École Modèle. After several discussions among the council members, and an inspection of the building carried out on March 15<sup>th</sup>, all agreed to recommend the purchase as long as the price remained reasonable and renovation costs were not excessive. The Council decided to make an offer of \$12,000 for the land and the building. But during the council meeting held March 20<sup>th</sup> 1958, Mayor Brown shared some news about the site on which the school is situated, that its use would revert to the Fabrique of Howick as soon as the location was no longer used for schooling purposes<sup>35</sup>. Surprisingly, the Commissioners of the Très-Saint-Sacrement school board were unaware that this site was the property of the Fabrique. Despite the fact that negotiations had begun on this subject among the commissioners, Father Crête and the parish council of the Fabrique, no agreement would be reached because the offer of \$12,000 from the Municipality of Howick would ultimately be considered insufficient in the eyes of Commissioners. The project of purchasing the school was put on indefinite hold.

The Model School became the Community Centre, formerly the property of the Catholic School Board.





## Wilfred Watson...

Born in 1900 at 57 Colville Street, Wilfred Watson became an officer in the veterinary section of the British Army during the First World War. He was trained at the University of Toronto as a veterinarian. In 1932, he wed Jean Whillans, daughter of Pastor Dr. George Whillans and Jeannie McKenzie. Wilfred Watson practiced his profession in the Chateauguay Valley and from time to time in the state of New York. Among his clients were the Trappists from the Monastery of Oka. During his life, he also dedicated himself to the Town Hall throughout the 1940s<sup>36</sup>. He died in 1994, without having ceased his care for and his interest in animals.



© Yannick Watson

Wilfred Watson.

## The construction of a city hall and a post office

The need to build a city hall was at the forefront in the late 1950s. In the council's mind, the new building must also accommodate the Post Office so that the taxpayers of the municipality could benefit from these two public services. To enable its implementation, a committee was mandated to study the issue from all angles. On December 2<sup>nd</sup> 1957, Mayor William Brown, who also presented the building plan, unveiled the results of this study. The main recommendation of the Committee was set at \$2.75 per square foot the amount claimed by federal authorities for the local post office whose installation was expected in the new building. This offer was however dismissed on March 3<sup>rd</sup> 1958, despite negotiations between the municipality and the postmaster, William Hamilton. Canadian Post's management allocated to municipalities an average between only \$1.90 and \$2.25 per square foot for this type of building.

On March 10<sup>th</sup> 1958, during an extraordinary meeting chaired by Mayor William Brown, members of Council discussed two proposed plans by the architect Camille Lusignan. The first favored a double entry for the fire truck in both back and the front of the building; the second was with the garage at the front of the building. According to the architect, the costs would reach \$5.50 to \$8 per square foot for a total space of 2,121 square



© Archiv-Histo - 2015

Howick's Town hall, built in 1958.



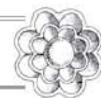
feet. The discussions in the council went on and on. One elected official, councilor Reddick, noted that the construction project would be viable if it included a basement to the building. The Council then asked the architect to reassess the project by integrating the recommendation of the councilor. At a special meeting held March 17<sup>th</sup> 1958, the architect Lusignan presented a new plan for the building, including a basement providing space for the fire truck and an access ramp. The Council showed its full satisfaction with the project. According to Camille Lusignan, it would cost \$ 20,000 for the construction of the building. Before developing the final plans, Mayor Brown carried out the necessary steps to obtain the approval of the Department of public works in Montreal. The Council voted to issue bonds of around \$25,000. The referendum held on the issue on May 13<sup>th</sup> 1958 gave an unequivocal mandate to the Municipality; 71 citizens voted for the project with only a single opponent.

The firm Beauvais and Lusignan was entrusted with the project. Then, on July 8<sup>th</sup> 1958, the construction contract awarded to Gaétan Sauvé increased to \$24,687.92. Howick would not only have a new town hall, but the Municipality of Très-Saint-Sacrement would share the same premises.

The post office located in the same building as the city hall.



© Archiv-Histo - 2015



## Chapter III

# The Municipality of the village of Howick, in the era of modernization

**B**eginning in 1960, Howick entered the modern era. With the advent of the Quiet Revolution, massive changes were ahead for Quebec that also affected the municipal scene. Despite all the discussions that were brewing on the political scene, Howick maintained the characteristics of a small quiet town in the Monteregie where being Canadian remained very strong in the hearts of many citizens. More concerned about the local reality, the municipality benefited from its political and administrative autonomy to ensure community safety and quality of life. It is therefore necessary to follow these developments, particularly with respect to the fire department, the protection of agricultural land; as well as family and administrative policies.



Bluebird Restaurant, in 1958.



## The fire department in constant evolution

In the early 1960s, the problems of fire protection were an ongoing concern for the Municipality of the village of Howick. Maintaining close ties with the Municipality of Très-Saint-Sacrement, Howick placed its Fire Department at the disposal of Très-Saint-Sacrement, in case of an emergency. However, the Très-Saint-Sacrement council received a request from the Municipality of Howick asking for a contribution to the service, instead of payment, per call, by the fire brigade. The cost of the service amounted to \$1,049 in 1959. For the following year, the budgetary projections estimated the service would increase to \$2,548, mainly because of the Fire Chief's stipend. The fees charged to the Municipality of Très-Saint-Sacrement in the new budget totaled \$2 a day. But the Council of Très-Saint-Sacrement wished to continue with the contribution of \$75 per intervention, plus a dollar per hour for the firefighters' salary. The Council was prepared to accept the proposal of the payment of \$2 provided the Municipality of Howick accepts having a water tank on the trailer for the hoses. The latter rejected the status quo; as the \$75 fee dated to 1930 and no longer corresponded to the current reality. In comparison, the municipalities of Ormstown and Sainte-Martine paid a base price of \$150 plus \$150 per hour, for each additional hour. Therefore on August 1<sup>st</sup> 1961, the Municipality of Howick proposed taking a drastic step; to no longer answer calls coming from Très-Saint-Sacrement, if the municipality continued to persist in its lack of willingness to increase contributions. In mid-August, Très-Saint-Sacrement offered a rate of \$1.50 per day, which Howick accepted retroactively to January 1<sup>st</sup> of the same year.

With this agreement, the two municipalities set up a joint committee to oversee the reorganization of the Fire Department. Moreover, a small fire at Howick High School confirmed the need to purchase a fire truck as quickly as possible. In May 1962, Howick acquired a Chevrolet pump truck from Lafrance Fire Engine Company to be delivered in April 1963. The following July, thirteen men participated in hands-on exercises to familiarize themselves with the operation of the truck in order to effectively combat any fires. According to several citizens, municipal authorities of the village would be justified to dispose of the old fire pump in order to procure a portable one. A sale price \$1,500. was asked, but the Fire Department could not find a buyer.

The history of Howick continued to mix with that of Très-Saint-Sacrement. In March 1966, Très-Saint-Sacrement councilor, Donald Templeton, wanted the parish to acquire a truck equipped with a water reservoir to fight fires where water was not accessible. In May, during the mandate of Mayor Lucien Billette, a 1963 GMC tanker truck was purchased and arrived from Berthierville. Howick then handed over the portable pump, six lengths of hose and a fire extinguisher to be



installed on the tanker truck acquired by Très-Saint-Sacrement. But the Fire Department Service assumed by Howick caused a problem. Faced with unaffordable costs, the two municipalities developed a new joint agreement. After several discussions, the agreement in principle was reached in July 1967. Très-Saint-Sacrement remained the owner of the tanker, but committed to ensure a portion of the Fire Chief's salary by giving \$1,000 to Howick. Whereas the water supply network remained the responsibility of the village, the two municipalities shared the cost of maintenance, repair, and acquisition of equipment and other expenses.

Tragedy was to change the course of history for the fire department. During a winter night in 1968, a tragic fire consumed a family home close to the village of Howick. In spite of heroic attempts, there were only three survivors of that horrible night. Howick fire chief, Hermas



© Roma Myre

The members of City Council of Howick from 1965-1967.  
William Brown, Secretary-Treasurer, William Baillie (2), Jean-Philippe Brault (5), Councilors, Clarence Kerr (4), Mayor, Antoine Meunier (7), Hermas Demers (6) and K. Glover (3), Councilors.



Patenaude, with his 21 firefighters battled bitter cold and wind using the tanker truck to its full capacity. Men and a tanker from Ste-Martine joined Howick. In spite of all efforts the house was reduced to ashes.

The tragedy raised awareness of the fact that the modestly equipped municipal fire departments in the region could not deal with an emergency of such magnitude. It served to encourage local authorities in their efforts to improve the fire department's staff and equipment. For improved efficiency, the creation of the Southwestern Quebec Fire Mutual Aid Association was advocated. The organization offered a mutual response agreement to fight fires. On July 25<sup>th</sup> 1968, a meeting was held in Howick to lay the foundations for this agreement which would be approved by the Fire Commissioner and signed by eight municipalities: Franklin, Hinchinbrooke, Howick, Huntingdon, Ormstown, Saint-Anicet, Saint-Chrysostome and Saint-Louis-de-Gonzague. The pooling of services would in future ensure that there would be an unparalleled intervention force available with ability to cope with emergency situations.

On May 20<sup>th</sup> 1969, the municipalities of Howick and Très-Saint-Sacrement made the decision to merge their fire departments. Regulation No. 73-2 confirmed the agreement dated September 10<sup>th</sup> 1973. On April 8<sup>th</sup> 1974, two proposals were reviewed for a fire station. At that council meeting chaired by Mayor Antoine Meunier, the purchase of Mr. Allister Rorison's garage was rejected in favor of the construction of a new fire station. Since June 1969, Howick had rented Très-Saint-Sacrement Councillor Rorison's garage to house Fire Department equipment. The perspective of Council members was to simply build a fire station to the standards of the Director General of Fire Prevention in order to benefit from a Quebec government grant. Also, Howick was planning to build a fire station with a firemen's hall at a cost of \$93,100 while Très-Saint-Sacrement favored a fire station with a firemen's hall and administrative offices at an estimated cost of \$120,000. Should the latter option be chosen; Très-Saint-Sacrement agreed to pay the difference in costs. The preliminary study was entrusted to the engineering firm Lalonde-Girouard-Letendre and associates. Then, on May 6<sup>th</sup> 1974, architect A. Beaudoin submitted the plans to the Ministry of Municipal Affairs. On July 8<sup>th</sup> 1974, Quebec Minister Victor Goldbloom agreed to pay a grant of 75% of the building cost. The federal government would cover 100% of the costs of labor if the work was done in December. On March 3<sup>rd</sup> 1975, the draft for the new fire station was abandoned because costs were deemed prohibitive for the community; the only bid submitted to the council totaled \$230,000. The two municipalities had no alternative but to return to their starting point and agree to the purchase of Allister Rorison's garage. It was planned to transform the garage into a fire station according to a draft prepared by Maurice Primeau, contractor. The opening of the new fire station took place on November 20<sup>th</sup> 1975.



That year, a communication system among the eight fire stations was established through the initiative of the Southwestern Quebec Mutual Aid Fire Association. At Howick, each vehicle was now equipped with a radio, the repeater station installed on Covey Hill provided improved communication.

In 1985, Mayor Roma Myre believed that a review of the initial agreement allocation of costs, for the use of services between the two municipalities, was necessary. The sharing of the costs would increase from 50-50 to two thirds and one third respectively, for Très-Saint-Sacrement and Howick and would conform more closely with the use of services by each municipality. The new agreement came into force in October 1985. In order to provide the fire trucks with a better supply of water during a fire, Très-Saint-Sacrement dug an artesian well at the fire station in December 1988; and installing a tank with a 25,000 gallons capacity of water, in spring 1989. The entire project was fully financed by Très-Saint-Sacrement.

To further serve their fellow citizens with regards to fire, Howick and Très-Saint-Sacrement continued to maintain close ties with the surrounding municipalities. On October 3<sup>rd</sup> 1994, they signed an agreement for a mutual aid plan, in which Saint-Paul-de-Châteauguay



© Roma Myre

The members of City Council of Howick from 1984-1986.

Merrill Morrison, Réjean Soucisse, Robert Tennant, Councilors, Gérard Primeau, Secretary-Treasurer, Roma Myre, Mayor, Denis Barbeau, Sharon Fletcher and Arthur Tellier.



and Sainte-Martine joined. On January 10<sup>th</sup> 2000, a new agreement was reached between Howick and Très-Saint-Sacrement for a four-year term. This agreement was to be automatically renewed each year unless there was an objection from one of the two municipalities.

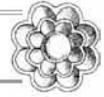


© Jean-Denis Billeste

The current team for fire protection.

### Major disaster in Brysonville

The Howick Fire Department was dispatched to the scene of a very serious fire on November 4<sup>th</sup> 1989. A tanker carrying about 9 000 gallons of fuel oil was on its way to Huntingdon on Route 138 when it collided with a Canadian National train to Brysonville. The truck caught fire in such a way that black smoke alerted the population in the area. About ten residences had to be evacuated. Related to the tragedy was the fact that 15 of the 70 train cars derailed, each contained toxic or flammable products such as propane, chlorine and commercial alcohol. Fortunately, none of the cars had been pierced. To avoid the worst, the many firefighters called to the scene sprayed the cars with water to cool them off. The on-site team had eight pump trucks and fourteen fire trucks, plus the benefits of seven emergency units at the scene from the State of New York. Truck driver Richard Dépatie, from Saint-Basile-le-Grand, died as a result of the accident.



## Deputy Liberal Ian Watson

Born on April 10<sup>th</sup> 1934 in Howick, Ian is the son of Wilfred Watson and Jean Whillans. Trained in law at Bishop and McGill Universities, he practiced as a lawyer from 1959 to 1963. He was elected to Chateauguy-Huntingdon-Laprairie in 1963, a riding that he kept until 1968. Then he became the Deputy of Laprairie from 1968 to 1979 and of Chateauguy from 1979 to 1984. He was defeated at the hands of Progressive Conservative Ricardo Lopez in 1984. Throughout his career, Liberal Deputy Watson worked in the governments of Lester B. Pearson and Pierre Elliott Trudeau. He was named Parliamentary Secretary to the Minister of National Revenue in 1972, and to the Ministry of State for Urban Affairs from 1972 to 1973 and again in 1974<sup>37</sup>.



© Yannie Watson

Ian Watson.

## The closure of the Canadian National station (CN)

Howick was located on the line of the CN railroad. On September 7<sup>th</sup> 1965, the local council learned that the CN would close the Howick station without elaborating on the target date. The company suggested that patronage had declined by nearly 30% in recent years. Not wanting to be deprived of this service, the Council requested that MP, Ian Watson, intervene on behalf of Howick with the company. On October 3<sup>rd</sup> 1966, events were clarified. With supporting documents, CN demonstrated that the closure of Howick station was inevitable. On the following December 5<sup>th</sup>, Howick submitted other representations to the company,



© Serge Fournier

The Station Master, Henri Fournier, with his spouse.



© Serge Fournier

Canadian National station in Howick.



© Jean-Claude Desgroseilliers

The Station Master, Henri Fournier.



© Archiv-Histo - 2015

The former site of the Canadian National station in Howick, actually a building of the municipal roads.

but the visit of the Railway Commissioner and representatives of CN confirmed the poor condition of the Howick station. On July 4<sup>th</sup> 1968, the Council resigned itself to accept the demolition of the station. Is there a slim hope that a day will come for it to be renovated? That is what CN maintained, promising that the station should be replaced or at least repaired, in the near future.

### **Expansion of the post office**

In the winter of 1968, Canada Post proposed an expansion of the post office to the Municipality of Howick, led by Mayor Antoine Meunier. On May 5<sup>th</sup> 1969, plans for the building's transformation were approved. A ten-year lease renewable for five years was proposed by the Council and endorsed by the Department of Public Works Canada. On December 1<sup>st</sup> 1969, Canada Post confirmed the expansion of the building housing the post office, entrusting the work project to Arthur Tellier at the cost of \$7,230 USD.

### **The Protection of Agricultural Land Act**

The election of the Parti Québécois, November 15<sup>th</sup> 1976, transformed the provincial political scene. Quebec government interventions, which would prove decisive for the evolution of Quebec, also caused an impact on the municipal scene. Rural municipalities learned that a new law would protect the future of Quebec farmland. Bill 90 on the Protection of Agricultural Land, sanctioned on December 22<sup>nd</sup> 1978, by the National Assembly of Quebec, created the Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ) under the jurisdiction of the Minister of Agriculture. This law was primarily intended to counter the use of agricultural land for residential development. To this end, the preparation of preliminary plans would designate agricultural areas across the province. Once in place, only a few lots of land may be rezoned.



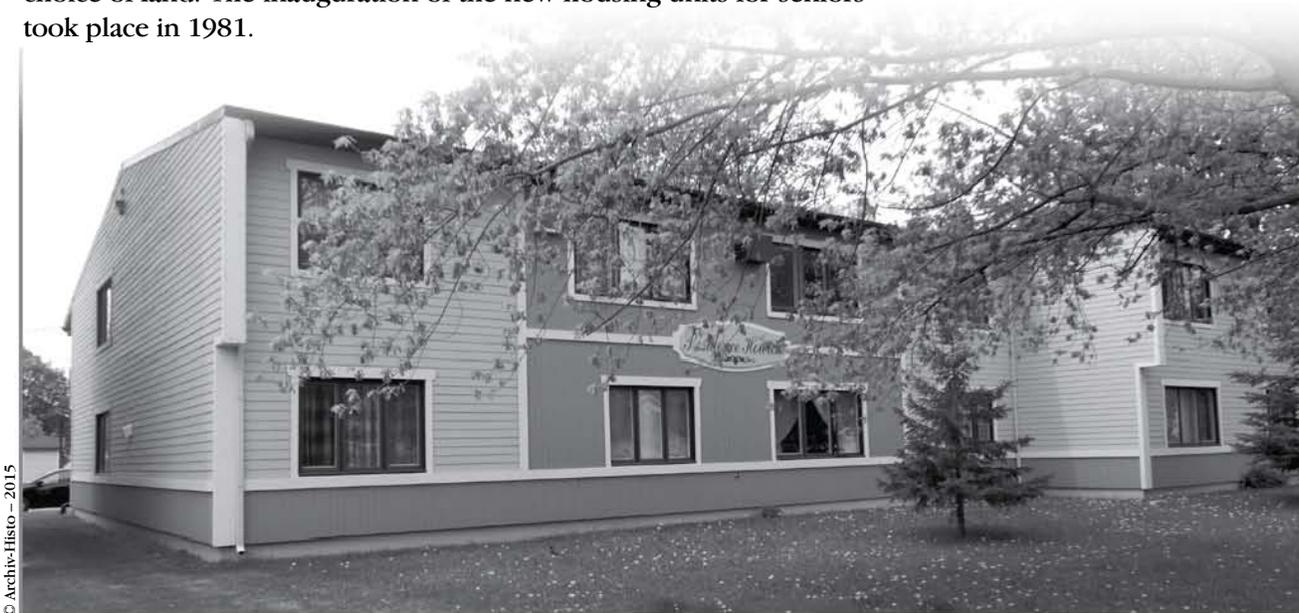
On February 5<sup>th</sup> 1979, the measures provided by Bill 90 on protection of agricultural land affected the boundaries of Howick. Citizens submitted their requests for exemptions from the CPTAQ. A portion of the territory of the Municipality of the Parish of Très-Saint-Sacrement, corresponding to lot 490 belonging to the parish of Saint-Malachie, was to be detached and attached to the village of Howick. This area would be reserved for housing, under an agreement signed on March 4<sup>th</sup> 1980.

According to the terms of the agreement, the designated area would be excluded from the green zone. However, on June 2<sup>nd</sup> 1980, after verifications, it appeared that lot 490 was a part of the green area of the Municipality of Très-Saint-Sacrement in spite of the agreement between Howick and the CPTAQ. Howick therefore asked Très-Saint-Sacrement to clarify the situation and to make necessary representations, so the corrections could be made to recognize the area as residential.

## HLM in the village of Howick

In 1978, the Fabrique of the Catholic parish of Howick and the Moisson School Board clashed over ownership of the old model school, which would ultimately be acquired by the Howick EM group to use for community purposes. However, during the same period, the Quebec Housing Corporation acquired the schoolyard with the intention of building low-income housing. It was for the Howick Municipal Housing Office, established in 1978, to manage this type of social housing. On May 7<sup>th</sup> 1979, the Quebec Housing Corporation accepted the request of the municipality whose intention it was to build nine housing units on land situated on Colville Street in the village of Howick, belonging to the trustees of the Catholic school municipality of Très-Saint-Sacrement. Council approved at once this construction program as well as the choice of land. The inauguration of the new housing units for seniors took place in 1981.

The Howick retirement house.





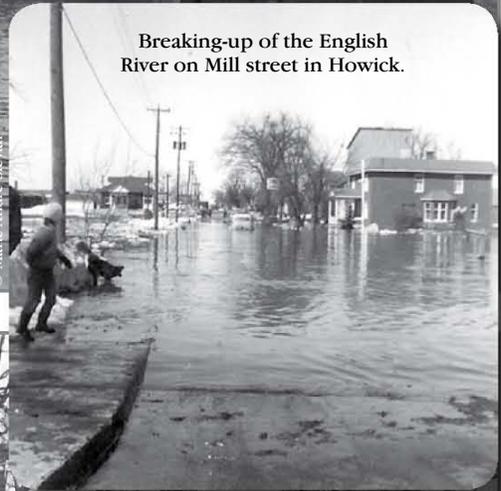
# Flood of Sunday, March 29<sup>th</sup> 1998



© Guy Faubert

© Marie-Aude St. Jean

Aux Pierro's restaurant.



Breaking-up of the English River on Mill street in Howick.



© Guy Faubert

Mill, Lambton and Colville Streets.



© Jean-Claude Hervieux



The La Lanterne located at 27 Lambton street.

© Guy Faubert



An old house (mill) victim of the flood on Mill street in spring of 1998.



## Political issues still under scrutiny

### - The language debate

On March 5<sup>th</sup> 1979, during the mandate of Mayor Norman Fletcher, the Council of Howick was made aware of the different elements of the francisation program of the Quebec government concerning local government. It did not share the analysis or program elements. According to the Council members, the existence of two official languages in Canada and the allegiance of the province of Quebec to this country, made it inappropriate for them to adopt the French language policy as proposed by the provincial government. Loyalty to Canada challenged loyalty to the Province of Quebec.

In autumn 1982 “*L’Office de la langue française*” pushed the municipal authorities of Howick to accelerate francisation particularly in regards to signage. It recommended the correction of the name on the billboard at the entrance to the village, the inscription on the fire truck, the outdoor advertising at the Town Hall and of the fire station. “*L’Office de la langue française*” finally reminded the Council that



© Linda Rose

Beaudin's General Store.

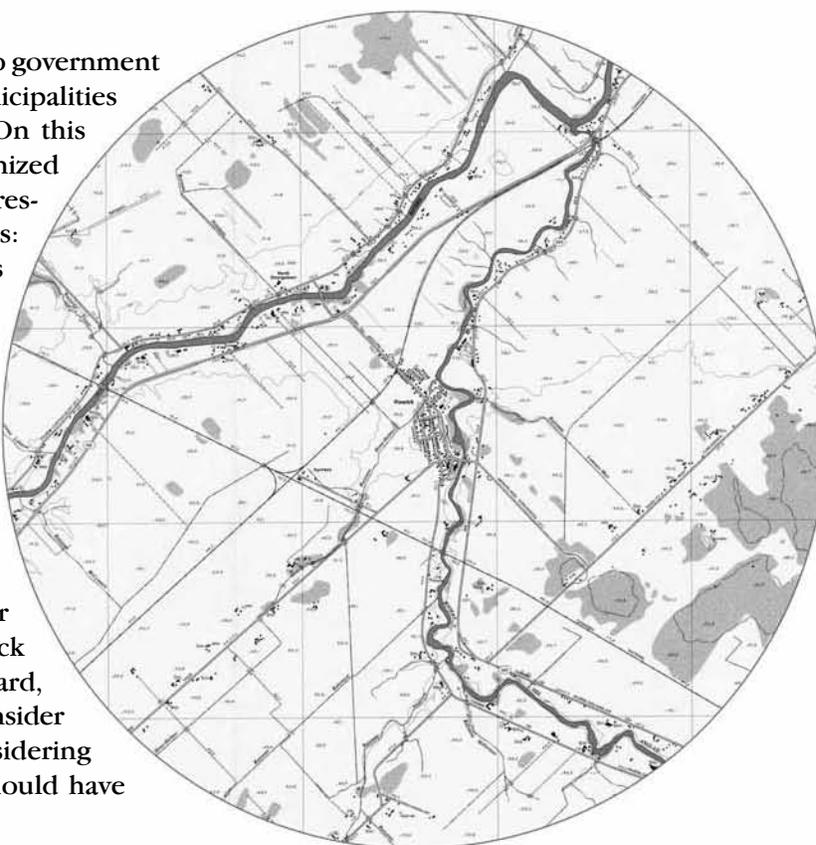


the deadlines had already passed long before. The council retorted that the village of Howick was composed of 50% Francophones, 50% Anglophones and that the posting of both languages does not cause prejudice. The council asked “*L’Office de la langue française*” to defer the recommendations in order to “maintain harmony between the two ethnic groups of this community.” In addition, the billboard at the entrance of the village belonged to the 4-H Club, an independent, private organization<sup>38</sup>.

On February 6<sup>th</sup> 1984, the Municipality finally conformed to the notices from the “*Office de la langue française*” regarding the fire truck and fire station, on which the name Howick would be retained with the appropriate symbols. As for the signs indicating street names, they would be modified to meet the requirements of the law.

### - Bill 38

On August 1<sup>st</sup> 1983, Bill 38 relating to government involvement in the financing of municipalities raised questions for the Council. On this highly political issue, prefects recognized the principle of the bill was to be respected by all the government levels: federal, provincial and municipal, as to sharing of power, designated by the Constitution Act of 1982. They were, however, of the belief that the Minister of Municipal Affairs took upon himself, by said law, powers that are purely discretionary, arbitrary and discriminatory. Thus, the municipalities were held hostage in the federal-provincial disputes. During the mandate of Mayor Roma Myre, the Council of Howick asked the Honourable Jacques Léonard, Minister of Municipal Affairs, to reconsider Bill 38 or even to withdraw it, considering it went against prerogatives that should have been reserved for municipal power.



Topographic map of Howick.

### - Canadian Space Agency

Suffering the sometimes-direct effect, sometimes-indirect effect of provincial or federal politics, the Municipality of Howick was regularly invited to comment on current topics. On April 3<sup>rd</sup> 1989, the Government of Canada announced the upcoming implementation of the Canadian Space Agency in Montreal. Regarding this political

Ministère de l'Énergie et des Ressources – Service de la cartographie 1983.

issue, the Municipality of Howick supported the approach taken by the Montérégie Development Corporation for the establishment of this agency in the region, or more precisely, within the area of Saint-Hubert airport. Located in the region as of December 1990, it held a status equivalent to that of a department of the federal government, but fell under the Ministry of Industry. The President of the Agency, who had a status corresponding to that of deputy minister, assumed different responsibilities: space programs, space technology, space science, etc. All the Montérégie, including the Municipality of Howick, can therefore be proud of the presence of the federal agency in the region.

#### - For a better division of taxes

At the end of 1990, the Minister of Municipal Affairs, Claude Ryan, wanted to redefine the division between the Quebec government and the municipalities. The budgetary problems of the province encouraged the government to ask municipalities to contribute more toward the financing of the Quebec Provincial Police (QPP), at a rate of ten cents for every hundred dollars of assessment. Also, in April 1993, the Quebec government wanted to burden the municipalities with road maintenance. However, the municipalities of Très-Saint-Sacrement and Howick, were not in favor of this policy and sent the local taxpayers their new tax notices with the mention "tax charged as per the Ryan reform, this being ten cents for each \$100 assessment".



Claude Ryan,  
January 26<sup>th</sup> 1925 – February 9<sup>th</sup> 2004.

In May 1991, the Quebec government began to impose upon the municipalities, under the guise of transfer of responsibilities, the role of provincial tax collector. The reaction was immediate; the municipal world was totally against this measure. *L'Union des municipalités rurales de comté et des municipalités locales du Québec (UMRCQ)* joined other municipalities in order to declare the legislation unconstitutional forcing them to contribute financially to the QPP's services. On July 6<sup>th</sup> 1992, the Council headed by Arthur Tellier informed Minister Claude Ryan that the municipality's payment of the required contribution for QPP services did not mean acceptance of the transfer bill unilaterally decreed by the Quebec government. Immediately, Howick supported the work already undertaken by the UMRCQ and several other municipalities in Superior Court declaring that the provisions of Bill 145 concerning public safety were unconstitutional. However, none of the complainants would be successful with the government of Quebec.

Relations between Quebec and the municipalities entered another stage in 1994 with the change of government. On July 2<sup>nd</sup> 1996, the



Minister Robert Perreault announced increased annual costs of \$30 million for the municipalities' use of the QPP services. In a context where the government obliged municipalities with fewer than 5,000 inhabitants to be served by the QPP, they were deprived of the freedom to choose their own police force. According to Council members, costs of \$200 million provided by the provincial government proved, to be unrealistic, even exaggerated. Therefore they opposed the transfer of the costs and decided against this police organization, while demanding greater autonomy for the municipal level in this area.

### **The municipality, concerned about the environment**

In 1979, the Municipality of Howick had to deal with a difficult situation following the receipt of a formal notice from the Services de protection de l'environnement du Québec (SPE). The Council was required to proceed immediately with the closure and dismantling of the municipal dump located on lots P430 to P440 of the official land registry of Saint-Jean-Chrysostome parish. In this context, the SPE took steps to finalize the selection of a site to serve as a dump, then to arrange for burial of solid waste with the neighboring municipalities. The goal was to find a place that would not cause too high a cost for the taxpayers.

On May 7<sup>th</sup> 1979, the Council of Howick was forced to ask SPE for a delay to solve the problem of dismantling the dump. Taking into account the new regulation concerning the closure of dumps, the neighbouring municipalities of Très-Saint-Sacrement, the village of Ormstown and the parish of Saint-Malachie-d'Ormstown were approached, to find a suitable site and organize joint dumping grounds for solid waste at a reasonable cost.

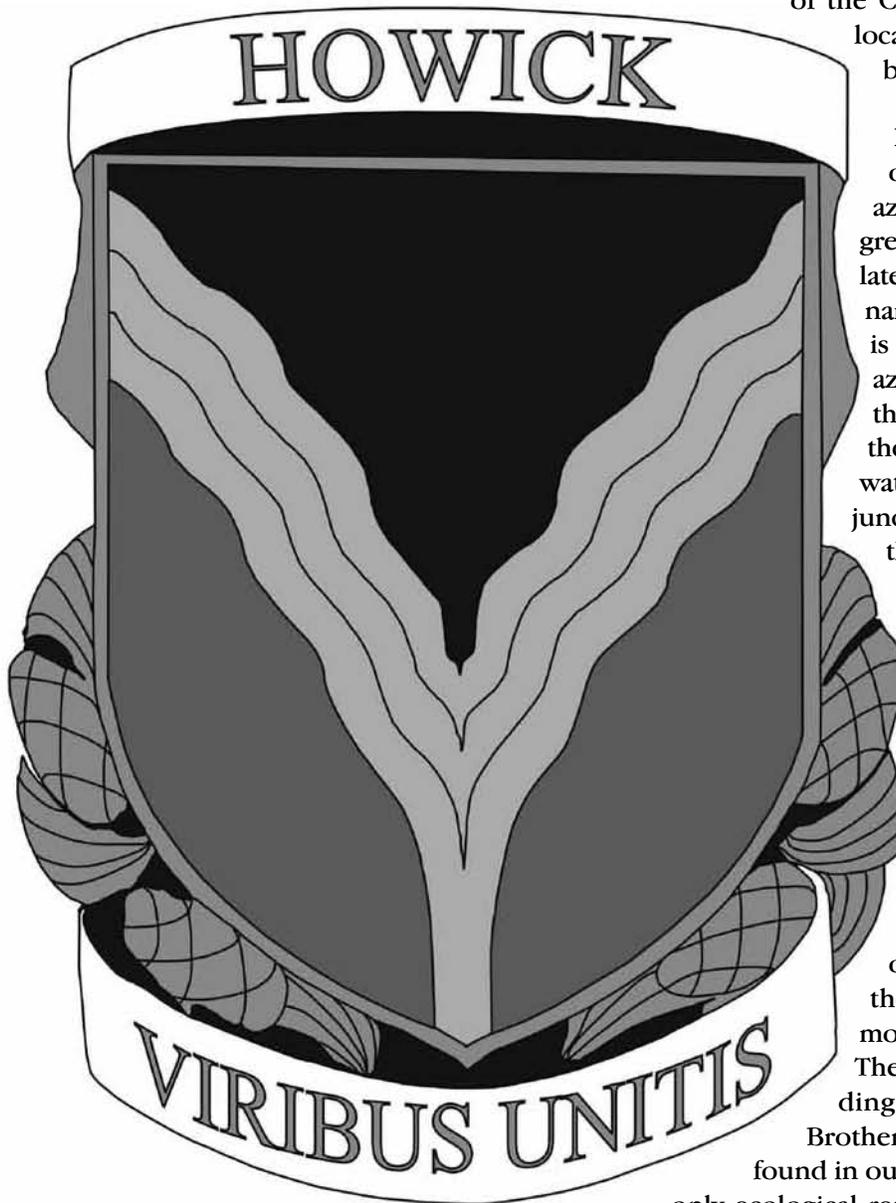
On August 6<sup>th</sup> 1979, Councilor Yvan Lazure became the representative of the Municipality of Howick to serve on the inter-municipal committee mandated to select the sanitary dumping ground for solid waste in the region. The project to be put forward had to conform to the requirements of the environmental protection services. Howick contributed to the costs incurred through hiring Laplante-Beauchamp-Reynolds, a firm of consulting engineers from Valleyfield, approached to address this problem.

But in April 1981, SPE found that not only was the local dump still functioning, but some of the waste was immersed in water, while other waste was obviously burned. It goes without saying that all these activities were not in compliance with the Law on Environmental Quality. The ministry therefore demanded the closure of the local dump with its final demolition by June 1<sup>st</sup> 1981. Howick had no alternative but to use the Municipality of Sainte-Clotilde-de-Châteauguay's dump.

## The coat of arms of Howick

On December 1<sup>st</sup> 1986, the emblem adopted by Council members from the village of Howick, during the mandate of Mayor Roma Myre, was a reminder of Howick's topography. Sky adjoins the fertile land crisscrossed by two rivers, the Châteauguay and the English River. The junction of these rivers called "La Fourche"<sup>39</sup>; recalls the older name of Howick. Charles-Michel de Salaberry, victorious hero of the Battle

of the Châteauguay, did not name this location otherwise, as it located his battle plan at (La Fourche).



**Heraldic:** The heraldic symbolism of the coat of arms is as follows: azure (blue) and sinople (heraldic green) under an inverted and undulated silver chevron. At the top is the name of Howick and at the bottom is the motto: Viribus Unitus. The azure blue is a reminder of the sky, the green symbolizes the fertility of the soil; the wavy silver chevron the waters of the rivers that form a fork junction, which supplies the origin of the toponym (La Fourche).

**The motto:** two ribbons circumscribe the shield, one bearing the name of Howick and the other reading Viribus Unitis: Of United Forces. It recalls that in addition to the major groups of French and Scottish origin, others of Irish and English descent joined the first two, without forgetting all the other families who have joined the local population. It is thus a most appropriate motto for Howick.

The branches and pine cones: according to *La Flore Laurentienne*, by Brother Marie-Victorin, the rigid pine is found in our community and represents the only ecological reserve in Quebec. In conclusion,

Howick's coat of arms describes the continuity of its territory and its motto is seen as being dynamic and unifying.

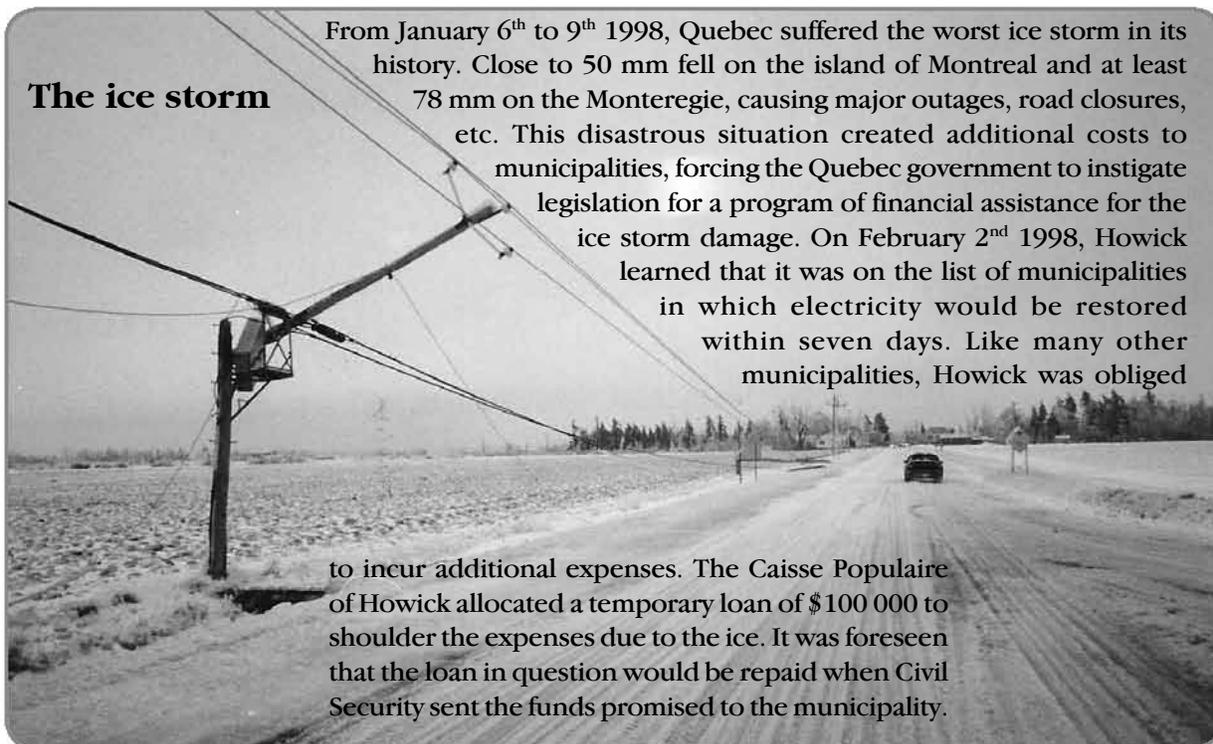


## The ice storm

From January 6<sup>th</sup> to 9<sup>th</sup> 1998, Quebec suffered the worst ice storm in its history. Close to 50 mm fell on the island of Montreal and at least 78 mm on the Monteregie, causing major outages, road closures, etc. This disastrous situation created additional costs to municipalities, forcing the Quebec government to instigate legislation for a program of financial assistance for the ice storm damage. On February 2<sup>nd</sup> 1998, Howick learned that it was on the list of municipalities in which electricity would be restored within seven days. Like many other municipalities, Howick was obliged

to incur additional expenses. The Caisse Populaire of Howick allocated a temporary loan of \$100 000 to shoulder the expenses due to the ice. It was foreseen that the loan in question would be repaid when Civil Security sent the funds promised to the municipality.

© Suzanne Côté



© Linda Deschamps



Mill street in the direction of Howick and a house on Colville street, then the black ice in 1998.



## **The Kyoto Protocol**

In the early 2000s, the Quebec government committed to respecting the Kyoto Protocol and to reduce the emission of greenhouse gases. However, those emitted by the Suroit thermal power plant amounted to adding 600,000 new cars on our roads. Environmentalists pointed out that wind power would prove to be a better choice. Why not prioritize alternative energy? On May 3<sup>rd</sup> 2004 the City Council of Howick requested that the Quebec government abandon the project of the Suroit thermal power plant and to turn to recognized alternatives which would better meet the needs of Quebecers, like the establishment of a national program of energy efficiency and the development of a genuine wind turbine.

## **New structures of the streets to the village**

On November 1<sup>st</sup> 2010, the Government of Quebec confirmed funding of \$1,313,790, which included a commitment by each level of government, federal and provincial, for the renewal of water and sewer, pipes on Colville Street. However, restrictive conditions concerned the Council members, such as deadlines for work to be completed no later than December 31<sup>st</sup> 2010. If the total cost exceeded the grant, it will be up to the municipality to pay the excess. Now, the only bid submitted was that of Kingston Byers amounting to \$2,408,638. The Council, led by Mayor Denis Loiselle, made a claim to the Quebec government for a delay in starting the work to the spring of 2011, rather than the autumn of 2010. In winter, work would inevitably prove more costly, especially as some can only be done in spring, such as sidewalks, paving and laying the turf. Not counting the 90-day delay caused by waiting for the compliance certificate from the Ministry of the Environment to undertake such works.

## **In the era of the wind turbine project**

On March 7<sup>th</sup> 2011, Hydro-Québec launched a call for services as part of the wind turbine project from the municipalities of Saint-Valentin / Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix and Saint-Cyprien-de-Napierville. Let's examine the extent of the projects as a whole. On Valentine's Day, for example, it was expected that 21 industrial wind turbines of 139 meters would be installed within 750 meters of dwellings occupied by 472 inhabitants; then at Saint-Cyprien-de-Napierville, 9 mega wind turbines of 146.5 meters would be built as part of a project awarded to the Kahnawake Sustainable Energies (KSE); this despite the refusal of municipal councilors and the draft installation of a 120kV power line with 25 pylons that was done against the will of 70 farmers. In addition, these three projects would be carried out



in populated areas or on agricultural land of great value. Therefore municipal leaders from Saint-Cyprien-de-Napierville stated their opposition to KSE's mega wind turbine projects. The municipalities of Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix, Lacolle, Saint-Blaise-sur-Richelieu, Saint-Cyprien-de-Napierville and Saint-Jacques-le-Mineur appealed to the solidarity of Quebec municipalities. «We respect the official position regarding the development of wind energy taken in each municipality and region, all while requesting the support of Quebec municipalities to respect our farmland»<sup>40</sup>. Although the municipality of Howick had already shown itself in favor of wind power, it supported the position of the municipalities of the Monteregie who protested against their development in areas reserved, to this day, as inhabited areas.

### Family and seniors' policy

In the 2000s, under the leadership of Mayor Richard Raithby, the Municipality of the village of Howick developed a family policy with the Municipality of Très-Saint-Sacrement, the result of partnership and collaboration. In September 2010, a public consultation collected feedback from citizens targeting the real needs of families. Then in April 2011, the Municipality obtained a grant from the ministère de la Famille et des Aînés du Québec to develop said family policy, particularly with a view to providing a living environment that better meets the needs of both young families and seniors.

In November 2012, a family committee of three volunteer citizens and one elected official of the Municipality was given the responsibility to carry out a new survey with the citizens of Howick to clearly identify the characteristics of families and seniors. A meeting of organizations and local groups in April 2013 as well as a public consultation in June 2013 shed new light on the setting of family policy to ensure a better quality of life for all citizens<sup>41</sup>.



Laure-Anna Desgroseilliers,  
November 24<sup>th</sup> 1905 – May 5<sup>th</sup> 2010.



Laure-Anna Desgroseilliers' house, located at 4 Logan Street.



## Demographic portrait of Howick

Over the decades, the demographic makeup of Howick would transform itself. In 2011, the municipality had a population of 630 inhabitants made up of 345 men and 285 women<sup>42</sup>.

Close to 81% of the people who were 15 years of age and over, with the average age being 39,1 years. As for the average personal income, it was established in 2005 at \$29,043 compared to \$25,981 for the

territory covered by the CSSS Haut-Saint-Laurent. The employment rate in 2005 was at 61.8% versus 53.9%. In terms of schooling in 2006, 28.6% of the population had no certificate, diploma or other proof of studies. Statistics also showed that 20.5% of students did not earn high school diplomas between 2005 and 2007<sup>43</sup>.

In 2011, Howick finally listed 170 families, 70 of which had at least one child and 20 were single parents. In examining the 90 families with children more closely, it was noted that 50 had two or more children.

In regards to housing in 2011, Howick had a total of 275 dwellings including a municipal housing project of nine apartments for the elderly. Amongst these dwellings, 190 were single houses<sup>44</sup>. Rather modest in terms of population and dwellings, Howick represents itself as a village that is marked by calmness and serenity.

In the spirit of better serving its population, the Municipality of Howick promoted the creation of consultative committees, in particularity the Family Committee, that meets three times a year for updates on the status of actions implemented by the municipality and its partners. The commitment of a coordinator of community development and communications ensured the continuity of family policy. Several activities related to health or safety were organized for families, such as the Health Challenge, the Quebec for Tobacco-Free Week, Suicide Prevention Week and Fire Prevention Week. In the areas of education, culture or leisure, the Municipality of Howick encouraged partnerships with local organizations that are numerous in its territory and going back in time, in some cases, well before its civic creation.



© Archiv-Histo – 2015  
Typical house in Howick, 50 Mill Road.



© Archiv-Histo – 2015  
Typical house in Howick, 52 Mill Road.



© Archiv-Histo – 2015  
Typical house in Howick, 58 Mill Road.



## Chapter IV

# Implementation of the community's structure

**T**he sense of loyalty to Howick goes far beyond any municipal structure. In fact, it cannot really be understood without considering the community life that has greatly influenced development. That is why this history attaches great importance to a group of organizations that have established links among the members of the community. Over the years, volunteering has also performed small miracles. If some agencies have persisted for decades, others disappeared, but all leave a tangible legacy. It is by probing their input and contribution to the development of Howick that it becomes possible to uncover the thousand faces of this village. Discover them through religious, educational and recreational institutions that have emerged since the founding of this community.



The De Salaberry Park.

© Archiv-Histo - 2015



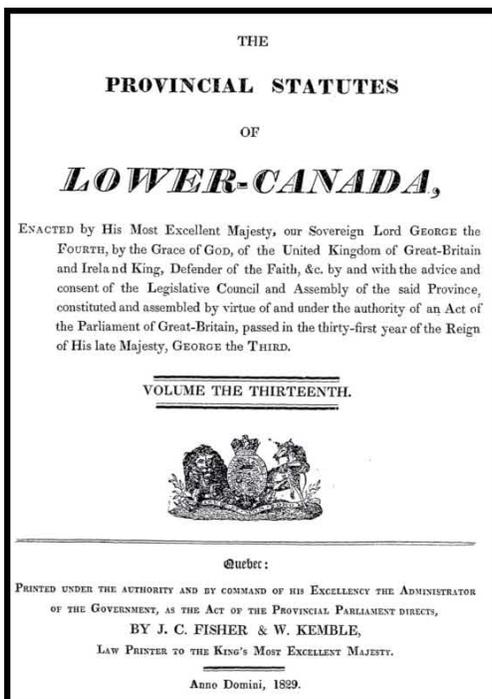
## The evolution of the schools within the school municipality of Howick

Education in Howick has a long history. Until the mid-nineteenth century, schools and school boards were rare and inadequate in several respects. In 1801, the government of Lower Canada tried to take control of education in the province by adopting the Law of the Royal Institution but few results were visible, especially in the Châteauguay region<sup>45</sup>. The limited success of the royal schools promoted the adoption in 1829 by the House of Assembly, of *Loi des écoles de syndics*, which allowed schools to offer education to larger number of students.

The *Loi des écoles de syndics*<sup>46</sup> gave property owners the privilege of choosing five agents or trustees to administer the schools, such as the Châteauguay River. The acquisition of a new school joined the principles of the new school legislation through which the government of Lower Canada granted a subsidy of 50% for construction costs<sup>47</sup>. School No. 3 of the Châteauguay River thus opened in 1831 on land donated by Jean Blanchette and Paul Parent, farmers in North Georgetown, which covered half an acre front and seven poles and half in depth<sup>48</sup>. This property has transferred to the responsible trustees, Father Etienne Chartier of the parish of Sainte-Martine, Charles Archambault from Châteauguay, James Perrigo, Jean-Baptiste Ledoux and Charles Legaud, all residents of the parish of Sainte-Martine<sup>49</sup>. In 1834, at the meeting of landowners in district No. 3 of the parish of Sainte-Martine, the members elected new trustees: Charles Laberge, Louis Leclair and Louis Vallée<sup>50</sup>.

A few decades later, the result of the perseverance of John Wilson, the School Municipality of Howick (Protestant) was created on June 7<sup>th</sup> 1865 by the government of United Canada. The territory under its jurisdiction came from the boards of Sainte-Martine, Saint-Jean-Chrysostome and Saint-Malachie-d'Ormstown<sup>51</sup>, notbeing totally comparable to that of the parish of Municipality of Très-Saint-Sacrement on the civil level. On July 10<sup>th</sup>, John Wilson chaired the assembly for the election of commissioners. By acclamation five commissioners were chosen: John Anderson, Joseph McClenaghan, Joseph Newlands, Thomas Reid and James Templeton. One of the first decisions by the board was to choose the Chairman of the school municipality, that being Joseph Newlands. John Wilson was immediately hired to fill the function of secretary-treasurer.

The newly created school municipality managed both the Catholic and Protestant schools, a situation which would not last more than seven years. By 1871-1872, the school municipality of the dissidents (Catholic) of Howick was established. Little information about the





origins of this municipality has survived until today<sup>52</sup>. It seems that the board would have imposed a fee on the parents of the students to ensure sufficient income to manage the schools. In addition, teachers received 25 cents from each of the students of District 1 at the school in Howick (47 students); 20 cents for districts 2 (English River School, 50 students) and 3 (Fertile Creek School, 31 students); and 18 cents for the District 4 (Châteauguay River School, 20 students). An amount of 37.5 cents was finally required for students who come from outside the municipality. As for heating and maintenance, construction or expansion of buildings, these costs were covered by the school tax paid by landowners. In 1886, the Catholics dissidents of the Howick school municipality annexed a part of the territory of Sainte-Martine's school municipality.

The idea of building a new Protestant school gradually emerged. In 1911, a meeting endorsed the idea of replacing the district 1 school to offer both primary and part of the secondary cycles. In August of that same year, the Superintendent of Public Instruction approved plans to build a school at the cost of \$5,210. The following November, Andrew T. Hunter was awarded the construction contract for its completion. Then, in the spring of 1912, Grace MacDonald became the first teacher of the Protestant Model School. As for the old school, it was sold to Joseph Lefebvre who demolished it to recover the bricks. On September 2<sup>nd</sup> 1912, George Whillans blessed the Howick Protestant Model School in an opening ceremony for the school population.

The Model School, Lambton street.



© Linda Rose

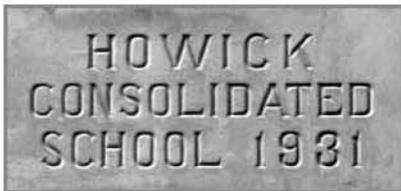


Howick Consolidated School located at 5 Lambton Street.

© Linda Rose

More than two decades later, the Howick protestant school municipality expressed the intention to consolidate all of its students under one roof. The Superintendent of Public Instruction endorsed a landowners consultation and the vote took place on February 15<sup>th</sup> 1931. The request for annexation allowed for the addition of some territory of the Saint-Malachie School Municipality namely the north side of the Châteauguay River and part of the first three ranges of South Georgetown. The protestant dissidents of the Saint-Jean-Chrysostome School Municipality n° 1 became an integral part of the Howick

School Municipality. Consolidation brought in Grants, Allan's Corners, Tullochgorum and Aubrey primary (one room) schools. In the spring of 1931, faced with an increase in the school population partly due to the annexation, the Superintendent approved the plans for the expansion of the Howick Protestant Model School. The Quebec government confirmed its financial involvement of 50% of the building's construction costs. The task was entrusted to George Simpson and David Barrington, contractors. Four new classrooms and an auditorium



Stone lintel indicating the year the school was built.

© Archiv-Histo - 2015

were made available to students. Four school bus routes transported students to school. The commissioners awarded the transport contracts to E.G. Carson, A. Carruthers and C. Kerr<sup>53</sup>. The opening of the Howick Consolidated School took place October 16<sup>th</sup> 1931, highlighted by a banquet attended by many guests.



Another view of the English School.

© Roma Myre

A misfortune hit the local community when fire broke out at Howick High School on January 18<sup>th</sup> 1946. The intervention by firefighters from Howick, Ormstown and Sainte-Martine was needed throughout the night to control the flames.

Although the part of the building called the old Model School was completely destroyed, students from grade 8 to 11 returned to class in the newer section that had not been affected by the fire<sup>54</sup>. Students from other grades were temporarily relocated to the local curling club and the Temperance Hall.

It took two years before the school expansion replacement was completed according to the plans drawn up by architect E. Leslie Perry. In September 1948, students returned to normal classes. In 1961, five more classrooms were added, in response to demographic changes not foreign to the baby boomer phenomenon and significant birthrate increase. That same year, the Howick school municipality expanded its territory by annexing the Saint-Urbain-Premier and Saint-Jean-Chrysostome No. 2 school municipality dissidents. In 1967, secondary school students departed for Chateauguay Valley Regional High School; and Howick High School became Howick Elementary School<sup>55</sup>.



Let us remember that 1960 was the start of Quebec's Quiet Revolution. In educational terms, the Liberal government of Jean Lesage set up the Royal Commission of Inquiry on Education, chaired by Bishop Alphonse-Marie Parent. The latter proposed a series of recommendations to the government, including the consolidation of school boards, the creation of comprehensive schools and the creation of regional school boards. The merger of regional school boards met the concerns for a



Consolidated School, erected in 1931, now the Howick Elementary School.

better administration of the school network. On July 1<sup>st</sup> 1970 during the wave of school board mergers, the Quebec government created the Howick-Ormstown school municipality resulting from the merger of the school municipalities of these two towns.

Now, in 2015, Howick Elementary School is part of the New Frontiers School Board created in 1998, following the abolition of denominational school boards and the establishment of the English and French linguistic school boards. The student population of the New Frontiers School Board amounted to 5,000 young people and adults from the southwest region of Quebec. Its territory is bounded by: the St. Lawrence River to the north, Highway 15 to the east, the US border to the south and the Ontario border to the west<sup>56</sup>.

## Dissident Catholic schools

Adopted in 1845-1846, the great high school charter of United Canada would establish an education system across the country organized on the basis of two parallel systems; one Protestant and the other Catholic. This division would exist until 1998. From the beginning, the school municipality of Howick included students from both religious denominations. In 1871-1872, Catholics formed the school municipality of Howick dissidents and withdrew from the School Municipality of Howick<sup>57</sup>.

In December 1886, the new Catholic school municipality's territory consisted of four schools: Irish Concession (District No. 1), English River (District No. 2), the Châteauguay River (District No. 3) and Fertile Creek (District No. 4). The commissioners proved vigilant, warning teachers that for every day of absence from school, a dollar would be deducted from their salary. They set equal salaries of \$108 for schools no.1 and 2, \$128 for school no. 3 and \$100 for school no. 4. Remarkably, parents had their say concerning the re-hiring or not of existing teachers.



In 1887, the Catholic dissident school municipality of Howick hired David R. Hay as secretary-treasurer, for a compensation of \$35. That same year a decision was taken to build a school in the village of Howick creating District No. 5. In order to realize this project, the Board of Directors of the Parish of Très-Saint-Sacrement provided land near the cemetery where a new school could be built. Contractors Pierre-Henry Bourgerie and Pierre-Eusèbe Bachant completed the construction. The dimensions were quite modest, 24 feet by 20 feet, at a cost of only \$300.

The existence of the new school would however be short-lived. Serving barely 35 students each, the Commissioners considered that districts no. 2 and 5 served an insufficient number of pupils to require two separate schools. They therefore brought the two schools together in the village. The English River School closed its doors at the end of the 1895-1896 school year. Contrary to those two schools, the school in the village was now overpopulated. In 1911 the Commissioners acquired land facing the Catholic Church from the Board of Directors to allow for expansion.

It was not until a few years later that the project for the École Modèle was established according to William Robertson's plans. The school was blessed by Joseph-Médard Émard, Bishop of Valleyfield, on September 16<sup>th</sup> 1915.

In 1925, winds of change swept through the Très-Saint-Sacrement parish and the village of Howick. Adélarde Lemieux, president of the dissident school (catholic) municipality of Howick, wanted Catholic owners from the North Georgetown and Tullochgorum ranges to adhere to the said municipality. For religious and municipal purposes, these two sectors were already part of Howick. Moreover, Catholic taxpayers wanted the territories of Très-Saint-Sacrement and Howick to become a separate school municipality from that of the Protestants. The Quebec government decreed the erection of the school municipality of Très-Saint-Sacrement on March 4<sup>th</sup>, 1926 under the presidency of Arthur Cardinal. In 1928, two nuns from the Sœurs-des-Saints-Noms-de-Jésus-et-de-Marie congregation arrived to teach at the Model School.

The school municipality of Très-Saint-Sacrement experienced a turning point in its history in 1953, when the Department of Education allowed the construction of a four-classroom school with a recreation hall in the very heart of Howick. With a budget of \$61,000, the school construction proved to be feasible, and the work was entrusted to contractor Samuel Stewart. A \$46,000 fee was provided for him. The opening of this new school named Saint-Jean primarily focused on serving students



© Marie-Andrée Stévan

The convent of the Sisters of the Community of the Saints-Noms-de-Jésus-et-Marie (the convent is now demolish, on Colville at the corner of Pine street, Howick).



© Linda Rose

The Convent on Colville Street, the winter before its demolition.



from row schools<sup>58</sup>. The latter gradually disappeared from the landscape until 1959, when all the students would be brought together in the village of Howick. On July 1<sup>st</sup> 1969, the school municipality of Très-Saint-Sacrement also disappeared, into the Sainte-Martine school municipality. During this period, many school boards merged to reduce administrative costs, an idea attributable to reforms emerging from the Quiet Revolution and the Parent report.

The School Commission of Vallée-des-Tisserands appeared on July 1<sup>st</sup>, following the Government of Quebec's policy in 1998, which created English and French linguistic school boards; it included school boards from Huntindgon, Moissons and Valleyfield, thereby confirming the abolition of denominational school boards. In 2015, the Saint-Jean Howick School came under the Vallée-des-Tisserands school board, hiring 1,700 employees and bringing together 37 facilities. The latter occupied the territory of two regional county municipalities; those of Beauharnois-Salaberry and Haut-Saint-Laurent, serving in total a population of 85,000 people<sup>59</sup>.

## Between Catholicism and Protestantism: the “Howickois” identity

### - The Catholic church of Très-Saint-Sacrement

In the early twentieth century, the parishioners of Très-Saint-Sacrement considered building a new church. On October 16<sup>th</sup> 1902, the Father Herménégilde-Ulric Tremblay acquired lots 530 and 413-32, originally belonging to Saint-Malachie-d'Ormstown parish from Desautels' estate.

One lot was located in front of the church and the other along the road leading to the train station. Tremblay wanted to prevent Watson, importer of European horses, from plying his trade directly opposite the church. The Diocese of Valleyfield was informed of Father Tremblay's intentions through his Bishop Joseph-Médard Émard. Father Tremblay therefore purchased the land and sold it at the same price to the Board of Directors of Très-Saint-Sacrement's parish whose representatives were churchwardens Louis Cuillerier and Pierre Côté.

However, the lots in question were not an ideal location for the future



The church of Très-Saint-Sacrement of Howick and the presbytery.

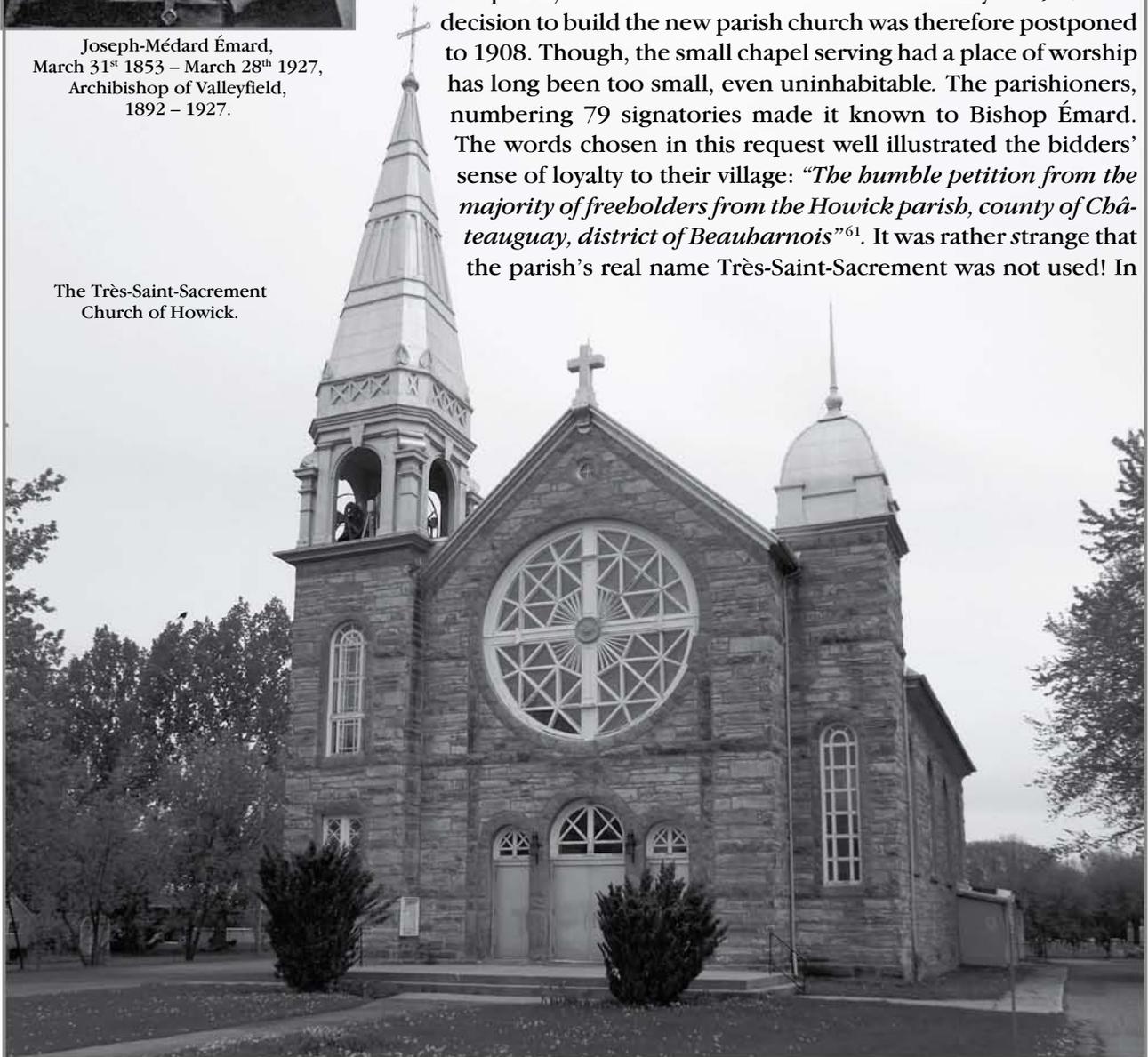


Joseph-Médard Émard,  
March 31<sup>st</sup> 1853 – March 28<sup>th</sup> 1927,  
Archbishop of Valleyfield,  
1892 – 1927.

The Très-Saint-Sacrement  
Church of Howick.

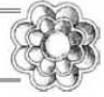
church. The Board of Directors had its eyes on Mr. Ogilvie’s location next to the church with two thirds bordered by the river serving as a grazing area for animals. Father Tremblay delegated Étienne Lussier and J.-H.Lefebvre to negotiate the purchase. The discussions were ongoing between the Board of Directors, Priest Tremblay and the Diocese because the alleged vendor demanded \$1,000 for the sale of the said location. Although the cost was a little prohibitive, the Board of Directors purchased it on March 17<sup>th</sup> 1904<sup>60</sup>.

In the fall of 1904, the rectory and its outbuildings were relocated to the new site. The buildings, however, required numerous repairs. After all these tribulations, Father Tremblay resigned. His poor health no longer permitted him to carry out his obligations to the parish. The new priest, Father Nazaire Bourbonnais starts only in 1907. The decision to build the new parish church was therefore postponed to 1908. Though, the small chapel serving had a place of worship has long been too small, even uninhabitable. The parishioners, numbering 79 signatories made it known to Bishop Émard. The words chosen in this request well illustrated the bidders’ sense of loyalty to their village: “*The humble petition from the majority of freeholders from the Howick parish, county of Châteauguay, district of Beauharnois*”<sup>61</sup>. It was rather strange that the parish’s real name Très-Saint-Sacrement was not used! In



© Archiv-Histo

© Archiv-Histo – 2015



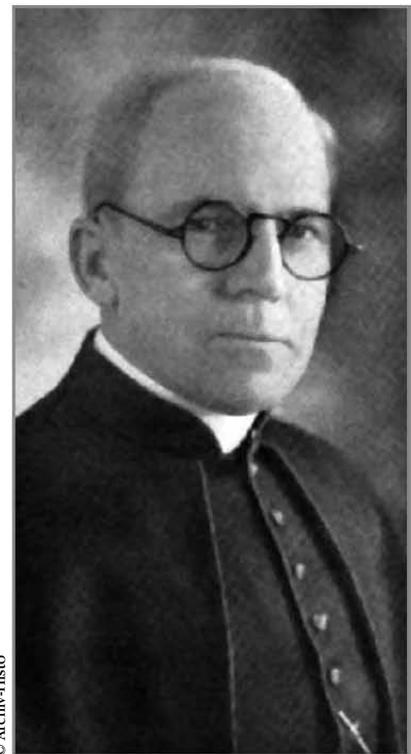
© Roma Myre

The interior of the church of Très-Sacrement of Howick.

the late summer of 1908, Bishop Énard issued a decree authorizing the construction of the new church whose intended dimensions were 90 feet by 47 feet by 23 feet tall. As for the vestry, it should measure 25 feet by 25 feet, and construction costs were not to exceed \$15,000.

Finally, the work was conducted under the responsibility of trustees Pierre Demers, Gilbert Hebert, Egbert G. Mahon, Mathias Parent and Trefflé Rose. All parish taxpayers were to pay 60 cents for every hundred dollars of assessment on an annual basis over a twelve-year period. After a great deal of discussion concerning the bid, the construction contract was awarded to Boileau and Brothers from Île-Bizard for costs set at \$12,670, according to plans made by architect Joseph-Arthur Godin. Some parishioners contributed to the building of the church by providing stone and sand for the foundations at a most reasonable price. In 1909 the blessing of the church's' first stone took place in the presence of Bishop Joseph-Charles Allard, "Vicaire Général du Diocèse de Valleyfield", and several priests and Vicars from surrounding parishes. To better adorn the church, the "Fabrique" acquired certain furnishings: namely three statues dedicated to Our Lady of Mercy, St. Joseph and St. Patrick. Finally, on June 15<sup>th</sup> 1910, the solemn blessing of the church took place in the presence of religious leaders, notably the Bishop of Valleyfield. That year, the old chapel was sold to Maurice Hébert from Sainte-Martine for \$97 and the old vestry for \$66. The presbytery was renovated in 1914; including the second floor for \$2,500<sup>62</sup>.

The diocese was redefined under the Bishop of Valleyfield, Luc Cyr, and some parishes would disappear. The Très-Saint-Sacrement parish was dissolved on November 1<sup>st</sup> 2007 to be joined to that of Sainte-Martine.



© Archiv-Histo

Joseph-Charles Allard,  
April 27<sup>th</sup> 1867 – September 16<sup>th</sup> 1935,  
Episcopal Vicar of Valleyfield,  
1902-1911,  
Father of cathedral  
1906-1911  
Father of Sainte-Martine 1911-1930.



### **The Georgetown Presbyterian Church cemetery**

Located on the banks of the Châteauguay River near the Georgetown Presbyterian Church and the old Turcot Bridge, this cemetery has been in use since 1806. However, it is difficult to know the names of people buried there before 1915. The Presbyterian ministers were not accustomed to identifying the graves. At that time, the organization of the cemetery was entrusted to a non-profit corporation created under a provincial charter and not under the responsibility of the Presbyterian Church of Canada. In 2010, there were still 725 monuments in the cemetery maintained by a volunteer committee.

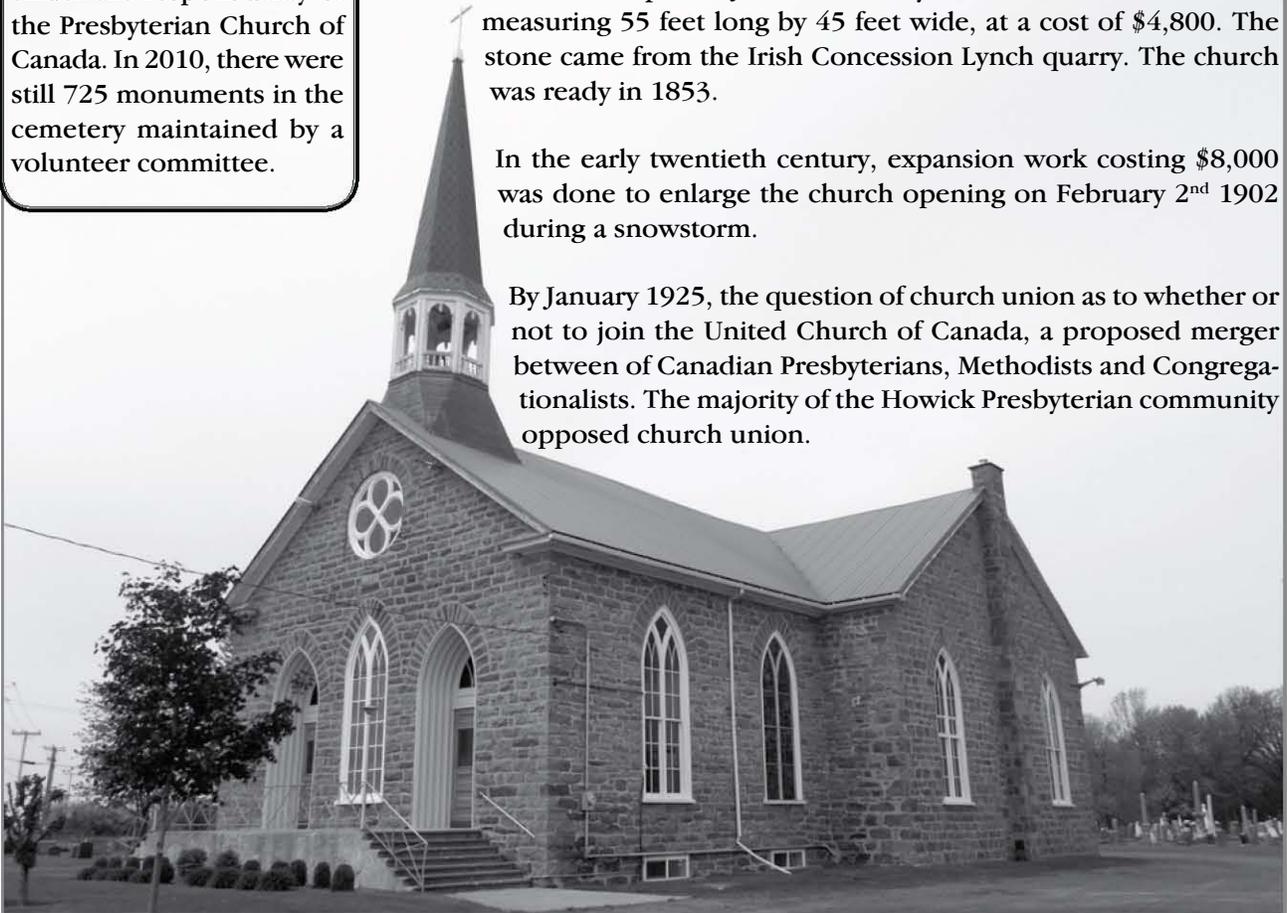
### **- The Georgetown Presbyterian Church**

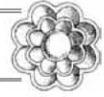
Reverend Alexander McWattie celebrated a first religious service in the beginning of 1823, in the Brodie School in North Georgetown. This was the beginning of the Presbyterian congregation in the region. For his part, Henry Wright built a wooden church measuring 40 feet by 60 feet<sup>63</sup>. A part of the building served as a home for the Reverend and his wife. The pastor officially established the Georgetown congregation on December 14<sup>th</sup> 1823. Weddings are celebrated, although Reverend McWattie did not hold the legal accreditation to maintain a civil and religious register. In fact, he has been suspended from the Original Session Church in Scotland in 1820. Couples united through his good offices had their unions blessed again. Lacking a minister, Reverend Archibald Colquhoun arrived to help the community in 1832. Assuming a similar responsibility in Ormstown, Reverend Colquhoun established of a new church on lot 25, corresponding to land owned by Mr. Brodie in North Georgetown<sup>64</sup>. The new church built by Henry Wright measured 42 feet by 38 feet. Completed in 1837, it welcomed a new pastor, Reverend James Crichton Muir.

The needs of the Presbyterian community changed over time. The congregation decided to build a stone church. Masons William Stewart and David Smith and carpenter John McCartney erected a neo-Gothic church measuring 55 feet long by 45 feet wide, at a cost of \$4,800. The stone came from the Irish Concession Lynch quarry. The church was ready in 1853.

In the early twentieth century, expansion work costing \$8,000 was done to enlarge the church opening on February 2<sup>nd</sup> 1902 during a snowstorm.

By January 1925, the question of church union as to whether or not to join the United Church of Canada, a proposed merger between of Canadian Presbyterians, Methodists and Congregationalists. The majority of the Howick Presbyterian community opposed church union.





### - The Riverfield Presbyterian Church

In 1845, the Houston church was built on lot 94, a location offered by James Houston. It overlooked the English River it was known as a “free kirk” the result of a separation within the Church of Scotland, Reverend James Law, an American missionary, prepared the community for the foundation of this new congregation<sup>65</sup>. A few years later, a cemetery was laid out. A house for the pastor was built between Howick and Riverfield. In a concession of the English River, an early religious service was celebrated in John Lang’s house. Following the construction of the English River School, spiritual services were offered in that building on a regular basis.

In the spring of 1868, the community made the decision at a general assembly chaired by Reverend Charles MacKeracher, to build a stone church measuring 60 feet by 40 feet. It would be built on land belonging to Thomas Carson, who received \$100 as payment. The trustees chosen to oversee the erection of the church were William Carmichael, James Davies, Joseph McClenaghan, John McFarlane and John Roy. The blessing of the cornerstone took place on June 24<sup>th</sup> 1869 during a major ceremony in the presence of several ministers. On November 5<sup>th</sup> 1871 contractor W. Kirkland delivered the neo-Gothic church. Twenty years later, the Congregation would renovate it. A hall was added to the rear of the church in 1922. The congregation opened a second place of worship on Colville Street in Howick in 1870. Renovated in 1910, the Knox Church became independent in 1915. According to the Presbyterian Church policy, the three churches, Georgetown, Riverfield and Knox, united to form a single pastoral charge in 1954. The Knox Church would be sold five years later.



© Roma Myrc

### The Riverfield Cemetery

Situated at the intersection of Highway 203 and the Scotch Concession, the Riverfield Presbyterian Cemetery dates back approximately to 1830. Also known as the English River cemetery, it was established on land acquired by the farmers of the area two years before. The construction of a school in the same area gave a rather peculiar look to this sector for many years. The school was however moved in 1919 outside the cemetery to a nearby lot.

The Riverfield cemetery committee adopted a provincial charter in 1913 to become a non-profit corporation under which lot owners retain the rights to the company. Among the church benefactors, let us mention James McKell who donated land adjacent to the cemetery to accommodate its expansion. November 26<sup>th</sup> 1920 marked an important moment in the history of the Riverfield cemetery. A cenotaph was unveiled in memory of local soldiers who died during the First World War. Thereafter it has commemorated the death of the soldiers who participated in the Second World War.

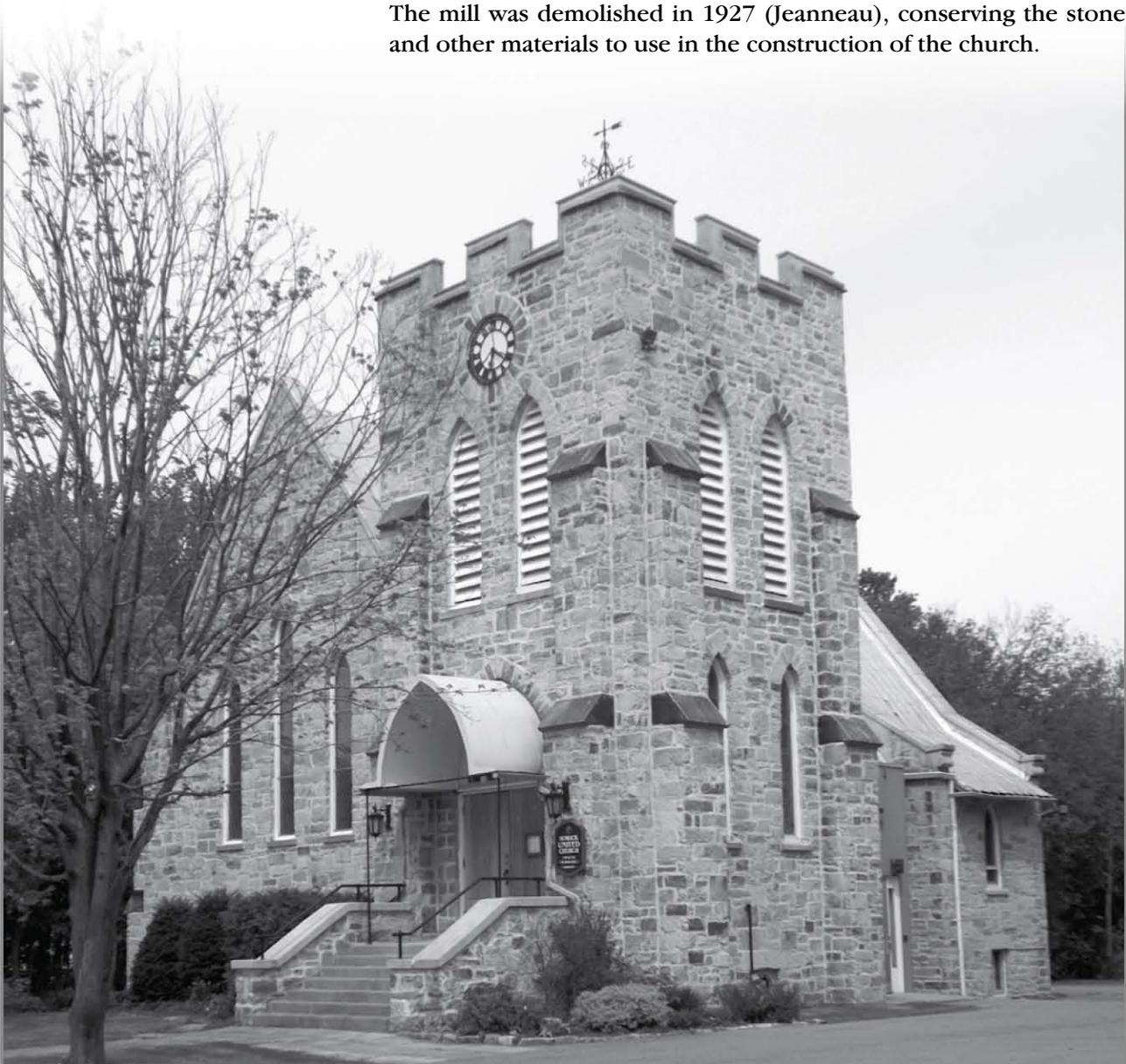
Since the creation of this non-profit corporation, a register has been maintained with the names of lot owners and the deceased. In 2010, there were 350 monuments and the registration of more than 1,000 burials. Today caring volunteers maintain the cemetery.

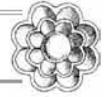


### - The Howick United Church

In 1925, a series of votes was organized across Canada to determine the union of Presbyterian, Congregational and Methodist denominations. The three churches of Howick: Georgetown, Knox and Riverfield each voted in majority not to join the United Church of Canada<sup>66</sup>. Some 80 worshippers from the three congregations founded a new congregation reflecting their commitment to the United Church of Canada. Reverend Donald McLeod led them during these formative years. The new parishioners wanted their own church and selected a committee by the end of 1926 to ensure its realization. Subscription campaigns within community collected \$8,300 to start the church. They decided to purchase the lot and old mill from Thomas T. Gebbie for \$2700. The mill was demolished in 1927 (Jeanneau), conserving the stone and other materials to use in the construction of the church.

The site of the old Gebbie's mill, now the United Church.





Faulkner & Carruthers, contractors, were chosen to build Howick United Church. Their first bid exceeded the budgetary estimate but was ultimately accepted. On October 8<sup>th</sup> 1927<sup>67</sup>, a large crowd, including Dr. James C. Shanks, officer of health for the municipality of Howick, attended the laying of the cornerstone. The first worship service in the Howick United Church was celebrated on June 10<sup>th</sup> 1928, attracting a great number of worshippers and other interested people. The building was the work of architect Frank Peden. Like many other churches in the area, the style was neo-Gothic. It could accommodate 200 people. Reverend Donald R. Morrison was minister at the time the church opened.

## Take time to enjoy and pull together

The sense of belonging to a community involves several considerations. In Howick, many solid ties unite both the people of the village and of the parish. The ties are not unrelated to the many groups and associations that have emerged over the past 100 years. In this social and cultural network, the communities of Très-Saint-Sacrement and Howick have shared several recreational activities. Sports associations are obvious examples.

### The Athletic Associations

The interest of Howick people in athletic and group activities is almost as old as their municipality. Even in the days when the municipality did not organize leisure activities, various sports were already popular.

By 1825, curling matches took place on the English River and occasionally elsewhere on frozen ponds. Enthusiasts of the sport made do with the limited means available. The “stones” were blocks of wood often made from a suitable tree. It was not unusual to improvise a curling venue by clearing snow from a frozen surface, which was in itself exercise requiring considerable effort. The existence of the Fertile Creek Club in the Chateauguay Valley merits mention. The first game played at this location dates back to January 1<sup>st</sup> 1856. Then, under the chairmanship of Dr W. McLaren from Ormstown, the District Curling Association founded in 1879 regularly organized competitions. Its annual tournament in 1880 attracted clubs from surrounding municipalities, especially those in the Ormstown area, Fertile Creek, Maple Leaf from Georgetown, Lorne from Allan’s Corner, Stoney Creek from Ormstown and Allan’s Corners as well as the Thistle Club from the Saint-Etienne and Saint-Louis sector. The Thistle Club was the winner of this tournament. Several competitions would later be organized

### The 4-H Club

One of the most important associations of the Howick environment, the Howick 4-H Club began on April 25<sup>th</sup> 1933 with a meeting of 16 boys who elected Archie Roy as chair and Brodie MacFarlane as secretary. During the first years, the annual achievement day was held at the same time as the school fair at Chester Orr’s farm in Riverfield. Although the club was composed entirely of boys at the beginning, girls joined the group during the 1940’s The Burnside Cup, a highly valued award for youth, which was initiated by R.R. Ness and Sons and dates back to this period. The first recipient was Donald McKell in 1942, a well-known personality within the community<sup>68</sup>.



between these clubs<sup>69</sup>. The popularity of the sport continued to grow over the last quarter of the nineteenth century. During the twentieth century, the Aubrey Curling Club became very strong winning several tournaments, such as the Quebec Challenge Cup in the mid 1930s, and the Governor General's Cup in 1952-1953. Ottawa Newspapers were surprised at the high level of competition from a club with only 14 members!<sup>70</sup>

In 2014, we see a special feature not common in Quebec; two curling clubs active in the same municipality: the Riverfield Curling Club and the Howick Curling Club. Before 1961, the Riverfield Curling Club was known as the English River Curling Club. Following a fire at the Aubrey Curling Club, Aubrey merged with English River Curling Club to form the Riverfield Curling Club.

Founded in 1907 and reserved exclusively for men, the Howick Curling Club the president was Dr. James C. Shanks, the vice-president Dr A. Cooper and the Secretary-Treasurer Thomas T. Gebbie. The club purchased land measuring 175 feet by 50 feet near the river from Bishop Stewart for the sport of curling. On the said land, a building measuring 168 feet by 36 feet was erected. Cedar poles were used as foundation instead of masonry. The walls and the ice rink were completed in the fall of 1907. The cost of the rink was \$1,300. From 1907 to 1924, the rink and adjacent rooms were lit by gas. Oil lamps were replaced by electricity in 1909. Women joined the Club in 1913. Subsequently, around 1918, the parish players competed against the village players. The losers returned to pay the meal after the game.

As of January 25<sup>th</sup> 1962, seniors from Howick were invited to participate in curling meetings under the initiative of Mrs. Florence Crawford and Mrs. Louise Kerr. Men and women aged 70 and over attended the activities. It was not uncommon to see elderly people, aged 80 years and older form teams. One high-light occurred when the silver trophy was awarded to Arthur Kerr, 90 years old. Although curling was less popular

The Howick Curling Club.



© Archiv-Histo - 2015



over the years, the Howick Seniors adopted friendly and social weekly meetings on Wednesday afternoons on the premises of Howick Curling Club up until 2004 (when they moved to the Très-Saint-Sacrement town hall).

Other sport associations evolved in Howick. The Soccer Association began in the summer of 1996 under the presidency of Alain Hontoy. Local teams marked the beginning of the soccer club. The number of players varied from year to year; between 130 and 180 players required the participation of about twenty coaches. Howick hosted the regional soccer games from 2005 to 2007. In 2008, Howick Soccer Club welcomed players from Sainte-Martine, thus becoming the Howick-Sainte-Martine Soccer Club.

Other sports and outdoor related activities emerged in Howick, such as the Balbuzards hunting, fishing and outdoor association in August 1992. The dynamism of ten people helped promote activities related to hunting and fishing, along with environmental concerns. Volunteers encourage varied projects such as the planting of trees on the banks of the Châteauguay River, the English River and the Esturgeon River also the development of the Châteauguay River banks. Studies on wild turkeys were conducted in the same area in order to organize spring hunting in a regulatory manner. Other initiatives were established, such as the creation of observation sites near rivers. The efforts of Howick's hunting and fishing group were successful; a sum of nearly \$800,000 was allocated to achieve its objectives.

## The social movement for women

Founded on October 1<sup>st</sup> 1937, the "Cercle des fermières" likely the most important women's association, united 17 women from Howick and 19 from Saint-Etienne. This group of women shared common interests such as weaving, embellishing the home and planting ornamental shrubs or flowers. Its activities were limited to the culinary art, sewing, knitting and home care, enhancing the mothers' role as an educator through its meetings. Towards the year 2000, the "Cercle des fermières" disappeared, as it no longer corresponded to the reality of working women today.

A few years earlier, in 1923, Aubrey-Riverfield Woman's Institute (WI) was formed with 21 members in its first year of existence. If family values and mutual assistance formed the basis of this association, education and support for local schools constituted its backbone. In this respect, Aubrey-Riverfield Woman's Institute was active in projects at the local school. As a result of their efforts, a cafeteria was established

### The Club de l'Âge d'Or

The community center in the École Modèle opened its doors to Howick community groups, benefiting the Club de l'Âge d'Or that moved there in 1972. Two years later, under the guidance of Father Frédéric Amyot, club members asked New Horizons for help in reaching out to aging people in a better way, especially those who were alone, in order to hold meetings. Subsequently, the École Modèle was abandoned by the school board, disposing of it for a dollar to benefit a group of citizens under the name of EM. The Club de l'Âge d'Or has a room for its activities to this day.



in the Howick High School in January of 1950. Like the “Cercle des fermières”, women from the Aubrey-Riverfield Woman’s Institute (WI), were also interested in gardening, cooking, sewing, etc. The contribution of this association to the community also had a social nature. For example, in 1924, it exerted pressure on the local baker to deliver his bread better respecting sanitary conditions. While delivering from house to house, the baker was encouraged to wear clean clothes and gloves and use a basket to carry the bread.

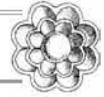
During the 1950s, the WI opposed unloading garbage in Norton Creek, prompting the Council to ban the dumping. Thereafter, it advocated recycling glass, supporting this initiative for several years. In 1989, it held the first paper recycling collection and then added plastic, metal and glass for two years. Following these courageous initiatives, the Municipality took over, helping to ensure a better environment. Throughout this period, the group produced quilts, knitted items, and toys, distributing them to other charitable organizations. Another branch, the Howick Women’s Institute (HWI) began March 13<sup>th</sup> 1911 under the presidency of Mrs. Alex Younie (born Nellie Rutherford). W.I. promoted better quality of life for women in rural areas in education, environment and health, across Canada. Its motto is: ‘*For the home and the country*’. Local branches are part of the Federated Women’s Institutes of Canada (FWIC) and the Associated Country Woman of the World (ACWW). The W.I. has performed work that received extensive coverage around the world, but as well as in Canada and Quebec.

## Clubs connected to business

The Lions Club of Howick came into being on March 13<sup>th</sup> 1982 thanks to the initiative of a group of businessmen, including Normand Feeney, Gaétan Robidoux and Robert Doré. As a starting point, this social club aspired to render service to the local community organizing various activities such as St-Jean-Baptiste festivities, Christmas and other annual dinners. Because of a lack of volunteers, its activities ceased in 1998.

Other business associations succeeded in maintaining their activities within the Howick community, such as “La Jeune Chambre de Howick”, which held its founding meeting on January 24<sup>th</sup> 1968 attended by eight people. Jean-Guy Lemieux was the first president, Roma Myre and Réjean Soucisse vice-presidents. Members adopted the motto *Youth, Future builders*. The organization received its letters patent in December 1968. Among its principal achievements was the beautifying commission.

Quality of life was another priority reflected by the organization of recreational and athletic activities benefiting all. “La Jeune Chambre de Howick” (The Young Chamber) attended School Board and Municipality meetings. Around 1978, it ceased its activities.



Founded in March 1991, under the presidency of Linda Primeau-Billette, the Optimist Club initially had 34 members. Through its activities, its aim was to stimulate young people in certain disciplines helping them gain greater self-confidence in school efforts, athletic or simply recreational activities. For example, there was the Opti-Star Gala amateur contest and bicycle safety days. The Optimist Club of Howick was however dissolved in 1998. On August 25<sup>th</sup> 2005, a new bilingual Optimist Club appeared. The following November 27<sup>th</sup>, it celebrated its rebirth at the Municipal Town Hall of Très-Saint-Sacrement with support from neighboring Optimist Clubs. Aimed specifically at assisting youth, it held activities such as fundraisers or art competitions for the youngsters in Howick Elementary schools and École Saint-Jean. Its ultimate goal was to unite parents and children in forming better bonds amongst the families of the municipality.

Overall social, athletic and religious associations have always been available in Howick. To its credit, the Municipality has established numerous organizations or committees, such as the Citizens Committee, the Heritage Committee, the Toponymy Committee and the “Comité d’installations de la Rivière des Anglais” (CIRA). Robert Doré, Normand Bourcier, Bill Casement and Suzanne Côté formed the CIRA. It has offered activities such as the winter carnival and summer festivals to the community’s younger generation since 1970.



© Jean-Claude Hervieux



© Archiv-Histo - 2015

The CIBC building.



In conjunction with the municipal Athletic Association, CIRA built a skating rink in the municipal park and a slide for tobogganing on the English River. Also organizations have emerged to safeguard the environment, such as the Comité pour la réhabilitation de la rivière Châteauguay (CRRC) and Société de conservation et d'aménagement du bassin versant de la Châteauguay (SCABRIC).

To discover the town of Howick, one must take the time to live like a "Howickois"! The distinguishing features that characterize Howick are numerous and based on values of mutual assistance and friendliness. No wonder this community has been able to give life to various organizations and has been able to meet their very specific needs from the beginning of its history. The Howick Municipality is distinguished by its dynamism in the field of services offered to the population. Local initiatives have been numerous and bold.

All these non-profit organizations marking its evolution had a common goal: to promote a sharing environment. It is while considering their contribution to the community that we better understand how Howick still manages today to offer its residents a quality of life unlike any other.

#### Footnotes

---

- 1 Commission de toponymie du Québec, *Noms et lieux du Québec, dictionnaire illustré*, Québec, Les Publications du Québec, 2006, p. 280.
- 2 According to Denyse Touchette.  
See : <http://www.villagehowick.com/municipalite/?id=1#head> (research of January 13, 2015). Other hypotheses have been formulated. Amongst others, see Robert Sellar who is of the opinion that Thomas Gebbie, of Scottish origin and major landowner of Williamstown in 1833, would be at the origin of the name of Howick. See *The History of the County of Huntingdon and of the Seignories of Châteauguay & Beauharnois*, Huntingdon, The Canadian Gleaner, 1888; reprinted by The Huntingdon Gleaner, 1975.
- 3 Marc Lefebvre, « Quel est votre gentilé ? » in the *Journal, Revue annuelle de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol. 18, 1985, p. 15 et 16.
- 4 See Denyse Touchette, « La Fourche », in the *Journal annuel de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol. 15, 1982, p. 36-38.
- 5 Geographical Names Board, *Noms et lieux du Québec, dictionnaire illustré*, Québec, Les Quebec publications, 2006, p. 280. See also, Denyse B. Touchette, « Howick et sa toponymie ellicéenne », in the *Journal, revue annuelle de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol. 30, 1997, p. 58-59.
- 6 Archives of the Municipality of Howick, minutes of the Municipal Council's meeting on June 7, 2010.
- 7 Marc Lefebvre and Plume Lacisseraye, *Très-Saint-Sacrement, si ma campagne m'était contée*, Sherbrooke, Les Éditions Louis Bilodeau, 2010, p. 17. The authors do not cite their sources of information although we have no doubt on the wealth of documentation they must have consulted.
- 8 André LaRose, « Le village de Howick à la fin du régime seigneurial » in *Journal annuel de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, « Très-St-Sacrement Howick 1885-1985 », vol. 18, 1985, p. 46.
- 9 Wayne McKell, « Business Address-Howick » in the *Journal annuel de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol. 18, 1985, p. 58.
- 10 André LaRose, *op. cit.*, p. 46.
- 11 Denyse Touchette, « Les moulins de Howick », in the *Journal annuel de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol. 18, 1985, p. 44.
- 12 André LaRose, *op. cit.*, p. 47. The author searched the collections of the Library and Archives Canada, particularly the funds Ellice vol. 46, p. 15412 and other documents, see the note at the bottom of page n° 13. He is also the author of *La seigneurie de Beauharnois, 1729-1867: les seigneurs, l'espace et l'argent*, University of Ottawa, doctoral thesis: history, 1987.
- 13 André LaRose, *op. cit.*, cit. Robert Sellar, *The History of the County of Huntingdon and of the Seignories of Châteauguay & Beauharnois*, Huntingdon, The Canadian Gleaner, 1888; reprinted by The Huntingdon Gleaner, 1975, p. 305. The author Sellar is often cited by the specialists for his numerous precisions on the regional history of

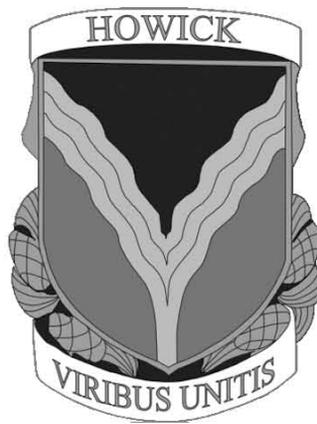


- Beauharnois or of Chateauguay. See also G. A. Rogers, « The Origins of Howick », in the *Journal annuel de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol. 18, 1985, p. 1-4.
- 14 André LaRose, *op. cit.* p. 49.
- 15 Robert-J. Gravel, *Les institutions administratives locales et régionales au Québec. Structures et fonctions*. Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 1999, p. 3.
- 16 Affirmation of Marc Lefebvre et Plume Lacisseraye, in *Très-Saint-Sacrement, si ma campagne m'était contée*, Sherbrooke, Les Éditions Louis Bilodeau, 2010, p. 26.
- 17 Diane Saint-Pierre, *L'évolution municipale du Québec des régions. Un bilan historique*, Sainte-Foy, UMRCQ, 1994, p. 47 et 48.
- 18 The word village must be understood in the large sense, municipal recognition does not exist yet. In this time, the village of Howick thus cannot elect a municipal council.
- 19 Alain Baccigalupo, *Les administrations municipales québécoises des origines à nos jours, anthologie administrative, tome I : les municipalités*, Montréal, Agence d'Arc, 1984, p. 66.
- 20 Serge Courville (under the direction of), *Paroisses et municipalités de la région de Montréal au XIX<sup>e</sup> siècle (1825-1861)*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1988, p. 163. For more details, see Marc Lefebvre, « Le deuxième régime municipal du Bas-Canada 1845-1847. Morcellement et institutions locales du Sud-Ouest », in the *Revue annuelle de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol. 22, 1989, p. 39.
- 21 Alain Baccigalupo, *op. cit.*, p. 71.
- 22 Alain Baccigalupo, *op. cit.*, p. 71.
- 23 Marc Lefebvre et Plume Lacisseraye, *Très-Saint-Sacrement, si ma campagne m'était contée*, Sherbrooke, Les Éditions Louis Bilodeau, 2010, p. 26 and 27.
- 24 Adrienne Parent, *Très-Saint-Sacrement Howick 1884-1984*, Montreal, Éditions Bergeron, 1984. The book inspires us a large part of the history of the Catholic parish of Très-Saint-Sacrement. A great deal of information is equally found in Marc Lefebvre et Plume Lacisseraye, *Très-Saint-Sacrement, si ma campagne m'était contée*, Sherbrooke, Les Éditions Louis Bilodeau, 2010, p. 38 to 46.
- 25 The dismembering of the parish in Sainte-Martine deprives it of well off taxpayers that cause inevitable repercussions on the revenue from the tithe.
- 26 Marc Lefebvre et Plume Lacisseraye, *Très-Saint-Sacrement, si ma campagne m'était contée*, Sherbrooke, Les Éditions Louis Bilodeau, 2010, p. 47. Les auteurs ne donnent pas plus de précisions sur les motifs de ce changement.
- 27 Voir un article de Sharon Fletcher, « Howick Parish of Brawn and Brain Très St Sacrement Council, 1885-1915, dans le *Journal annuel de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol. 18, 1985, p. 22-24.
- 28 A large part of the information on the Turcot Bridge comes from Robert W. Passfield, «The Turcot Bridge and The Politics of Bridge Building», in *Journal revue annuelle de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol. 31, 1998, p. 1-11. Other information was drawn from Marc Lefebvre and Plume Lacisseraye, *Très-Saint-Sacrement, si ma campagne m'était contée*, Sherbrooke, Les Éditions Louis Bilodeau, 2010, p. 54 and onwards.
- 29 Evelyn Kerr, « The Hall », in the *Journal, revue annuelle de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol. 22, 1989, p. 19.
- 30 We have consulted the minutes of the meetings of the Municipal Council of the village of Howick in the les archives of the Municipality of Howick. The evolution of the Municipality of the village of Howick comes in great part from this source of information. We will not indicate where the information came from each time. In the story of the creation itself of the Municipality of the village of Howick is inspired by Marc Lefebvre and Plume Lacisseraye, *Très-Saint-Sacrement, si ma campagne m'était contée*, Sherbrooke, Les Éditions Louis Bilodeau, 2010, p. 73-74.
- 31 Ian Watson, « John Watson », in the *Journal* in the Société de la Vallée de la Châteauguay, vol. 42, 2009, p. 46 to 48.
- 32 Terry Copp, *Classe ouvrière et pauvreté. Les conditions de vie des travailleurs montréalais 1897-1929*, Montreal, Boreal Express, 1978, p. 108.
- 33 These precisions come from Marc Lefebvre and Plume Lacisseraye, *Très-Saint-Sacrement, si ma campagne m'était contée*, Sherbrooke, Les Éditions Louis Bilodeau, 2010, p. 76-77.
- 34 Denis Gravel, « Deux ponts à ne pas confondre: Honoré-Mercier et Saint-Laurent », in *Histoire Québec*, vol. 16, no 2, 2010, p. 22-23. There exists two versions coupled to the name of Honoré-Mercier Bridge, the Geographical Names Board accords it to the Premier of Quebec and another to his son the MP of Chateauguay who went to great lengths to favour the construction of the bridge. For the farmers and other companies from the South Shore, to connect to the island of Montreal is an economic necessity. The residents of Howick are not insensitive to this matter.
- 35 Throughout this session, the mayor reads an excerpt from a notarized act coming from the office of the publicity of rights of Sainte-Martine.
- 36 Ian Watson, « Wilfred Watson », in the *Journal* in the Société de la Vallée de la Châteauguay, vol. 42, 2009, p. 103 à 108.
- 37 « The Watson Family » in the *Très-Saint-Sacrement 1885-2010. Si ma campagne m'était contée/The Story of our Roots*. Sherbrooke, Les Éditions Louis Bilodeau, 2010, p. 404 à 408.
- 38 Archives of the Municipality of Howick, minutes from the Municipal Council's meeting on November 15<sup>th</sup> 1982.
- 39 As well as the consultation of the minutes of meetings of the Municipal Council of Howick, the reader could inform himself on the subject from *La Fourche* in Denyse Touchette, « La Fourche », *Journal annuel de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay* », vol 15, 1982, p. 36 to 38.
- 40 Archives of the municipality of Howick, minutes of the meeting of the City Council on March 7<sup>th</sup> 2011.
- 41 <http://www.mrchsl.com/sites/mrchsl.com/files/PFM%20FR%20Howick%20Internet%20Final.pdf> (research of January 14<sup>th</sup> 2015).



- 42 <http://www12.statcan.gc.ca/nhs-enm/2011/dp-pd/prof/details/page.cfm?Lang=F&Geo1=CSD&Code1=2469025&Data=Count&SearchText=Howick&SearchType=Begins&SearchPR=01&A1=All&B1=All&GeoLevel=PR&GeoCode=2469025&TABID=1> (research of January 15<sup>th</sup> 2015).
- 43 Voir <http://www.mrchsl.com/sites/mrchsl.com/files/PFM%20FR%20Howick%20Internet%20Final.pdf> (research of January 14<sup>th</sup> 2015).
- 44 Voir <http://www.mrchsl.com/sites/mrchsl.com/files/PFM%20FR%20Howick%20Internet%20Final.pdf> (research of January 14<sup>th</sup> 2015), p. 21 to 23.
- 45 Denyse Touchette, « Il a eu un demi-siècle », dans le *Journal annuel de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol. 36, 1979, p. 11.
- 46 Louis-Philippe Audet, *Histoire de l'enseignement au Québec, tome 1*, Montréal/Toronto, HRW, 1971, p. 361.
- 47 Louis-Philippe Audet, *Le système scolaire de la province de Québec, tome V, Les écoles élémentaires dans le Bas-Canada 1800-1836*, Québec, Les Éditions de l'Érable, 1950, p. 106.
- 48 To know more about the architectural aspect of the schools on the row throughout the XIX<sup>th</sup> century, see « Anatomy of a country school house, 1857 », in the *Journal de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol. 40, 2007, p. 34 and 35. It is the case of a school erected on lot n° 10 of 4<sup>th</sup> row in South Georgetown, Fertile Creek School.
- 49 Adrienne Parent, « Une école à Howick en 1831 », in the *Journal annuel de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol. 18, 1985, p. 21.
- 50 Adrienne Parent, *Très-Saint-Sacrement Howick 1884-1984*, Montreal, Éditions Bergeron, 1984, p. 82. The author mentions that she has but little information on other schools of the same era. There are missing sources such as the minutes of academic municipality of Howick dissident.
- 51 Evelyn Lamb, « Howick Protestant Schools », in the *Journal annuel de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol 18, 1985, p. 39.
- 52 There are testimonies from residents, notably from Mrs James McKell, « Memoirs », in *le Journal annuel de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol 9, 1976, p. 33-34. We find some fragments of information on the schools of Howick and on a teacher by the name of Margaret Campbell around 1872. Also on the schools see Adrienne Parent, *Très-Saint-Sacrement Howick 1884-1984*, Montreal, Éditions Bergeron, 1984, p. 81 à 104. Lack of space, we cannot give all the details identified by the author.
- 53 Evelyn Lamb, « Howick Protestant Schools », in the *Journal annuel de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol 18, 1985, p. 40.
- 54 Evelyn Lamb, « Howick Protestant Schools », in the *Journal annuel de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol 18, 1985, p. 42.
- 55 Evelyn Lamb, « Howick Protestant Schools », in the *Journal annuel de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol 18, 1985, p. 43.
- 56 <http://nfsb.qc.ca/fr/notre-territoire/>.(research from January 15 2015).
- 57 The information comes in part from Marc Lefebvre and Plume Lacisseraye's book, *Très-Saint-Sacrement, si ma campagne m'était contée*, Sherbrooke, Louis Bilodeau Edition, 2010, p. 128 and the following. The authors note that seeing that the minutes are missing, we could not access further information concerning the birth of this school municipality.
- 58 Adrienne Parent, *Très-Saint-Sacrement Howick 1884-1984*, Montréal, Éditions Bergeron, 1984, p. 93.
- 59 <http://www.csvt.qc.ca/vallee-des-tisserands> (research from January 15<sup>th</sup> 2015).
- 60 Adrienne Parent, *Très-Saint-Sacrement Howick 1884-1984*, Montreal, Editions Bergeron, 1984, p. 44.
- 61 Adrienne Parent, *Très-Saint-Sacrement Howick 1884-1984*, Montreal, Editions Bergeron, 1984, p. 45.
- 62 Adrienne Parent, *Très-Saint-Sacrement Howick 1884-1984*, Montreal, Editions Bergeron, 1984, p. 50.
- 63 Claudia Hanna, « Pioneer Protestant Churches », in the *Journal annuel de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol 18, 1985, p. 73.
- 64 Claudia Hanna, « Pioneer Protestant Churches », in the *Journal annuel de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol 18, 1985, p. 73.
- 65 Claudia Hanna, « Pioneer Protestant Churches », in the *Journal annuel de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol 18, 1985, p. 73.
- 66 <http://www.united-church.ca/fr/history/overview/brief> (research of January 9<sup>th</sup> 2015). In 2015, the United Church of Canada proves to be bigger than the Protestant Church of Canada. It accounts for over 3 million people divided in 3820 parishes scattered over the Canadian territory. The United Church was inaugurated on June 10<sup>th</sup>, 1925 in Toronto, re-uniting the the Methodist Church of Canada, l'Église méthodiste du Canada, the Congregational Union of Canada and 70 per cent of the Presbyterian Church of Canada. Also added is the General Council of United Churches of the West of Canada.
- 67 Claudia Hanna, « Pioneer Protestant Churches », in the *Journal annuel de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol 18, 1985, p. 75.
- 68 Angela Neal, « The Burnside Cup », dans *le Journal, revue annuelle de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol 46, 2013, p. 61.
- 69 Wayne McKell, « Curling and The Valley », in the *Journal annuel de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol. 7, 1974, p. 29.
- 70 Wayne McKell, « Curling and The Valley », in the *Journal annuel de la Société historique de la Vallée de la Châteauguay*, vol. 7, 1974, p. 34. The author gives further precisions on the history of curling in the Howick sector and its surroundings.

**Familles**  
**Organismes**  
**Commerces**



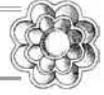
**Families**  
**Organisms**  
**Business**



J.-Henri Pinsonneault (4 septembre 1900 - 24 mars 1979), Hélène Patenaude et Marie-Ange, devant le magasin Pinsonneault, en 1960.



## Laure-Anna Desgroseilliers, une centenaire remarquable



**A** Beauharnois, le 26 novembre 2005, Laure-Anna Desgroseilliers, de Howick, entourée de sa famille et amis, célébrait ses 100 ans. Née le 24 novembre 1905 à Sainte-Martine, cette notable célibataire, suscite l'étonnement admiratif de tous. Lors de cette fête, elle est comblée de cadeaux et reçoit plusieurs vœux, dont ceux d'Élisabeth II, de la gouverneure générale, des premiers ministres, de l'évêque et même une carte papale incluant tous les souhaits de l'entourage ! Alerte, notre centenaire circule entre les tables rencontrant la parenté, ses connaissances et des gens de son village. Particulièrement vive, il faut arrêter cette femme de service qui dessert la table et distribue le gâteau ! Le dimanche 27 novembre, une messe de l'abbé Henri Longtin célèbre l'Action de grâce dans son église bâtie en 1909 qui coïncide avec son arrivée à Howick. La chorale prépare un programme dédié à notre jubilaire absente. Désignée citoyenne émérite par le conseil municipal, honorée par le Club de l'Âge d'Or et entourée par ses neveux et nièces, elle demeure une Howickoise exceptionnelle.



Les deux enfants fréquentent d'abord l'école Modèle; Mado entre chez les Sœurs des Saints-Noms-de-Jésus-et-de-Marie sur le mont Royal. Ses études supérieures incluent musique et chant. André s'inscrit aux collèges Beauharnois et Brébeuf à Montréal. Pensionnaire sportif et athlétique, il participe aux compétitions. Après une joute, il souffre d'un refroidissement qui se transforme en

pneumonie puis en tuberculose. Malgré des séjours dans de grands hôpitaux thoraciques américains, la maladie s'installe et assombrit le climat familial.

Gouvernante et deuxième mère, Laure-Anna en est fort attristée. André, intelligent, cultivé et rieur, venait souvent chez les Brosseau, avec un penchant pour Françoise. Il amène les filles en auto à Saint-Chrysostome et veille dans leur balançoire. Il décède à 34 ans, le 17 décembre 1954. La tenue du commerce aide monsieur Beaudin à surmonter le deuil. Commis au comptoir, la douce Nana donne à Denyse des instructions comme vendeuse du côté des dames, coupant les tissus, décorant les vitrines, rangeant la lingerie et les souliers. On y trouve de tout : appareils ménagers, meubles, équipement de ferme, semences, tuyaux, vêtement, chaux, nourriture, etc. Ce lucratif commerce s'achève avec sa mort, le 24 mars 1961, suivie de celle de Jeanne, le 27 juillet 1976.

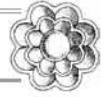
Louis Desgroseilliers, menuisier et cantonnier, et Cordélia Bourdeau arrivent à Howick en 1909, avec Laure-Anna, Léa, Léo et Zénophile. Laure-Anna réside toujours au 4, rue Logan, une grande maison sur une rue alors en gravier. Plusieurs décès assombrissent la vie de la famille : Raoul (2 avril 1912), Bernadette (3 octobre 1920), l'institutrice Jeanne, 26 ans (24 septembre 1941), le père Louis (14 mai 1940) et la mère Cordélia (16 novembre 1963). Leur survivent Nana, Alia et Lucille (84 ans).

Laure-Anna fréquente l'école primaire du village, remplacée en 1915 par l'école Modèle. À 15 ans, elle est aide domestique chez les Muir, rue Lafond. Deux petites filles de cette famille écossaise lui faciliteront l'apprentissage de l'anglais. Elle travaille ensuite pendant 40 ans chez Siméon Beaudin et Jeanne Papineau. Ces derniers achètent de Joseph Desgroseilliers le magasin général arborant la bannière Victoria, avec hangars, remises et abris pour les chevaux. Monsieur Beaudin possède une grosse Hudson, commode pour le transport des marchandises. Les frères Florian et Omer y besognent six jours par semaine. Vaillante, Laure-Anna cuisine, entretient la maison et garde les enfants qu'elle aime comme les siens (Madeleine, 14 mois, et André, né en 1921). Les lundi, la corde à linge exhibe une lessive impeccable.

Pendant huit ans, elle se dévoue pour les patients à l'Hôpital Barrie d'Ormsdown. Elle divise aussi sa maison devenue trop grande pour une personne seule. Elle accommode un locataire, puis une jeune famille dont elle garde le garçon. Elle vend ensuite des brosses, vadrouilles, balais et produits alimentaires et ménagers des maisons Fuller, Watkins et Multi-Pro. Active et autonome, Nana se rend au Centre de jour d'Ormsdown tous les mardis. On y fait des exercices physiques, de la peinture, de l'artisanat en plus de tisser des liens amicaux. Dans sa jolie maison, elle peint des paysages. Elle collectionne aussi bibelots, souvenirs, plantes et poupées. À 100 ans, elle joue de l'orgue électronique dans le salon, cuisine et administre son budget. Elle est entourée de ses neveux et nièces tout comme de son filleul octogénaire, l'abbé Jean-Paul Desgroseilliers. Née un 24 novembre, veille de la sainte Catherine, patronne des célibataires, Laura-Anna, deux fois jubilaire et deuxième centenaire francophone, est une figure historique à Howick. Sa présence dépasse les prévisions. Femme extraordinaire, elle tient encore sa maison à 104 ans, mais rend l'âme le 5 mai 2010.



## The Craig – Anderson Family



After close to 40 years of working Elmhurst Farm on Highway 138, Mervyn and Mary Ellen (Nell) Craig decided it was time to hang up their hats and move into town. They purchased a section of lot 416 from the Glebe in 1962 and built the house that now bears the number 49 on Mill Road. Many happy retirement years were spent there, welcoming family and friends. It was not uncommon for their grandsons, Bill and Doug, to appear behind their house on foot, snowshoe, or even cross-country ski, having crossed the fields and woods for a snack of milk and cookies, before Marian, their mother (and Mervyn and Nell's eldest daughter), would arrive to bring them home again. Mervyn passed away in 1977, leaving Nell to take pleasure in their little home until her death in 1985.



Over the years, neighbours became friends along this gateway to the village, celebrating together and supporting and watching out for each other. This part of town did not escape time however and has had to bid farewell to old friends and welcome new residents. After Wilburn's death in 2007, Marian remained in her home until 2012, when she decided it was time to move into a senior's residence. She is now enjoying her days at la Residence Ormstown where, if she is not tinkling the ivories, she can be found deeply involved in a card game with many of her old friends.

The house was sold to Marc Parent that same year and we hope that his memories of 49 Mill Road will be as fond as ours are.

Nell's passing coincided with Marian and her husband, Wilburn's decision to hand over the reins of Thornbrae Farm to their son Bill, and purchase her parents' home in the village. Much like Mervyn and Nell, they too enjoyed their retirement years on Mill Road, although Wilburn could often be seen biking to or from his home farm for many years to come. A sunroom was added to the back of the house and many an hour was spent observing the wildlife in the gardens and woods through that beautiful big window. And no matter how strong the winter wind blew, the warmth of the sun pouring through there could convince anyone that spring was not far off!

Despite the purchase of a second section of lot 416 in 1976, thereby extending the property to the woods behind the house, there still was not enough for Wilburn's green thumb. While Marian tended beautiful gardens around the house, Wilburn created his own Garden of Eden in the woods itself! There is no doubt that lilies and hostas will be sprouting up in the most unusual places for years to come!



Marian Anderson with her grandchildren, Adam and Emma.

**Wilburn Anderson** (William and Melinda Logan) and **Marian Craig** (James William Mervyn and Mary Ellen Craig)  
m. October 8<sup>th</sup> 1949 Très-Saint-Sacrement

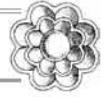
William Anderson (John and Janet Carmichael)  
m. June 12<sup>th</sup> 1918  
Melinda Logan (John W. and Phyllis Jane Nussey)



James W.M. Craig (James John and Marian McClenaghan)  
m. October 15<sup>th</sup> 1924  
Mary Ellen Craig (Archibald and Jessie Ann McGregor)



## Anderson and Whalley Family



**M**arc, son of Cecil Anderson and Linda Marcoux, grew up in Chevery, 100 miles east of Natashquan on the Quebec Lower North Shore, working as a fisherman of cod, crab and lobster. He moved to Montreal in 1994 to begin a university degree. Beijia Lin immigrated from Hangzhou (China) to complete a master degree at McGill in 1988. She later worked at Radio Canada International for the Chinese language section and bought a house in Howick in 1997.

Marc and Beijia met in spring 2002 at Mount Royal Fencing Club (both fencing foil). They were married on April 8, 2003 at Justice Court of Montreal. Merengel was born on July 28, 2004. They lived in Howick on weekends until 2007. The family moved to Leuven (Belgium), where Marc completed his Ph.D. in philosophy, taught one year for Concordia University and now he does research in ethics and logic.

In 2011, they moved back full time in Howick, with Merengel attending Howick Elementary School, Marc and Beijia happily helping out at the school breakfast club.

Born in Birmingham (England) on March 2, 1933, James Whalley, a long time family friend, lived in various places before arriving in Howick 15 years ago. He contacted Howick Elementary School about using their piano, only to find himself helping the younger age groups with reading. He has been



Anderson Family 2014 : Marc, Merengel and Beijia.

doing that ever since, flavouring it with much swing-pushing and frisbee-throwing in the playground. Everyone finds it enormous fun.



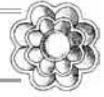
Mister Whalley and Howick Elementary Kids.



Merengel Anderson, school swimming trip.



## Famille Sévère Arcoite et Philomène Arcoite



**P**hilomène, fille de Joseph Arcoite et de Mathilda Sorel, vient au monde le 1<sup>er</sup> novembre 1896. Les jumeaux Sévère et Albina, enfants de Georges et d'Emma Bergevin, voient le jour le 1<sup>er</sup> janvier 1882. Au décès de Mathilda Sorel, Joseph Arcoite épouse en secondes noces la sœur jumelle de Sévère. En allant visiter sa sœur et son beau-frère, Sévère connaît Philomène à 11 ou 12 ans. Un jour, il lui dit: « Dépêche-toi de grandir, je vais te marier plus tard » !



Sévère.



Philomène.

d'Étienne et cousin de Sévère, veuf de Caroline Arpin. Après les fréquentations d'usage, ils se marient le 22 octobre 1938. Ils habitent sur le Chemin de la rivière Châteauguay et sur celui de Ayrness Junction. En 1944, ils aménagent au 23, rue Lambton, à Howick. Les enfants quittent la maison pour le marché du travail, Wilfrid demeure avec ses

parents et Philomène continue à travailler. Comble de malchance, Michel décède le 30 septembre 1952. Philomène va vivre à Sainte-Martine chez sa fille Noëlla. Seul Wilfrid choisit de rester à Howick.

Il tient promesse; la cérémonie nuptiale se déroule le 5 juin 1915 à Saint-Chrysostome. Ils s'installent dans la maison de Sévère dans le rang 4 d'Orms-town. De leur mariage vont naître neuf enfants, dont les trois premiers décédés en bas âge, suivis de Fernande, Irène, Wilfrid, William, Noëlla et Jean-Marie. Le 1<sup>er</sup> novembre 1932, un incendie ravage leur modeste demeure.

Toute la famille déménage dans le rang 4 de Howick. Comme un malheur n'arrive jamais seul, Sévère décède le 20 octobre 1934, suite à une pneumonie double. Philomène se retrouve seule avec six enfants. N'écoulant que son courage, elle déménage au village de Howick, dans ce que l'on appelait dans le temps « l'arche de Noé » sur la rue Pine. Elle fait des ménages dans les maisons privées des Fletcher, Gebbie et Watson.

Le 16 novembre 1980, Philomène nous quitte à l'âge de 84 ans, après une vie bien remplie. Elle peut enfin se reposer. Près de 71 ans plus tard, il se trouve encore des Arcoite dans notre beau petit village de Howick, où il fait si bon vivre.



Entretemps, elle rencontre Michel Bergevin, fils

Fernande (1922-2001), Irène (1924-2014), Jean-Marie (1934-2005, Noëlla (1932) et William (1931-2008); assis : Wilfrid (1926-2008).

**Sévère Arcoite** (Georges et Délima Bergevin) et **Philomène Arcoite** (Joseph et Mathilda Sorel)  
5 juin 1915 Saint-Chrysostome

Georges Arcoite (Georges et Sophie Marcille)  
m. 25 août 1879 Orms-town  
Délima Bergevin (Michel et Martine Vallée)



Joseph Arcoite (Jean-Baptiste et Rose-de-Lima Rhéaume)  
m. 31 décembre 1895 Saint-Chrysostome  
Mathilda Sorel (Olivier et Monique Bisailon)



## Famille Wilfrid Arcoite et Thérèse Senécal



Wilfrid et Thérèse.

Laissez-nous vous raconter l'histoire de nos parents Wilfrid et Thérèse. Wilfrid vient au monde le 30 septembre 1926, troisième enfant de Sévère et de Philomène Arcoite. Thérèse, fille de Valmore et d'Albertine Thériault, voit le jour à Montréal le 14 février 1933; on l'appelle Valentine. Un cousin de Thérèse qui travaillait avec Wilfrid en Abitibi les présente l'un à l'autre en 1949. Après les fréquentations d'usage, ils se marient le 15 avril 1950 à l'église Saint-Irénée de Montréal.

Au début de leur mariage, ils s'installent dans un petit appartement en haut de la cordonnerie d'Henri Pinsonneault. Lorsque Michel, le beau-père de Wilfrid, décède en 1952, ils décident de venir habiter chez grand-mère Philomène au 23 de la rue Lambton. Ils voient grandir six enfants : Denise (1950), Raymond (1952), Robert (1954), Pierre (1957), Sylvie (1961) et Guy (1963).

Au cours de sa vie, Wilfrid occupe plusieurs emplois, dont aide-fermier, ouvrier, ferrailleur, débosseleur, carrossier, mécanicien d'automobile et de machine lourde. Il termine chez son dernier employeur, la compagnie Chromasco, à Beauharnois, où il œuvre

plus de 25 ans. Thérèse demeure à la maison pour s'occuper des enfants, aidée de grand-mère Philomène. Puis un jour presque tous quittent le nid pour aller travailler. Aimant beaucoup les enfants, elle commence alors à en garder à domicile. Un infarctus la terrasse en 1967.

En 1972, toute la famille déménage dans la résidence neuve construite par Wilfrid avec l'aide des siens au 22, rue Robert. Le 2 juillet 1973,

Raymond, âgé de seulement 21 ans, perd la vie lors d'un accident de motocyclette à Saint-Jean-Chrysostome. Les années passent, les enfants quittent pour se marier. Les conjoints, les enfants et petits-enfants viennent agrandir la famille. Thérèse a le bonheur de chérir cinq de ses six petits-enfants : Randy (garçon de Pierre), Amanda, Dale et Scott



Raymond Arcoite, décédé le 2 juillet 1973.

(enfants de Sylvie) ainsi que Gabriel (fils de Robert), avant de quitter les siens le 15 décembre 1992. Isabelle (fille de Robert) naîtra en juillet 1993.

En février 1997, Wilfrid subit un ACV. Si autonome, il doit apprendre à vivre avec des séquelles sévères qui le privent de tous ses moyens de communication. Il rend l'âme le 15 novembre 2008. Les enfants remercient leurs parents pour les belles valeurs inculquées qui leur permettent de continuer dans la vie.



Assis : Thérèse, Wilfrid, Sylvie et Guy; debout : Robert, Denise et Pierre.



## Les enfants de Wilfrid et de Thérèse

**Denise**, l'aînée de la famille, fait ses études primaires aux écoles Modèle et Saint-Jean à Howick, puis secondaires à Sainte-Martine. Elle entreprend un cours de secrétariat au collège Champlain de Valleyfield, pour occuper par la suite des postes de secrétaire pour des compagnies, caissière et secrétaire au sein d'institutions financières. Présentement, elle est à l'emploi des municipalités de Howick et de Très-Saint-Sacrement.



Denise Arcoite et Louis-Henri Ouellet.

Son conjoint, Louis-Henri Ouellet, vient du Saguenay. On connaît l'expression « Qui prend mari prend pays ». Dans leur cas, ce fut le contraire « Qui prend femme prend pays » ! Louis arrive à Howick en 1969 en venant visiter les beaux-parents de sa sœur qui travaillaient à l'Hôtel La Lanterne. Il aime assez le village qu'il revient pour y travailler durant plusieurs années. Il rencontre alors Denise à son travail.



La maison de Denise Arcoite et de Louis-Henri Ouellet.

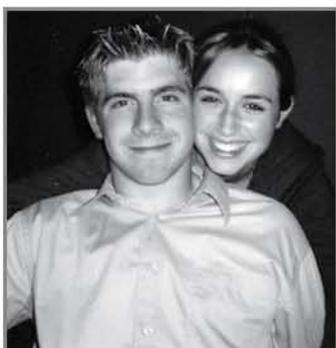
Ils se marient le 2 septembre 1972. Depuis 1973, ils habitent au 9, Chemin de la Rivière-des-Anglais. En 1974, Louis devient travailleur autonome comme peintre en bâtiment. Encore aujourd'hui, il pratique le même métier, écartant l'intention de serrer ses rouleaux et pinceaux. Lui et Denise aiment beaucoup vivre à Howick et comptent y demeurer aussi longtemps que la vie leur permettra.

**Pierre**, le quatrième de la famille, voit le jour le 23 février 1957. Après ses études primaires aux écoles Modèle et Saint-Jean, il poursuit ses études secondaires à Sainte-Martine et à la polyvalente Louis-Philippe-Paré à Châteauguay. En 1976, il s'enrôle dans les Forces armées canadiennes où il apprend le métier de chauffeur de camions. En pratiquant ce métier, il parcourt le Canada et les États-Unis, d'une frontière à l'autre.



Pierre Arcoite et Claire Ringuette.

Le 20 août 1980, il unit sa destinée à Lynda Towns. Leur fils unique Randall-Louis (Randy) naît le 17 août 1982. Aiseur technique, il épouse l'infirmière Stéphanie Ste-Marie. Ils demeurent au 38-A, rue Colville à Howick pendant plusieurs années. Ils voient grandir deux beaux enfants, Ayden et Summer. Un troisième naîtra à son tour en août 2015. Toujours chauffeur de camion à Beauharnois, il partage la vie de Claire Ringuette depuis 1987.



Randy Arcoite, fils de Pierre, et sa conjointe Stéphanie Ste-Marie.



Ayden et Summer, enfants de Randy et de Stéphanie.

**Guy**, le dernier-né, vient au monde le 27 juillet 1963. Il rencontre sa conjointe Diane Gay pendant ses études. Mariés le 14 avril 1990, ils habitent le 15, rue Colville pendant un certain temps, puis déménagent au 1152, Route 203, toujours à Howick. Il travaille comme tireur de joints dans le domaine de la construction. Ils demeurent maintenant à l'Île-du-Prince-Édouard, mais gardent contact avec la famille. Il y aura toujours une place dans leurs cœurs pour Howick. Rien ne dit qu'ils n'y reviendront pas un jour !

Guy et Diane Gay.



Gabriel, Isabelle, Scott, Amanda, Randy, Dale et Wilfrid.

**Wilfrid Arcoite** (Sévère et Philomène Arcoite) et **Thérèse Senécal** (Valmore et Albertine Thériault)  
15 avril 1950 Saint-Irénée, Montréal

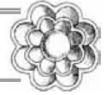
Sévère Arcoite (Georges et Délima Bergevin)  
m. 5 juin 1915 Saint-Chrysostome  
Philomène Arcoite (Joseph et Mathilde Sorel)



Valmore Senécal (Joseph et Olyme Hémond)  
m. 24 juin 1918 Saint-Charles, Montréal  
Albertine Thériault (Honoré et Délima Blanchet)



## Famille Robert Arcoite et Danielle Vinet



**J**e suis le troisième enfant de Thérèse Sénécal et de Wilfrid Arcoite, né le 30 juillet 1954. J'ai grandi avec mes parents, ma grand-mère paternelle et mes cinq frères et sœur à Howick. Dans ma jeunesse, j'avais une passion pour le hockey, le golf et j'ai joué au baseball dans le AA que j'ai dû arrêter à cause d'une blessure au genou. À 18 ans, j'ai commencé à travailler pour la compagnie Alcan de Melocheville comme opérateur de pont roulant tout en gardant ma passion pour les sports. J'y suis resté jusqu'à la fermeture en 2009 où j'ai pris ma retraite.



Robert et Danielle.



Isabelle et Gabriel Arcoite.

Le 15 septembre 1990, j'ai épousé Danielle Vinet de Sainte-Clotilde, fille de René Vinet et de Denise Charland. De notre union sont nés deux enfants, Gabriel le 23 janvier 1992 et Isabelle le 22 juillet 1993. Nous sommes déménagés à Sainte-Clotilde, où nous résidons toujours. Notre fils est né avec le syndrome d'Angelman, qui lui cause un retard mental important et fait de lui notre bébé pour la vie. Nous avons pris soin de lui jusqu'à ses 21 ans, avant qu'il ne quitte la maison pour aller vivre en résidence supervisée. Notre fille Isabelle montre de l'intérêt pour plusieurs secteurs d'activités. Elle s'est d'abord spécialisée en animation radio et télé, domaine dans lequel elle a œuvré pendant quelques années. Elle est donc actuellement à l'Université du Québec à Montréal au baccalauréat en sexologie dans le but de faire une maîtrise dans ce domaine.



Danielle et Robert.



Robert,  
Gabriel,  
Danielle et  
Isabelle.

Joyeux anniversaire à tous les citoyens de la municipalité de Howick.

**Robert Arcoite** (Wilfrid et Thérèse Senécal) et **Danielle Vinet** (René et Denise Charland)  
m. 15 septembre 1990 Howick

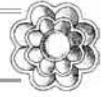
Wilfrid Arcoite (Sévère et Philomène Arcoite)  
m. 15 avril 1950 Saint-Irénée, Montréal  
Thérèse Senécal (Valmore et Albertine Thériault)



René Vinet (André et Éva Poisant)  
m. 29 août 1959 Sainte-Clotilde  
Denise Charland (Georges-Édouard et Théodora Pomminville)



## Famille Réal Barbeau et Ginette Camerlain



**G**rands-parents de Réal, Olivier Barbeau et Marie-Louise Létourneau comparaissent au pied de l'autel de Saint-Rémi le 10 janvier 1899.

Au fil des ans, ils voient grandir trois garçons et cinq filles : Florian (1922-1968), Olivier, Albert, Corona,



Florian Barbeau,  
père de Réal.

Berthe, Marie-Louise, Irène et Rose-Alma. Du côté des aïeux maternels, Wilfrid Rochefort et Emma Rouleau, se marient le 24 octobre 1910 à Saint-Jean-Chrysostome Ils fondent une famille de dix enfants : Simone (née en 1924), Lucille, Rhéa, René, Roland, Roméo, Réal, Gaétane, Dalma et Uldège.

Simone contracte deux unions matrimoniales, avec Florian Barbeau (31 juillet 1943 à Howick, 1922-1968) et Rolland Rouleau (30 janvier 1971 à Saint-Hubert). Du premier lit viennent au monde huit enfants, dont sept dans le rang des Irlandais à Howick : Réal, Roger, Yves, Francine, Gérard, Louise, Léo et Manon.

Le 9 septembre 1967, les cloches de l'église paroissiale de Saint-Lambert sonnent à toute volée pour



Les enfants de Simone Rochefort :  
assis : Réal, Roger, Yves et Gérard;  
debout : Louise, Manon, Francine, Simone et Léo.



Réal et Ginette.

annoncer la célébration solennelle du mariage de Réal Barbeau (26 juin 1944), fils de Florian et de Simone Rochefort, avec Ginette (21 mars 1946), fille de Wilfrid Camerlain (1896-1959) et de Jeanne Bourgault (1918-1981), dont l'ancêtre portait le patronyme Camerling. Leur fils Yves (18 mars 1968) habite à Mercier depuis 2014 avec sa nouvelle copine.



Yves Barbeau,  
fils de Ginette et de Réal.

Réal débute sa carrière d'entrepreneur électricien à Howick en 1972. Chanceux, il peut compter sur sa conjointe Ginette, secrétaire depuis 43 ans, et un excellent employé depuis 40 ans, Jacques Rochefort.

**Réal Barbeau** (Florian et Simone Rochefort) et **Ginette Camerlain** (Wilfrid et Jeanne Bourgault)  
m. 9 septembre 1967 Saint-Lambert

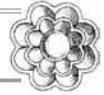
Florian Barbeau (Olivier et Marie-Louise Létourneau)  
m. 31 juillet 1943 Howick  
Simone Rochefort (Wilfrid et Emma Rouleau)



Wilfrid Camerlain (Vital et Henriette Chamberland)  
m. 28 mai 1945 Saint-Maxime, LeMoynes  
Jeanne Bourgault (Joseph et Maria Barnabé)



## The Robert and Dorothy Barr Family



In 1955, Bob Barr of Franklin Centre and Dorothy Hooker of Ormstown were married and moved to their home on Colville Street.

They had decided to build in Howick as it was close to their roots but not far from Montreal, where they both worked. Bob was an electrician/mechanic at Dominion Engineering in Lachine, where he worked for 40 years. He also ran a sideline business, repairing motors and appliances from home. Dorothy was an elementary school teacher in Westmount and later at HES for 12 years.

Bob served for 45 years on the Howick Fire Department including 20 years as Assistant Chief. The



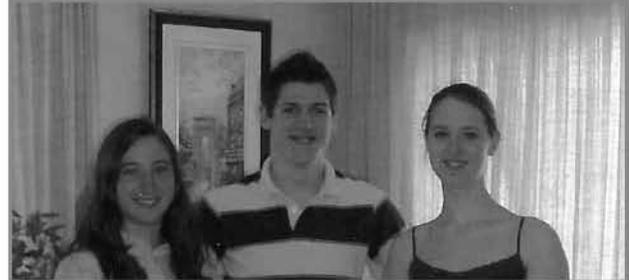
Bob Barr,  
Howick Fire Department.

Barrs have also been long time members of Georgetown Presbyterian Church. Music has played a big part in their lives. Bob was a well-known square dance caller both in the Valley and away. He passed away in 2003.

They have three children. Janice is married to George Neal; they have two daughters, Angela and Julie and live near Howick. Bruce lives in Welland, Ontario and Heather in Huntingdon, She is married to Kenny Welburn and has one son, Jesse.



Dorothy Hooker and Robert Barr.



First row (our children) : Heather, Bruce and Janice;  
2nd row (our grandchildren) : Julie Neal, Jesse Barr and Angela Neal.



Family house.

**Robert N.G. Barr** (Robert T.P. and Edith M. Stuart) and **Dorothy J. Hooker** (Edwin J. and Mayford A. Orr)  
m. July 30<sup>th</sup> 1955 Ormstown

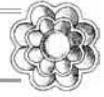
Robert T.P. Barr (Peter R. and Georgina Alice Craik)  
m. April 23<sup>rd</sup> 1924 Ormstown  
Edith M. Stuart (George and Phelena F. Parham)



Edwin J. Hooker (William H. and Mary McKell)  
m. June 11<sup>th</sup> 1919 Riverfield  
Mayford A. Orr (William W. and Mary E. Stewart)



## Famille Fernande Bergevin et Hermas Patenaude



**H**ermas Patenaude naît à Aubrey le 18 janvier 1932. Il travaille pour le village de Howick, notamment comme chef pompier. Il décède le 18 août 1998. Fernande Bergevin voit le jour le 28 juin 1938 à Howick, au rang 5. Ils se marient le 29 juin 1957 et voient grandir trois enfants. Avant de loger dans la résidence actuelle, ils demeurent à l'étage du célèbre magasin général de madame Pinsonneault.

La maison que Fernande habite avec son conjoint Hilaire Landry se trouvait à l'origine au village Saint-Pierre, avant son déménagement sur le terrain en face du bureau de poste en 1961.



La résidence familiale.



Fernande Bergevin et Hermas Patenaude.

**Hélène**, la fille aînée, demeure encore à Howick. De son union avec Luc Bourdeau naissent Josée et Pierre-Luc, père d'un fils prénommé Cédric; un autre petit garçon viendra bientôt s'ajouter à la famille. La deuxième fille de Fernande, **Anne-Marie**, travaille à la Caisse Desjardins de Howick, puis rencontre son mari, le militaire Roger Fluet. Ils vivent au Saguenay depuis quelques années.



Hélène et Luc.



Hilaire Landry et Fernande Bergevin.



Roger et Anne-Marie.

**Germain**, le benjamin, rencontre sa future épouse Manon Chartrand alors qu'ils œuvraient tous les deux dans l'armée. Ils sont les parents de trois enfants : Marie-Soleil, Annik et Jasmin. Raphaël, fils de Marie-Soleil et de son époux Janick, viendra joindre leur famille sous peu.



Annik, Manon, Janik, Marie-Soleil, Germain et Jasmin.

**Hermas Patenaude** (Ernest et Lucienna Vaillancourt) et **Fernande Bergevin** (Émile et Fabiola Parent)  
m. 29 juin 1957 Howick

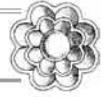
Ernest Patenaude (Alex et Herméline Favreau)  
m. 8 mai 1923 Saint-Antoine-Abbé  
Lucienna Vaillancourt (Luc et Émilie Cauchon)



Émile Bergevin (Albert et Mathilda Provost)  
m. 30 mai 1923 Howick  
Fabiola Parent (Joseph et Joséphine Simon)



## Famille Germain Bergevin et Lise Touchette



**F**lorian-Germain Bergevin voit le jour le 13 mai 1948, dernier-né de la belle famille de quinze enfants d'Émile Bergevin (1901-1976) et de Fabiana Parent (1905-1991), du rang cinq de la paroisse de Très-Saint-Sacrement. Le 1<sup>er</sup> mai 1971, il unit sa vie à Lise-Albertine Touchette, venue au monde le 10 mars 1951, fille de René Touchette (1921-1999) et de Madeleine Pelletier (1926-1996), de Beauharnois.

Le jeune couple s'installe à Lachine, où naît Julie-Kim en 1975. En 1978, il revient s'installer à Howick, sur la rue Robert, dans une demeure qu'il habite toujours. La famille s'agrandit avec la naissance de Marc en 1978, puis celle de David en 1987.

En 2015, Julie-Kim travaille comme directrice des ressources humaines pour des franchisés des



Lise et Germain, à la sortie de l'église.

restaurants McDonald's, Marc en tant que contremaître de projets au sein des Forces armées canadiennes, et David est policier pour la Ville de Châteauguay.



Marc, Germain, David, Lise et Julie-Kim, en 2004.



Julie-Kim, David et Marc, en 1989.



David, Julie-Kim et Marc, en 2010.



Germain, Julie-Kim, Lise, David et Marc, en 1989.



Émile, en 2014.



Mélina, en 2014.

Germain œuvre à titre d'homme de service pour l'usine de pneus Goodyear à Valleyfield, et Lise comme gardienne à l'heure de dîner à l'école Saint-Jean. Ils voient grandir deux adorables petits-enfants, Mélina (2000) et Émile (2001), les enfants de Julie-Kim.

**Germain Bergevin** (Émile et Fabiana Parent) et **Lise Touchette** (René et Madeleine Pelletier)  
m. 1<sup>er</sup> mai 1971 Beauharnois

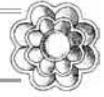
Émile Bergevin (Albert et Mathilde Prévost)  
m. 30 mai 1923 Howick  
Fabiana Parent (Joseph et Joséphine Simon)



René Touchette (Joseph et Albertine Chevreffils)  
m. 28 août 1948 Notre-Dame-du-Très-Saint-Sacrement, Montréal  
Madeleine Pelletier (Wilbrod et Germaine Desjardins)



## Famille Denis Billette et Ginette Grégoire



Septième des treize enfants de Lucien Billette et de Lucienne Asselin, Denis vient au monde le 13 novembre 1949, dans la paroisse de Très-Saint-Sacrement de Howick. En 1977, Denis décide de se porter acquéreur du terrain où se situait le magasin général de Siméon Beaudin. Il y fait construire une maison et un magasin qui lui permet de vendre et de réparer divers appareils électroniques.



La résidence familiale et le commerce Denis Billette TV.

Le 1<sup>er</sup> juillet 1978, il épouse Ginette Grégoire, fille d'Arthur et de Claire Primeau, de Sainte-Martine. Deux merveilleux enfants naissent de cette union : Jean-Denis (3 avril 1981) et Karine (13 juin 1984).



Ginette et Denis.

Denis s'implique activement au sein du Club Lions de Howick. Ginette occupe pendant dix ans le poste de secrétaire-trésorière de l'Association des festivités de Howick (Super Party). Denis profite de sa retraite depuis 2007 et Ginette depuis 2008, après une fructueuse carrière de 35 ans de service auprès des caisses Desjardins. Toujours résidents de Howick, ils continuent d'apporter leur contribution personnelle au développement de la vie communautaire.

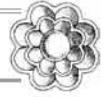
Jean-Denis travaille comme technicien en chauffage. Il est toujours résident de Howick et s'implique régulièrement au sein de sa communauté. Karine obtient en 2008 un diplôme en éducation à l'enfance du cégep de Valleyfield. Elle œuvre au CPE La Petite Magie à Sainte-Martine.



Denis, Ginette, Karine, Jean-Denis et sa conjointe Caroline et en médaillon : Zoé.



## Famille Jean-Denis Billette et Caroline Beaudin



Jean-Denis, fils de Denis Billette et de Ginette Grégoire, vient au monde le 3 avril 1981. Il fait ses études primaires à l'école Saint-Jean de Howick, poursuivant le cours secondaire à Sainte-Martine et à Beauharnois. Diplômé en plomberie-chauffage de l'école polymécanique en avril 2000, il travaille depuis sa graduation comme technicien en chauffage spécialisé en mazout et propane.

Très impliqué dans sa communauté, il organise le Super Party pendant dix ans, créant l'Association des festivités de Howick. Pompier volontaire pour le village depuis 2001 et conseiller municipal depuis 2005, il siège pendant six ans au conseil d'administration du club de curling local, assumant la présidence pendant les saisons 2007-2008 et 2008-2009. Il devient le plus jeune président dans toute l'histoire de l'organisation. Dans ses temps libres, il aime bien pratiquer ce sport d'hiver. Avec ses acolytes pompiers Dan Brown, Yann Lefebvre et Matt Nussey, il représente le Québec au championnat canadien de curling des pompiers en 2009 à Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard) et en 2014 à Winnipeg (Manitoba). En 2014, Ken McRae s'ajoute comme cinquième joueur.



Zoé, Caroline et Jean-Denis, en 2015.

En 2008, Jean-Denis rencontre Caroline Beaudin. Elle voit le jour à Saint-Rémi le 24 février 1983, et sa fille Zoé le 31 mars 2004. Elles déménagent à Howick en 2009, partageant la vie de Jean-Denis dans la maison fraîchement bâtie sur la rue Wilfred-Watson. Caroline travaille pour la Caisse Desjardins depuis l'automne 2009 et appuie Jean-Denis dans tous ses projets.



Équipe Québec 2014 :

Fred Hutchings, Yann Lefebvre, Matt Nussey, Dan Brown, Jean-Denis Billette et Ken McRae.



La maison lors de sa construction, en 2009.

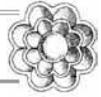
**Jean-Denis Billette** (Denis et Ginette Grégoire) et **Caroline Beaudin** (...)

Denis Billette (Lucien et Lucienne Asselin)  
m. 1<sup>er</sup> juillet 1978 Sainte-Martine  
Ginette Grégoire (Arthur et Claire Primeau)





## Famille Stéphane Bouthillier et Nancy Lefebvre



Nancy, Stéphane, Pierre-Luc et Roselyne, en 2012.

**S**téphane Bouthillier, fils de Louis et de Réjeanne Duquette, vient au monde le 20 octobre 1976 à Sainte-Clotilde-de-Châteauguay. Il gagne sa vie à titre d'homme de cour et acheteur pour Lazure, une compagnie de tôles et tuyaux à Saint-Urbain-Premier. Le 28 février 1997, il débute sa vie de couple avec Nancy Lefebvre, fille de feu Pierre Lefebvre et de Rita Bélanger, mariés à Melocheville. Elle voit le jour à Beauharnois le 17 décembre 1977. Elle possède un service de garde en milieu familial. En 2003, Stéphane et son père décident de construire eux-mêmes une maison familiale, située sur la rue Richard.

Au fil des années, Nancy et Stéphane deviennent les heureux parents de deux beaux enfants. Pierre-Luc (3 décembre 2003) fréquente l'école de Sainte-Martine en 5<sup>e</sup> année. La pêche, la chasse et le hockey constituent ses passe-temps favoris. Roselyne (12 juillet 2006) complète sa 3<sup>e</sup> année à l'école Saint-Jean. Elle aime le soccer, le hockey et l'équitation.

Le 18 août 2012 à Sainte-Martine, Stéphane et Nancy décident d'officialiser leur union, après quinze ans de vie commune.



Pierre-Luc.



Roselyne.



La résidence familiale de la rue Richard.

**Stéphane Bouthillier** (Louis et Réjeanne Duquette) et **Nancy Lefebvre** (Pierre et Rita Bélanger)  
18 août 2012 Sainte-Martine

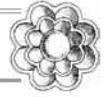
Louis Bouthillier (Gabriel et Adrienne Bourdon)  
m. ... Howick  
Réjeanne Duquette (René et Madeleine Huberdeau)



Pierre Lefebvre (Arthur et Alice Péladeau)  
m. 30 mars 1973 Melocheville  
Rita Bélanger (Roméo et Wilma Rémillard)



## Famille Jean-Pierre Brault et Louise Cholette



Jean-Pierre Brault et Louise Cholette.



La maison familiale.

**O**riginaire de Châteauguay où il habite depuis sa naissance le 20 juillet 1955, Jean-Pierre Brault, fils de Paul-Émile et de Carmen Laramée, vient s'établir à Howick en 1991 avec Louise Cholette (6 février 1957), fille d'Omer et de Thérèse Vaillancourt, sa conjointe depuis 18 ans déjà.

Depuis 1977, il œuvre dans l'industrie du taxi, marchant ainsi dans les traces paternelles. Dans ses temps libres, il se livre à ses principaux passe-temps : la musique, la moto et une collection de jouets qu'il débute voilà une dizaine d'années. Louise vit à Longueuil jusqu'en 1967 pour ensuite déménager à Ormstown, où son père tient le restaurant Frank BBQ pendant six ans.

Arrivée à Châteauguay depuis quelques mois seulement, Louise commence à fréquenter Jean-Pierre à l'automne 1973. Ils attendent 33 ans, le 3 février 2007 à Sainte-Martine, pour officialiser leur union par les liens sacrés du mariage. Femme dynamique, Louise œuvre dans le public (boutiques, magasins et restaurants), exerçant souvent plus d'un emploi à la fois. Amoureuse des animaux, elle affectionne particulièrement ses chats, qu'elle traite aux petits soins.

Depuis maintenant 20 ans, Louise se consacre au service de ses concitoyens en tant que conseillère municipale. Le couple ne regrette pas d'avoir fait l'acquisition d'une maison centenaire rue Lambton. Il apprécie grandement la quiétude de ce petit village tout simplement charmant.



Jean-Pierre Brault et Louise Cholette.

**Jean-Pierre Brault** (Paul-Émile et Carmen Lavallée) et **Louise Cholette** (Omer et Thérèse Vaillancourt)  
3 février 2007 Sainte-Martine

Paul-Émile Brault (Edmond et Cécile Laramée)  
m. 9 octobre 1954 Châteauguay  
Carmen Lavallée (Jean-Baptiste et Ernestine Dorais)



Omer Cholette (Adélard et Louisia Lemire)  
m. 31 août 1946 Longueuil  
Thérèse Vaillancourt (Abraham et Liliane Brière)



## Famille Denyse Brosseau et Jean-Marie Touchette

Originaire de Saint-Étienne, Hormidas Brosseau, apiculteur et conducteur de passagers entre Howick et Saint-Chrysostome, convole en justes noces avec Alexina Laberge, de Sainte-Martine. Établi à Howick, il installe son rucher en arrière de la maison familiale qui se trouve située au 30, chemin du Moulin.

Son fils Roméo naît en 1900 au 28, chemin du Moulin (Mill Road), dans la maison voisine, à l'époque le bureau de poste de Howick Station. Le 28 mai 1928, il épouse Florida Bonhomme, employée de

l'hôtel de la gare, née à Saint-Chrysostome. Camionneur, il transporte du foin vers les États-Unis et des piquets pour la région. Parmi ses bons clients, on compte la communauté iroquoise de Kanahwake dont faisait partie le chef Poking Fire. Les relations commerciales avec les Amérindiens ont toujours été harmonieuses. Femme pieuse, Florida occupe le rôle de secrétaire pour le Cercle des Fermières et joint les Dames de Sainte-Anne. Sage-femme également, on la demande souvent pour des relevailles. Bonne cuisinière, elle travaille pour plusieurs établissements du village : hôtels et restaurants.



Jean-Yves, Denyse, Sylvie, Daniel et Jean-Marie, en 1964.



Denyse Brosseau, leur fille aînée, vient au monde le 24 septembre 1929 à Howick, au 30, chemin du Moulin. Roméo souhaite l'éducation de ses filles. Pendant que sa sœur Françoise débute sa formation au collège O'Sullivan, Denyse entre aux Beaux-Arts à 18 ans, après l'école normale. Cette dernière obtient son diplôme en enseignement des arts au bout de quatre ans. Fière de l'éducation reçue d'Alfred Pellan et d'Irène Senécal, elle enseigne sept ans à la Commission scolaire de Lachine, sous la direction dynamique de J.-C. Chassé, ouvert aux méthodes nouvelles.

À la fin de sa formation, Denyse fréquente Jean-Marie Touchette, fils de Louis et de Blanche Poissant, de Sainte-Martine. Il travaille pour J.E. Govier, marchand de semences de Howick. Ils s'y marient le 21 juillet 1952. Jean-Marie et son associé reprennent le commerce sous le nom de Howick Seeds. Secrétaire de la Commission scolaire Très-Saint-Sacrement de Howick et président de la Caisse populaire, il joue un rôle actif au sein de sa communauté d'adoption. Progressiste, le couple se préoccupe du français et de l'éducation. Ensemble, ils produisent un mémoire à la Commission Gendron sur la langue, pour rendre compte de la situation du français dans le village. De toute évidence, notre langue souffrait d'un sérieux désavantage par rapport à l'anglais. Leur témoignage est toutefois dénoncé par le *Montreal Star* qui le qualifie de mensonger. Le remous provoqué amène quelques problèmes au sein de la communauté, et ce, bien avant la Loi 101. Secrétaire des écoles, Jean-Marie contribue, avec l'appui de Denyse, à la modernisation des méthodes d'enseignement.

Denyse et Jean-Marie voient grandir trois enfants : Sylvie, Jean-Yves et Daniel. Soucieux de leur éducation, ils leur font apprendre la musique, avec les professeurs Cheryl Carson et Lucille Rolin. Cette dernière laisse une marque importante dans le village. Aujourd'hui, une rue porte son nom. Victime d'un ACV en 1973, Jean-Marie bénéficie des bons soins de Denyse jusqu'à sa mort survenue le 19 juillet 1985.

Au cours des années qui suivirent, passant d'aidante naturelle à veuve, Denyse modifie ses intérêts, lesquels deviennent moins polémiques et plus pragmatiques. Elle s'intéresse à l'histoire de la région et du village, la restauration de la peinture et des murales de l'église et à la sauvegarde de l'école Modèle. En 1978, grâce à une subvention, un groupe d'étudiants collecte des données pour le centenaire de la paroisse de Très-Saint-Sacrement en 1985. Denyse lègue au village cette documentation, avec des enregistrements précieux des anciens, dont celui de Napoléon Parent, maire décédé à 100 ans en 1980.

L'intervention de Lucien Robidoux, Jacques Hontoy et de Denyse sauve l'école Modèle, la dernière du genre, convertie en centre communautaire. De nombreux citoyens collaborent également à la restauration de la peinture intérieure de l'église, un événement mémorable de solidarité et de fête. En 2009, la salle André-Langevin expose les œuvres de Denyse, tableaux personnels et dessins illustrant l'histoire de Beauharnois et de ses environs, commandées par l'historien feu Yvon Julien.

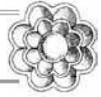


Denyse, en 1990.

Durant leurs plus belles années, Jean-Marie et Denyse luttent pour deux causes convergentes : l'émancipation politique du Québec et la langue française. Ils ne cachèrent jamais leurs positions, qui demeurent encore aujourd'hui, dans le cas de Denyse, toujours les mêmes. En 2009, le mouvement Québec français lui décerne une médaille pour ses efforts. Conseillère municipale, elle œuvre pour l'histoire écrite et illustrée de son patelin. L'embellissement et la toponymie ne sont pas laissés pour compte. Elle aide à choisir les emblèmes aviaire et floral du village : le geai bleu et la pontédérie cordée. La conception des armoiries de Howick sont aussi de sa facture. Elle participe à la plantation d'arbres et de fleurs, contribue à donner des noms aux parcs et aux rues du nouveau développement. Elle aime son village et s'y donne généreusement pendant une très longue période. Elle dut le quitter en 2010 pour élire domicile dans une résidence à Beauharnois, y coulant depuis des jours paisibles. Elle pense encore à son époux et à ce parcours de 81 ans dans ce coin de pays. Comme dit la chanson d'Édith Piaf, « non, je ne regrette rien ».



## James Cavanagh Family



Catherine Deace and James Cavanagh.

**B**orn in Ormstown on June 18, 1896, James Cavanagh became a blacksmith. In 1920, he married Catherine Deace, born in England on October 20, 1898. At the age of twelve, she came to Canada by boat and was sent to Ormsown for work. They moved later to Howick. James died on August 29, 1966; Catherine followed him to the cemetery on August 17, 1978.

Jimmy, born on January 3, 1923, drove a truck. He died on September 27, 1993. After Eunice, Raymond came along on January 22, 1935. He worked at the Northern Electric plant in Lachine. He married and divorced. There is no trace of his daughter Lida. Raymond died on December 26, 1986.

Eunice was born on May 9, 1929. She worked for different organizations : Howick Telephone (1946-1950), Royal Victoria Hospital (1951-1953) and Northern Electric in Montreal (1954-1978). When the company moved to Toronto, she followed and retired in 1985. Now she lives in Rawdon with Pat Conroy. The next move will be the grave yard.

Diane was born on January 14, 1954. She went to school in Howick and then Ormstown. Now, she lives in Montreal with David Black, her husband since July 18, 1980. They have no children.



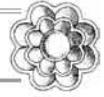
James Cavanagh.



Catherine Cavanagh.



## Raymond Caza and Evelyn Forester Family



**R**aymond Arthur Caza was born in Saint Anicet, July 13, 1941, son of Arthur-Fabien Caza (1911-1981) from Cazaville and Ida Blanche Saumier (1912-1992), from Huntingdon. Raymond attended schools in the surrounding Hyn-tingdon area. On October 26, 1963 in Herdman (now Hinchinbrooke), he married Evelyn Doreen Forrester, of Ormstown, born on November 2, 1946, daughter of Everett Baird Forrester (1919-1993), from Orms-town and Beatrice Viola Gamble (1926- ), from Herdman. Evelyn attended school in Ormstown.

Raymond spent many years remodelling his home. He added an extension for his machine shop and sharpening business in the back. Raymond and Evelyn had four children whom all attended Howick Elementary School, CVR, and Uni-versities in Montreal.



Raymond-Arthur and Evelyn Doreen.



House built around 1880.



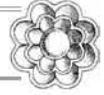
Some house of 1880 remodled.



Front row : Karina Bertrand, Richard Bertrand, Doreen Caza-Bertrand, Evelyn Caza, Raymond Caza, Angela Caza Halliday (holding son Jacob Halliday), Chuck Halliday, Kenvin Caza; back row : Jo Bertrand, Amanda Bertrand, Christina Campbell-Caza and Daniel Caza.



## Famille Armand Côté et Mariette Parent



Armand, fils d'Agénor (ou Jeannard) Côté et de Victoria Loiselle, voit le jour au village Saint-Pierre le 17 avril 1905. Mariette, fille de Joseph et de Joséphine Simon, vient au monde le 3 juillet 1908 au rang 4 à Howick. Ils vont à la même école, et convolent en justes noces le 19 novembre 1929 à l'église Notre-Dame-des-Sept-Douleurs à Verdun.

Ils demeurent à plusieurs endroits de la région, avant de s'installer définitivement au 45 de la rue Lambton en 1933. Ils démolissent la petite maison infestée de punaises, achètent la maison voisine appartenant à Bell et la déménage. Armand bâtit un garage pour ses travaux de forgeron. Au fil des ans, la mécanique remplace la forge manuelle. En 1949, la compagnie White Rose fait son entrée par la vente de gazoline.



Le garage Côté.



La maison familiale de la rue Lambton et la bannière White Rose annonçant le garage Côté.

Excellent travaillant et même workaholic, Armand ne prend jamais de vacances. Il quitte son garage seulement pour faire des commissions. À part l'entretien ménager, Mariette passe beaucoup de temps dans son jardin, enjolivant le devant de sa maison avec des fleurs. Ensemble, ils voient grandir cinq enfants et dix petits-enfants.

- Marcel (1932)
- Gérard (1934) et Kathleen Harris : Suzanne, Diane et Monique
- Jeannette (1937) et Serge Boulanger : Claude, Madeleine, Louise et Adrien
- Nicole (1947) et Lambert Ricard : Angélique et Sonia
- Lucette (1949) et Michel Roy : Dominique



Lucette et Nicole.

Armand achète deux camions dans les années 1950, donnant de l'ouvrage à ses garçons. Marcel est victime d'un grave accident à l'âge de 27 ans. Mariette commence à souffrir de rhumatismes à 42 ans. Jeannette doit manquer souvent l'école pour s'occuper de ses petites sœurs. Les parents les aiment et les éduquent du mieux qu'ils peuvent. Armand décède le 17 juin 1969. Mariette lui survit jusqu'au 3 mars 1985, Marcel, deux semaines plus tard, suivi de Gérard, le 25 janvier 2003.



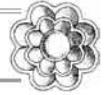
Jeannette, Armand, Marcel, Mariette, Nicole (bébé) et Gérard.

**Armand Côté** (Agénor et Victoria Loiselle) et **Mariette Parent** (Joseph et Joséphine Simon)  
m. 19 novembre 1929 Notre-Dame-des-Sept-Douleurs, Verdun

Agénor Côté (Jean-Baptiste et Odile Brais)  
m. 16 juillet 1900 Sainte-Philomène  
Victoria Loiselle (Jean-Baptiste et Délia Pételle)



Joseph Parent (Étienne et Émilienne Cuillerier)  
m. 22 novembre 1904 Sainte-Martine  
Joséphine Simon (François et Caroline Reid)



Gérard et Kathleen.

**G**érard, deuxième fils d'Armand et de Mariette Parent, naît en 1934 au village Saint-Pierre. Kathleen vient au monde en 1939, la cadette des quatre enfants de Frank et de Kathleen Fisher, auparavant de Montréal. À 13 ans, Kathleen rencontre Gérard, alors âgé de 18 ans. Ils se marient le 26 octobre 1957 à l'église Très-Saint-Sacrement de Howick. Ils louent la maison appartenant au père de Gérard à côté du garage et finalement l'achètent en 1969.

Ils donnent le jour à quatre enfants : un garçon né en 1959 et malheureusement décédé le lendemain, suivi de trois filles Suzanne (1960, Pierre Paquette), Diane (1962, Alain Vachon) et Monique (1971, Ronald Lavoie). Se rajoutent à la famille neuf petits-enfants (Julie, Benoit, Steve, Danny, Cynthia, Kevin, Sabrina, Stacey et Danick) et à ce jour un arrière-petit-fils (Lukas).

Gérard conduit des camions pour son père avant de commencer à travailler comme ouvrier à la papetière Domtar de Lachine jusqu'en 1980, quand

la compagnie ferme ses portes. « Gars de chars », il passe son temps dans les garages. Cet homme fier aime acheter des voitures, les réparer, les peindre puis les revendre.

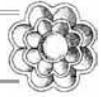
Kathleen travaille chez General Foods à LaSalle, puis choisit de rester à la maison avec les enfants. Cette tricoteuse hors pair demeure une personne très généreuse de son temps, même encore aujourd'hui. Après le décès de Gérard en 2003, elle héberge plusieurs jeunes chez elle en foyer d'accueil.



Monique, Kathleen, Suzanne et Diane.



## Famille Suzanne Côté et Pierre Paquette



**P**ierre vient au monde le 14 août 1958 à Hull. Ses parents, John et Marcelle Richer, déménagent à Howick en 1965. Spécialisé en mécanique d'avions, surtout les moteurs, il est appelé à voyager beaucoup pour son travail. De technicien à inspecteur, il détient maintenant le poste de directeur de la compagnie Innotech à Dorval.

Suzanne (6 août 1960) vient de Howick comme ses parents, Gérard et Kathleen Harris. Secrétaire de formation, elle accepte en 1994 le poste de secrétaire-trésorière pour la municipalité de la Paroisse de Très-Saint-Sacrement. Les deux s'impliquent fortement dans la communauté. Pierre s'occupe du soccer depuis 20 ans; Suzanne le seconde dans ses multiples activités bénévoles. Mariés depuis le 14 mai 1983 à Très-Saint-Sacrement, ils se considèrent choyés avec deux beaux enfants exceptionnels.



Suzanne et Pierre.



Benoit et Julie.



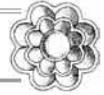
Benoit et Lukas.

**Julie** (1985) suit l'exemple de ses parents dans l'implication sociale. Elle obtient un baccalauréat en ressources humaines et travaille présentement comme coordonnatrice aux Aidants naturels du Haut-Saint-Laurent. Elle s'est fait construire une maison à Howick et y demeure avec son copain.

**Benoit** (1988) suit les traces de son grand-père maternel. Il étudie en mécanique pour obtenir un AEC. Spécialisé en vente automobile, il est présentement directeur des ventes chez un concessionnaire Honda. Marié en septembre 2012, il voit grandir un précieux petit garçon, Lukas, né en octobre 2013. La petite famille demeure à Châteauguay.



## Alvin and Gayle Craig Family



**A**lvin-Wallace Craig, son of Wallace and Olive Robertson, of Riverfield, and Gayle Reid Elliott, daughter of Douglas and Audrey McCaig of Ormstown, married in this parish on June 5, 1982. They raised two children : JoAnn (1983) and Bradley (1986).



Alvin Craig and Gayle Elliot.

One of eight children, Alvin was brought up on a farm in Riverfield. He started his own trucking company and still manages it after 25 years. Gayle, one of five girls, was also brought up on a farm in Ormstown. She presently works in an office at a produce company in the Chateauguay Valley. They built in 1984 their first house on a piece of land on the edge of the village of Howick. They have lived there ever since.

JoAnn went to college in Kingston (Ontario) and worked at IBM. She married Alex Bérubé in 2011. They have a daughter Mikayla born in 2014. Bradley went to Kempville College and presently works for CP. He married Lisa Davignon in 2012. They became parents of son Jayce in 2014.



Bradley, Lisa and Jayce.



Alex, JoAnn and Mikayla.



Gayle, Alvin, Alex, JoAnn, Lisa and Bradley.

**Alvin Craig** (Wallace and Olive Robertson) and **Gayle Elliott** (Douglas and Audrey McCaig)  
m. June 5<sup>th</sup> 1982 Ormstown

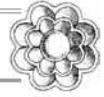
Wallace Craig (John Craig and Marian McClenaghan)  
m. October 17<sup>th</sup> 1942 Riverfield Presbyterian  
Olive Robertson (Ernest Robertson and Annie Black)



Douglas Elliott (Lorne Elliott and Olive Ross)  
m. October 14<sup>th</sup> 1950 Ormstown  
Audrey McCaig (Robert McCaig and Georgina Milne)



## Famille Odey Deschamps et Odette Dagenais



**H**ormidas Deschamps naît le 25 octobre 1904. Ce pêcheur de métier épouse Ida Leduc, elle aussi de Saint-Anicet, le 11 août 1926. Ils déménagent en 1935 sur la route 138, près de l'église de Howick, avec leurs huit enfants : Gérald, Murielle, Réal, Renaud, Ronald, Odey, Éric et Ola. Ils s'installent à Ayrness Jonction et ensuite en 1937 en face de la Lanterne d'aujourd'hui, au 3, rue Colville. Il s'agit d'une belle grande maison au cachet inoubliable, avec des murs et plafonds du premier étage couverts de tôle aux multiples motifs.

Pour subvenir aux besoins de sa famille, Hormidas travaille comme électricien avec monsieur Logan. De nombreux soupers et réunions s'y déroulent. Un doux souvenir pour les enfants et cousins, qui profitaient sur la galerie d'une glacière contenant une jarre à biscuits faits par grand-maman Ida. Elle existe toujours cette glacière, devenue un bar à boisson chez Linda. Ida, reconnue pour ses gâteaux de noce, s'occupe des réceptions de mariage au town hall de Howick, rue Colville. Renommés pour la chasse, la pêche et le trappage, les Deschamps rescapent un jour un petit renard pris au piège. Les grands-parents gardent souvent Linda et Johanne, qui se souviennent encore de l'odeur alléchante de leurs petites patates carrées.



Odey et Odette avec le gâteau confectionné par grand-mère Ida.



La maison familiale.

Le 26 août 1961, Odey Deschamps choisit pour épouse Odette Dagenais, fille de Liguori et de Rosianne Primeau, natifs de Saint-Chrysostome. Ils demeurent à Sainte-Martine et à Beauharnois, où naît Johanne en 1962, puis à Très-Saint-Sacrement où Linda vient au monde en 1966. Ils prennent un loyer au village en 1971. En 1975, Odey devient propriétaire de la belle et grande maison des grands-parents. Les enfants pouvaient jouer à leur guise sur un grand terrain et Odey avoir le bonheur de cultiver un beau grand jardin. En 1979, Danny, un garçon tant attendu, vient au monde dans cette maison.

Après le décès d'Odette en 2005, Odey décide de vendre. Johanne, Linda et Danny referment pour la dernière fois la porte de cette demeure qui renferme pour toujours tant de souvenirs heureux. La génération suivante comprend quatre petits-enfants : Pier-Luc et Dominic (fils de Johanne et de Jeannot Lupien), Noémie et Jade (filles de Danny). Johanne est fière de partager ces beaux moments de leur vie.



Linda, Danny et Johanne.

**Jeannot Lupien** (Viateur et Julienne Vincent) et **Johanne Deschamps** (Odey et Odette Dagenais)  
m. 4 août 1984 Howick

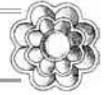
Viateur Lupien (Rodolphe et Éva Larivière)  
m. 23 octobre 1943 Sainte-Séraphine-Arthabaska  
Julienne Vincent (Évariste et Yvonne Beauchemin)



Odey Deschamps (Hormidas et Ida Leduc)  
m. 26 août 1961 Saint-Chrysostome  
Odette Dagenais (Liguori et Rosianne Primeau)



## Famille Linda Deschamps et Jacques Mallette



**L**e mécanicien Odey Deschamps (Hormidas et Ida Leduc, de Saint-Anicet) et son épouse Odette Dagenais (Liguori et Rosianne Primeau, de Saint-Chrysostome) voient grandir trois enfants : Johanne (7 décembre 1962), Linda (31 octobre 1966) et Danny (10 juin 1979).

De sa naissance à 1968, Linda demeure au 678 sur la Route 203, route du Moulin, à proximité de ce que l'on appelait la Plume d'or, puis au 907, Rivière Châteauguay et au 50, rue Mill. En 1975, ses parents achètent la maison ancestrale située au 3, rue Colville. Après ses études à la polyvalente de Beauharnois, Linda exploite dès l'âge de 20 ans le salon Mundy, coiffure et esthétique. De 1986 à 2006, elle sert avec plaisir les gens de la région. Aujourd'hui, elle œuvre comme artiste peintre et maquilleuse.

Jacques Mallette naît à Howick le 11 septembre 1967, deuxième fils après Raymond (1965) du menuisier Émile Mallette, de Saint-Étienne, et d'Hélène Holmes, de Saint-Michel, mais dont les parents virent le jour aux États-Unis. De 1970 à 1985, Émile et son épouse tiennent le casse-croûte Chez Hélène. Jacques et Raymond y accumulent de beaux souvenirs, comme celui du train qui arrêta juste à l'arrière du commerce pour manger les bonnes frites et hot dogs de Chez Hélène. Après ses études secondaires à la polyvalente de Beauharnois, il travaille chez Labatt à Ville LaSalle, chez Auscane, en tant que conducteur de camions, chez Pavage J.M. Beaulieu de Sainte-Martine et maintenant pour General Dynamics à Valleyfield.



Danny, Odey, Odette, Johanne et Linda.

Jacques et Linda fréquentent les mêmes écoles primaires et secondaires. Ils commencent à se fréquenter en 1989, lors des retrouvailles des élèves du primaire à Howick, organisées par Linda. Le 4 juin 1994, ils deviennent officiellement mari et femme. Attachés à leur village, ils achètent en 1998 la maison de Lucinda Mc Farlane au 15, rue Lafond, une très belle demeure datant de 1910. Ils la rénovent tout en gardant son cachet, grâce au talent et la minutie de Jacques, et l'amour porté par Linda à l'histoire de ces belles maisons d'époque.



Hélène, Raymond, Émile et Jacques Mallette.



Jacques Mallette et Linda Deschamps.



La maison de Linda et de Jacques.

**Jacques Mallette** (Émile et Hélène Holmes) et **Linda Deschamps** (Odey et Odette Dagenais)  
m. 4 juin 1994 Howick

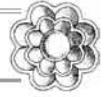
Émile Mallette (Omer et Augustine Parent)  
m. 6 juin 1964 Sainte-Clotilde  
Hélène Holmes (William et Edna Guilbeault)



Odey Deschamps (Hormidas et Ida Leduc)  
m. 26 août 1961 Saint-Chrysostome  
Odette Dagenais (Liguori et Rosianne Primeau)



## Famille Jean-Charles Desgroseilliers et Simone Robidoux



La boulangerie Desgroseilliers et fils.



La livraison du pain et des gâteaux de la boulangerie.

Joseph Desgroseilliers et Marie Parent convolent en justes noces le 11 janvier 1886 à Howick. Marchand dans les années 1920, Joseph possède le magasin général, l'hôtel et la boulangerie du village. À cette époque, il achète des wagons de charbon et des citoyens viennent directement à la gare pour remplir leurs sacs pour l'hiver.

Avec son fils Jean-Charles, il opère la boulangerie du village. Ensemble, ils livrent pains et gâteaux aux gens de la région environnante. Souvent, en guise de paiement, les gens donnent un poulet ou de la viande, car dans ces années l'argent se fait rare, surtout pendant la Seconde guerre mondiale.

Jean-Charles naît le 19 octobre 1908. Les cloches de l'église de Très-Saint-Sacrement tintent joyeusement le 25 septembre 1937 pour annoncer son union officielle avec Simone Robidoux, fille de Louis et de Rose-Anna Bourgoïn. Ils voient grandir six enfants : Louise, Claudette, Nicole, Jean-Claude, André et Françoise. Les parents reposent au cimetière de la paroisse du Très-Saint-Sacrement de Howick; Jean-Charles depuis le 10 juillet 1988, Simone depuis le 12 août 1990.

Simone s'occupe de la caisse populaire locale pendant 22 ans. Son mari en devient officiellement le gérant, pour 1\$ par année. Les femmes de cette époque ne pouvaient pas occuper cette fonction de responsabilité.

La caisse populaire Desjardins se trouvait alors dans sa résidence privée. À la suite d'un vol à main armée, les voleurs les ligotent tous les deux. Simone doit abandonner ses services à la caisse à cause du traumatisme subi par le vol, qui la conduit à un stress nerveux et une perte de sommeil.



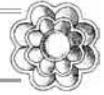
La résidence privée abritant la caisse populaire.



Debout : Louise, Claudette, Nicole, Jean-Claude, André et Françoise; assis : Simone et Jean-Charles, en 1986.



## Famille Florent FAUBERT et Ginette JODOIN



**F**lorent, fils d'Armand Faubert et de Marie-Rose Meloche, voit le jour à Saint-Louis-de-Gonzague le 17 janvier 1939. Fils de cultivateur, il étudie à l'école du rang 5. Il passe son adolescence dans les champs, pour la conserverie locale. En 1971, il devient permanent chez Géant vert de Sainte-Martine.

De cette union naissent Guy en 1979 et Florence en 1980. Florent et Ginette se trouvent les heureux grands-parents de cinq petits-enfants qu'ils voient grandir avec bonheur : Alexy (2001), Angélyque (2003), Océany (2008), Marie-Mélody (2009) et Maëly (2011).



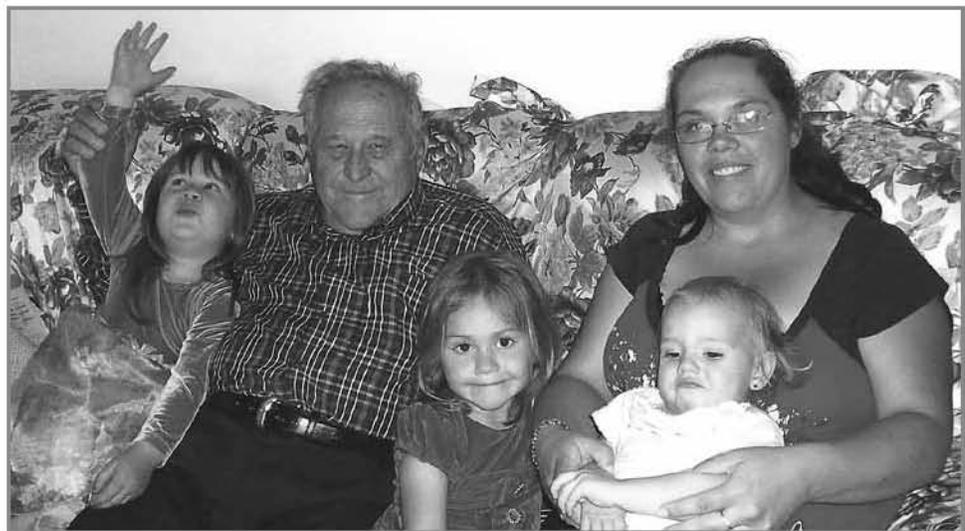
Florent Faubert et Ginette Jodoin, avec leurs enfants, Guy et Florence, lors de leur 25<sup>e</sup> anniversaire de mariage.

Alexy.

Angélyque.

En mémoire de Florent décédé le 24 septembre 2014.

Ginette, fille du concierge André Jodoin et d'Annette Primeau, vient au monde le 11 décembre 1950 à Sainte-Martine. Ginette fréquente les écoles primaire et secondaire de sa paroisse natale. L'été, elle travaille elle aussi à la conserverie de légumes. En juin 1978, Florent devient propriétaire pour ensuite épouser sa fiancée le 7 octobre de la même année, à Sainte-Martine.



Florent avec sa fille Florence et ses petits-enfants Océanny, Marie-Mélody et Maëly.

**Florent Faubert** (Armand et Marie-Rose Meloche) et **Ginette Jodoin** (André et Annette Primeau)  
m. 7 octobre 1978 Sainte-Martine

Armand Faubert (Fabien et Éliza Maheu)  
m. 24 avril 1928 Saint-Louis-de-Gonzague  
Marie-Rose Meloche (Zénon et Éléonore Labelle)



André Jodoin (Léonard et Zéphérina Laberge)  
m. 24 décembre 1949 Sainte-Martine  
Annette Primeau (Joseph et Fabiola Thibault)



## Fletcher Family

While recovering from brain surgery performed by Dr. Wilder Penfield and William Coen of the Montreal Neurological Institute in 1938, Clifford Johnson Fletcher, his wife, Jean Symington Tate, along with their two children, Mary, age 9 and Norman, age 2, moved to Howick in the spring of 1940. Clifford, a Black Watch veteran of WWI, had chosen a quiet community to convalesce and raise his family. Born in Montreal to Captain Norman Fletcher of the 8<sup>th</sup> Royal Rifles and Alice Caroline Johnson, he was raised in Quebec City. Clifford's grandfather was Colonel John Fletcher, for which Fletcher's Field was named after.

Life in the country was good for Clifford (a semi-invalid) where his garden was his pride and joy. During WWII, he followed with great interest and concern the travel and battles involving the boys from Howick. He became a Charter member of the Howick Branch No. 123, Canadian Legion, and was made a life member in 1959. Clifford died in the Queen Mary Veteran's Hospital on Feb. 10, 1960.

Life for Jean changed drastically in 1938, following Clifford's surgery, but in Howick many new challenges were met and overcome. Jean immediately became involved in community life and served as President of the Red Cross (Howick Branch) and later received the Badge of Service to honour her efforts during the war years. She was a member of Georgetown Presbyterian Church, involved in Ladies Aid and the Women's Missionary Society. She opened a small gift shop in the downstairs den of their home, calling it "The Lilac Gift Shop". Out of town school teachers often found room and board at the Fletcher home. Jean was one of the first members of the Women's Auxiliary of the Legion and followed with great interest the activities of the Canon Scott Chapter I.O.D.E (Montreal) of which she was a charter member and co-founder. She acted as Howick Correspondent for the Huntingdon Gleaner for a short period of time. Bridge games were Jean's favourite form of relaxation bringing many hours of pleasure with friends for both Clifford and Jean. Jean died on May 5, 1976 at the Montreal General Hospital.

Both Mary and Norman attended Howick High School. Mary, after graduating in 1947, began working at the Montreal General Hospital and doing

her business college training at Sir George Williams College in the evenings. After her marriage to Robert Rose, and the birth of her two daughters, Patricia and Heather, she and Bob lived in Maine for 4 years, returning to Montreal in 1963. Mary returned to work as secretary for Monklands High School and West Hill High School. Mary and Bob continue to live in Montreal and celebrated their 60<sup>th</sup> wedding anniversary in the summer of 2014 at the home of their niece Nancy Fletcher and her husband, John Stacey.

Growing up, Norman and the "Watson Boys" spent all of their time together and engaged in numerous ventures. One such enterprise was to help the war effort and using Doc Watson's lab, the boys decided to make "perfume" and sell it for 25 cents a bottle to the ladies of Howick ! All proceeds went to the Red Cross. This was work, although Norman's first paying job, at age 13, was working for "the Riverfield Pea Viners" owned by the Green Giant Company. At the time he thought he was very rich, making 35 cents per hour ! He also worked for Bruce Ness, haying and looking after the feed store on Mill Road. In 1954, he commuted to Montreal by bus to apprentice in typesetting for McLean Brothers Ltd. He worked evening shifts in Montreal, and spent his early morning hours driving truck for J.H. Williams, hauling cattle, milk tanker or moving customers. Many hours were spent sweeping and cleaning, and untold pounds of coffee were spread to transform the cattle truck to a vehicle fit to move furniture !

In the fall of 1960, Sharon Court moved from Escuminac, Quebec to join her mother, Isobel Court,



25<sup>th</sup> wedding anniversary september 1987;  
front row : Norman and Sharon; back row : Ron and Nancy.



her grandmother, Laura Adams and her brother Ken Court at their home in Howick. Sharon took a position of bank clerk at the CIBC in Howick. Sharon and Norman married in 1962, and in March 1963 their daughter Nancy was born. Their son Ron followed in 1964.

In 1966, Norman bought, and moved his family into Jean's house, while Jean moved into an apartment above Bill and Agnes Brown's house, with a large property along the English River at the end of Lafond Street.

Sharon, in 1967 began working for Howick School Board as secretary for what would soon become Howick Elementary School.

Norman continued his multiple jobs, including volunteer fireman, and town councillor. In the fall of 1975, he became mayor of Howick and in 1980, prefect of the Chateaugay County Council. In 1981, he finished his role as prefect and did not re-run as mayor, as his 1974 diagnosis with multiple sclerosis had started to affect his day to day life. He returned as town councillor for two more years, and then finally retired from active service on council.

This same year, Sharon ran and won on a seat on council, becoming the first female councillor in Howick. She stayed for one term.

After Norman's diagnosis with MS in 1974, he ceased driving for J.H. Williams, and took on yet another

project of selling vehicles for Riverside Motors in Huntingdon and as his MS progressed, Norman, in 1979, after 25 years had to resign his position with McLean Brothers in Montreal. This same year, Norman, and his family moved from the big Fletcher home at 6 Mill Road to a smaller and more accessible bungalow at 47 Mill Road.

Norman, a man of many talents, for years had been involved in silver recovery. Upon his resignation from McLean Brothers, he began his own company recycling silver from print film. He ran this business out of his garage. He continued with this venture until 2005.

In 1976, Sharon followed a long time dream, resigned from the school board and opened "Boutique Sharon's", a shop she ran for five years, specializing in women's wear and gift ware. She then returned to the school board where she worked in the tax department until her retirement in 2000.

Both Nancy and Ron attended Howick Elementary School and CVR High School in Ormstown. Nancy graduated in Physical Education from McGill University in 1987 and continues to teach Phys Ed and Health in Chateaugay. In 2002, Nancy married John Stacey of St. Lambert. They live in Allan's Corners.

In 1987, Ron moved to Toronto and took a position with Sun Life. There he met Fiona Martin and the two were married in 1990. Ron and Fiona reside in Pefferlaw, Ontario with their three children, Megan born in 1992, Sydney in 1993, and Gregory in 1997.

Norman and Sharon continue to live at 47 Mill Road.



Fletcher home, 6 Mill Road (circa 1975).



Fletcher home, 47 Mill Road.



## Gebbie Family

**T**homas was a native of Ayrshire, in Scotland, the oldest son of Hugh Gebbie, a mason by trade, and Janet Brown. Born on September 8<sup>th</sup> 1808, he received a sound English education. Brought up to a commercial life, he served his time as apprentice to a grocer in Glasgow, and then keeping store for himself in Galston.

Seized by the emigration fever that then prevailed, he with his wife, Marion Taylor, and their young son Hugh, sailed for Canada in 1833, having a considerable sum of money in his pocket. His intention was to go west, but on his arrival in Montreal, he overheard, while sitting in Miller's, the late James Davies tell of what a fine country there was on the English River, and he resolved to go and see it. He did so, with the result that he bought a farm on the Scottish concession in Williamstown, which had 20 acres or arpents cleared with buildings. A brief experience convinced him he was not suited for the life of a bush farmer, but as he related, he got along well enough while his money lasted.



Thomas (T.T.) Gebbie and Annie Hamilton.

While Gebbie claimed he settled in Howick in 1840, the census of 1842 shows he was still not a resident of Howick. He purchased the corner lot from the shoemaker John Gordon, and erected a long, low building which served as store, post office and warehouse. His knowledge of business in Scotland now came in useful, and while he brought to advantage, his obliging disposition and attention to customers, secured him a patronage that increased with growing prosperity of the country. On a post office being established, it was entrusted to him. He became the leader of the place in everything of a public nature. He also purchased the grist, sawmill and many of the village lots.



Irwin Gebbie and Jessie Holmes.



Scott Gebbie and Dorothy Lemieux.



Stanley Gebbie.

Thomas Gebbie and his descendants were prominent mill owners and merchants for well over one hundred years. They kept the post office in the store on Lambton Street right up until the death of Lewis Gebbie. Thomas Junior, born in 1837 married Mary Ellen Scott of Beauharnois in 1870. He succeeded his father as miller. William, born in 1846 and married to Elizabeth Jane Good Fortune, carried on as merchant and storekeeper. Thomas was followed in turn by his eldest son, Thomas T. Gebbie (1871-1951), who in 1898 married Annie Wright Hamilton (1877-1976) of Chateauguay Basin. This was a double ceremony on November 23. His brother Alexander Scott Gebbie married Annie's sister, Rosanna Hamilton. Hugh Gebbie married Jessie Laverock in 1863, farmed near Howick and raised a large family.

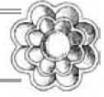
Annie and Thomas Gebbie had three sons. **Stanley** (1906-1942). **Irwin** (Jessie Holmes) and three children : Marian (James Sproule, 1981), Scott (Dorothee Lemieux, 1981) and Stanley. **Kenneth** (1912-1990), (Mabel Keddy, 1945) and one daughter : Anne (Robert Wilkinson, 1973). Irwin and Jessie were active members of the Howick community all of their lives. Marian (July 28<sup>th</sup> 1952) lives in Ormstown, While Scott (December 7<sup>th</sup> 1953) still remains in Howick.



Marian Gebbie, Andrea, Emily, Valerie, James Sproule and Barbara.



## Famille André JODOIN et Annette PRIMEAU



André Jodoin et Annette Primeau, en 1949.

Le 27 décembre 1949, le jeune couple formé par André Jodoin, fils de Léonard et de Zéphérina Laberge, de Sainte-Martine, et d'Annette Primeau, fille de Joseph et de Fabiola Thibault, de Ste-Clotilde, s'unit par les liens sacrés du mariage.

Près de 30 ans plus tard, au mois de juin 1980, les parents s'établissent dans la municipalité de Howick, accompagnés par trois de leurs cinq enfants : Gaétan, Marquise et Luc. André gagne honorablement sa vie comme concierge jusqu'à sa retraite au couvent de Sainte-Martine. Annette demeure femme au foyer jusqu'à son décès survenu le 4 janvier 1985, à l'âge de 62 ans. André est décédé le 20 avril 2015.



André avec ses enfants Ginette, Louise, Marquise et Luc.

Gaétan, Marquise et Luc exercent le métier de journaliste. Gaétan, devenu concierge, et sa conjointe Claudette Parent habitent à Lavaltrie. Marquise, son époux Sylvain Lessard et leurs trois enfants demeurent à Saint-Urbain-Premier. Luc travaille chez Bonduelle depuis plusieurs années. Ginette et Louise ne vécurent jamais au 11, rue Bridge, car elles se trouvaient déjà mariées. Ginette et son époux Florent Faubert demeurent à Howick. Louise et son mari Armand Pouliot élisent domicile à Saint-Urbain-Premier.



Gaétan Jodoin, Claudette Parent et leur nièce.

**André Jodoin** (Léonard et Zéphérina Laberge) et **Annette Primeau** (Joseph et Fabiola Thibault)  
m. 27 décembre 1949 Sainte-Martine

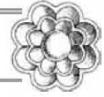
Léonard Jodoin (Elzéar et Gérardine Bergevin)  
m. 30 octobre 1916 Sainte-Martine  
Zéphérina Laberge (Désiré et Léocadie Moïse)



Joseph Primeau (Octave et Élisabeth Moïse)  
m. 3 juin 1912 Sainte-Clotilde  
Fabiola Thibault (François-Xavier et Délima Laberge)



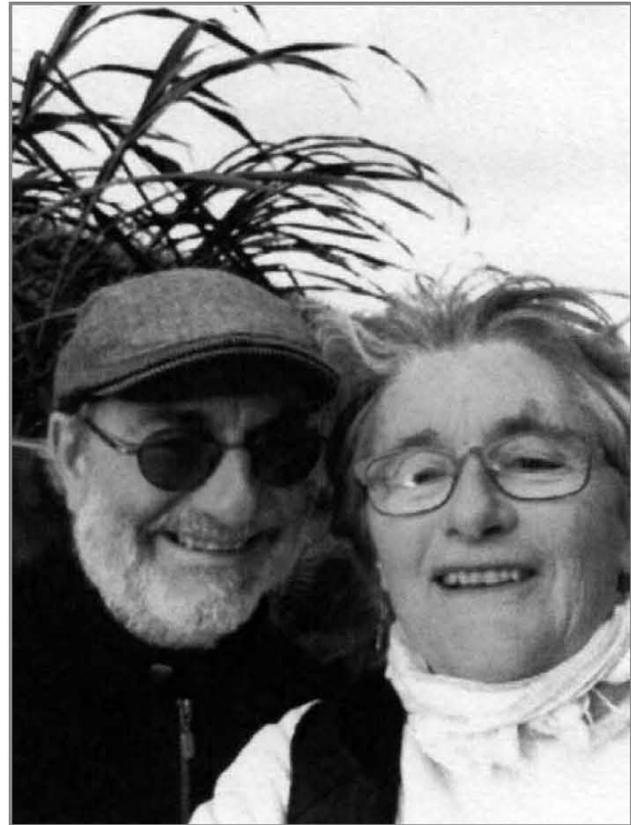
## Famille Nancy Héroux et Gilles Thériault



Gilles voit le jour à Montréal, et Nancy à Colleville-sur-Mer en Normandie. Habiter à la campagne s'avère pour eux un projet de retraite. Nancy voulait un grand jardin et Gilles une grange pour établir un atelier et ses projets de menuiserie. Mais avant de pouvoir l'utiliser, il fallait la consolider et la rénover. À leur arrivée, elle ressemblait à la maison de « Cadet Rousselle », sans poutre ni chevron.

Ils achètent la maison en mai 2006, y habitant à temps partiel jusqu'à la fin de 2009 et depuis en permanence. Ils sont fort bien accueillis par les voisins Cybil Gruer et son mari, qui leur offrent des beignets en guise de bienvenue. La cuisine d'été nécessitait beaucoup d'amour. Ils décident de la rénover. Ils se considèrent chanceux de pouvoir compter sur la collaboration des entrepreneurs Normand et Maryse, qui demeuraient sur la rue Colville.

Grâce à l'accueil chaleureux de leurs voisins, ils se sentent à l'aise et intégrés dans le village. Gilles s'implique dans la vie communautaire et civique de Howick, à titre de conseiller municipal depuis 2012. Nancy est active au niveau de la bibliothèque dans le centre communautaire.



Gilles Thériault et Nancy Héroux.

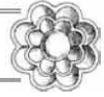


Notre maison située au 37, rue Colville.

Construite vers les années 1880, la maison se trouve alors au centre d'une petite ferme, avec des chevaux et des vaches. À cette époque, le fermier distribuait le lait au centre du village. Avec les années, Nancy triple la surface des jardins tant à l'avant qu'à l'arrière de la maison, grâce aux judicieux conseils de Johanne et Mike. Ils apprécient également leurs voisines Monique, Mariette, Réjeanne et Dorothy, toujours chaleureuses et de bonne humeur.



## Haddon Kerr and Pearl Hamilton Family



### Growing Up in Rural Quebec 1926-1943

I was born November 27, 1926 at home on Fertile Creek. In the 1920's in the country, babies were usually born at home. The doctor came from Howick by horse and buggy on muddy, unpaved roads. The "practical" nurse usually would stay for several days. As the day approached relatives and neighbors were also on the alert.

Back then, Howick Elementary School used to be both elementary and high school. We went by motor bus until snow became a problem. Then we would travel (some of the way through fields) by sleigh bus which was pulled by a team of horses. The box-like frame was wood with a canvas top and a glass windshield, all sitting on a double sleigh. Inside was a full-length bench attached to each side for the children to sit on. There was lots of straw on the floor and old blankets to help keep us warm. Sometimes when the track through the fields got soft we would have a "tipping". The driver always saw it coming and would release the horses and jump out to control them, while the bus and pupils rolled over ! What a mess – books, straw, blankets, etc. After a "tipping" we would all climb out and push the thing back onto the sleigh and continue.

We never had running water on the farm. For drinking we used our well water via the kitchen pump. For washing we carried in water by pail from a huge barrel which caught it from the barn roof. In winter we would bring in snow, dumping it in the "boiler" – a big metal container attached to the stove. This took many trips as it melts down to nothing. But usually Daddy took a horse and sleigh to the creek, broke the ice and then brought loads to the house. I remember the bath (usually on the weekend) took place in the kitchen, beside the stove, in a huge round metal wash tub, which doubled as Mom's laundry tub. We used the outhouse in spring, summer and fall. In the winter we used a chamber pot which was kept in a commode in the bedroom.

I think I was in my teens when we got electricity. I remember thinking "This must be like Hollywood!" For years we did our homework by oil lamp on the big kitchen table. The chief reason that we got the electricity put in was for the milking machines and the milk cooler. The Montreal dairies had made it compulsory to cool the milk by refrigeration. Before that everyone used ice blocks which were taken from the rivers in mid winter and stored in sawdust in the ice house.

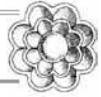
*Shirley (Kerr) McMullan*



Silver Stream Farm, 1717 Fertile Creek, Howick (circa 1943).



## Number 4, Pine Street



**4** Pine Street, a property in a residential area of the village, has been home to a number of people, though mainly one family has occupied it during the hundred years since Howick's incorporation. It has been home to Evelyn Kerr for more years than any other place. She shares its story in the celebration of Howick Centennial.

In March 1903, William Hay and his wife Isabella McLeod purchased the parcel of land from Thomas Gebbie. It was situated in the village of Howick, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Malachie of Ormstown, county of Chateauguay.

In August 1916, William Reid and his wife Margaret Stewart, bought the property, with a two storey wooden house and also the right to use the artesian well on the adjacent lot. Subsequent ownership changed within the family from wife to husband in 1940; from father to daughter Emma in 1952. In

June 1958, Clarence Kerr and his wife Viola Brown bought the property from Emma Reid. Clarence (Howick Mayor 1965-1967) was nephew to Willie Reid and cousin of Emma. After the death of Viola in 1985 and Clarence in the following year, 4 Pine Street became the home of their daughter Evelyn and remains so at this time.

Each owner had changed or added features, but the building remains basically as the original. A half lot on the east line was purchased from a neighbour so a stable/shed/garage could be erected. Town water and sewerage were welcomed in the 1950s. Several of the very tall spruce trees have been removed over the years. A carport was built onto the house and the open verandah enclosed as a sunporch. For several years, C. Kerr's big yellow school bus occupied the driveway. Siding has been added to the house, new windows installed. A screened porch replaced the back gallery. The changes are reflected in the photos.





## Famille Paul Laberge et Fernande Houle

À la suite de leur mariage le 27 août 1942, Paul et Fernande s'installent à Howick. Parents de cinq filles (Claire, Diane, Louise, Lucie et Hélène), ils vivent plus de 60 ans sur la rue Mill Road, près de la voie ferrée, à l'époque une gare pleine d'activité.

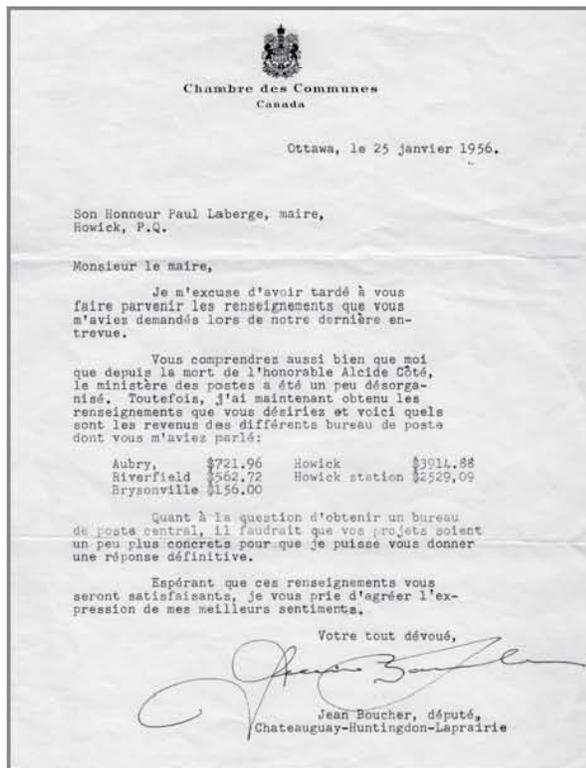
Paul, fils d'Elzéar et de Maria Demers, naît en 1913 sur une ferme au bord de la rivière Châteauguay, dans la paroisse de Très-Saint-Sacrement. Les Laberge demeurent propriétaires de cette terre agricole pendant plus de deux siècles. Dès 1936, Paul travaille pour la compagnie Green Giant, une conserverie de légumes à Sainte-Martine, jusqu'à sa retraite en 1978. Son travail consiste à assurer de la semence et de la récolte de pois, d'haricots et de maïs ainsi que le transport de ces légumes vers la conserverie. Pour ce faire, il engage et supervise une équipe d'hommes travaillant dans les champs. Au nom de la compagnie, il établit des contrats de location pour les terres des cultivateurs de la région. Ceux-ci récoltaient et semaient des légumes sous la supervision de Paul, qui faisait respecter les standards de Green Giant. Soucieux du bien-être de ses concitoyens et de la prospérité de son village, il occupe quelques années le poste de maire de Howick et fonde la caisse populaire Desjardins locale.



Claire, lors de sa confirmation, et Louise, lors de sa première communion, devant la maison familiale de la rue Mill Road, en juin 1955.

Fernande Houle naît en 1915 à Montréal. Lors de visites à la parenté de Howick, elle fait la connaissance de son futur mari. Voulant y fonder sa famille, elle bénéficie de toutes les commodités qu'offrent une « ville » tout en étant dans un environnement agréable. Dans les années 1950-60, la maison se trouve au cœur des activités commerciales. À proximité, on y trouvait le bureau de poste, le magasin général, l'épicerie, la caisse populaire, le petit casse-croûte de Joffre Desgroseilliers, le salon de coiffure de madame Turcot et l'hôtel Brault. Fernande aime discuter avec tous ces commerçants et leur famille.

L'autobus vers Montréal passe devant la porte de la maison tous les jours. Fernande peut donc se rendre facilement dans les grands magasins montréalais. Active à la Croix Rouge, elle préside également le Cercle des fermières de Howick pendant plusieurs années. Elle organise plusieurs événements, dont des grandes parties de cartes avec buffet froid. Femme moderne, elle demeure toutefois fidèle aux traditions québécoises.





Pour les cinq filles, Howick devient un milieu de vie joyeux, sécuritaire et doté de bonnes écoles, primaire et secondaire. À l'époque, celle du baby boom, beaucoup d'enfants se rassemblaient spontanément pour organiser des jeux extérieurs. Toujours fort occupées, elles n'avaient jamais le temps de s'ennuyer. Elles se souviennent de toutes ces belles soirées à la patinoire de l'école Saint-Jean. Les Sœurs des Saints-Noms-de-Jésus-et-Marie, qui habitaient leur beau couvent devant la petite école en face de l'église, enseignaient les matières du programme scolaire québécois. Elles leur demandaient souvent d'assister à des services

religieux, parce qu'elles habitaient dans le village, non loin de l'église. Les filles Laberge représentaient souvent leurs classes, dont les élèves habitaient majoritairement la campagne. Par exemple, elles devaient se rendre à l'église durant tous les jours du mois de Marie. Elles quittent leur village après le secondaire afin de poursuivre leurs études à Montréal. Avec quel plaisir elles retournent fréquemment à la maison visiter leurs parents en se remémorant les beaux souvenirs de leur enfance et leur adolescence ! Fernande décède le 21 janvier 1993, et Paul le 22 janvier 2003.

*Hélène Laberge*



Cinquantième anniversaire de mariage de Paul et de Fernande.  
Première rangée : Paul, Fernande et Hélène; deuxième rangée : Claire, Diane, Louise et Lucie.

**Paul Laberge** (Elzéar et Maria Demers) et **Fernande Houle** (Edmour et Émilia Simon)  
m. 27 août 1942 Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours, Montréal

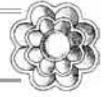
Elzéar Laberge (Toussaint et Osanna Parent)  
m. 13 février 1912 Howick  
Maria Demers (Olivier et Martine Lécuyer)



Edmour Houle (Francis et Exilda Lefebvre)  
m. 20 janvier 1908 Howick  
Émilia Simon (François-Xavier et Caroline Reid)



## Famille Jean-Pierre Lazure et Micheline Lamoureux

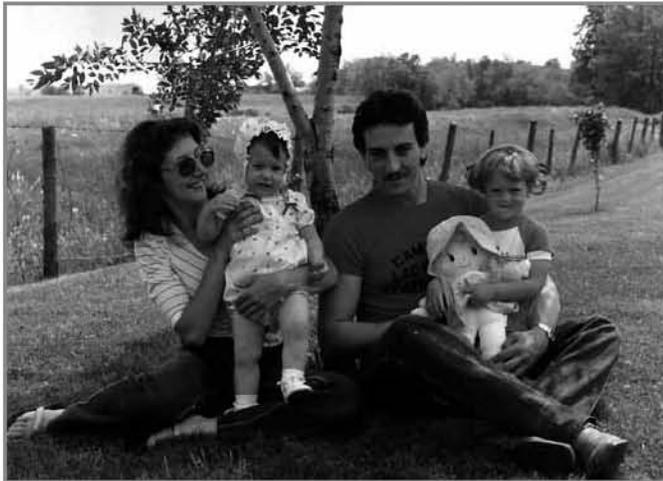


Jean-Pierre, cadet des trois enfants de Gérard Lazure et d'Emma Lussier, voit le jour le 13 juin 1953 dans la paroisse de Très-Saint-Sacrement, plus précisément dans le village Saint-Pierre. Le 9 juillet 1977 à Ormstown, il épouse Micheline Lamoureux, troisième des quatre enfants de Gérard et de Marie-Claire Dagenais, née à Montréal le 3 janvier 1957. Durant un an et demi, ils habitent Ville LaSalle. Ne pouvant s'y habituer, ils font l'acquisition de leur première maison dans le village de Howick en 1979. De cette union naissent Karine (27 juillet 1980) et Marie-Pier (13 mai 1982).



Micheline et Jean-Pierre.

En 2010, Micheline devient grand-maman pour la première fois. Marie-Pier donne naissance à son premier garçon Mathis. Puis, Nolan voit le jour en 2012, et la famille se termine par la naissance d'une belle petite fille nommée Jade, en 2014. Marie-Pier habite maintenant à Saint-Antoine-Abbé avec son conjoint Éric Leclerc et leurs trois enfants. Karine, quant à elle, fait l'acquisition de sa première maison en 2014 dans le village de Howick.



Micheline, Marie-Pier, Jean-Pierre et Karine.

Jean-Pierre est l'un des membres fondateurs du Club Lions de Howick. Micheline travaille à la Caisse Desjardins de Howick de 1986 à 2005, pour ensuite se diriger vers le siège social situé à Ormstown. Soudeur de métier, Jean-Pierre développe en 1983 une petite compagnie, Soudure J.P.L. Enr., qu'il opère jusqu'à l'annonce d'un cancer en juin 1998. Après sept mois de traitements qui ne fonctionnent malheureusement pas, il décède le 20 décembre 1998, à l'âge de 45 ans.



Jean-Pierre, Marie-Pier, Karine et Micheline.



Mathis, Jade et Nolan.

**Jean-Pierre Lazure** (Gérald et Emma Lussier) et **Micheline Lamoureux** (Gérard et Marie-Claire Dagenais)  
m. 9 juillet 1977 Ormstown

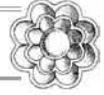
Gérald Lazure (Armand et Louisa Bourcier)  
m. 20 octobre 1939 Howick  
Emma Lussier (Honoré et Olivine Primeau)



Gérard Lamoureux (Adélarde et Victoria Desrivières)  
m. 15 mars 1947 Sainte-Cunégonde, Montréal  
Marie-Claire Dagenais (Rosario et Émérilda Émond)



## Famille Dominique et Yves Léveillé



La famille arrive dans la municipalité de Howick en juin 1988, suite au transfert d'Yves à la Banque CIBC. Elle achète la maison de Roma Myre, située au 50, rue Colville. Originaires tous les deux de Montréal, ils voient grandir deux enfants, Julie (née à Montréal en 1979) et Hugo (né à Laval en 1981). Yves travaille pour la Banque CIBC à Howick jusqu'en 1990, lors de son transfert à la succursale d'Ormstown. Engagé en 1994 par la Caisse Desjardins de Ormstown, il devient, suite à une fusion en 2000, directeur de la Caisse Desjardins du Suroît Sud. Finalement, après une autre fusion en 2008, il accède au poste de directeur de la Caisse Desjardins du Haut St-Laurent. Dominique pratique comme courtier d'assurances de 1989 à 2012, tout d'abord pour le cabinet Billette, Bourgeon, Cluff, Latreille à Ormstown, puis pour DPJL à Saint-Rémi et finalement Assurances Cécyre Inc. à Sainte-Martine. Elle profite maintenant de sa retraite.

Les enfants fréquentent l'école Saint-Jean pour leur primaire, l'école secondaire Sainte-Martine et la polyvalente Les Patriotes à Beauharnois pour leurs études secondaires. Julie obtient un diplôme d'études collégiales (DEC) en aéronautique au cégep Édouard-Montpetit. Elle travaille pour Bombardier Aéronautique à Mirabel comme chargée de projets. Elle vit avec son conjoint de fait Frédéric Marcil et leurs enfants Théo (2012) et Flavie (2014). Julie voit grandir deux enfants d'une autre union : Jérémy (1999) et Joanie (2001). Son conjoint actuel a lui aussi deux enfants, Camille et Alexandra. Hugo fréquente le cégep Bois-de-Boulogne pour

ensuite obtenir un doctorat en médecine dentaire à l'Université de Montréal et une spécialisation en chirurgie à l'Université McGill. Il possède son bureau à Kirkland. Il est marié à Geneviève Ouellet et le couple a deux enfants : Louis-Philippe (2010) et Anne-Sophie (2012).



Dominique et Yves.

Yves, membre du Club Lions International depuis 1988, et Dominique, depuis 1991, joignent les rangs du Club Lions Howick, maintenant fermé, et par la suite le Club Lions Ormstown Inc., où ils œuvrent toujours. Yves occupe actuellement le titre de Directeur International dans cette organisation mondiale. Il représente le Canada au conseil d'administration. Membre pendant des années du Club de curling, il fait partie du comité du 75<sup>e</sup> anniversaire d'Howick. Yves s'implique dans différents organismes de la région en tant que directeur de la Caisse.

Ils expriment leur bonheur de vivre dans cette petite municipalité paisible et pas trop éloignée des grands centres.

---

**Yves Léveillé** (Guy et Denise Laplante) et **Dominique Belval** (Roger et Clothandre Lemire)  
9 octobre 1976 Saint-François-d'Assise, Montréal

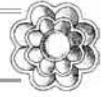
Guy Léveillé (Roméo et Florida Gadouas)  
3 septembre 1955 Sainte-Élisabeth, Montréal  
Denise Laplante (Adrien et Marie-Ange Huot)



Roger Belval (Joseph et Imelda Binette)  
24 novembre 1941 Saint-Arsène, Montréal  
Clothandre Lemire (Rodolph Lemire et Anne-Marie Parrot)



## Famille Georges-André Ménard et Laurette Sareault



**G**eorges-André Ménard, fils de Moïse et de Céline Couture, voit le jour à Saint-Bernard-de-Lacolle le 24 janvier 1916. Représentant dans plusieurs villes et villages jusqu'à son transfert à Howick au début des années 1940, il accepte un remplacement de deux à trois semaines. Cela devient un poste permanent qui l'amène à distribuer les produits pétroliers Imperial Oil et Esso.

Le 23 juin 1940, il épouse Laurette Sareault, née le 7 février 1924 à Saint-Rémi-de-Napierville, fille de John et d'Émélie Boucher. Ils sont les parents de trois enfants.

**Georges-André** (21 avril 1943), camionneur à Drummondville, poursuit la passion engendrée par son père.

**Jean-Claude** (26 juillet 1944), retraité de Radio-Canada depuis 2009, s'occupe toujours de sa résidence à Marieville. Il voit grandir son fils Frédéric et deux petits-enfants, dont un entrera dans l'armée à l'automne 2014.

**Francine** (19 avril 1951) élève ses enfants Jocelyn, Jean-Pierre et Guylaine, qui lui donnent sept petits-enfants. Elle décède le 11 février 2009.



Laurette, Georges-André et leur fils André.



La maison familiale située au 20, rue Lambton.

Laurette travaille beaucoup au profit de son mari, au téléphone, à la facturation ou en recevant à manger chez elle des clients que son mari ramenait du travail. Les gens la connaissent comme une excellente cuisinière. Georges décède le 12 mai 1988, et Laurette le 31 octobre 1988.



Le camion de livraison d'huile à chauffage de Georges-André Ménard et le site d'approvisionnement en huile à chauffage de la rue Mill, en 1955.



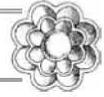
André, Georges-André Ménard et Jean-Claude.

**Georges-André Ménard** (Moïse et Céline Couture) et **Laurette Sareault** (John et Émilie Boucher)  
m. 23 juin 1940 Saint-Rémi-de-Napierville

Moïse Ménard (Pierre et Émilie Miller)  
m. 14 juin 1904 Rouses Point, New York  
Céline Couture (Jules et Geneviève Baril)



John Sareault  
m. (...)  
Émélie Boucher



Marie-Rose et Antoine.

Voici l'histoire d'un couple qui fonda une belle petite famille et sut s'impliquer dans ce beau petit village du sud-ouest québécois, Howick. En 1927, Albert Charrette, employé du chemin de fer Grand Trunck Railways, arrive à Howick avec son épouse Julie Dupuis et leurs huit enfants : Cécile, Clarice, Sylvio, Marie-Rose, Alice, Gérard, Georgette et Thérèse. Ils habitent la maison des Fullum, à proximité de la voie ferrée.

À l'âge de 14 ans, Marie-Rose abandonne l'école, une coutume alors courante, pour travailler comme servante à la maison privée du vétérinaire John Watson. Marie-Rose aimait promener les enfants de Wilfrid Watson fils. Les parents d'Antoine, Georges Meunier et Anna Faubert, possédaient une maison d'été à « Allen's Corner », aujourd'hui site du Musée de la bataille de la Châteauguay. Marie-Jeanne, Berthe, Colombe, Marcel, Adrienne et le cadet Antoine y passent les vacances d'été. À l'âge de 16 ans, Antoine travaille comme commis boucher chez Roméo Dubuc, devenu son beau-frère.

En 1939, Antoine commence à fréquenter Marie-Rose, puis l'épouse à l'église de Howick le 4 août 1941. Le couple réside dans la résidence de M. Charette jusqu'en 1942, puis déménage à Montréal sur la rue Notre-Dame, « travail oblige ». Antoine est à l'emploi du marché Dionne. Puis, deux enfants naissent Guy

(1943) et Suzanne (1945). Antoine revient enfin à Howick comme boucher chez Roméo Dubuc. Marie-Rose et Antoine louent d'abord une maison au 6, rue Logan. En 1947, Abraham Faubert, oncle d'Antoine, lui vend sa propriété du 5, rue Colville, ce qui sera leur résidence pour près de 45 ans. Marie-Rose et Antoine prennent la garde d'un neveu et d'une nièce, François et Suzanne Charrette décédée à l'âge de 5 ans. Ils les aiment et chérissent comme leurs enfants.

Antoine change d'orientation en joignant la Compagnie Federal Metal, une fonderie située à Lachine, emploi qu'il gardera jusqu'à sa retraite. Antoine occupe aussi le poste de concierge d'école à Howick pendant plusieurs années, avec la précieuse aide de Marie-Rose. Impliqué socialement, il devient conseiller municipal et maire de Howick de 1961 à 1975 et préfet de comté. Marie-Rose œuvre à titre de marguillière et membre du comité bénévole de l'Hôpital d'Ormstown et de la Croix Rouge. Cinq petits-enfants et huit arrière-petits-enfants agrémentent leur vie. Antoine décède en 2011, à l'âge de 91 ans, au Pavillon Camille Lefebvre de l'hôpital Saint-Joseph de Lachine, où réside présentement Marie-Rose à l'âge vénérable de 94 ans. Elle occupe ses journées par le bénévolat auprès d'autres résidents en plus de tricoter, faire de la peinture et beaucoup d'autres loisirs. Antoine et Marie-Rose ont toujours gardé de bons souvenirs de leurs années à Howick.



## Famille Roma Myre et Francine Tisseur

**F**rancine voit le jour à Howick le 6 janvier 1950, l'aînée des cinq enfants (Marie, Roger, Diane et Denis) de Charles-Aimé Tisseur (Zénon et Laura Boyer) et d'Alice Rose (Damien et Rose-Anne Lafontaine). Éluë reine du carnaval de Howick en février 1965, son père se montre très fier de sa fille.



Francine Tisseur,  
reine du Carnaval de  
Howick, en février 1965.

Malheureusement, le 28 mai 1965, il décède subitement à l'âge de 49 ans et 11 mois, un désastre pour la famille. Mais avec l'amour des proches, la douleur s'apaisa avec le temps. Francine termine son secondaire à Verdun. Les fins de semaine, elle travaille au restaurant Francine Snack Bar. Entre-temps, elle devient en 1967 Miss Beauchateau au Club de golf à Léry et première duchesse pour le poste de radio CHLV 102,3 à Valleyfield.

En mai 1966, elle fait la rencontre de celui qui deviendra son époux le 7 juin 1969 à Howick, Roma Myre (18 juin 1944), fils d'Achille et de Thérèse Deniger. De cette union naîtront deux enfants : France (10 mars 1972) et Jean-Philippe (23 mars 1977). France donnera à ses parents deux rayons de soleil : Marc-Olivier (16 mai 1997) et Jean-Sébastien (29 janvier 2001).



Francine et  
Roma,  
en juin  
1969.

Francine travaille de façon ininterrompue dans des institutions bancaires, excepté d'avril 1988 à septembre 1989, pour leur commerce à Valleyfield, arborant le nom de Roma fruits et légumes. En



Jean-Sébastien, France et Marc-Olivier.



octobre 1989, elle entre au sein du mouvement Desjardins. Elle y reste durant 23 ans, prenant une retraite bien méritée le 31 décembre 2012.

Quant à Roma, il arrive à Howick en 1966, trouvant de l'embauche au Métro de Robert Sauvé. Il rencontre l'amour au restaurant Francine. Impliqué activement dans la vie communautaire, il fonde la Jeune chambre de commerce et le Club Lions. De 1973 à 1981, il occupe le poste de conseiller municipal, avant son élection à la mairie de 1981 à 1988 et à la Commission scolaire de 1978 à 1988. On peut sans risquer d'erreur affirmer que ce bon bleu gardait le contrôle de la municipalité. Élu personnalité

du comté en 1982, il démissionne en 1988 de ses fonctions civiques pour se consacrer entièrement à son commerce de fruits et légumes à Valleyfield, mais finit par s'en défaire en septembre 1989.

En juin 1995, il fonde sa propre entreprise, « Les Distributions Roma Myre Enrg », qu'il vend en octobre 2010. En 2000, il réalise un de ses rêves en portant les couleurs du Parti conservateur aux élections fédérales, le 17<sup>e</sup> sur 75 candidats au Québec. Maintenant, Roma et Francine profitent de leur retraite pour partager de beaux moments familiaux, tout en suivant de près la politique et le hockey.



Jean-Philippe, Roma, Francine et France, en 1994.

**Roma Myre** (Achille et Thérèse Deniger) et **Francine Tisseur** (Charles-Aimé et Alice Rose)  
m. 7 juin 1969 Howick

Achille (Chrysologue et Rose-Alba Taillefer)  
m. 4 octobre 1939 Saint-Stanislas  
Thérèse Deniger (Joseph-Donat et Bernadette Daigneault)



Charles-Aimé Tisseur (Zénon et Laura Boyer)  
m. 29 janvier 1949 Howick  
Alice Rose (Damien et Rose-Anne Lafontaine)



## Famille John Paquette et Marcelle Richer

Le 19 octobre 1957 à Hull, John Paquette et Marcelle Richer s'unissant par les liens sacrés du mariage. Ils célèbrent en 2015 cinquante ans comme citoyens de Howick. En décembre 1964, la famille se retrouve chez la grand-mère Eva Turner, qui demeure à Howick depuis 1957. Elle comprend alors quatre enfants : Pierre (1958), Jean (1960), Denis (1963) et Anne (1964).

Après l'annulation du contrat de travail de Québec à Ottawa, une décision pressait. La rentrée en classe (1<sup>ère</sup> année) de Pierre, le baptême d'Anne et le fait que John partira travailler dans le Grand Nord. Après le 1<sup>er</sup> janvier 1965, Howick devient donc leur « chez-nous ».

En février 1965, John et Marcelle louent une propriété rue Bridge, en face du garage Carson, aujourd'hui un dépanneur. Puis, en 1966, ils font l'achat de deux terrains sur la rue Académie. L'année suivante, Paul Tellier construit la maison que la famille habite depuis le 29 mars 1968. Le bébé Michèle y naît en mars 1969.

John voit le jour à Ottawa le 14 janvier 1934. Élevé en anglais, il s'enrôle en 1952 pour une période de cinq ans dans la marine. Il apprend sa profession non sur des bateaux, mais sur des hélicoptères. Il poursuit dans l'aviation jusqu'à sa retraite, pendant laquelle il développe une passion pour la menuiserie et le chant choral !

Marcelle vient au monde le 21 mai 1938 à Hull. Élevée en français, elle œuvre dans plusieurs comités et associations du village, devient « madame Avon » pendant 10 ans, joue avec sa partenaire Lorna Simms dans le club de bridge de Howick pendant presque 30 ans, sans oublier son amitié avec Armande Tellier (Arthur).

Un mélange de français et d'anglais devient la langue d'usage de la famille. **Pierre**, le seul à suivre le métier de son père, épouse le 14 mai



John et Marcelle.

1983 Suzanne Côté, fille de Gérard et de Kathleen Harris, de Howick. Ils voient grandir Julie (1985) et Benoit (1988). Conjoint de Yanka mais sans progéniture, **Jean** demeure à Pierrefonds. **Denis** épouse le 27 août 1988 June, fille de Joyce et d'Edgar McKell de Howick. De leur union naissent Robert (1989) et Bryan (1991). Après le divorce prononcé en 1993, Denis demeure avec ses parents. **Anne** épouse le

13 juin 1987 Denis Gardner, de Saint-Eustache. Elle donne naissance à Stéphanie (1988) et à Mathieu (1990). Aujourd'hui, Anne demeure à Cornwall (Ontario) avec son copain Donald Johnston, de Huntingdon. **Michèle** vit en couple avec Donald Vaillancourt, de Huntingdon, et leurs enfants Tara (1990), Jonathan (1993) et Brigit (2000).



La nouvelle résidence familiale, en 1968.



Construction du garage, à la fin des années 1970.



La maison familiale, en 2000.

Voici le tableau des arrière-petits-enfants :

- Tara et Steven : Izick (2011) et Allison (2012), Huntingdon
- Benoit et Judith : Lukas (2013), Châteauguay
- Mathieux et Lola : Noah (2014), Sainte-Martine
- Jonathan et Jenna : bébé attendu en octobre 2015, Huntingdon
- Julie et Jean-Bernard-Pierre demeurent dans le nouveau développement de Howick
- Stéphanie et Jean Vaillancourt habitent aussi le nouveau développement de Howick.

Même après 50 ans de vie passés dans cette région du Québec, Marcelle s'étonne encore en pensant : « Qui aurait pu prédire qu'un jour une petite fille de Hull aurait mis ses racines familiales dans un petit village qui s'appelle Howick » !



Pierre, Anne, Jean, Michèle et Denis.

**John Paquette** (John-James et Éva Sauvé) et **Marcelle Richer** ( vang liste et Irène Charron)  
m. 19 octobre 1957 Hull

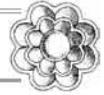
John-James Paquette (Jean-Napoléon et Amanda Vézina)  
m. 3 juillet 1933 Sainte-Brigide, Ottawa  
 va Sauvé (John-James et Amanda Laviolette)



 vang liste Richer (Joseph et Marie-Anne Doran)  
m. 20 février 1935 Sacré-Cœur, Ottawa  
Irène Charron (Eusèbe et Porcella Villeneuve)



## Famille Paul Parent et Lucille Prud'homme



Paul Parent est né à Howick en 1912. Il était le fils de Napoléon Parent et de de Rose-Anna Stringer, tous deux originaires de Howick. En 1942, il a épousé Lucille Prud'homme, originaire de Sainte-Philomène (Mercier). Ils ont eu six enfants : Pierrette (Earl Craig), Luc (Lynn Robb), Lucie (Alexandre Stefanescu), Jacques, Marie (Claude Jodoin) et Monique (Normand Simard). L'arrivée de neuf petits-enfants les a comblés de bonheur, et treize arrière-petits-enfants se sont ajoutés au fil des ans. Plusieurs de leurs enfants se sont installés à Howick pour y élever leur famille.

Paul a exercé plus d'un métier afin de faire vivre sa petite famille. Il a été aide-mécanicien, chauffeur de taxi (métier aussi exercé par son père), laitier, restaurateur. Il était propriétaire du restaurant Blue Bird; il y a travaillé plusieurs années avec sa femme Lucille, avant de le transformer en magasin de variétés.

Tout comme ses ancêtres qui ont travaillé au développement de Howick (Napoléon, Louis, Etienne, Etienne), Paul s'est impliqué dans la communauté.



Napoléon Parent et Rose-Anna Stringer.

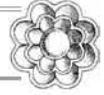
Il a été entre autres, commissaire, président de la commission scolaire et conseiller municipal. Paul est décédé en 2006 et Lucille en 2011.



Paul et Lucille et leurs descendants, lors de leur 50<sup>e</sup> anniversaire de mariage. Première rangée : Paul, Kim Parent et Lucille; deuxième rangée : Pierrette, Lucie, Natasha Craig, Nicolas Parent-Stefanescu, Monique, Marie et Lisa Craig; troisième rangée : Luc, Dominic Simard, Pascal Simard, Yann Jodoin, Frédéric Jodoin, et Patrick Parent. En médaillon : Jacques Parent, décédé en 1984.



## Famille Léo Parent et Thérèse Gagné



Léo Parent, fils de Napoléon et de Rose-Anna Stringer, naît le 3 septembre 1908. Désireux de fonder sa propre famille, il épouse Thérèse Gagné, fille de Camille et de Blanche Quintal, de Sainte-Martine, venue au monde le 1<sup>er</sup> avril 1909. Le curé de la paroisse Sainte-Martine donne sa bénédiction nuptiale au jeune couple le 6 mai 1942. Deux enfants naissent de leur union : Claire, le 28 mai 1943 et Jean, le 9 janvier 1945, décédé prématurément le 1<sup>er</sup> avril suivant à l'âge de 81 jours.



Thérèse et Léo, le jour de leur mariage.

Aimant rencontrer le public, Léo travaille toute sa vie sur la route, entre autres occupations comme vendeur de cigarettes pour Paul Gendron, de Valleyfield. Désireux de mettre ses talents au service de ses concitoyens, il occupe le poste de maire du village de Howick entre 1959 et 1961. Fortement intéressé par la vie politique à tous les niveaux, il devient officier rapporteur aux élections fédérales pour les comtés de Châteauguay, Huntingdon et Laprairie. Son épouse, Thérèse, vend des articles de cuisine dans le sous-sol de la maison familiale au 6, rue Lambton.



Un des camions ayant permis à Léo de gagner sa vie.

Le 15 juillet 1967 à Howick, Claire épouse Robert Messier, fils d'Hormidas et d'Yvette Sarrazin. Elle habite maintenant à Anjou. Léo et Thérèse deviennent les heureux grands-parents de Nathalie (30 septembre 1969), Jean-Robert (23 août 1973) et Mélanie (11 novembre 1976). Thérèse quitte ce monde le 19 juillet 1981; Léo va la rejoindre le 18 mai 1987. Après une vie remplie d'amour, on leur souhaite une paix bien méritée. Malheureusement, ils ne pourront voir grandir leurs quatre arrière-petites-filles : Sandryne (1998), Coralie (2004), Rose-Marie (2008) et Léanne (2009).

La famille souhaite à toute la population de Howick d'heureuses festivités.

**Léo Parent** (Napoléon et Rose-Anna Stringer) et **Thérèse Gagné** (Camille et Blanche Quintal)  
m. 6 mai 1942 Sainte-Martine

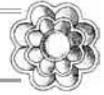
Napoléon Parent (Louis et Alexina Cuillerier)  
m. 14 janvier 1902 Howick  
Rose-Anna Stringer (Narcisse et Rose-de-Lima Poissant)



Camille Gagné (Georges et Adèle Lancôt)  
m. 24 juillet 1905 Saint-Rémi  
Blanche Quintal (Raphaël et Valérie Santoire)



## Famille Hélène Patenaude et Luc Bourdeau



Cette histoire débute le 7 septembre 1958 suite à la naissance d'Hélène en haut du magasin général Pinsonneault. Elle est la fille aînée de Fernande Bergevin et d'Herma Patenaude. Par la suite, la famille déménage dans la maison blanche et verte en face du bureau de poste et s'agrandit avec Anne-Marie et Germain.   l'adolescence, Hélène passe ses temps libres à surveiller les allées et venues de Luc Bourdeau (19 février 1956), fils de Robert et de Jacqueline Rémillard, livreur de colis au bureau de poste.   ce moment, elle ne sait pas encore que celui-ci deviendra son mari. Ils unissent leurs destinées à Howick le 16 décembre 1977. Devant cet amour tellement grand, il accepte de quitter son village natal pour venir s'installer à Howick, le premier Bourdeau de la place. Mais comme on dit, il s'avère possible de sortir un gars de Saint-Chrysostome, mais difficile de sortir le Saint-Chrysostome du gars. Malgré tout, Howick est maintenant son village.

De cette union naissent deux enfants devenus grands : Josée (24 janvier 1980), maintenant maître Josée Bourdeau, notaire, et Pierre-Luc (20 octobre 1981), coordonnateur professionnel et agent de relations humaines au CRD Le Virage.



Josée.



Hélène et Luc.

Pierre-Luc fonde sa propre famille. Il se marie tout comme sa mère avec une personne native de Saint-Chrysostome, Stéphanie Bouchard. Ensemble, ils donnent à Luc et Josée un beau petit-fils, C drick, âgé aujourd'hui de cinq ans. Leur famille devrait s'élargir dans les prochaines années avec l'arrivée du petit Émile en juillet 2015.



Stéphanie Bouchard, C drick et Pierre-Luc.

**Luc Bourdeau** (Robert et Jacqueline Rémillard) et **Hélène Patenaude** (Herma et Fernande Bergevin)  
16 décembre 1977 Howick

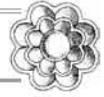
Robert Bourdeau (Exim re et Yvonne Lefort)  
m. 7 mai 1947 Saint-Antoine-Abbé  
Jacqueline Rémillard (Wilfrid et Marie-Rose D'Amour)



Herma Patenaude (Ernest et Lucianna Vaillancourt)  
m. 29 juin 1957 Howick  
Fernande Bergevin (Émile et Fabiana Parent)



## Richard Raithby and Sylvie Arcoite Family



**D**onald Frederick Raithby and Doreen Ida Cameron, married in Toronto, moved from Ville LaSalle in October 1967 to Donovan Farm on route 138 which is now Victor Crête's home. They were involved in showing horses. Donna is the oldest sibling, followed by Tom, Ken and Richard.

The farm was sold and they rented an apartment above the dairy at Allister & Freida McArthur's across the Turcot bridge. Donald passed away in September 1987, and Doreen Ida in July 2013. Married to Bill Carr, Donna lives in Mercier, Quebec. Tom resides in Howick. Ken, retired fire fighter, lives with his wife Linda in Calgary.



Wilfrid Arcoite and Thérèse Senécal, Sylvie Arcoite, Richard Raithby, Doreen Cameron and Donald Raithby.

Richard married Marie-Louise-Sylvie Arcoite, daughter of Wilfrid and Thérèse Senécal, on July 13<sup>th</sup> 1985. Three beautiful children grew up : Amanda (September 27<sup>th</sup> 1987), Dale Richard (September 8<sup>th</sup> 1989) and Scott (November 1<sup>st</sup>, 1991). They purchased their home from Wilfrid and Thérèse at 22 Robert St. In 1985 and they still reside there.

Richard became an electrician after high school and works in construction and industrial to this day. Bookkeeper on her free time, Sylvie acts as a secretary for the Hemmingford Elementary school.



Scott, Dale, Amanda, Sylvie and Richard.

Amanda went to Bishop University to study to be a teacher and work at Franklin Elementary school. Dale became an electrician and is working for Leahy Orchards in Franklin. Scott studied landscaping and is working in Pointe-Claire for Sapa.

Richard has been a volunteer firefighter for 28 years and a councilor for 10 years. He became mayor of Howick two years ago. He and Sylvie always believed that family, good friends and community are the key to a happy life.



Amanda, Scott and Dale.

---

**Richard Raithby** (Donald Frederick and Doreen Ida Cameron) and **Sylvie Arcoite** (Wilfrid and Thérèse Senécal)  
m. July 13<sup>th</sup> 1985, Howick

Donald Frederick Raithby (Thomas and Theresa Carmichael)  
m. Feb 1<sup>st</sup> 1927 High Park Baptist, Toronto  
Doreen Ida Cameron (Thomas and Irean Pierce)



Wilfrid Arcoite (Sévère and Philomène Arcoite)  
m. April 5<sup>th</sup> 1950 Saint-Irénée, Montréal  
Thérèse Senécal (Valmore and Albertine-Joséphine Thériault)



## Famille Léopold Rose et Thérèse Farineau

La famille Rose vit à Howick depuis au moins six générations. L'arrière grand-père, Nazaire Rose, époux de Victorine Prégent, était fabricant de beurre et de fromage. Son commerce était situé sur la rue Lambton, en face de l'école élémentaire de Howick. Il habitait au 3, rue Colville. Son fils, Damien, épouse sa belle voisine, Rose-Anne Lafontaine, qui réside au 1, rue Colville. Après leur mariage, ils font leur nid au 45, rue Colville, avec leurs cinq enfants Berthe, Léopold, Alice, Jeanne et André.

Damien pratique le métier de son père pendant quelques années, fabriquant ainsi du beurre et du fromage. Il travaille ensuite pour Esso Impérial pendant plus de 20 ans et livre du courrier pendant 52 ans. Léopold (connu sous le nom de Léo) et Thérèse Farineau s'épousent le 12 octobre 1957 à Howick. Très jeune, Léo assiste son père à la coupe de la glace et travaille comme peintre. Après un séjour chez Esso Impérial, il assure le transport scolaire vers des écoles spécialisées et livre le courrier

pendant 17 ans. Dans ses loisirs, il suit les courses de chevaux dont il est un grand amateur.

Léo n'était pas musicien, mais la musique fait cependant partie intégrante de sa vie. Les jours de l'An dans la famille Rose contribuent sans doute à développer son goût pour la musique. Symbole de rassemblement, ces soirées passées à chanter en famille font partie de nos meilleurs souvenirs. Léo nous quitte en novembre 2012.

*Nous sommes ses fiers descendants :*

- Sylvie, épouse de Daniel Ouellet.
- Sylvio, père de Steven et de Sébastien et grand-père de Xavier et de Léo.
- Carmen, épouse de Léopold Surprenant et mère de Charles.
- Linda, épouse de Serge Robidoux et mère de Noémie et de Violaine.

*« La famille : comme les branches d'un rosier, nous grandissons tous dans différentes directions, mais nos racines ne font qu'un. »*



Damien Rose et Rose-Anne Lafontaine, en 1927.



Assis : Léo et Linda; debout : Sylvio, Léopold, Carmen, Sylvie, Serge et Daniel.



Assis : Noémie; debout : Sébastien, Steven, Violaine et Charles.



## Thérèse Farineau

Née le 18 novembre 1927, Thérèse joint la communauté de Howick en décembre 1929. Son père achète le 57, rue Lambton dans le but d'en faire sa résidence et un commerce. Son enfance se déroule parmi la clientèle du restaurant et celle qui passait côté maison pour profiter des talents de couturière de la grand-mère Laura Mathieu. Thérèse fréquente le couvent et le Howick High School jusqu'à la 8<sup>e</sup> année, niveau élevé pour l'époque. Bilingue, elle traduit à l'occasion des documents pour certains concitoyens. Elle travaille également comme téléphoniste dans l'édifice de Bell Canada sur la rue Lambton.



Thérèse, devant le standard téléphonique, en 1956.

Indépendante financièrement, elle fait l'acquisition du 3, rue Mill, le mettant en location. À la suite de son mariage avec Léopold Rose le 12 octobre 1957, cette adresse devient le lieu de résidence de la famille, en compagnie de la grand-mère, jusqu'à son décès le 29 décembre 1968. Cette maison servira également de poll électoral. Thérèse occupe également un emploi au restaurant Chez Gary, au 1, rue Mill, en compagnie de Lucette Laberge. Elle vend aussi des produits Avon. Ses occupations se révèlent toujours fort nombreuses. Son implication dans la chorale l'amène à chanter à quelques reprises dans



Thérèse Farineau et Léo Rose, en route vers leur voyage de noces.

des mariages. Elle joint aussi les rangs du Cercle des fermières.

En mai 1981, elle fait l'acquisition du fond de commerce Variétés Slevan, au 3, rue Pine. Le nom change par la suite pour Variétés Rose. En août de la même année, Linda se joint à l'entreprise comme associée. En juin 1982, la vie de Thérèse bascule soudainement lorsqu'elle perd la vue. Cela représente une période difficile pour une passionnée de lecture comme elle. Elle vend le commerce en août 1983.

Thérèse quitte les siens des suites d'une maladie, beaucoup trop tôt, à 58 ans, le 26 avril 1987. Femme exceptionnelle, impliquée, joviale et mère attentionnée, elle transmet à sa progéniture des valeurs fondamentales. Elle chantait et sifflait merveilleusement bien.

**Léopold Rose** (Damien et Rose-Anne Lafontaine) et **Thérèse Farineau** (Joseph et Laura Mathieu)  
m. 12 octobre 1957 Howick

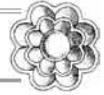
Damien Rose (Nazaire et Victorine Prigent)  
m. 12 janvier 1927 Howick  
Rose-Anne Lafontaine (Gédéon et Rosina Laurin)



Joseph Farineau (Antoine et Olivine Farineau)  
m. 11 septembre 1920 Howick  
Laura Mathieu (Pierre et Malvina Bergevin)



## Famille Robert Sauvé et Agathe Schink



Robert et Agathe.



Le premier commerce, en 1962.

**R**obert Sauvé, fils de Rodriguez et de Jeanne Rouleau, voit le jour à Saint-Télesphore le 19 février 1935. Agathe Schink, fille de Sylva et de Joséphine Moreau, vient au monde le 24 janvier 1936 à Ormstown. En 1953, Robert arrive à Howick pour travailler chez Roméo Dubuc, rue Colville, à titre de commis d'épicerie, à 20 \$ par semaine. Il est pensionnaire chez Eucher Bourcier, à 7 \$ par semaine, déjeuner fourni.

Lors d'une soirée de quilles organisée en 1953 à Valleyfield, il fait la rencontre de celle qui deviendra son épouse, Agathe, fille de Sylva et de Joséphine Moreau. Après les fréquentations d'usage, le curé d'Ormstown leur accorde sa bénédiction matrimoniale le 9 juin 1956. De cette union naissent trois enfants : Richard (15 novembre 1957), Alain (26 février 1959) et Chantal (9 décembre 1967).

En 1961, Robert loue le commerce de Roméo Dubuc connu sous la bannière Métropole pour une période de cinq ans. Lui et Agathe demeurent en haut de ce commerce. Puis, en 1966, à l'autre bout du village, se libère un commerce qui appartenait à Léo Montpetit. Après réflexion, Robert achète la bâtisse et les terrains avoisinants, pour en faire une épicerie sous la bannière Métro. Entre-temps, il se porte acquéreur de la maison située en face du commerce au 20, rue Mill Road.



Le deuxième commerce, en 1966.



Richard,  
Chantal  
et  
Alain.

En 1985, lors d'un voyage en Floride, le destin change leurs vies. Un terrible accident survient; les deux demeurent handicapés, surtout Robert. À leur retour, leur fils Alain décide de s'occuper du commerce. Vu l'ampleur du travail qui s'accumule, ils vendent l'établissement à la chaîne Métro. En 1991, ils se départissent de leur maison pour acheter un condo sur le bord du lac Saint-Louis à Beauharnois. Ils y coulent des jours heureux, entourés de trois enfants, neuf petits-enfants et sept arrière-petits-enfants.

**Robert Sauvé** (Rodriguez et Jeanne Rouleau) et **Agathe Schinck** (Sylva et Joséphine Moreau)  
m. 9 juin 1956 Ormstown

Rodriguez Sauvé (Louis et Elmire-Charlotte Lamarre)  
m. 7 juin 1932 Saint-Polycarpe  
Jeanne Rouleau (Josaphat et Florestine Chevrier)



Sylva Schinck (Sévère et Victorienne Bergeron)  
m. 30 juin 1930 Saint-Jacques, Montréal  
Joséphine Moreau (Gédéon et Malvina Bibeau)



## Famille Slevan — The Slevan Family

Les Slevan d'Howick sont les fiers descendants de John Slevan et de Mary White, un couple d'immigrants irlandais originaires du comté de Meath, arrivés au Canada vers 1815.

Le nom Slevan apparaît pour la première fois dans le registre paroissial de Howick le 1<sup>er</sup> décembre 1884, où leur arrière-petit-fils Josephat Slevan, âgé de 15 ans, fils d'Édouard et de Vitaline Chaurest, signe comme témoin à des funérailles; il agira à ce titre régulièrement jusqu'en 1886. Le 2 juillet 1888 à la Côte Saint-Paul de Montréal, Josephat épouse Cordélia Vallée, née le 23 février 1865 à Sainte-Martine, fille de François Vallée et de Rose Parent.

Ils demeurent à Montréal pendant environ douze ans où sept enfants verront le jour : Rose (1890), mariée à Donat Jobidon le 15 avril 1913 à Howick; Vitaline (1891), mariée à Émile Desgroseilliers le 2 avril 1909 à Howick; Cordélie (1893), mariée à Jean-Baptiste Fullum le 19 juin 1916 à Howick; un enfant ondoyé décédé peu après sa naissance (1896); Édouard (1897), marié à Berthe Parent le 17 février 1920 à Saint-Chrysostome; Ferdinand (1898), décédé en 1902 à l'âge de trois ans et inhumé au cimetière de Howick; et Thérèse (1900), mariée à Arthur Crête le 27 octobre 1952 à Howick.

Vers 1901, Josephat revient à Howick cette fois pour s'y établir de façon définitive avec sa famille. En 1903, Cordélia donnera naissance à leur huitième enfant Rodolphe. En 1918-1919, c'est l'épidémie de grippe espagnole au Canada et la famille Slevan est durement touchée. Rodolphe décède le 5 novembre 1918 à l'âge de 15 ans. Le lendemain, son père Josephat, 49 ans, meurt à son tour, tous deux victimes du fléau. Cordélia, veuve, sera ménagère et cuisinière dans les maisons privées de Howick. À partir de juillet 1927, alors âgée de 62 ans, elle réside en haut de l'école Modèle pour laquelle elle est responsable du

chauffage et de l'entretien ainsi que du déblaiement de la neige.

Leur fils, Édouard, assurera la descendance du patronyme et demeurera à Howick. Le 17 février 1920 à Saint-Chrysostome, il épouse à 23 ans Berthe Parent (24 ans), fille de François Parent et d'Adèle Huot. Le couple aura cinq enfants tous nés à Howick : Aimé (1922-1929), Gérard (1926-1927), Rita (1928-1928), Laurier-Aimé (1930-1989) et Rodolphe (1935). Édouard a été charretier puis camionneur toute sa vie active, qui a pris fin prématurément le 22 décembre 1936 à l'âge de 39 ans. Il laisse derrière lui son épouse et ses deux jeunes enfants Laurier-Aimé, âgé de six ans, et Rodolphe, âgé de un an.



Édouard Slevan et son épouse, Berthe Parent, accompagnés de leurs deux fils, Laurier-Aimé (6 ans) et Rodolphe (1 an), en 1936.



À 15 ans, Rodolphe devient sacristain à l'église de Très-Saint-Sacrement de Howick, fonction qu'il occupera pendant plus de 60 ans. Il épouse Hortense Chouinard, fille de Josaphat Chouinard et de Blanche Poissant, le 4 juillet 1970 à Sherrington. Elle assistera Rodolphe en tant que sacristine. Pour souligner les 60 ans de service de Rodolphe à titre de sacristain, une messe présidée par Mgr Luc Cyr est célébrée à l'église de Howick, le 4 décembre 2010. Un souper, réunissant parents et amis, a suivi pour souligner cet anniversaire à la salle communautaire, en présence de Mgr Cyr. En avril 2011, Rodolphe se retire de ses fonctions de sacristain pour des raisons de santé. Rodolphe a aussi été préposé à l'entretien pour plusieurs institutions à Howick, chauffeur d'autobus scolaire et facteur rural.

Vers l'âge de 11 ans, tout en poursuivant ses études, Laurier-Aimé devient commis à temps partiel au magasin général de Thomas Gebbie afin d'aider financièrement sa famille. Le 16 juin 1953 à Howick, il unit sa destinée à Gertrude Bourcier, fille d'Adolphe et de Julie Provost. Ils demeurent au 9, rue Lafond à Howick, où naîtront leurs deux enfants : Marie-Andrée en 1956 et Pierre-Aimé en 1959.

En 1960, la famille déménage au 3, avenue des Pins où Gertrude ouvre un magasin de coupons qui deviendra un dépanneur quelques années plus tard. Pendant 20 ans, Gertrude y accueille une clientèle fidèle jusqu'au printemps 1981 où elle doit se résigner à vendre son commerce pour des raisons de santé. Elle décède quelques mois plus tard le 25 novembre 1981 à l'hôpital Barrie Memorial d'Ormstown à l'âge de 59 ans.

Dans les années 1960, Laurier-Aimé met sur pied sa compagnie de transport scolaire desservant les écoles primaires de Howick, l'école secondaire de Sainte-Martine, la polyvalente de Beauharnois, le collège O'Sullivan de Verdun et le collège de Valleyfield. Sa compagnie de transport scolaire a été créatrice d'emplois embauchant plusieurs chauffeurs qualifiés. Laurier-Aimé s'implique au niveau municipal

comme conseiller et assistant chef pompier pendant plusieurs années, travaillant pour la Municipalité de Howick et comme facteur rural. Il décède le 2 mars 1989 au Centre d'accueil d'Ormstown à l'âge de 58 ans. Il est inhumé dans le lot familial au cimetière de Howick auprès de son épouse Gertrude.

Leur fille Marie-Andrée Slevan, enseignante à Ottawa, épouse en 1989 Michel Tremblay, fils de Léonce et de Cécile Desbiens. Ils ont trois enfants : Guillaume, Isabelle et Camille. Leur fils Pierre-Aimé Slevan épouse en 1995 Guylaine Sauvé, artiste-peintre de Beauharnois, fille de Gaétan et de Bella Brunet. Ils deviennent les parents d'une fille, Rosabelle.



Mariage de Laurier-Aimé Slevan et de Gertrude Bourcier,  
16 juin 1953 à Howick.



Slevan's family from Howick are the proud descendants of John Slevan and Mary White, Irish immigrants from county of Meath, who arrived in Canada about 1815. Their great grandson Josephat Slevan and his wife Cordelia Vallée raised their family of seven children in Howick. The Spanish Influenza Epidemic that swept the Canada in 1918-1919 made two victims in their family: Rodolphe, 15 years old, on November 5, 1918 and his father Josephat, 49 years old, the next day. Their oldest son Edward Slevan stayed in Howick and married Berthe Parent from St. Chrysostome in 1920. Three of their five children died at a very early age. He worked as carter all his life until his premature death in 1936 at the age of 39. He is survived by his wife and two young children, Laurier-Aimé and Rodolphe.

Laurier-Aimé, at about 11 years old, while continuing his studies, started working as part time clerk at Thomas Gebbie general store to financially help his family. On June 16<sup>th</sup> 1953 in Howick, Laurier-Aimé married Gertrude Bourcier, daughter of Adolphe and Julie Provost. They lived at 9 Lafond Street, where their two children were born : Marie-Andrée in 1956 and Pierre-Aimé in 1959. In 1960, the family moved at 3 Pine Avenue, where Gertrude opened a Remnants Store that became later a convenience store. For 20 years, Gertrude opened the doors to her customers on a daily basis until Spring 1981 when she resigned herself to sale her business for health reasons. Gertrude passed away few months later on November 25<sup>th</sup> 1981 at the Barrie Memorial Hospital at 59 of age.

In the sixties, Laurier-Aimé started his student transportation business deservng Howick elementary schools, Sainte-Martine and Beauharnois High Schools, O'Sullivan College in Verdun and Valleyfield College. His school buses company provided employment to many qualified school bus drivers. Town councillor and fire chief assistant for many years, he worked for the municipality and as a rural

postman. Laurier-Aimé died on March 2<sup>nd</sup> 1989 at the Centre d'accueil of Ormstown at the age of 58.

Their daughter Marie-Andrée Slevan, teacher in Ottawa, married Michel Tremblay in 1989, they have three children : Guillaume, Isabelle and Camille. In 1995, their son Pierre-Aimé married Guylaine Sauvé, artist from Beauharnois, they have a daughter, Rosabelle.

Rodolphe married Hortense Chouinard on July 4<sup>th</sup> 1970 in Sherrington. He worked as a sexton for the Howick Catholic Church for 60 years. He has been working in Howick as a maintenance attendant, school bus driver and rural postman.



Mariage de Rodolphe Slevan et d'Hortense Chouinard, le 4 juillet 1970 à Sherrington.

**Laurier-Aimé Slevan** (Édouard et Berthe Parent) et **Gertrude Bourcier** (Adolphe et Julie Provost)  
m. 16 juin 1953 Howick

Édouard Slevan (Josephat et Cordélie Vallée)  
m. 17 février 1920 Saint-Chrysostome  
Berthe Parent (François et Adèle Huot)



Adolphe Bourcier dit Lavigne (Moïse et Adèle Couillard)  
m. 2 février 1921 Saint-Chrysostome  
Julie Provost (Théophile et Rose-Anna Dupuis)



## Famille Émile Desgroseilliers et Vitaline Slevan

Émile Desgroseilliers, fils de Joseph Desgroseilliers et de Marie Parent, est né le 12 octobre 1889 à Howick. Il est le premier enfant du couple qui en aura dix autres, tous nés à Howick, soit Marie-Louise (1893), Lauranna (1895), Albert (1897), Rosa (1899), Cédia (1900), Joseph-Rodolphe (1902), Arthur (1903), Lily (1905), Médario (1906) et Jean-Charles (1908). Joseph a été boulanger à Howick avec ses fils Émile et Jean-Charles, qui aident à tour de rôle à la boulangerie. À une certaine époque, la boulangerie se trouvait au 3, avenue des Pins, au centre du village et la livraison du pain se faisait à domicile. Une ronde de pains pouvait prendre plus qu'une journée selon les conditions routières et la température. Il arrivait souvent que Joseph, incapable de compléter sa tournée en une journée, doive passer la nuit chez un cultivateur pour reprendre la route au lever du jour. Plus tard, un camion s'est ajouté pour la livraison du



Les grands-parents d'Émile :  
Joseph Desgroseilliers et Adélaïde Lefebvre.

pain; c'est le début d'une nouvelle ère pour le commerce. La mère d'Émile, Marie, décède le 21 février 1942 à l'âge de 72 ans et son père, Joseph, le 17 juin 1957, âgé de 90 ans, suite à une mauvaise chute. Tous les deux sont inhumés au cimetière de Howick.

Émile, l'aîné des enfants, poursuit ses études classiques à Valleyfield. Le 2 avril 1909 à Howick, il épouse Vitaline Slevan, née le 21 mai 1891 à la paroisse Saint-Joseph de Montréal, fille de Josephat Slevan et de Cordélie Vallée. De leur union naissent treize enfants entre 1909 et

1933, soit Paul-Émile (Gertrude Clermont), Yvette (célibataire, décédée centenaire à 101 ans), Edgar (Marie-Ange Durand), Blanche (Charlemagne Fortin), Raymond (Alexandra Delage-Lavigueur), Georges (Lucienne Bergeron), Madeleine (célibataire), Rita (jumelle) (Jacques Noiseux), Lucille (jumelle) (Dominique Pappa), Estelle (décédée à l'âge de 12 jours), Lionel (M1 : Lucie Métayer; M2 : Nicole Hébert), Étienne (Fernande Bouchard) et Yolande (décédée à l'âge de 16 ans).

En 1918 et 1919, l'épidémie de grippe espagnole sévit au Canada et Howick n'est pas épargné... Le 5 novembre 1918, Vitaline perd son frère Rodolphe âgé de 15 ans et le lendemain le 6 novembre son père, Josephat, âgé de 49 ans, tous deux victimes de la grippe espagnole. Pendant cette période, Émile, alors âgé de 29 ans et père de six enfants, recueille à domicile les corps des personnes décédées de la grippe, les dépose dans une charrette puis les transporte vers le cimetière pour leur inhumation, aucune cérémonie n'avait lieu à l'intérieur de l'église à cause du haut risque de contagion.

Peu après la naissance de Madeleine née en 1920, la recherche d'un emploi pousse Émile à quitter Howick avec sa famille pour s'établir à Laprairie où il trouve un emploi de chauffeur. Vers 1924, la famille s'installe à Montréal où Émile, mécanicien, devient copropriétaire d'un garage. Lors de la crise économique de 1930, le commerce fonctionnant



Joseph Desgroseilliers et Marie Parent.



au ralenti, Émile très habile et créatif, crée pièces par pièces compresseurs, pompes à eau et d'autres outils servant au bien-être de sa famille et de son entourage. Il transforme des contenants métalliques en revêtement extérieur. Tout en s'occupant de ses enfants, Vitaline fait de la couture à domicile. Ils seront entourés chaleureusement de leurs enfants et de leurs petits-enfants tout au long de leur vie.

Émile décède le 26 janvier 1966 à l'âge de 76 ans, et son épouse Vitaline, le 14 mars suivant, à 74 ans. Ils sont inhumés au cimetière le Repos Saint-François d'Assise de Montréal.

*Merci à Étienne Desgroseilliers, fils d'Émile Desgroseilliers et de Vitaline Slevan, qui a partagé ces précieux souvenirs avec nous.*



Famille d'Émile Desgroseilliers et de Vitaline Slevan.

Photo prise en 1945 lors du retour d'Edgar à la fin de la Deuxième guerre mondiale.

Première rangée : Madeleine, Rita, Yolande, Émile (père), Vitaline Slevan (mère) et Lucille;  
deuxième rangée : Edgar, Paul-Émile, Yvette, Georges, Étienne, Lionel, Blanche et Raymond.

**Émile Desgroseilliers** (Joseph et Marie Parent) et **Vitaline Slevan** (Josephat et Cordélie Vallée)  
m. 2 avril 1909 Howick

Joseph Desgroseilliers (Joseph et Adélaïde Lefebvre)  
m. 11 janvier 1886 Howick  
Marie Parent (Louis et Alexina Cuillerier)



Josephat Slevan (Édouard et Vitaline Chauret)  
m. 2 juillet 1888 Saint-Paul, Montréal  
Cordélie Vallée (François et Rose Parent)



## Famille Adolphe Bourcier et Julie Provost



Adolphe Bourcier.



Julie Provost.

**A**dolphe, fils de Moïse Bourcier dit Lavigne et d'Adèle Couillard, naît le 22 janvier 1888 au village Saint-Pierre, dans la municipalité de Howick. À deux mois, il devient orphelin de son père Moïse, décédé le 23 mars 1888 à l'âge de 27 ans. Son épouse Adèle, âgée de 32 ans, devient veuve avec quatre jeunes enfants âgés de deux mois à six ans. Elle demeurera au village Saint-Pierre, entourée chaleureusement des membres de la famille Bourcier.

Adolphe grandit avec trois frères (nés à Saint-Chrysostome et baptisés à Ormstown) et une sœur. Pierre (9 décembre 1878) décède le 20 septembre 1885 à Howick à l'âge de 7 ans. Adélarde (15 juin 1881) se marie à Rosalie Sénécal le 6 mars 1905 à Howick. Louis (9 juin 1883) épouse Emma-Thérèse Bergevin le 20 avril 1914 à Howick. C'est à Howick que Louise voit le jour le 14 décembre 1885; elle y épouse Armand Lazure le 21 novembre 1904.

Adolphe grandit au village Saint-Pierre, s'occupe de jardinage et participe activement à la cueillette de bleuets sur le Rocher pendant l'été avec plusieurs membres de sa famille, ce qui leur assure un revenu saisonnier. Au début de la vingtaine, il y exerce le métier de fabricant de beurre avec son frère Louis.

Le 2 février 1921 à Saint-Chrysostome, Adolphe, alors âgé de 33 ans, épouse Julie Provost, née le 29 avril 1888 à Saint-Chrysostome, fille de Théophile Provost et de Rose-Anna Dupuis. Le couple réside tout d'abord à Russeltown, où Adolphe travaille

comme fabricant de beurre pour John McGregor. Plus tard, il exerce son métier à la crèmerie de Saint-Chrysostome. Deux enfants naîtront de ce mariage : Gertrude, le 1<sup>er</sup> mai 1922 à Saint-Chrysostome, et Pauline, le 18 mai 1923 à Saint-Antoine-Abbé.

Vers 1948, la famille quitte Saint-Chrysostome pour s'établir au village de Howick, dans une petite demeure près de l'église, au 66, rue Lambton, la première résidence des religieuses des Saints-Noms-de-Jésus-et-de-Marie. Très habile de ses mains, Adolphe rénove la maison et ajoute un deuxième étage. Sacristain jusqu'en 1950,

il s'occupe en particulier du chauffage de l'église. Jardinier hors-pair, il cultive un immense potager en arrière de sa maison où poussent asperges,



Gertrude et Pauline Bourcier.



framboises et citrouilles. À chaque automne, un concours auquel participent plusieurs horticulteurs du village se déroule, celui de la plus grosse citrouille avec pesée officielle devant témoins; Adolphe y prend part ! Adeptes de la culture biologique, il récolte l'eau de pluie, fait son compost et pratique la rotation des cultures suivant les règles du compagnonnage.

Son épouse Julie (connue sous le prénom de Julia), couturière et chapelière de métier, confectionne chapeaux, costumes, robes et habits pour hommes, créant des modèles sur mesure pour sa clientèle. Elle fait de superbes gâteaux pour toutes les occasions. Très active au sein de la communauté de Howick, elle organise des activités au Cercle des Fermières et chez les Dames de Sainte-Anne.

Le 18 juillet 1951 à la cathédrale Notre-Dame de Montréal, leur fille Pauline épouse François Beaudin, fils de Victor et d'Antoinette Gervais, de Saint-Chrysostome. Ils résident à Montréal. Deux enfants naissent de cette union : Danielle et Jean. Le 16 juin 1953 à Howick, leur fille Gertrude épouse Laurier-Aimé Slevan, fils d'Édouard et de Berthe Parent. Ils voient grandir deux enfants, Marie-Andrée et Pierre-Aimé. Ils demeurent au village de Howick.

Adolphe décède le 3 juin 1967 à l'hôpital Barrie Memorial d'Ormstown à l'âge de 79 ans. Son épouse, Julia, demeure à son domicile jusqu'à son décès survenu le 9 décembre 1974, à l'âge de 86 ans, au même endroit. Elle est inhumée auprès de son mari Adolphe au cimetière de Saint-Chrysostome.



La maison d'Adolphe Bourcier et de Julie Provost, située au 66, rue Lambton, Howick.

**Adolphe Bourcier** (Moïse et Adèle Couillard) et **Julie Provost** (Théophile et Rose-Anna Dupuis)  
m. 2 février 1921 Saint-Chrysostome

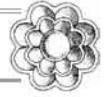
Moïse Bourcier dit Lavigne (Pierre et Marcelline Brisson)  
m. 4 mars 1878 Saint-Chrysostome  
Adèle Couillard (Étienne et Marie Tanguay)



Théophile Provost (Théophile et Marie Moquin)  
m. 12 février 1877 Saint-Chrysostome  
Rose-Anna Dupuis (Charles et Julie Lussier)



## Famille Réjean Soucisse et Réjeanne Touchette



Réjean voit le jour à Huntingdon le 27 janvier 1946. Il est l'aîné des cinq enfants de Lucien Soucisse et d'Antoinette Riel : Yves, Philippe, Danielle et Sylvie. Il vit son enfance au village Saint-Pierre, puis fréquente l'école du rang. En 1965, la famille déménage au village.



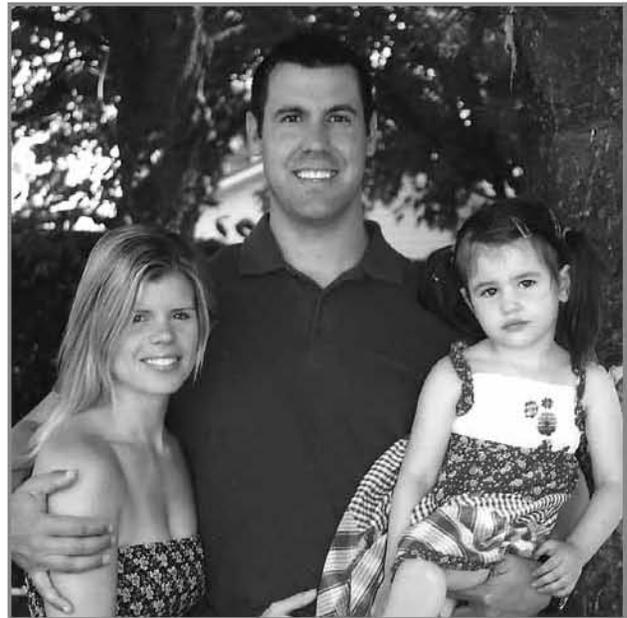
Réjeanne Touchette et Réjean Soucisse.

Désireux de fonder une famille et voler de leurs propres ailes, Réjean épousera Réjeanne Touchette, le 30 septembre 1967 à Sainte-Martine. De cette union naîtront deux beaux enfants. Mylène le 11 août 1974 et Benoît le 23 novembre 1977. Mylène épouse Bernard Côté en 2000 et Zachary voit le jour le 30 décembre 2002. Benoît épouse Manon Tremblay le 2 juillet 2001 qui donnera naissance à Maëva le 22 avril 2007.

Très impliqué dans sa communauté comme pompier volontaire et membre du conseil municipal pendant plusieurs années, Réjean travaille à l'épicerie de Robert Sauvé, avant de trouver de l'embauche

en 1974 au ministère des Transports à Ormstown. Après 32 ans de bons et loyaux services, il fait valoir ses droits à une retraite bien méritée.

Pour Réjean, son village constituait une belle source de fierté. Il souhaitait toujours participer à la vie communautaire de son milieu. Les siens demeurent absolument convaincus qu'il en conservera dans la vie éternelle un souvenir impérissable, tout comme des gens qu'il côtoya tout au long de sa vie. Il rend l'âme le 1<sup>er</sup> mars 2015.



Manon Tremblay, Benoît et Maïva.



Zachary, Mylène et Bernard Côté.

**Réjean Soucisse** (Lucien et Antoinette Riel) et **Réjeanne Touchette** (Rolland et Victoria Dagenais)  
m. 30 septembre 1967 Sainte-Martine

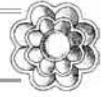
Lucien Soucisse (Roméo et Oralda Lazure)  
m. 12 mai 1945 Huntingdon  
Antoinette Riel (Joseph et Rosalma Roy)



Rolland Touchette (Joseph et Albertine Chevrefils)  
m. 13 septembre 1941 Beauharnois  
Victoire Dagenais (Paul-Émile et Zéphérina Daoust)



## Famille Danielle Soucisse et Denis Parent



Fille de feu Lucien Soucisse et d'Antoinette Riel, Danielle voit le jour le 14 octobre 1958. Sa vie commence au village Saint-Pierre. Elle y vit jusqu'à l'âge de sept ans. En 1965, elle arrive au village de Howick. Elle y fait son primaire, pour ensuite poursuivre à Sainte-Martine. En 1975, elle va à Montréal étudier à l'Institut d'ordinateur électronique du Canada. Elle travaille pendant un an pour une firme de comptables. Le 5 juillet 1976, elle débute une vraie carrière à la Caisse populaire de Howick, passant de caissière à conseillère.

En 1972, elle fait la rencontre de Denis Parent, fils de Maurice et de Valérie Lepage. Michel Vinet, un ami commun, les présente un à l'autre. Elle ne se doutait pas à ce moment-là qu'il deviendrait son époux. Ils décident de se marier le 17 septembre 1977 à Howick, où ils venaient tout juste d'acheter leur maison. De ce mariage, deux beaux enfants voient le jour. Francis vient au monde le 16 novembre 1979. Deux ans et demi plus tard, Annie voit le jour le 9 mai 1982.

Francis vit à Howick jusqu'à l'âge de 29 ans. Il s'installe à Saint-Antoine-Abbé avec sa conjointe Daisy Ouimet-Bergevin et leurs deux enfants : William (5 ans) et Léane (1 an et demi). Annie demeure à Howick, où elle bâtit sa maison. Danielle et Denis se montrent heureux et fiers de pouvoir dire qu'après toutes ces années, ils habitent encore ce beau village qui demeure le leur.



Danielle Soucisse et Denis Parent, en 1977.



Annie (32 ans) et Francis (34 ans), en 2014.



Première rangée : William, Denis, Léane et Danielle;  
deuxième rangée : Daisy, Francis et Annie.

**Denis Parent** (Maurice et Valérie Lepage) et **Danielle Soucisse** (Lucien et Antoinette Riel)  
m. 17 septembre 1977 Howick

Maurice Parent (Émile et Julienne Brais)  
m. 21 avril 1951 Beauharnois  
Valérie Lepage (Adélarde et Marie-Louise Proulx)



Lucien Soucisse (Roméo et Oralda Lazure)  
m. 12 mai 1945 Huntingdon  
Antoinette Riel (Joseph et Rose-Alma Roy)



## Famille Charles-Aimé Tisseur et Alice Rose



Alice Rose à 18 ans.

### Le portrait d'une femme forte

Alice Rose voit le jour le 26 juillet 1930. Elle est la troisième de la famille de cinq enfants (Berthe, Léo, Jeanne et André) de Damien Rose et de Rose-Anne Lafontaine. En 1948, elle fait la rencontre de celui qui deviendra son époux : Charles-Aimé Tisseur, fils de Zénon et de Laura Boyer, de Mercier. Le curé de Howick leur accorde sa bénédiction nuptiale le 29 janvier 1949. De leur union cinq enfants vont voir le jour : Francine (6 janvier 1950), Marie (7 décembre 1950), Roger (29 juillet 1952), Diane (30 décembre 1954) et Denis (31 mars 1959).



Damien Rose et Rose-Anne Lafontaine, ses parents.



Charles-Aimé et Alice.

Ces gens travailleurs, elle coiffeuse et lui mécanicien-soudeur, emménagent en 1955 dans leur nouvelle maison sur la rue Lafond, où elle établit son commerce, le « Salon Alice ». En 1965, ils construisent le restaurant qui portera le nom de « Francine Snack Bar » sur la rue Lambton. Charles-Aimé décède durant les travaux, le 28 mai 1965 à l'âge de 49 ans, laissant son épouse à 35 ans, seule avec cinq enfants de 6 à 15 ans. Femme forte, elle continue la construction du restaurant, tout en exerçant son métier de coiffeuse pour subvenir aux besoins de sa famille.



La maison familiale avec le salon de coiffure sur la rue Lafond, en 1955.



L'ouverture du restaurant Francine Snack Bar, en 1966.



La maison familiale, en 2000.

Vers les années 1970, elle préside les femmes libérales du comté de Châteauguay sous la gouverne du député Kennedy. Elle fait la rencontre

de Jean-Charles Poirier, qui deviendra son compagnon de vie et avec qui elle vivra des années heureuses. Malheureusement, elle devient veuve une seconde fois à 68 ans, soit le 5 mars 1998.

Elle demeure seule dans sa maison jusqu'en 2012, tout en continuant à coiffer jusqu'à 80 ans et à présider le Club de l'Âge d'Or de Howick. Elle vend sa demeure pour des raisons de santé et va habiter à la Résidence Quatre Saisons à Châteauguay. Dans son coquet appartement, elle se fait gâter. Elle file un bonheur paisible, entourée de ses cinq enfants, huit petits-enfants et sept arrière-petits-enfants. Voilà le riche bilan d'une vie bien remplie mais non terminée.



Alice, à son 80<sup>e</sup> anniversaire de naissance, avec ses enfants : Denis, Diane, Marie, Roger et Francine.

**Charles-Aimé Tisseur** (Zénon et Laura Boyer) et **Alice Rose** (Damien et Rose-Anne Lafontaine)  
m. 29 janvier 1949 Howick

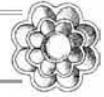
Zénon Tisseur (Charles et Zoé Amyot)  
m. 6 juin 1905 Beauharnois  
Laura Boyer (Charles et Delphine Paquette)



Damien Rose (Nazaire et Victorine Prigent)  
m. 12 janvier 1927 Howick  
Rose-Anne Lafontaine (Gédéon et Rose Laurin)

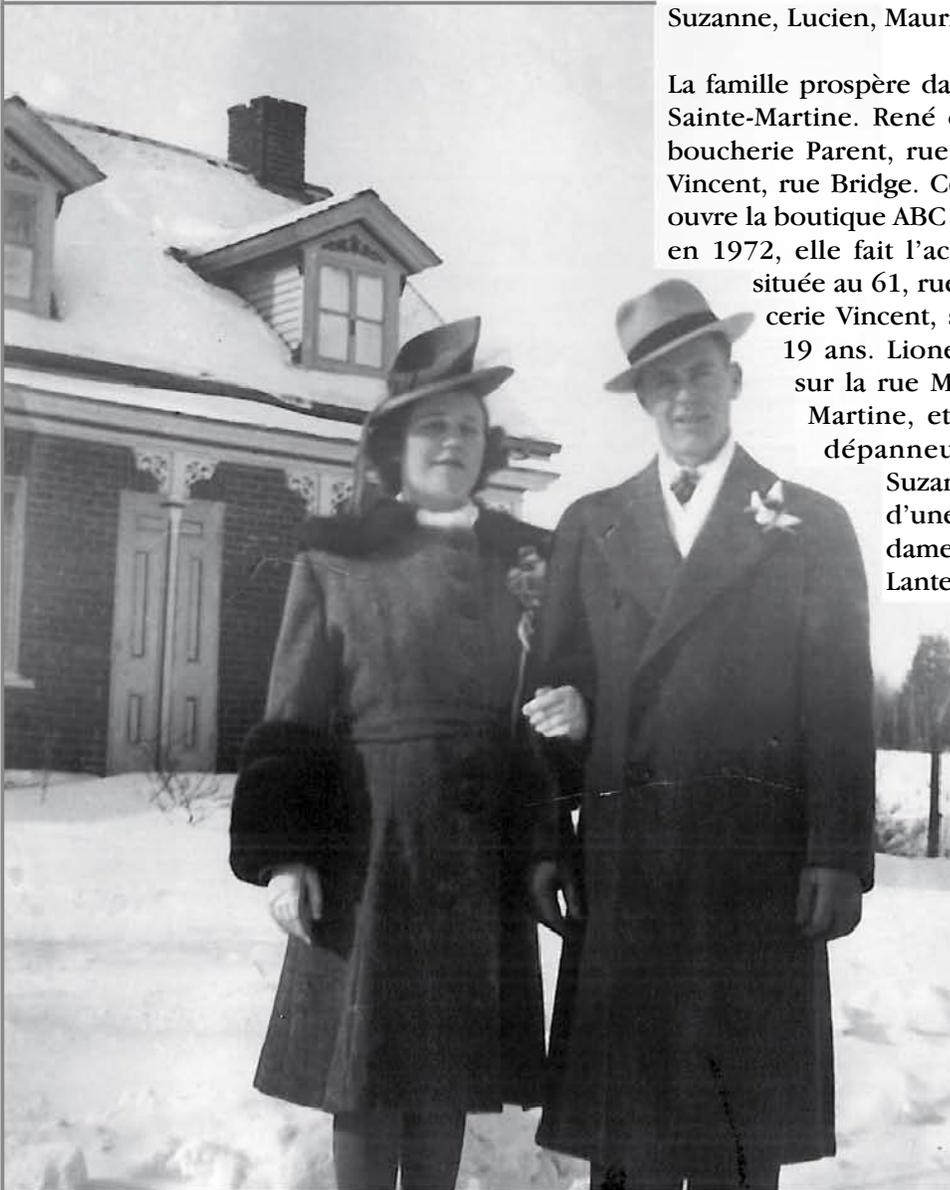


## Famille Florent Vincent et Laurette Primeau



L'arrière-grand-père, Jean Baptiste Vincent, naît à Longueuil, tout comme son père du même nom. Figurant parmi les premiers fondateurs de Saint-Urbain-Premier, il épouse Basilisse Besette. À son tour, son fils Donat Vincent choisit pour épouse Rose-de-Lima Jodoin.

Puis, Florent, fils de Joseph Vincent et de Flore-Édith Rose, né à Saint-Urbain-Premier le 2 mai 1920, convole en justes noces avec Laurette Primeau, fille d'Adélard et de Marie Parent, le 6 février 1943 à Howick. Le jeune couple s'y établit définitivement en 1946. De cette union prolifique naissent dix enfants : Fernand, René, Cécile, Lionel, Roger, Suzanne, Lucien, Maurice, Ginette et Chantal.



Laurette et Florent.

La famille prospère dans le village. Fernand vit à Sainte-Martine. René devient propriétaire de la boucherie Parent, rue Lambton, et de l'épicerie Vincent, rue Bridge. Cécile, coiffeuse à Montréal, ouvre la boutique ABC lingerie pour enfants. Puis, en 1972, elle fait l'acquisition d'une résidence située au 61, rue Lambton et possède l'épicerie Vincent, sur la rue Bridge, pendant 19 ans. Lionel achète le garage Turcot sur la rue Mill Road. Roger, de Sainte-Martine, et se porte acquéreur d'un dépanneur rue Colville à Howick.

Suzanne œuvre comme gérante d'une boutique de lingerie pour dames. Lucien achète l'hôtel La Lanterne, le restaurant Howick et une compagnie d'émondage. Maurice possède un condo à Montréal et un salon de coiffure. Ginette pratique la profession d'hygiéniste dentaire à Valleyfield pendant une dizaine d'années. Chantal, secrétaire juridique, possède avec Lucien le restaurant Howick.

Florent décède le 21 juillet 1966; Laurette vit toujours. La progéniture des Vincent se continue avec 17 petits-enfants et 29 arrière-petits-enfants.

**Florent Vincent** (Joseph et Flore-Édith Rose) et **Laurette Primeau** (Adélard et Marie Parent)  
m. 6 février 1943 Howick

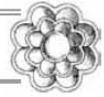
Joseph Vincent (Donat et Rose-de-Lima Jodoin)  
m. 25 octobre 1915 Sainte-Philomène  
Flore-Édith Rose (Delphis et Marie Hamel)



Adélard Primeau (Pierre et Domitille Rouleau)  
m. 7 août 1917 Saint-Jean-Chrysostome  
Marie Parent (Joseph et Anna Primeau)



## Gary BARRINGTON, restaurateur



**J**e suis né le 14 décembre 1945, dans la Paroisse de Très-Saint-Sacrement et je suis le fils de Garnett Barrington et de Ina Barrington. J'ai acheté mon premier restaurant « Chez Francine » en 1973, maintenant connu sous le nom de « Aux Pierro ». En 1979, j'ai décidé de prendre la route vers l'Alberta, où j'ai travaillé comme camionneur durant six ans. En juin 1985, je suis revenu dans ma ville natale et j'ai fait l'acquisition d'un deuxième restaurant « Chez Howick » que j'ai opéré jusqu'en août 1989. À cette époque, la restauration n'étant pas rentable, je suis retourné à l'agriculture et j'ai fait divers travaux pendant deux ans. Ça ne m'a pas pris de temps à réaliser que mon cœur était toujours à Howick. Donc, je suis retourné à ma première passion et, en 1991, je suis devenu propriétaire de mon troisième restaurant, la patate « Chez Gary », situé sur la montée des Irlandais dans la Paroisse de Très-Saint-Sacrement. Là, j'ai le meilleur des deux mondes. Je travaille durant une bonne partie de l'année et j'ai tout l'hiver de congé. En 2003, j'ai vendu une partie de terrain à la municipalité où s'est construit

**I** was born on December 14th, 1945, in the Parish of Très-Saint-Sacrement and I am the son of Garnett Barrington and Ina Barrington. I purchased my first restaurant « Chez Francine » in 1973, now known as the « Aux Pierro ». In 1979, I decided to take the road and move to Alberta and worked as a truck driver for six years. In June 1985, I returned to my home town and bought a second restaurant « Chez Howick », that I operated until August 1989. In that period, the restaurant business was not profitable, so I returned to farming and doing odd jobs for two years. It did not take me long to realize that my heart still belonged to Howick. So, I finally returned to my first passion and, in 1991, became the owner of my third restaurant « Chez Gary's » French fries stand, situated on the Montée des Irlandais in the Parish of Très-Saint-Sacrement. Now, I have the better of both worlds. I work hard for most of the year and have the winter off. In 2003, I sold part of the land to the municipality, on which was built the first Parish Town Hall. I am in business since 34 years.

le premier Hôtel de ville de la Paroisse. Je suis restaurateur depuis 34 ans.



Restaurant « Chez Francine ».



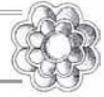
Restaurant « Chez Howick ».

Restaurant « Chez Gary's ».





## Club de Curling de Howick



**A**u début du XX<sup>e</sup> siècle, plusieurs Howickois s'adonnaient au curling sur les rivières aux Anglais et Châteauguay. Parmi ces braves, on retrouve Bob Robertson, Jim Logan, William Hay, William Stewart, Robert Ness Sr, Thomas Gebbie Sr, George Stewart et Archie Peddie. Ces derniers jouaient des parties de 18 bouts avec des blocs de bois. Les parties débutaient en avant-midi et se terminaient avant la noirceur.

Au début de 1907, David T. Ness loua la patinoire près de la gare Grand Trunk. On jouait alors au curling avec des blocs de bois; ce furent les premiers matchs joués dans le village. Lors de la fondation du club en 1907, il en existait d'autres, notamment celui de la Rivière aux Anglais qui comte 82 ans d'existence. Des clubs de curling ont également vu le jour à Ormstown, Huntingdon, Aubrey, Tatehurst, Fertile Creek, Allan's Corner, Valleyfield et Châteauguay.

Fondé en 1909, le district de Beauharnois comptait dix clubs. Le Club de curling de Howick a toujours opéré avec des moyens très modestes. En 1909, des ampoules électriques remplacent les lampes à l'huile dans les vestiaires. Sur la patinoire, les lampes à essence sont utilisées jusqu'en 1925.



Les femmes commencent à jouer en 1913. En 1976 et 1978, des équipes féminines de Howick remportent le championnat junior du Québec. La skip Diane Ness accompagne Debbie McCarthney, Joann McCaig, Lynn Chislom et Arlene Tennant.

Au cours des années, certains de ses membres se distinguent par l'excellence de leur jeu en se présentant au Brier, championnat canadien de curling. En 1964, l'équipe du Québec est représentée par W. T. Ness, O. W. McRae, J. W. Logan et E. K. Black, de Howick. En 1981, l'équipe de Brian Ness porte les couleurs du Québec. Dale Ness va quatre fois au Brier entre 1999 et 2003. Intronisé au Temple de la Renommée du curling canadien, R. Bruce Ness est une figure dominante du Club de curling de Howick.

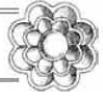
On peut certainement affirmer que les bâtisseurs du Club éprouvent de la gratitude pour toutes les personnes qui donnèrent du temps en participant à différents comités ainsi qu'à toutes les réalisations du Club depuis plus de 100 ans. Il est toujours en opération et accueille une cinquantaine de joueurs du début novembre au début avril dans des ligues, autant le jour que le soir.



Aréna de curling.



## Howick United Church – Howick 100<sup>th</sup> Anniversary Book



The first gristmill in the district, George's Mill, was built in 1803, on the bank of the English River, where there was a reliable source of water power. Over the years, other milling enterprises replaced the first. The last in the line was Thomas Gebbie, who purchased the business in 1863. Gebbie ran it successfully until it was closed around 1920, when grinding by water power became unprofitable.

Howick United Church, a Protestant denomination, stands on the former mill property. It opened for worship in June 1928. The Howick congregation is

one of many forming the United Church of Canada, established in 1925. This Canadian denomination is the result of a union proposed in the early 1900s, into which entered Presbyterian, Methodist and Congregational Churches throughout the country.

Presbyterian congregation were granted the choice to support union or not. A vote was held in each church, the majority keeping the church property. Thus, after the local votes in November 1924, the Unionist minority resolved to establish a new congregation with a new church. In the meantime, the Temperance Hall served as a temporary home. In March 1927, the new Board of Trustees was authorized to purchase the old stone mill and adjoining lots from Gebbie. Stone and other materials from the mill were used in church construction.

The attractive and well maintained building is the center for many community activities. The Hall and Sanctuary levels are accessible to all, thanks to an elevator added in 2005. Howick United Church welcomes everyone to come for worship and activities.



Gebbie Mill, site of United Church. – Howick United Church, 2 Bridge Street (circa 1950).



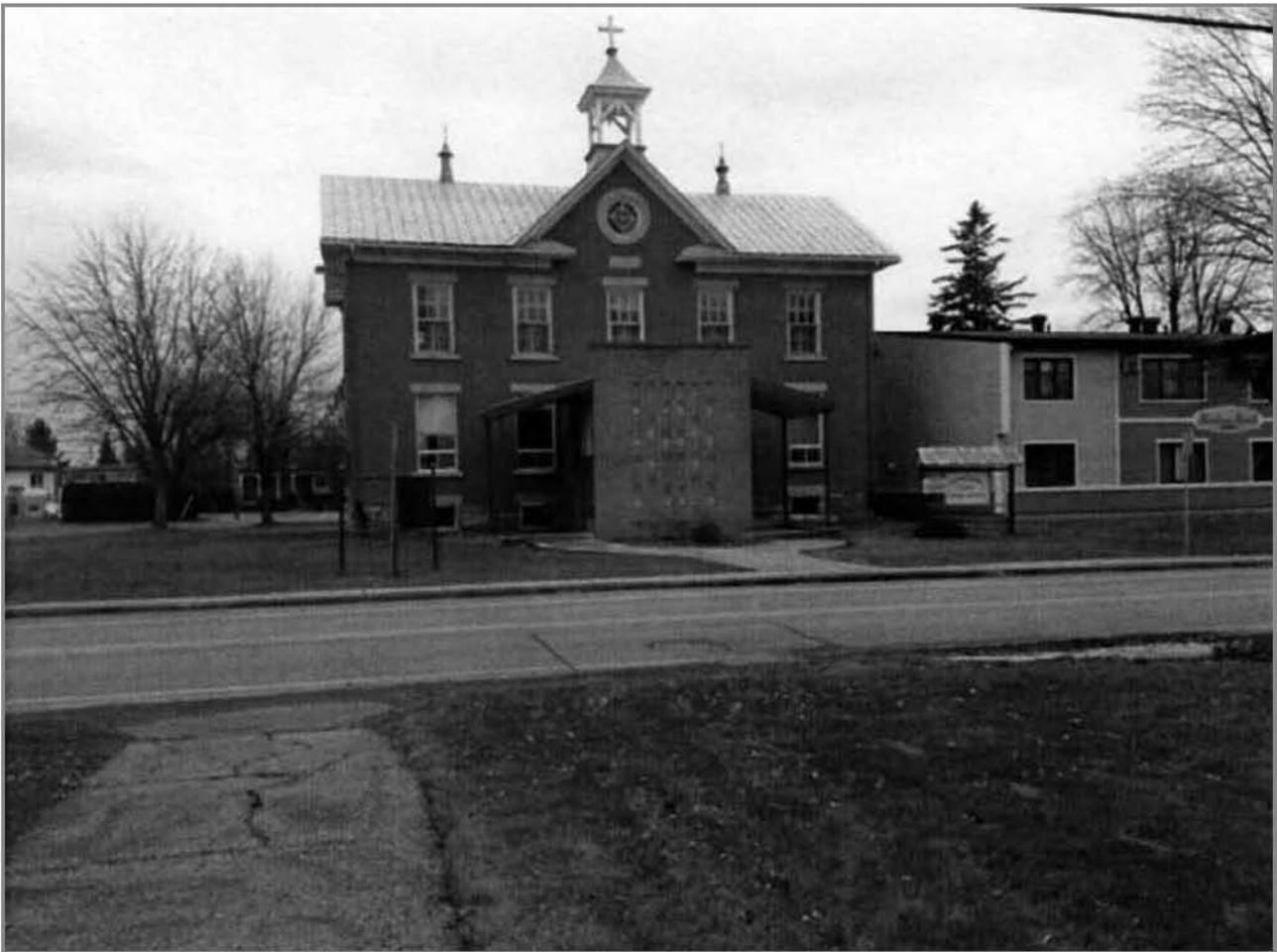
## Centre communautaire de Howick

Les personnes qui ont œuvré à l'école Modèle, inaugurée en 1915, joueront un rôle central dans la communauté. Dès le départ, les enfants y reçoivent une éducation primaire en français. Utilisée jusqu'au milieu des années 1970, on y fonde le Club de l'Âge d'Or en 1972. Deux sœurs et deux laïques sont en fonction lors de la fermeture de l'école vers 1975. Plusieurs citoyens entreprennent par la suite des démarches afin de récupérer la propriété de l'édifice. Le 18 avril 1979, une première assemblée des paroissiens permet la création d'un organisme sans but lucratif, le Groupe EM de Howick Inc. L'OSBL le transforme en centre communautaire pour la tenue d'événements et la location de salles.

Au fil du temps, le Club de l'Âge d'Or y tient de nombreuses activités : parades de la Saint-Jean, paniers de Noël, bingos, cartes, jeux de poches, *shuffle board* à l'extérieur et annuellement trois ou quatre soupers.

Vers la fin des années 1980, les autorités refusent le classement comme site historique, à cause des transformations effectuées sur la façade de l'école. En 1998, lors de la tempête de verglas, la population utilise le centre communautaire comme refuge. Les deux municipalités le supportent financièrement.

Suite à la vente du presbytère en 2007, le Groupe EM de Howick inc. accueille les bureaux de la paroisse Sainte-Martine. Les activités du Club de l'Âge d'Or cessent en 2011. Depuis, les bénévoles du Groupe reprennent le flambeau. Les aînés participent de façon significative aux activités bénévoles et au conseil d'administration du Groupe. En 2013, suite au décès de Jacques Hontoy, une plaque commémorative et un terrain de pétanque soulignent la contribution de ce président dans la conservation et l'utilisation du bâtiment durant 20 ans.

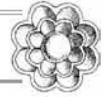


L'école Modèle, en 2014 — Pink school in 2014.

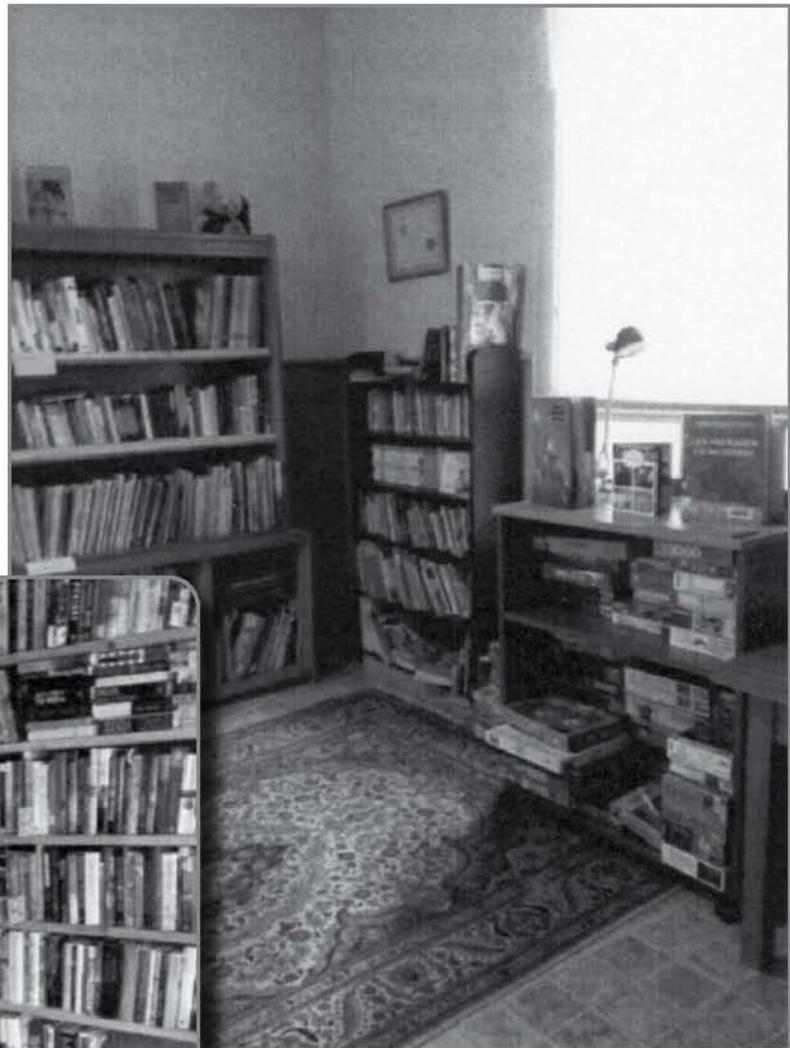
---

## The Pink school community center

---



La collaboration des bénévoles du Groupe, des municipalités de Howick et de la paroisse de Très-Saint-Sacrement et de la coordonnatrice au développement communautaire permettent l'activité « coin des jeunes » en 2014. Le but visé est de faciliter l'intégration sociale des personnes dans le besoin. En septembre 2014, un repas communautaire avec les nouveaux arrivants clôt ce premier centenaire d'activités. On envisage la mise en place d'un « coin des arts », d'un « coin de mise en forme » et la présentation éventuelle d'expositions d'artistes locaux.



Le coin de lecture la « petite biblio », section enfant.

The "little library" reading corner, children section.



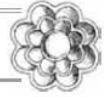
Le coin de lecture la « petite biblio », section adulte.

The "little library" reading corner, section adult.

The community center is also called the pink school, because of its color red brick which turns to rose during the aging process. Since its foundation, Groupe EM is managed by volunteers living in Howick or the parrish Très-Saint-Sacrement. Both French and English have activities together and share the facilities. Scouts, OHO Quilters and 4H come on the premise regularly. In June 2014, the Groupe developed a public library called « petite biblio — little library ».



## Municipalité de la Paroisse de Très-Saint-Sacrement



Constituée officiellement le 2 avril 1885, la Municipalité de la Paroisse de Très-Saint-Sacrement, nom porté également par la communauté catholique et son église, se déploie sur plus de 97 km carrés. Son territoire se caractérise par la prédominance d'un paysage agricole bien préservé avec ses terres fertiles, ses rivières et ses routes de campagne entourant la Municipalité de Howick. À la demande des villageois, le gouvernement du Québec détache le 29 octobre 1915 la Municipalité de Howick de celle de la Paroisse.

Malgré leurs administrations respectives, la Municipalité de la Paroisse de Très-Saint-Sacrement est fière de travailler en partenariat avec la Municipalité de Howick pour assurer à leurs citoyens un service incendie et des services communautaires appropriés.

Nous vous souhaitons un heureux 100<sup>e</sup> anniversaire et une année remplie de souvenirs des plus heureux !

The Municipality of the Parish of Très-Saint-Sacrement, named after the catholic community and its church, was officially founded on April 2<sup>nd</sup>, 1885 and covers over 97 square km. Its territory is characterized by the predominance of a well preserved agricultural landscape with its fertile land, rivers and country roads surrounding the Municipality of Howick. At the request of the villagers, the Quebec government detached the Municipality of the Village of Howick from the Parish as of October 29<sup>th</sup>, 1915.

Despite their respective administrations, the Municipality of the Parish of Très-Saint-Sacrement is proud to work in partnership with the Municipality of Howick to insure fire protection and community services for all citizens.

We wish you a happy 100<sup>th</sup> Anniversary and a year filled with great memories !

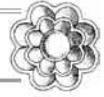
### Conseil municipal — City council

Maire – Mayor : François Rochefort  
Conseillers – Concillors : Danny Anderson  
Johanne Loiselle  
Agnes McKell  
Ross Craig  
Jim Templeton  
Pascal Laramée  
Directrice-générale – Executive Director  
Secrétaire-trésorière – Secretary-Treasurer : Suzanne Côté





## Howick / Très-Saint-Sacrement Fire Department



In the years prior to 1963, the Howick/Très-Saint-Sacrement Fire Department consisted of a trailer pump which was stored at the town hall and pulled behind a car to a fire scene. If the fire was not close to a good water source, the pump was of little use as the means to transport large quantities of water was not yet in place. Equipment for the firemen was also at a premium with less than half enough boots, coats, helmets and mitts.

At that time, when a fire call came in, the firemen would be alerted by the sound of a siren located at the town hall. The firemen consisted of anyone who heard the siren and thought they could help. In some cases, a neighbouring town would be called for help with a large fire, although the mayor of the said town had to be contacted first to make arrangements.

In 1963, the town of Howick bought the first new pumper : an American Lafrance with a 625 gallon per minute pump. In August 1965, the Howick/Très-Saint-Sacrement Volunteer Fire Department became officially organized. The first tanker truck was purchased in 1966 by Très-Saint-Sacrement. By this time, fire calls were received on special fire phones and relayed by phone chain to the rest of the firemen.

Over the next few years, a large mutual aid system was formed in south western Quebec. In this system a fire chief was able to call on neighbouring departments without first contacting the mayor for permission, as it had been in the past. All councils understood that when their fire department was called on in this mutual aid system, no money would change hands. This gave the fire department the freedom to call in as much help as was deemed necessary. The Howick/Très-Saint-Sacrement Fire Department joined mutual aid in 1969.



A new rescue truck was purchased in 1970 to make room for a growing line of equipment. In 1974, two-way radios for mutual aid were acquired. Having all departments on the same frequency greatly improved service. The fire department moved from the town hall to a new fire station in 1975. A new tanker was purchased in 1980. In 1987 firemen started receiving fire calls by pagers instead of the phone chain. A new pumper was bought in 1996. The rescue truck was updated in 2004 and a new tanker purchased in 2010. Today, the advancement of the fire department continues with better fire training and improved equipment. Our firemen are still as dedicated as their predecessors were in the early days.

### SQMAFA

The Southwestern Quebec Mutual Aid Fire Association was formed in 1967 after much work and cooperation from the municipalities concerned along with the assistance of the Quebec Government (pilot project) and the Franklin County Mutual Aid Association in neighbouring New York State. The first meeting was held in Hemmingford. Numerous meetings with various councils and fire departments were held throughout the valley over the next several months. The following is a partial list of the men involved in establishing the mutual Aid organization : Donald Ednie and Kyle Blair (Franklin), Don Racine and James Hutchings (Hinchinbrooke), Glen Clark and Harry Warner (Hemmingford), Henri Moss (Fire Commissioners Office, Quebec City) and Elton Capiello (fire chief, Fort Covington, New York).

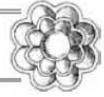
On August 29, 1968, Kyle Blair and Harry Warner drove to Quebec City with a copy of the mutual aid plans and met with Henri Moss. The plans were accepted.

In November 1968, the mutual aid secretary reported that he had received a notice of motion from the corporation of the parish of Très-Saint-Sacrement and Howick on their intent to become members of the mutual aid system.

Today, the municipalities can count on the cooperation of more than 250 firefighters (men and women) and a common dispatch radio system. SQMAFA member departments include Franklin, Godmanchester, Hinchinbrooke, Howick, Huntingdon, Ormstown, Saint-Anicet, Saint-Étienne, Saint-Louis and Sainte-Barbe.



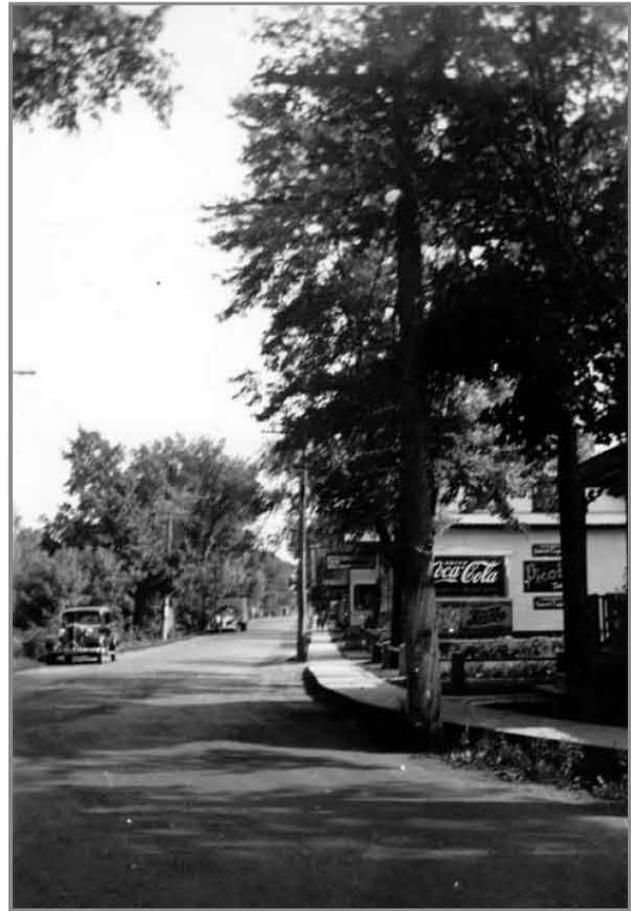
## Le 57, rue Lambton



Le premier enregistrement officiel de cette adresse remonte au 2 septembre 1882, alors propriété de Joseph Dussault. Désireux de se partir en affaires, Joseph Farineau achète, le 22 novembre 1929, le commerce d'Édouard Slevan pour la somme de 2050 \$.

Jos et Laura Mathieu, son épouse, y exploitent un restaurant fort couru par les habitants de Howick et des régions environnantes. Leur fille unique, Thérèse, avait alors deux ans. À la suite du décès prématuré de Jos le 12 septembre 1936, Laura se remarie, le 12 octobre 1937, avec Wilfrid Lortie. Ensemble, ils continuent d'opérer le restaurant. Après le décès de Wilfrid, le 24 avril 1955, Laura continue seule jusqu'à la vente du commerce à Alcide Valade, le 26 mars 1958, pour la somme de 12 450 \$. Plusieurs personnes sont propriétaires de l'endroit avant 1929 et après 1958, mais Laura aura été celle qui l'aura dirigé le plus longtemps, soit 29 ans.

Ce lieu apprécié de la clientèle servait non seulement pour la restauration, mais également pour les rencontres des jeunes et moins jeunes. Devant cette adresse, se déroula en juin 1980 la toute première fête de la Saint-Jean-Baptiste à Howick, avec la permission de fermer une rue provinciale, un fait rarissime d'ailleurs.



Ci-dessus : la rue Lambton dans les années 1950; ci-dessous : le restaurant de Wilfrid Lortie situé au 57, rue Lambton à Howick.





## Index

- A**
- Albemarle, Amelia 12, 86  
Allard, Joseph-Charles 69, 143  
Anderson, Cecil 158  
Anderson, John 62, 136  
Anderson, Wilburn 157  
Archambault, Charles 62, 136  
Arcoite, Philomène 159  
Arcoite, Robert 163  
Arcoite, Sévère 159  
Arcoite, Sylvie 205  
Arcoite, Wilfrid 160  
Avène voir Renaud
- B**
- Bachant, Pierre-Eusèbe 66, 140  
Barbeau, Réal 164  
Barr, Robert 165  
Barrington, David 64, 138  
Barrington, Gary 221  
Beaudin, Caroline 169  
Beaudoin, A. 45, 118  
Beauharnois de Beaumont, Claude de 9, 11, 83, 85  
Beauharnois, Charles de 9, 11, 83, 85  
Beauharnois, François de 11, 85  
Beaumont voir Beauharnois  
Belval, Dominique 195  
Bergevin, Fernande 166  
Bergevin, Germain 167  
Bettesworth, ... 12, 86  
Billette voir Primeau  
Billette, Denis 168  
Billette, Jean-Denis 169  
Billette, Lucien 43, 116  
Blyth, Étienne 20-21, 94-95  
Bourbonnais, Nazaire 68, 142  
Bourcier, Adolphe 214  
Bourcier, Normand 78, 151  
Bourdeau, Luc 204  
Bourgerie, Henry 66, 140  
Bouthillier, Stéphane 170  
Brault, Gilbert 24, 98  
Brault, Israël 24, 98  
Brault, Jean-Pierre 171  
Brault, Narcisse 24, 98
- Brosseau, Denise 172  
Brown, Viola 191  
Brown, William 38-40, 112-114  
Bruce, ... 24, 98  
Bryson, James 30, 33, 104, 107
- C**
- Camerlain, Ginette 164  
Cameron, James Stuart 24, 98  
Cardinal, Arthur 34, 108  
Carmichael, William 71, 145  
Carruthers voir Faulkner  
Carruthers, A. 64, 138  
Carson, E.G. 64, 138  
Carson, Roy 35, 109  
Casement, Bill 78, 151  
Cavanagh, James 174  
Caza, Raymond 175  
Centre communautaire de Howick 224  
Charlebois, Alphonse 27, 101  
Charrette, Marie-Rose 197  
Chartier de Lotbinière, Michel 11, 85  
Chartier, Étienne 62, 136  
Chaussegros de Léry, Gaspard-Joseph 11, 85  
Chaussegros de Léry, Louise-Madeleine 11-12, 85  
Cholette, Louise 171  
Club de curling de Howick 222  
Colquhoun, Archibald 70, 144  
Cooper, M.A. 74, 148  
Côté, Armand 176  
Côté, Gérard 177  
Côté, Pierre 68, 141  
Côté, Suzanne 78, 151, 178  
Craig, Alvin 179  
Craig, Marian 157  
Crawford, Florence 75, 148  
Crête (curé) 38, 112  
Cuillierier, Louis 68, 141  
Cunningham, John 24, 98  
Cyr, Luc 69, 143
- D**
- Dagenais, Odette 180  
Davies, James 71, 145  
Demeloizes voir Renaud  
Demers, Étienne 20, 94



Demers, Pierre	69, 143
Dépatie, Richard	46, 120
Deschamps, Linda	181
Deschamps, Odey	180
Desgroseilliers, Alexandre	35, 109
Desgroseilliers, Émile	212
Desgroseilliers, Jean-Charles	182
Desgroseilliers, Joseph	31, 105
Desgroseilliers, Laure-Anna	59, 133, 156
Doran, William H.	27, 101
Doré, Robert	77, 150
Dunn, James Gordon	28, 102
Durham voir Lambton	
Dussault, Joseph	228

## E / F

Elgin, James Bruce	10, 17, 84, 91
Ellice de Knockleith, William	12, 86
Ellice, Alexander	12, 14, 86, 88
Ellice, Edward	10, 12, 15, 84, 86, 89
Ellice, George	12, 86
Ellice, William	12, 86
Elliott, Gayle	179
Émard, Joseph-Médard (Mgr)	66-69, 140-143
Fabre, Édouard-Charles (Mgr)	19, 22, 93, 96
Farineau, Joseph	228
Farineau, Thérèse	206
Faubert, Florent	183
Faulkner & Carruthers	73, 147
Feeney, Norman	77, 150
Fire Department	227
Fletcher, Clifford Johnson	184
Fletcher, Norman	52, 126
Forrester, Evelyn Doreen	175

## G

Gagné, Thérèse	203
Gartly voir Simpson	
Gebbie, Thomas	15, 31, 33, 72, 74, 89, 105, 107, 146, 148, 186, 191
Gebbie, William	15, 89
Goldbloom, Victor	45, 118
Grégoire, Ginette	168
Greig, William	24, 98
Grey, Hannah Althea	10, 12, 84, 86
Grey, Charles	10, 84
Grey, vicomte d'Howick, Henry George	10, 84

## H

Hamilton, Annie Wright	186
Hamilton, Pearl	190
Hamilton, William	39, 113
Harris, Kathleen	177
Hay, David R.	24, 31, 33-34, 66, 98, 105, 107-108, 140
Hay, William	191
Hébert, Gilbert	69, 143
Hébert, Maurice	69, 143
Hébert, Salomon	30, 104
Hébert, Trefflé	29, 103
Héroux, Nancy	189
Hontoy, Alain	75, 149
Hooker, Dorothy	165
Houle, Fernande	192
Houle, Jean-Baptiste	30, 104
Houle, Oscar	36, 110
Howick voir Fire Department	
Howick voir Grey	
Howick voir United Church	
Hunter, Andrew A.	63, 137
Huxtable, G.	29, 103

## I / J / K

Iles, Mary	33, 107
Jeanneau, ...	72, 146
Jodoin, André	188
Jodoin, Charles	35, 109
Jodoin, Ginette	183
Kellock, J.M.	29, 103
Kerr, Arthur	75, 148
Kerr, C.	64, 138
Kerr, Clarence	191
Kerr, Evelyn	191
Kerr, Haddon	190
Kerr, Louise	75, 148
King voir Mackenzie King	
King, Robert	14, 88
Kirkland, W.	71, 145
Kirouac, Conrad voir Marie-Victorin	
Knockleith voir Ellice	

## L

Laberge, Charles	62, 136
Laberge, Paul	192
Laberge, Philémon	19, 93



LaFontaine, Louis-Hippolyte	17, 91	Mckenzie, Jeannie	39, 113
Lambton-Durham, John George	15-17, 89, 91	McLaren, W.	73, 147
Lamoureux, Micheline	194	McLeod, Donald	72, 146
Lang, John	71, 145	McLeod, Isabella	191
Lavallée, Louis-A.	26, 100	McWattie, Alexander	70, 144
Law, James	71, 145	Ménard, Georges-André	196
Lazure, Jean-Pierre	194	Mercier, Honoré	26, 28, 36, 100, 101, 110
Lazure, Yvan	55, 129	Meunier, Antoine	44, 48, 118, 122, 197
Leclair, Louis	62, 136	Milne, James	14, 88
Lefebvre, J.-H.	68, 142	Morrison, Donald R.	73, 147
Lefebvre, Joseph	24, 63, 98, 137	Muir, James Chrichton	70, 144
Lefebvre, Joseph-H.	31, 105	Municipalité de Très-Saint-Sacrement	226
Lefebvre, Nancy	170	Myre, Roma	45, 53, 56, 77, 119, 127, 130, 151 198
Legault, J.-E.	34, 108		
Lemieux, Jean-Guy	77, 150		
Léonard, Jacques	53, 127		

## N / O

Léry voir Chaussegros		Ness, R.R.	33, 73, 107, 147
Lesage, Jean	65, 139	Newlands, Joseph	62, 136
Léveillé, Yves	195	Ogilvie, M.	68, 142

## P

Logan, James A.	31, 105	Paquette, John	200
Logan, James	31, 105	Paquette, Pierre	178
Loiselle, Denis	58, 132	Parent, Alphonse-Marie	65, 139
Lopez, Ricardo	47, 121	Parent, Denis	217
Lortie, Wilfrid	228	Parent, Léo	202
Lotbinière voir Chartier		Parent, Mariette	176
Louis XV (roi)	11, 85	Parent, Mathias	31, 69, 105, 143
Lusignan, Camille	40, 114	Parent, Napoléon	31, 105
Lussier, Étienne	24, 68, 98, 142	Parent, Paul	202
Lyman voir Raymond & Lyman		Patenaude, Hélène	204
		Patenaude, Hermas	44, 117-118, 166
		Peden, Frank	73, 147
		Pépin, Émile	20, 94
		Perreault, Robert	54, 129
		Perrigo, James	62, 136
		Perry, E. Leslie	64, 138
		Pink school community center	225
		Primeau, Annette	188
		Primeau, Laurette	220
		Primeau, Maurice	45, 118
		Primeau-Billette, Linda	77, 151
		Provost, Julie	214
		Prud'homme, Lucille	202

## R

MacDonald, Grace	63, 137	Racicot, Zotique	19-20, 93-94
MacKay, William	19, 93	Raithby, Richard	59, 133, 205
MacKeracher, Charles M.	71, 145		
Macquet, Gérard	26-27, 100-101		
Mahon, Egbert G.	31, 69, 105, 143		
Malette, Jacques	181		
Marchand, Jacob	25, 99		
Marcil, Fortunat	31, 105		
Marie-Victorin, frère (Conrad Kirouac)	56, 130		
Mathieu, Laura	228		
McCartney, John	70, 144		
McClenaghan, John	62, 136		
McClenaghan, Joseph	71, 145		
McEachern, Archibald	24, 98		
McFarlane, John	71, 145		
McKell, Donald	73, 147		
McKell, James	29, 71, 103, 145		
Mckenzie King, William Lyon	37, 111		





---

## Table des matières / Contents

Message du député de Huntingdon / Message from M.N.A. for Huntingdon	5
Message de la députée de Beauharnois-Salaberry à la Chambre des Communes	6
Message du maire de la municipalité de Howick	7
<b>Chapitre I – Au fondement du village de Howick : les origines françaises et anglaises</b>	<b>9</b>
Howick, un nom d'origine anglaise	10
L'évolution de la seigneurie de Beauharnois	11
Quand le moulin bat trop vite...	13
Howick, un village en attente d'une reconnaissance officielle	15
Prélude à l'incorporation municipale	15
Création d'une paroisse catholique	19
<b>Chapitre II – Établissement du système municipal et création civique du village de Howick</b>	<b>23</b>
Une municipalité est née	24
Les débuts de la Municipalité de paroisse de Très-Saint-Sacrement	24
L'amélioration des voies de communication	26
L'électrification des rues du village	28
Des gosiers s'assèchent...	29
Le Howick Temperance Hall	30
La création de la Municipalité du village de Howick	31
Les premières décisions	32
Un mot sur John Watson	33
Le Club Ayrshire Howick Huntingdon	33
Ah la prohibition quand tu nous tiens !	34
La protection de la santé publique	35
La mise en place d'un service d'incendie	35
La construction du pont Honoré-Mercier	36
Sous l'influence de la crise économique de 1929	37
L'avènement de la Deuxième Guerre mondiale	37
L'achat de l'école Modèle	38
Sur les traces de Wilfred Watson...	39
La construction d'un hôtel de ville et d'un bureau de poste	39
<b>Chapitre III – La Municipalité du village de Howick à l'ère de la modernisation</b>	<b>41</b>
Le Service d'incendie en constante évolution	42
• Sinistre important à Brysonville	46
Le député libéral Ian Watson	47
La fermeture de la station du Canadien National	47
L'agrandissement du bureau de poste	48
La Loi sur la protection du territoire agricole	48
Un HLM au village	49
L'inondation du 29 mars 1998	50
Des questions politiques encore sur la sellette	52
– Le débat linguistique	52



– Le projet de loi 38	53
– L'Agence spatiale canadienne	53
– Pour un meilleur partage fiscal	54
La municipalité, soucieuse de l'environnement	55
Le blason de Howick	56
• Le verglas	57
Le protocole de Kyoto	58
De nouvelles infrastructures de voirie au village	58
À l'ère des projets éoliens	58
La politique de la famille et des aînés	59
Portrait démographique de Howick	60
<b>Chapitre IV – Mise en place de l'encadrement de la communauté</b>	<b>61</b>
L'évolution des écoles au sein de la municipalité scolaire de Howick	62
– Les écoles catholiques dissidentes	65
Entre catholicisme et protestantisme : l'identité howickoise	67
– L'église catholique de Très-Saint-Sacrement	67
– L'église presbytérienne Georgetown	70
• Le cimetière de l'église presbytérienne de Georgetown	70
– L'église presbytérienne Riverfield	71
• Le cimetière de Riverfield	71
– L'église unie de Howick	72
Prendre le temps de se divertir et de se regrouper	73
• Le Club 4-H de Howick	73
– Les associations sportives	73
• Le Club de l'Âge d'Or	75
– Les regroupements sociaux de femmes	76
– Les clubs reliés aux affaires	77
<b>Chapter I – At the foundations of the village of Howick : the French and English origins</b>	<b>83</b>
Howick, a name of English origin	84
The evolution of the seigneurie of Beauharnois	85
When the mill turns too quickly	87
Howick, a village in waiting of official recognition	89
Prelude to a municipal incorporation	89
Creation of a Catholic parish	93
<b>Chapter II – Establishment of a municipal system and the creation of the civic village of Howick</b>	<b>97</b>
A municipality is born	98
The beginnings of the Municipality of the Parish of Très-Saint-Sacrement	99
Improvement of roads	100
The electrification of the village streets	102
The throats are parched...	103
The Howick Temperance Hall	104
The creation of the Municipality of the village of Howick	104
The first decisions	106
A word about John Watson...	107
Club Ayrshire Howick / Huntingdon	107
Ah prohibition how you hold onto us !	108
The protection of public health	109



The establishment of a fire department	109
The construction of Honoré-Mercier Bridge	110
Under the influence of the economic crisis of 1929	111
The emergence of World War II	111
The purchase of the École Modèle	112
Wilfred Watson...	113
The construction of a city hall and a post office	114
<b>Chapter III – The Municipality of the village of Howick, in the era of modernization</b>	<b>115</b>
The fire department in constant evolution	116
• Major disaster in Brysonville	120
Deputy Liberal Ian Watson	121
The closure of the Canadian National station (CN)	121
Expansion of the post office	122
The Protection of Agricultural Land Act	122
HLM in the village of Howick	128
• Flood of Sunday, March 29 <sup>th</sup> , 1998	124
Political issues still under scrutiny	126
– The language debate	126
– Bill 38	127
– Canadian Space Agency	127
– For a better division of taxes	128
The municipality, concerned about the environment	129
The coat of arms of Howick	130
• The ice storm	131
The Kyoto Protocol	132
New structures of the streets to the village	132
In the era of the wind turbine project	132
Family and seniors' policy	133
Demographic portrait of Howick	134
<b>Chapter IV – Implementation of the community's structure</b>	<b>135</b>
The evolution of the schools within the school municipality of Howick	136
Dissident Catholic schools	139
Between Catholicism and Protestantism: the “Howickois” identity	141
– The Catholic church of Très-Saint-Sacrement	141
– The Georgetown Presbyterian Church	144
• The Georgetown Presbyterian Church cemetery	144
– The Riverfield Presbyterian Church	145
• The Riverfield Cemetery	145
– The Howick United Church	146
Take time to enjoy and pull together	147
• The 4-H Club	147
The Athletic Associations	147
• The Club de l'Âge d'Or	149
The social movement for women	149
Clubs connected to business	150
<b>Familles, organismes et commerces / Families, Organisms and Business</b>	<b>155</b>
<b>Index</b>	<b>229</b>